

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE – Nº 13976 – 4,50 F

MERCREDI 3 JANVIER 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Les Corées à leur tour ?

LA Corée du Sud a rejeté, après un premier accueil « enthousiaste » le message de Nouvel An du maréchal Kim Il-sung proposant de démanteler le mur séparant les deux Corées depuis 1953. Séoul s'apprête à proposer un accord de libre passage au travers du 38ᵉ parallèle, sur le modèle de celui conclu entre la RFA et la RDA en 1972.

Timide frisson de détente dans ce dernier bastion de la guerre froide tant l'hostilité et la méfiance sont profondes entre les deux Corées, qui savent chacune manipuler avec maestria l'arme de la propagande. Mais le fait même qu'en ce début de 1990 on se réfère encore à des accords datant de l'ère brejnévienne montre le retard que conserve la péninsule coréenne en ces temps de bouleversements tous azimuts.

SI, depuis les manifestations étudiantes de 1987, la Corée du Sud, enfin démocratisée, a lancé une offensive de charme en direction de la Chine, de l'URSS et de l'Europe de l'Est, la Corée du Nord est restée pour sa part l'un des derniers dinosaures du communisme. Le vieux maréchal Kim Il-sung, grand adepte du népotisme comme son vieil ami Ceausescu, dont il vient de faire publier les œuvres en coréen, fait désormais figure d'ancêtre, de statue du Commandeur du stalinisme.

De plus en plus isolé, il ne lui reste guère comme soutien que M. Deng Xiaoping et la Chine normalisée. C'est peut-être ce qui explique, outre la tradition des tonitruants messages de Nouvel An, ses nouvelles propositions. Encore faut-il relativiser la dernière en date, puisqu'il affirme que le «mur de béton» se trouve du côté sud de la ligne de démarcation et que «de notre côté, il n'y a aucune muraille»...

LE retard de la Corée du Nord par rapport au Sud dans tous les domaines - démocratique, économique, diplomatique, voire militaire - au moment où se prépare la lutte pour la succession du vieux dictateur, dont le fils aîné et héritier présomptif, le «cher dirigeant» Kim Jong-il, est contesté, pourrait la contraindre à des concessions. Face à un Sud de plus en plus conscient de sa réussite, Pyongyang aurait en effet du mal à recourir à une solution militaire parfaitement inacceptable aujourd'hui par Moscou comme par Pékin.

Cette ouverture serait, pour la Corée du Nord, une chance d'éviter de devenir une sorte de Disneyland d'un communisme pur et dur ailleurs disparu, l'ultime réserve d'Indiens du stalinisme avec l'Albanie. Ce serait aussi, là encore plus qu'ailleurs, la reconnaissance du constat de faillite d'un système fondé sur la répression, l'autarcie et le culte du chef – et l'admission de la primauté d'un Sud capitaliste, longtemps honni mais plus peuplé et tellement plus riche. M. Kim Il-sung est-il prêt à accepter ce hara-kiri politique après quarante-cinq ans de pouvoir sans partage ?

Les conséquences de la chute du régime Ceausescu

Les Moldaves d'URSS affirment leur solidarité avec ceux de Roumanie

Deux semaines après le début de la révolution, les partis politiques renaissant en Roumanie commencent déjà à s'organiser en vue des premières élections libres depuis quarante-cinq ans, prévues pour le mois d'avril, tandis que les milieux diplomatiques révisent à la baisse le bilan des victimes. En province, à Iasi, non loin de la frontière de l'Union soviétique, les manifestations populaires sont l'occasion d'exprimer la solidarité entre Moldaves de Roumanie et d'URSS.

IASI (Roumanie)
de notre envoyé spécial

« Ré-u-ni-fi-ca-tion ! » Le mot tabou, le slogan le plus dangereux peut-être de ces heures révolutionnaires, quand tout un peuple se cherche un avenir, a été prononcé, hurlé, dans un microphone le 24 décembre 1989, au balcon du *conciliu* provisoire de Iasi, capitale de la Moldavie.

Réunification, union, unité de tous les Moldaves. A 20 kilomètres de la frontière soviétique, le mot a fait mouche et certains jeunes, parmi les milliers de citadins en liesse venus acclamer leurs nouveaux dirigeants municipaux, ont à leur tour entonné le slogan. Qui a osé ? *« Pas moi »*, affirmera plus tard M. Iuri Rosca, vice-président du Front populaire moldave d'Union soviétique. *« Nous non plus »*, se défendront Vasile Nastase et Anatol Salaru, deux des membres de la délégation de Bessarabie (Moldavie soviétique) envoyée à Iasi *« avec 48 wagons d'aide d'urgence médicale et alimentaire pour les frères roumains »*. Peu importe au fond l'identité du coupable.

Le *« pacte scélérat »* Molotov-Ribbentrop signé en 1939 a coupé en deux le peuple moldave et c'est là tout le problème. *« Nous étions tous au travail »*, raconte Dan Petrescu, l'écrivain dissident de Iasi, qui fut brièvement membre du conseil provisoire local et qui devrait être nommé vice-ministre de la culture dans le gouvernement provisoire de Bucarest (*le Monde* du 2 janvier). *« Des orateurs divers se succédaient depuis des heures sur le balcon du* conciliu, *quand, de l'intérieur, héberlués, nous avons entendu ce slogan. Comme électrisé, le président du Conseil* [le professeur Doru Tzigau] *s'est levé d'un bond et il a hurlé : « Qui crie cela ? Ils sont fous ! Ils vont se faire fusiller ! Il faut les arrêter tout de suite ! »*

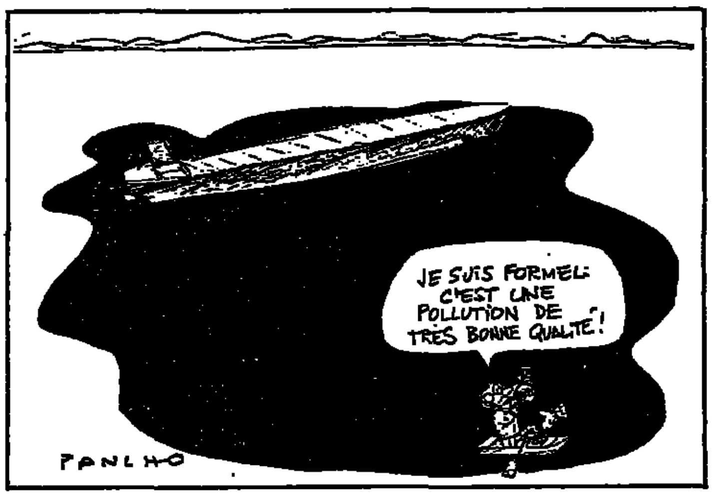
PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 5

70 000 tonnes de pétrole dans l'Atlantique

La France va aider le Maroc à endiguer la marée noire

M. Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, étudie, depuis le 1ᵉʳ janvier, à Marrakech, avec les autorités marocaines, les moyens de faire face à la marée noire de 70 000 tonnes de brut échappées du pétrolier iranien « Khark » depuis le 19 décembre. Une nappe était signalée, mardi, à 30 kilomètres de la côte.



Lire page 10 le reportage de MARC AMBROISE-RENDU

Année des foules et des foulards

1989 aura vu la passion de la liberté renverser murs et dictatures

par André Fontaine

Le « planificateur » nippo-américain Francis Fukuyama se doutait-il, en remettant au goût du jour les prophéties de Hegel et de Kojève, que l'Histoire allait s'emballer au moment même où il en annonçait la fin ? Il faut remonter loin dans le temps pour retrouver une année aussi riche en événements de première grandeur que celle où l'on a célébré le bicentenaire de la Révolution française.

A bien des égards, 1989 répète 1789 : de Pékin à Santiago, un même amour de la liberté a jeté dans les rues des millions d'hommes et de femmes dont on avait trop vite admis qu'ils avaient pris à jamais leur parti de leur servitude. Le résultat n'était pas pour autant acquis d'avance : le massacre de Tiananmen a montré qu'en Chine au moins le mouvement d'émancipation n'était malheureusement pas irréversible.

L'espoir assassiné au printemps a rejailli, à l'automne, là où on l'attendait le moins : dans cette Allemagne de l'Est à la discipline proverbiale, où l'économie passait pour se porter mieux que dans le reste du monde socialiste. Mais le régime de Honecker, non content de maintenir la population enfermée derrière le mur, était resté parfaitement sourd au grand vent de la perestroïka. Or ses sujets avaient tout loisir de contempler les images d'abondance et de démocratie diffusées chaque jour par la télévision de l'Ouest et de les comparer à la grisaille dont il leur fallait se contenter.

Il a suffi, du coup, que la Hongrie ouvre sa frontière avec l'Autriche pour que des dizaines de milliers de citoyens de la RDA empruntent ce sas pour s'enfuir en République fédérale. Le choc psychologique a été énorme. Prenant appui sur l'Eglise réformée et sur l'intelligentsia où couvait depuis longtemps l'opposition à l'Etat policier, d'immenses manifestations, au calme et à la détermination impressionnants, lui ont signifié qu'il avait assez duré.

Le premier réflexe du pouvoir ainsi assiégé a été de recourir à la méthode qui avait si bien réussi à Deng Xiaoping. C'est alors que *Gorbatchev a pris la* décision peut-être la plus importante de sa vie : il a fait savoir qu'en aucun cas les troupes soviétiques stationnées en RDA ne participeraient à des opérations de répression.

Sans doute pouvait-il difficilement faire autrement. N'avait-il pas déclaré *urbi et orbi* qu'il ne se prévaudrait plus désormais de la « doctrine » en vertu de laquelle Brejnev s'était arrogé le droit d'intervenir dans tout pays allié où les « conquêtes du socialisme » seraient menacées ? En se déjugeant, il aurait durablement détérioré ses relations avec l'Occident, dont le concours lui est plus que jamais indispensable pour remédier au marasme de l'économie soviétique. Il aurait relancé une course aux armements qui n'a pas peu contribué à ce marasme. *Last but not least*, l'homme qu'il aurait ainsi remis en selle figurait, il le savait bien, au rang de ses adversaires les plus déterminés.

Avait-il mesuré pour autant la portée de sa décision ? En quelques jours un pouvoir qui ne tenait que par la crainte du gendarme soviétique s'est trouvé totalement déstabilisé. Honecker a dû céder la place à son lieutenant Egon Krenz. Celui-ci, pour désarmer la méfiance de l'opinion, s'est empressé de partager le pouvoir avec des contestataires et de promettre des élections libres. Il s'est même résigné à ouvrir le mur de Berlin, par lequel se sont engouffrés, dans de folles journées, des millions d'hommes, de femmes, d'enfants, littéralement ivres de liberté. Mais ce n'était pas assez pour une population qui, après deux décennies de patience forcée, découvrait soudain que l'impossible était devenu possible. Bientôt Krenz devait se retirer à son tour, au profit d'un jeune avocat spécialisé dans la défense des contestataires tandis que les députés effaçaient sans tarder de la Constitution le rôle dirigeant reconnu au Parti communiste.

Lire la suite page 7

La chronologie annuelle du « Monde », qui rassemble sur quatre pages les événements de 1989, sera publiée demain (numéro daté du 4 janvier)

M 0147 - 103 0 - 4,50 F



3790147004500 01030

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,85 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.

DÉBATS

Révolutions à l'Est

Dracula ou le communisme impensable

par Claude Fischler

IL y a quelques années, on racontait à Bucarest l'histoire suivante : la maîtresse d'école gronde un élève parce que ses vêtements sont froissés. L'écolier, en guise d'excuse, explique que sa mère est rentrée du travail fatiguée. Elle a ouvert le journal : Ceausescu recevait un camarade étranger. Elle a ouvert la radio : il y avait un discours de Ceausescu. Elle a ouvert la télévision : Ceausescu visitait une usine. *« Alors,* dit-il, *elle n'a pas voulu ouvrir le fer à repasser. »*

Cette histoire illustre le phénomène constant dans le totalitarisme communiste du « culte de la personnalité ». Staline, Mao, Enver Hodja, Kim Il-Sung et d'autres : autant de « grands leaders » frappés par le syndrome de l'idolâtrie rouge autogérée. Les quinze volumes de l'autobiographie du « génie des Carpates » ne sont pas par nature fondamentalement différents de la production littéraire du grand théoricien Staline, du génial Brejnev, ni même du Petit Livre rouge du penseur cosmique Mao.

Et pourtant nous avons un penchant naturel à considérer l'effondrement sanglant du communisme en Roumanie moins comme la chute d'un régime totalitaire que comme la fin d'un tyran, d'un dictateur sanguinaire, d'un Dracula du vingtième siècle. Dans les récits de la presse, ce qui frappe nos esprits, ce sont les fantaisies de dictateur dément, l'architecture délirante du palais présidentiel, les caprices maniaques du président, la collection de manteaux de fourrure de son épouse (sorte de version « rouge » d'Imelda Marcos et de sa collection de chaussures) et sa prétention tragicomique à être une grande scientifique.

La fin ignominieuse des Ceausescu, elle-même, renvoie aux tragédies habituelles des fins de règne. Bref, nous nous accrochons à une mythologie, à des stéréotypes familiers : ceux du tyran dévorateur. La dérive est d'autant plus tentante que le pays lui-même traîne des casseroles mythologiques : Vlad l'empaleur, Dracula, la Transylvanie de Bram Stoker, etc.

Un corollaire de cette tentation, c'est de faire commencer le martyre de la Roumanie avec le règne de Ceausescu. Dans plusieurs émissions de radio ou de télévision, des Roumains présents sur le plateau ont repris les journalistes qui parlaient des *« vingt-quatre années de dictature »* subies par le pays. C'est que, en effet, Ceausescu était bien au pouvoir depuis vingt-quatre ans ; mais il y avait quarante-deux ans que le régime était communiste. Il y avait quarante-deux ans que, avec ou sans Ceausescu, le pays était pris dans le réseau serré du parti unique, de la police politique, de la dénonciation et de la langue de bois, des manifestations « spontanées » et des slogans enthousiastes, de la méfiance généralisée et du marché noir, de la corruption et du conformisme forcé.

Les stéréotypes de la tyrannie

Bref, il y avait sans doute une différence de degré entre la Roumanie de Ceausescu et celle de Dej, entre la Roumanie et les autres « démocraties populaires », mais pas une différence de *nature.* Ceausescu n'était pas seulement un Dracula paranoïaque, un tyranneau des Balkans,un despote prolétarien. La mégalomanie des dirigeants, le népotisme outrancier et même les épouses féroces (qu'on songe à Mme Mao) sont des traits courants des « démocraties populaires ».

Nous avons eu, nous avons encore, une sorte d'incapacité à saisir, à comprendre, à penser le totalitarisme, et le totalitarisme communiste en particulier. Tout se passe comme si nous ne pouvions l'appréhender qu'en l'assimilant à des modèles connus ou supposés tels, en le renvoyant aux stéréotypes de la tyrannie et du despotisme « ordinaires ».

La « draculisation » du défunt régime communiste roumain a sans doute une double fonction. Elle permet de chercher un peu pathétiquement à sauver quelques meubles dans la débâcle du socialisme réel : plus Ceausescu est un tyran, moins il est un communiste. Au pire, on fera de lui une « perversion » du communisme. Elle permet aussi de retarder encore un moment la prise de conscience de quarante ans d'ambiguïtés, d'aveuglements et de malaise politique en continuant de nier mollement qu'il existe une unité irréductible du totalitarisme communiste.

Claude Cheysson procède à une autocritique rétrospective, affirmant que, avec le régime de Ceausescu, il aurait fallu refuser de sacrifier la morale au commerce (la Chine d'aujourd'hui lui paraît également condamnable). Dans les jours qui suivent, on assiste à un assaut d'accusations et de protestations dans les milieux politiques de la gauche à la droite, PCF en tête : c'est à qui accuse l'autre de compromission avec le grand Dracula. Or, entrer dans cette querelle revient à postuler que le « Danube de la pensée » est un cas unique, différent par nature. Sinon, pourquoi aurait-il fallu boycotter la Roumanie de Ceausescu et non l'URSS de Brejnev ou la Tchécoslovaquie de la « normalisation » ? Pourquoi Bucarest et pas Tirana, Sofia ou Berlin-Est ?

Rideau d'ignorance

Pendant quarante ans, le rideau de fer a été pour l'Ouest un rideau d'indifférence et d'ignorance. Il permettait d'entasser indistinctement tous *les pays communistes sous la même* étiquette de « pays de l'Est », même quand ils appartenaient à l'Europe centrale, c'est-à-dire au centre de l'Europe. Quant à la Roumanie, qui savait seulement si sa capitale était Budapest ou Bucarest ? Une postière de Grasse, il y a quelques années, s'interrogeait : *« C'est en Europe ? »*

Les grands débats politiques qui ont passionné les opinions occidentales n'ont guère porté que sur des boycottages sportifs, dirigés bien plus souvent contre les dictatures militaires d'Amérique latine ou contre l'Afrique du Sud que contre l'URSS brejnévienne. Les gymnastes roumaines portaient à l'indulgence ; les nageuses est-allemandes, moustachues et gonflées aux anabolisants, prêtaient à sourire. Sur l'Est, on établissait des bilans bien balancés, que certains allaient même jusqu'à trouver *« globalement positifs ».* Et le même Claude Cheysson, à propos de *l'état de guerre* en Pologne, prononçait sa fameuse phrase : *« Bien entendu, nous ne ferons rien. »*

Ceausescu était davantage et autre chose qu'un Bokassa moldo-valaque, un Gilles de Rais moderne ou même un Pinochet de gauche. Le tyran est mort, mais les Roumains crient plus que jamais leur haine du communisme. La grande débâcle de la banquise *stalinienne est un phénomène* littéralement inouï : au moment où ce séisme se produit, il nous faut plus que jamais chercher à penser et le communisme et son effondrement dans leur spécificité irréductible, et non les renvoyer à des stéréotypes mythologiques.

L'Albanie, Cuba, le Nicaragua, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, la Corée du Nord, la Chine, d'autres encore attendent toujours. Il faut achever la perestroïka dans nos têtes d'Occidentaux.

► Claude Fischler, sociologue, est chercheur au CNRS.

Ombres et lumières

par Denis Buican

LA nuit enténébrée du néo-stalinien des Carpates et du *Danube que fut Ceausescu* a pris fin... Pour autant faut-il crier victoire ? Rien n'est moins sûr, même si l'on peut penser – et non sans raisons – que le pire appartient, désormais, au passé. Quant à l'avenir, il ne faut point céder à l'illusion d'une aurore resplendissante car la route peut s'avérer encore parsemée non seulement de difficultés mais d'embûches graves. *Les lueurs de l'aube future apparaissent* quelque peu obscurcies par des nuages incertains.

Apprenti cordonnier, devenu dangereux apprenti sorcier du communisme issu du marxisme-léninisme-stalinisme, Ceausescu fut son propre bourreau : ses crimes ont attiré le châtiment. Si le procès bâclé de l'ancien dictateur et de sa femme a pu *décevoir – et c'est le moins que l'on* puisse dire, – ce n'est guère à cause de la sentence, bien méritée, elle, mais parce que beaucoup ont la perception nette que, derrière ces boucs émissaires, tout archi-coupables qu'ils soient, l'on pourrait essayer d'escamoter d'autres responsabilités et d'autres culpabilités et complicités.

Cette ombre sur la révolution *déclenchée le 21 décembre 1989* par *le* peuple pourrait être, au moins en partie, effacée par des procès véritables pour la famille et la camarilla qui doit sa carrière et ses méfaits à l'oligarchie communiste. Car le peuple roumain et l'opinion internationale ont le droit et le devoir de connaître – mieux vaut tard que jamais – la vérité véritable... et non, comme d'habitude un *ersatz.*

Quelques lueurs peuvent préfigurer l'aube de la liberté. Il faut souligner d'abord que l'on a renoncé au mythe dangereux de l'origine prétendument prolétarienne exigée pour les dirigeants : l'immense majorité des membres du Front de salut national, dont le président Ion Iliescu, sont des intellectuels, tenus en suspicion par les partis communistes orthodoxes. De surcroît, le comité a promis au peuple roumain des élections libres – qui ne *pourraient guère être qualifiées telles* sans une pluralité des partis politiques – et une rupture avec le totalitarisme. Ion Iliescu a dû reconnaître que la *« grande particularité de la révolution roumaine, par rapport aux autres pays de l'Est, c'est que ce processus se déroule en dehors du parti communiste ».* Une telle formulation implique de jeter aux orties les dogmes usés du marxisme-léninisme.

On peut trouver, malgré quelques pronostics sombres, des raisons d'espérer dans une amélioration future de la vie et d'une conquête progressive de la liberté : des élections libres sont annoncées pour le printemps prochain. On peut supposer que le nouveau régime sorti de telles élections, débarrassé du carcan communiste et marxiste-léniniste, pourrait assurer une véritable légitimité de la hiérarchie sociale en fonction du mérite véritable de chaque citoyen en bannissant ainsi le despotisme, l'arbitraire et enfin le népotisme caractérisant les régimes communistes en général et l'époque de Ceausescu en particulier.

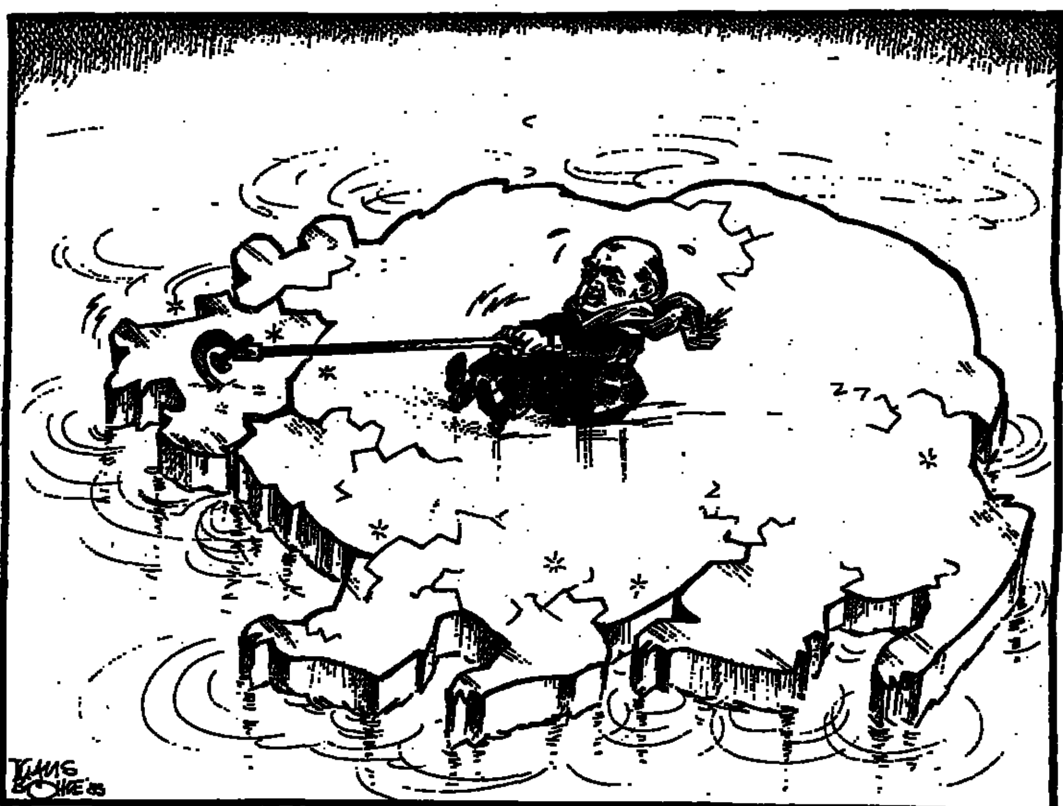
Connaissant personnellement l'homme fort du nouveau régime, Ion Iliescu, depuis les années 60 quand il était chef de la section d'enseignement qui coiffait le ministère de l'éducation nationale de Bucarest, je pense que – sauf accident de parcours – il est parfaitement capable de ménager la transition nécessaire mais difficile vers un autre système social, politique et économique plus équitable et plus libre.

Un tel système fondé sur l'efficacité économique, la justice sociale et la liberté individuelle et politique, reste en grande partie à découvrir. Car ce que l'on appelle – non sans un certain abus de langage – les démocraties occidentales ne sont, trop souvent en réalité, que des Etats démagogiques où la séparation des pouvoirs dont parlait Montesquieu et le contrôle démocratique des rouages de l'administration de l'Etat et des différents services spéciaux *et de police* n'est qu'un leurre et où la société de consommation est dominée par le « veau d'or ».

Peut-on espérer que le mal terrible du communisme dont souffrent les pays où il a sévi pourrait servir à quelque chose dans la recherche d'une voie nouvelle ?

► Denis Buican, scientifique roumain, vit à Paris.

TRAIT LIBRE



Extrait de Die Welt, *27 décembre 1989.*

Quelles constitutions ?

par Didier Maus

TOUS les pays de l'Europe de l'Est se trouvent désormais confrontés au même problème : quelle nouvelle Constitution adopter ? Certes, la plupart d'entre eux conservent, pour l'instant la Constitution héritée du modèle stalinien en l'adaptant aux nécessités de la vie démocratique, mais à terme ils devront réécrire leur Charte fondamentale. Son adoption marquera le passage définitif d'un type de régime à un autre. Cet immense exercice connaît peu de précédents. On se prend à rêver. D'un seul coup, une demi-douzaine de pays devront définir le nouveau code de leurs institutions politiques et mettre en place un système de protection des libertés fondamentales.

Sur le premier aspect, chaque Etat doit tenir compte de ses réalités nationales, en particulier historiques et sociales. Certes, le modèle parlementaire présente des avantages incontestables grâce à ses souples mécanismes de liaison entre les différentes autorités, mais d'autres solutions plus inspirées d'un pouvoir présidentiel effectif sont concevables.

L'instauration d'un véritable Etat de droit relève, elle, du fonds commun des démocraties pluralistes occidentales. Deux séries de dispositions ont largement fait leurs preuves dans la plupart des pays ayant adopté une Constitution « libérale » à la fin de la seconde guerre mondiale (RFA, Italie) ou après la disparition d'une dictature (Espagne, Portugal, Grèce). Il convient en même temps de définir des normes constitutionnelles intangibles, remparts infranchissables contre les empiétements aussi bien du gouvernement que du Parlement et de confier à une juridiction *constitutionnelle le soin* d'en assurer la préservation.

En réalité, il y a une autre solution. Depuis le 4 novembre 1950, existe en Europe une Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. En trente ans, elle a acquis ses lettres de noblesse tant par le nombre des pays signataires, que par ses extensions et, surtout, son mécanisme de contrôle, la Cour européenne des droits de l'homme. Comme la panacée est encore loin, il s'agit du système le plus efficace pour promouvoir les libertés fondamentales, individuelles et collectives.

Rien n'interdit aux pays de l'Est européen, devenus pluralistes, d'adhérer à cette convention. D'un seul coup, ils incorporeraient dans leur droit positif le contenu de la Convention et la jurisprudence de la Cour, c'est-à-dire leur inclusion dans cette grande famille des vraies démocraties. Ainsi, il n'y aurait plus deux conceptions de la démocratie, mais une seule, celle issue de la Déclaration du 26 août 1789. On se prend à rêver : une seule Europe des libertés.

► Didier Maus est professeur associé à Paris-I et vice-président de l'Association française des constitutionnalistes.

AU COURRIER DU MONDE

Pétain, Laval, Ceausescu...

Ce n'est pas par hasard que ces trois noms se trouvent rassemblés : ces trois hommes ont suivi le même destin – celui d'une politique à qui les événements ont donné tort et *dont leurs contemporains leur ont* fait payer très cher l'erreur, indépendamment du temps de son accomplissement. Et pour leur « défense », ils ont dit la *même* chose.

Pétain avait récusé la compétence de la Haute Cour et refusé de répondre aux questions de ses juges : à ses yeux, seule l'Assemblée nationale (Chambre des *députés* et Sénat) qui lui avait confié, le 10 juillet 1940, la régence de la France était habilitée à juger sa politique. Ceausescu *a présenté le même argument* : il ne devait des comptes qu'à l'Assemblée qui l'avait élu.

Quant au déroulement de ces procès politiques, même scénario : la sentence était acquise d'avance. En regardant les images télévisées du procès du dictateur roumain, je pensais aux « débats » de celui de Pierre Laval *et à cette constatation élémentaire* que, lorsqu'un homme a accumulé, autour de son nom, sinon de sa personne, autant de haine ou de mépris, rien ne peut l'arracher à la vengeance de ses adversaires : quand on choisit de devenir un homme politique, on sait qu'on peut terminer sa vie au Panthéon ou devant les fusils d'un peloton d'exécution. Au gré des péripéties de l'Histoire.

PIERRE BOURGET
(Paris.)

Le Monde
Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Sales
Administrateur général : Bernard Wouts
7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Telex MONDPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81



RFA : nouveau débat sur la ligne Oder-Neisse

Une frontière «intangible» mais pas «définitive» ?

Les festivités des retrouvailles interallemandes, les excès du Nouvel An sous la porte de Brandebourg n'ont pas totalement éclipsé un débat qui s'est poursuivi – fait rarissime en Allemagne – pendant la trêve des fêtes de fin d'année : celui concernant le caractère définitif de la ligne Oder-Neisse comme frontière occidentale de la Pologne.

BONN

de notre correspondant

C'est un débat *« superflu »*, affirme le chancelier Kohl. Il s'agit d'une *« querelle de mots motivée par des considérations de politique intérieure »*, estime de son côté M. Roman Herzog, président du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe. A gauche, et dans une partie de la coalition gouvernementale, on juge en revanche que l'absence d'une déclaration claire et sans équivoque du chancelier sur ce problème est de nature à susciter la méfiance des partenaires et voisins de la République fédérale. C'est le cas notamment en Pologne, où de nombreuses voix, dont celle du ministre des affaires étrangères, M. Krzystof Skubiszewski, qui accuse le conseiller du chancelier Kohl Horst Teltschik d'avoir obstinément refusé d'inclure ce point dans la déclaration commune germano-polonaise publié à l'issue de sa visite en Pologne, au début du mois de novembre.

Des personnalités du Parti chrétien-démocrate, comme le président fédéral, M. Richard von Weizsäcker, et la présidente du Bundestag, Mme Rita Süssmuth, ont profité de leur message au pays à l'occasion de Noël ou du Nouvel An pour prendre sur cette question une position notablement différente de celle du chancelier : *« Sur une vieille terre allemande vivent depuis des décennies des citoyens polonais. Si aucun d'entre nous ne peut aujourd'hui s'exprimer au nom d'une entité souveraine allemande unie, nous pouvons et nous devons parler pour nous-mêmes clairement et sans équivoque : cela signifie que nous, Allemands, n'avons aucune intention, aujourd'hui et dans l'avenir de modifier la frontière occidentale de la Pologne »*, a déclaré M. Richard von Weizsäcker.

Mme Rita Süssmuth a pour sa part suggéré que les deux Etats allemands fassent, après les élections de mai en RDA, une déclaration commune reconnaissant le caractère définitif de la ligne Oder-Neisse. Ces déclarations ont provoqué de vives réactions du président de la Ligue des réfugiés de l'Est, M. Herbert Czaja, député CDU au Bundestag : *« Est-il compatible avec le serment fait à la Constitution de brader 104 000 kilomètres carrés de territoire allemand ? »*, s'est écrié M. Czaja, qui accuse par ailleurs le président fédéral de *« trancher de manière arrogante la question de l'avenir et de la patrie des Allemands originaires de l'Est »*. Le chancelier a repoussé la suggestion de Mme Süssmuth, qui n'est, à son avis, *« pas acceptable »*. *« Personne ne doit craindre que nous ajoutions à l'injustice d'une expulsion* [celle des allemands des territoires de l'Est, NDLR] *celle d'une nouvelle expulsion »*, a-t-il ajouté.

Calculs politiques

La querelle a un fondement juridique : à plusieurs reprises, le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe, qui fait office de Cour suprême en RFA, a affirmé la persistance de l'existence, en termes de droit international, du Reich allemand dans les frontières de 1937, c'est-à-dire avec les territoires aujourd'hui polonais ou soviétiques de Silésie, Poméranie et Prusse orientale. Le dernier arrêt date de 1975 : le tribunal avait été saisi de cette question par l'opposition CDU-CSU, qui n'était pas satisfaite des traités à l'Est signés par le gouvernement du chancelier Brandt. Aujourd'hui, l'ancien chancelier Schmidt estime que cet arrêt est *« stupide »*, ce qui a motivé la réaction du président du Tribunal constitutionnel.

L'opiniâtreté du chancelier Kohl, qui se refuse à faire un pas supplémentaire pour rassurer les voisins et alliés de l'Allemagne, a des motifs politiques très concrets : sur le plan intérieur, l'appoint des suffrages influencés par les associations de réfugiés lui est absolument nécessaire pour ne pas donner libre champ à l'extrême droite. Un calcul quelque peu cynique motive également son attitude, qui doit beaucoup à l'influence de M. Teltschik, lui-même originaire des territoires perdus en 1945 : dans un rèlement définitif de la question des frontières et de la conclusion du traité de paix qui manque à l'Allemagne depuis 1945, la reconnaissance du caractère définitif de la ligne Oder-Neisse servirait de monnaie d'échange avec une Pologne qui réclame toujours des réparations pour les victimes du nazisme. Pour l'instant, donc la fontière occidentale de la Pologne reste *« intangible »*, sans être définitive dans l'esprit d'une minorité de la classe politique allemande qui, rassemblée autour du chancelier, repousse tous les appels à la raison, même formulés dans son propre camp.

LUC ROSENZWEIG

TCHÉCOSLOVAQUIE

M. Vaclav Havel en visite en RDA et en RFA

Le nouveau président tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, a entamé mardi 2 janvier à Berlin-Est son premier voyage officiel à l'étranger. Pour cette visite de vingt-quatre heures dans les deux Etats allemands, il était aussi attendu mardi après-midi à Munich, où il devait rencontrer le président ouest-allemand, M. Richard von Weizsäcker et le chancelier Helmut Kohl.

Ancien détenu politique et premier président tchécoslovaque non communiste depuis 1948, M. Havel a été accueilli à l'aéroport Schönefeld de Berlin-Est par le chef de l'Etat est-allemand par intérim, M. Manfred Gerlach. Il devait ensuite s'entretenir avec le premier ministre, M. Hans Modrow.

Amnistie

Dans son message du Nouvel An à la nation tchécoslovaque, M. Vaclav avel a déclaré qu'il «aimerait *contribuer à la paix* » par ses entretiens avec les dirigeants des deux Etats allemands, avant d'ajouter qu'il n'oublierait pas ses autres voisins, comme la Pologne, la Hongrie et l'Autriche.

Le chef de l'Etat tchécoslovaque a annoncé dans ses vœux de Nouvel An une large amnistie qui pourrait concerner, selon l'ancien dissident Petr Uhl, devenu membre d'une commission officielle sur la situation pénitentiaire, près des trois quarts des prisonniers du pays. Le décret d'amnistie s'applique pratiquement, de manière différenciée, à tous les délits, à l'exception de ceux liés à *« l'abus de pouvoir commis par un agent public »*, pour lesquels sont poursuivis plusieurs policiers et anciens responsables communistes. L'un d'eux, M. Miroslav Stepan, ex-chef du parti pour Prague, est emprisonné depuis le 23 décembre.

L'amnistie, qui doit être mise en application d'ici au 21 janvier, prévoit notamment la libération d'une grande majorité des détenus condamnés à des peines inférieures à deux ans d'emprisonnement pour des délits intentionnels et trois ans pour des délits commis par négligence. La plupart des autres peines seront réduites d'un tiers ou de moitié, selon la nature des délits, et les peines de moins d'un an purement et simplement annulées. La situation dans les prisons tchécoslovaques paraît actuellement tendue, et quelques mutineries ont déjà éclaté.

Des dizaines de prisonniers politiques ont déjà été libérés en vertu d'une amnistie décrétée par le prédécesseur de M. Havel, M. Gustav Husak, sous la pression des manifestants de novembre. – *(AFP, Reuter.)*

Europe de l'Est : l'apprentissage du multipartisme

par François Fejtö

Après la Hongrie, qui a donné le signal en été 1989, la Pologne, la tchécoslovaquie, la RDA, la Bulgarie et enfin la Roumanie ont renoncé avec plus ou moins de sincérité au monopole du pouvoir politique par le Parti communiste et opté pour le multipartisme. Cette option pour la démocratie pluraliste, recouvre des contenus différents, déterminés par des traditions et des conditions divergentes.

Dans aucun des pays d'Europe centrale et de l'Est, il ne peut s'agir d'un retour pur et simple à la situation préexistente à la conquête du pouvoir absolu par les PC en 1948-1949. Si un peu partout, on assiste à la tentative de renouer avec le passé et à l'émergence de partis « historiques », peu de cadres de ceux-ci ont survécu à quarante années de dictature. Ceux qui réapparaissent à l'intérieur ou reviennent de l'exil ont des difficultés à trouver un langage commun avec les représentants des forces politiques nouvelles qui, après avoir sapé le système totalitaire dans la clandestinité, occupent l'avant-scène.

Pour comprendre cette situation, il convient de rappeler qu'à la suite de la seconde guerre mondiale des systèmes quasi multipartis coalitionnaires avaient été mis en place dans les pays libérés. Ce « quasi » est vrai, même pour le pays le plus démocratique, la Tchécoslovaquie, car parmi les partis politiques d'avant guerre, seuls avaient été admis à se réorganiser ceux qui acceptaient la discipline d'un front national et d'un programme commun inspiré par les communistes. C'est d'ailleurs en 1948 la tentation des éléments non-communistes de se libérer de ce contrôle qui avait conduit au « coup de Prague ».

Paradoxalement, en Hongrie, ancien satellite de l'Allemagne occupé par les Soviétiques (la Tchécoslovaquie avait été libérée par l'armée rouge en 1945, mais aussitôt évacuée par elle), les partis démocratiques non communistes ont bénéficié d'une autonomie plus grande pendant les deux premières années de l'après-guerre, bien que les postes-clefs du gouvernement aient été aussitôt accaparés par les communistes, que soutenait la puissance occupante. Un large éventail politique s'y déploya sur la base des élections « quasi libres » de novembre 1945 : petits propriétaires (57 %) ; sociaux-démocrates (17,4 %) ; communistes (17 %) ; nationaux-paysans (7 %) ; démocrates (1,7 %) et radicaux (7 %). Les uns après les autres ils ont été démantelés au moyen de la « politique du salami ».

En Pologne, sans doute en raison de l'anticommunisme, voire de l'anti-russisme plus vigoureux de la population, la situation était plus compliquée. Certes, le chef du parti paysan, Mikolajczyk, de retour de son exil londonien, avait pour lui les masses paysannes, le clergé, une bonne partie de l'intelligentsia. Mais les communistes réussirent à susciter contre lui un autre parti paysan, tout en doublant le parti démocrate et en noyautant le parti socialiste (POS). Ainsi, dès le premier gouvernement formé après Yalta, cinq sièges seulement furent attribués au Parti paysan authentique et deux au Parti paysan pro-communiste. Et les élections de 1946 furent déjà truquées.

En Roumanie, le pluralisme promis à Yalta fut bafoué dès le début. Les chefs des anciens Partis agrarien et libéral furent exclus, les communistes ne partageant le pouvoir qu'avec des libéraux (Tatarescu) et paysans dissidents (le Front des laboureurs de Grozea). En Bulgarie, le Parti agrarien fut brisé – non sans violence ; son chef Petkov, qui avait pourtant donné des gages de son provosiétisme, fut pendu en 1947 ; en même temps, les Partis socialistes et démocrate furent supprimés.

Les ressurrections de 1956 *en Hongrie*

La création du Kominform en septembre 1947 donna le signal de la liquidation rapide des derniers vestiges du pluralisme. On peut se demander pourquoi dans deux pays – la Hongrie et la Roumanie – on a fait totalement disparaître les partis non communistes, alors que, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Bugarie et en RDA, les anciens partis, à l'exception des sociaux-démocrates, absorbés par les PC, ont pu nominalement subsister jusqu'à présent, encore que subordonnés au parti au pouvoir. Peut-être parce que c'est en Hongrie et en Roumanie que les communistes étaient les plus faibles.

Toujours est-il qu'en 1956, durant les huit jours de liberté dont a bénéficié la Hongrie, on a assisté à une résurrection inattendue des partis historiques, avec quelques uns de leurs dirigeants prestigieux : les petits propriétaires Bela Kovacs (déporté en URSS en 1946) et Zoltan Tildy, la social démocrate Anna Kethly, les nationaux-paysans Istvan Bibo et Ferenc Erdei étaient encore vivants. Le gouvernement auquel ils participèrent sous la présidence du communiste Imre Nagy ne dura que cinq jours.

Lors du « printemps de Prague » de 1968 un autre miracle se produisit : les membres des Partis socialiste-national (parti de Benes) agrarien, populiste, démocrate slovaque, satellisés en 1948, se réveillèrent, chassèrent leurs dirigeants collabos et se reconstruisirent comme partis autonomes. Seuls les sociaux-démocrates ne purent se réorganiser, sous prétexte que le PC de Dubcek se proposait de se démocratiser. C'est à ce moment qu'on a pu voir pour la première fois un comité central, un Parlement et une presse communistes se transformer en un tournemain en démocrates libéraux – un phénomène de transfiguration dont nous venons de voir la répétition à Budapest, à Varsovie, à Berlin-Est, à Prague et à Sofia. Aujourd'hui, le multipartisme ne signifie nulle part une résurrection. C'est une création quasi *ex nihilo*. En Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, tout comme en Bulgarie et en Roumanie, les anciens chefs et cadres ont presque tous disparu. L'opposition qui surgit au grand jour s'est formée soit au sein des PC, soit en marge de la société politique. Elle n'était point articulée en partis, mais en mouvements informels : Charte 77, comités Helsinki, groupements écologiques, jazz Nouveaux Forums, etc.

Le cas de la Hongrie est significatif. La première organisation indépendante, née en 1986 sous la protection du communiste réformateur Imre Pozsgay, le Forum démocratique, a hésité longtemps entre la vocation d'« organe de dialogue avec le pouvoir » et celle de « parti d'opposition ». Rassemblement hétéroclite, avec des chefs héritiers des populistes des années 30, ce forum comprend des éléments idéologiquement proches des Partis chrétien-démocrate et petits propriétaires, ressuscités en 1989 seulement. Le mouvement d'opposition plus radical, l'Union des démocrates libres, qui a un fort état-major intellectuel mais est peu implantée en province, est sorti de groupuscules dissidents. Comme elle a préexisté à l'apparition sur la scène des Partis social-démocrate et radical, ces derniers manquent de cadres, déjà engagés ailleurs. On compte à présent en Hongrie une trentaine de partis, y compris ces deux formations et les groupes qui ont pris la suite du PC.

Encore qu'il soit difficile de faire un pronostic sur le résultat des élections libres fixées au mois de mars prochain, la victoire des partis non communistes – dont certains ont leur financement assuré par leurs camarades de l'Occident – paraît probable. Partis et mouvements concurrents accusent des clivages idéologiques différents, les uns étant plus nationalistes et populistes, les autres plus démocrates de gauche, socialisants et européens. Mais leurs programmes économiques ne diffèrent que par des nuances de formulation, tant leurs marges d'action sont rendues étroites par une situation économique proche de la faillite.

Les anciens *souverains*

En Pologne, le mastodonte de l'opposition socio-politique qu'est Solidarnosc, occupe tout le terrain, mais on a pu se rendre compte dès les élections de juin que deux des partis historiques, notamment le Parti paysan, sont capables de se renouveler ; ils ont réservé aux communistes qui comptaient sur leur soutien la désagréable surprise d'affirmer leur indépendance. On signale aussi la renaissance des démocrates nationaux, l'Encedije, celle de la social-démocratie paraîssant encore problématique. En Tchécoslovaquie et en RDA, les Nouveaux Forums sont des rassemblements qui se veulent au-dessus des partis. En Tchécoslovaquie, les cadres et militants des partis historiques semblent s'interroger encore sur leur avenir, tandis qu'en RDA les sociaux-démocrates, les chrétiens-démocrates, les libéraux et les erts, soutenus par leurs camarades de la République fédérale, se réorganisent à toute vitesse.

En Bulgarie, le passage au multipartisme reconduira sans doute au pouvoir l'ancien Parti paysan ; les sociaux-démocrates auraient également quelques chances. Enfin, en Roumanie, le Conseil du Front de salut national, produit de la révolution, composé de communistes gorbatchéviens, de généraux et de quelques intellectuels dissidents, a annoncé, en même temps que le multipartisme, son intention de présenter ses candidats aux prochaines élections et de partager les terres collectivisées, vieilles revendications des agrariens. Cependant, dès que les armes se sont tues, on a signalé la réapparition à Brasov des trois partis historiques : libéral, social-démocrate et national paysan, ce dernier se livrant aussitôt à une surenchère nationaliste qui augure mal des futures relations hungaro-roumaines, malgré la part importante prise par la minorité hongroise à la révolution anti-Ceausescu.

Notons que si certains nostalgiques en Hongrie aimeraient voir Otto de Habsbourg à la présidence de la République, l'émigration roumaine de France et d'Italie a pris assez massivement position pour le retour du roi Michel, tandis que des Bulgares se souviennent du roi Simeon en exil. D'autres, peut-être plus réalistes, relancent l'idée d'un fédéralisme danubien qui pourrait s'intégrer dans la « maison commune », pour laquelle M. Mitterrand vient de proposer la forme confédérale. Et il est significatif que le nouveau président de la Tchécoslovaquie ait choisi Bonn, Berlin et Vienne comme les trois premières capitales à visiter, avant Moscou.

▶ **François Fejtö est historien et journaliste, auteur notamment d'une *Histoire des démocraties populaires*.**

ALBANIE

Le chef de l'Etat réaffirme sa foi dans le socialisme

Le chef de l'Etat et du Parti communiste albanais, M. Ramiz Alia, a promis lundi 1er janvier, à l'occasion de ses vœux du Nouvel An à la nation, que son pays continuerait à suivre la voie du socialisme, en dépit des bouleversements en Europe de l'Est.

« Les événements récents en Europe de l'Est ont encouragé certaines forces anti-albanaises bien connues à reprendre leur campagne de calomnies contre notre pays, a déclaré M. Alia, cité par l'agence de presse officielle albanaise ATA. *Mais elles n'arriveront pas à nous faire du tort. Nous n'avons jamais permis et nous ne permettrons jamais à personne de nous dicter nos lois et nos normes. »*

De son côté, le fils du roi Zog, Leka 1er, qui vit en Afrique du Sud, a appelé son peuple au soulèvement dans une interview publiée par le *Sunday Times* de Londres : *« Soulevez-vous, agissez dans l'unité et la cohésion contre le régime tyrannique et athée qui depuis si longtemps dirige si mal notre pays bien-aimé. »* – *(Reuter, AP.)*

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

Le nouveau secrétaire d'Etat roumain aux affaires étrangères, M. Corneliu Bogdan, est décédé lundi 1er janvier à Bucarest. Agé de soixante-huit ans, il serait mort d'une rupture d'anévrisme dans son bureau, a indiqué sa belle-fille, Mme Svetlana Hodge, qui réside à Washington. Elle précise avoir été avertie officiellement de ce décès par téléphone de Bucarest.

M. Bogdan avait été ambassadeur aux Etats-Unis de 1969 à 1977. Après son retour à Bucarest, il fut chargé des relations avec l'Amérique du Nord au ministère des affaires étrangères. Mais en raison de désaccords avec le gouvernement de Nicolae Ceausescu, le diplomate avait quitté l'administration centrale. Il avait ensuite été assigné à résidence par les autorités, selon Mme Hodge. Autorisé à se rendre à Washington en 1988, il était resté aux Etats-Unis, puis avait regagné son pays il y a un mois.

Sur le plan politique, les partis qui renaissent en Roumanie se préparent en vue des élections du mois d'avril, le premier scrutin libre depuis quarante-cinq ans. Ils mettent au point leurs programmes en soulignant leurs divergences avec le Front de salut national au pouvoir. L'une des formations les plus organisées, le Parti paysan, s'est plaint, lundi, du peu de temps laissé à ces groupes si longtemps bannis pour s'organiser en vue des élections. En insistant dans leur programme provisoire sur les valeurs traditionnelles du christianisme et l'abolition du système des fermes collectives, les dirigeants du Parti paysan espèrent obtenir le soutien des agriculteurs et de l'Eglise orthodoxe. Celle-ci a publié, mardi, le premier numéro d'un périodique religieux et un calendrier 1990 dans lequel la référence à l'anniversaire de la naissance de l'ancien dictateur, exécuté le jour de Noël, a disparu. Dans la nouvelle revue, le patriarche Teoctist annonce *« la véritable renaissance de l'Eglise orthodoxe roumaine (...) et le vrai retour à la vie religieuse dans notre pays bien-aimé »*.

Une autre formation politique, le Parti de la résurrection roumaine, a affirmé que les nouvelles autorités ne lui offraient pas suffisamment de temps d'antenne à la télévision et accusé d'anciens membres du Parti communiste de détenir des postes importants dans la nouvelle administration.

L'incertitude continue de planer sur le nombre exact de personnes qui ont été tuées au cours de l'insurrection. Officiellement, les combats auraient fait quelque 60 000 morts. L'agence yougoslave Tanjug a même parlé de 78 000 victimes. En fait, le bilan serait beaucoup moins lourd. Selon des diplomates occidentaux en poste à Bucarest, il y aurait eu au total environ 7 000 tués. Les mêmes sources estiment que les autorités roumaines ont à présent suffisamment d'équipements médicaux et de produits pharmaceutiques pour soigner les milliers de blessés toujours hospitalisés.

Par ailleurs, à l'occasion du Nouvel An, M. François Mitterrand s'est entretenu par téléphone, lundi, avec M. Ion Iliescu, président du Conseil du front de salut national roumain, et le premier ministre, M. Petre Roman. Le ministère français des affaires étrangères a, par ailleurs, annoncé, mardi, qu'à l'invitation du chef de la diplomatie roumaine M. Sergiu Celac, M. Roland Dumas se rendra à Bucarest le 10 janvier.

Dispute entre le premier ministre M. Petre Roman et la rédaction de FR 3

Les Roumains ont vécu lundi soir 1er janvier, en direct, un intense moment de télévision. Eux qui sous Ceausescu n'avaient droit qu'aux discours insipides et stéréotypés se sont régalés d'une petite friandise tonique : leur jeune premier ministre, M. Petre Roman, a pris vivement à partie la télévision française et ses procédés *« incorrects »* au cours du journal télévisé de FR 3.

BUCAREST

de notre envoyé spécial

La chaîne avait invité M. Roman à venir une heure durant pour ce que le premier *ministre croyait être un débat en* direct avec M. Michel Rocard ou, par impossible, avec M. Lionel Jospin. Peu ferré dans les arcanes du monde télévisé, et surtout n'ayant avec lui aucun conseiller capable de suivre l'affaire, M. Roman s'était contenté d'accepter. Lundi soir, lorsque, un quart d'heure avant le début de l'émission, il est arrivé sur le plateau, entouré de M. Gelu Voïcam, vice-premier ministre, et de M. Aurel Dragos Munteanu, nouveau directeur de la télévision, l'émission n'était pas ce qu'il croyait. Le premier ministre roumain devait intervenir parmi d'autres, dont M. Arafat, dans le « 19-20 » de FR 3 consacré à une rétrospective de l'année 1989.

L'échange avec le journaliste de FR 3 qui assurait à Bucarest l'organisation de l'émission a alors été vif : *« Qui se trouve en face de moi ?* a demandé M. Roman. *Combien de temps vais-je être interviewé ? Je ne veux pas être interviewé en direct durant une heure par un journaliste. Ce n'est pas ce qui était prévu. Ces procédés ne sont pas gentils gentils...*

— *Je suis navré,* tentait d'expliquer le journaliste.

— *Cela ne suffit pas ! »*

Un instant, M. Roman envisagea de claquer la porte. Ayant finalement choisi de rester, il prenait fermement à partie le présentateur parisien de FR 3, signalant qu'on l'avait quasiment attiré dans un piège.

« Spéculations ! »

Mais il devait littéralement exploser quelques instants plus tard après la présentation, de Paris, d'un reportage amateur commenté sur la journée du 22 décembre et *présenté, selon lui, sous un jour tendancieux : « Ce n'est pas correct. Vous ne dites pas quand ces images ont été prises, et où. »*

A Paris, le présentateur essayait de modérer son invité. M. Roman, excédé, n'entendait plus cette fois se laisser prendre la parole : *« Attendez !* lançait-il, *maintenant vous attendez, hein ! Ce que vous dites, ce sont des spéculations que vous ne pouvez prouver. Ce n'est pas à votre honneur ! »* Puis, quelques instants après, il quittait sèchement l'antenne, refusant de répondre plus avant.

En regagnant sa voiture, sa colère n'était toujours pas tombée : *« Ce sont des procédés que je ne connaissais pas. Ils ne sont pas à l'honneur de la télévision française. C'est la dernière fois que je leur accorde un entretien. »*

Les *téléspectateurs roumains* n'ont pas perdu une seconde de toute l'affaire. L'émission avait été annoncée comme un débat entre la France et la Roumanie. La télévision de Bucarest, pas peu fière de réaliser sa première retransmission en direct avec Paris, avait prévu un *interprète qui devait intervenir en* voix off. Le crédit exceptionnel dont bénéficie la presse française auprès de l'opinion publique roumaine risque en tout cas d'en avoir pris un sérieux coup. Quant aux autorités roumaines de Bucarest, elles prennent l'affaire fort au *sérieux ; le directeur de la télévision* roumaine devait, mardi matin, réunir une conférence de presse pour expliquer la version roumaine de l'incident.

G.M.

Echangerais culture contre béquilles

A Bucarest, la culture a pris subitement l'importance secondaire d'un luxe qui peut attendre.

Les services culturels de l'ambassade de France servent de postes de secours. Les messages de première urgence recouvrent les habituelles affiches de tourisme ou de spectacles français. Des bureaux ont été poussés le long des murs pour faire place à des lits de fortune qu'occupent des dizaines de pompiers, de sauveteurs ou de cheminots venus de France. La cour est envahie de camions, d'ambulances.

Derrière les matelas, dressés aux fenêtres, contre les balles perdues, l'assistante roumaine qui tient la permanence du Jour de l'an, ne s'occupe plus d'expositions ou de récitals mais de demandes sanitaires, d'arrivages variés.

On s'attend à ce qu'il soit question de besoins en conférenciers ou en concertistes, et on entend la voix chantante annoncer : *« Des béquilles, qui peut fournir des béquilles ? »*

B. P.-D.

Le Front de salut national a-t-il été créé il y a six mois ?

La direction de FR 3 proteste de sa bonne foi dans cet incident. Lorsque M. Roman fut contacté pour cette émission, jeudi 28 décembre, explique-t-on, il demanda en effet à être mis en présence d'interlocuteurs officiels français et mentionna alors MM. Fabius ou Jospin (le nom de M. Rocard n'est apparu que plus tard). Il lui fut répondu que cela n'était pas possible, le format de l'émission n'étant d'ailleurs pas celui d'un débat, mais du recours à deux « grands témoins » de l'actualité en 1989 (le second était M. Arafat, qui parlait en direct de Bagdad). En revanche, l'autre condition que posait M. Roman, la présence de son ancien professeur à Toulouse, M. Masbernat, fut acceptée.

Malheureusement, explique-t-on à FR 3, le coordinateur de la chaîne à Bucarest ne put contacter M. Roman qu'un quart d'heure avant son arrivée sur le plateau. Et c'est à ce moment-là aussi que l'on apprit que les autorités roumaines avaient décidé de diffuser l'émission dans leur programme national, avec traduction du français en roumain.

Un autre malentendu a trait au reportage « exclusif » filmé par un journaliste roumain pendant les premiers débats des nouvelles instances dirigeantes à Bucarest et présenté au cours de la même émission. M. Roman recevait le son et l'image de ce reportage, mais pas les « incrustations » ou bandes-annonces précisant certaines scènes, et c'est donc à tort qu'il a cru pouvoir reprocher aux auteurs de l'avoir daté du 18 décembre. En réalité, le montage précisait que le film avait été tourné le 22 décembre, jour où Nicolae Ceausescu fut chassé du pouvoir.

Sans contester ces débats auxquels il participait lui-même (il s'est contenté de préciser que le film avait été tourné en deux endroits différents), M. Roman n'a pas commenté la scène la plus importante de ce film. Celle dans laquelle le général Militaru, futur ministre de la défense, objecte à l'appellation « Front de salut national » proposée pour la nouvelle instance dirigeante : *« Mais le Front national fonctionne depuis six mois ! »* Autrement dit, le CFSN mis en place le 22 décembre ne serait que l'émanation d'un organisme conspiratif créé auparavant, probablement avec les mêmes personnalités, et qui préparait l'« après-Ceausescu ». Une précision qu'il n'était pas inutile de connaître mais qui appelle sans doute d'autres mises au point.

DIPLOMATIE

L'union politique des Douze doit passer avant la « confédération »

affirme M. Delors

M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a estimé lundi 1er janvier sur TF1 que la confédération européenne évoquée dans ses vœux aux Français par le président de la République *« ne pourra voir le jour que si la communauté des Douze a largement fait le parcours qui doit la conduire à l'union politique ». « Si les Douze ne sont pas davantage unis, alors le projet de confédération demeurera très vague,* a-t-il déclaré. *Il est possible de faire coexister une fédération des Douze, une union politique des Douze, avec une grande Europe. »*

M. Delors a rappelé qu'il n'y avait pas seulement les Douze et les sept pays de l'Europe de l'Est (Union soviétique inclue) mais également toutes les autres démocraties politiques dont les économies sont regroupées au sein de l'Association européenne de libre-échange (Suède, Norvège, Autriche, etc.). *« C'est à ces pays que j'ai déjà proposé de faire une petite confédération économique et un peu politique, et nous sommes en négociation »*, a-t-il précisé, avant d'ajouter que les onze partenaires européens de la France *« surtout depuis les événements survenus à l'Est, seront d'accord pour tracer cette perspective d'une large confédération de toute l'Europe »*.

Le président de la commission européenne a estimé d'autre part que la confédération était *« une idée qui est analogue, mais qui n'est pas semblable à celle de la maison commune émise par M. Mikhaïl Gorbatchev ». « C'est un projet très important qui aura une grande répercussion* [dans les pays de l'Est], *car cela trace pour eux une perspective »*, a-t-il conclu.

M. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères de M. Valéry Giscard d'Estaing, a estimé lundi que la proposition de M. Mitterrand *« a toutes les chances de faire l'unanimité pas seulement en France, mais aussi dans le reste de l'Europe »*.

« Ce que le président semble avoir dans la tête, c'est une structure à deux étages, a-t-il déclaré sur RMC. *Au rez-de-chaussée, la Communauté ; au premier étage, la confédération regroupant les pays de la Communauté, les pays de l'Europe centrale et orientale et probablement les Etats-Unis. » « Le rôle de la confédération serait de développer les échanges commerciaux et de garantir la sécurité »*, a-t-il ajouté.

« Ces propositions restent très générales, mais elles répondent à l'interrogation que chacun se pose sur la façon dont l'espace européen de l'Atlantique à l'Oural sera organisé », a-t-il conclu.

□ **JAPON : tournée européenne du premier ministre.** — M. Toshiki Kaifu effectuera au cours du mois de janvier une tournée dans plusieurs pays d'Europe. Accompagné de son ministre des affaires étrangères, M. Taro Nakayama, il se rendra en RFA le 9 janvier, à Bruxelles — où il s'entretiendra avec les responsables de la CEE — le 10 janvier, puis à Paris, Londres, Rome, Varsovie et Budapest (*le Monde* du 14 novembre). M. Kaifu sera de retour à Tokyo le 18 janvier. — *(AFP.)*

Les vœux communs de MM. Bush et Gorbatchev

MM. Bush et Gorbatchev ont adressé en commun aux Américains et aux Soviétiques leurs vœux télévisés pour la nouvelle année, dans des messages diffusés lundi 1er janvier. Le président soviétique a souhaité que les années 90 soient *« celles du rapprochement entre les Etats-Unis et l'URSS »* et que les deux pays œuvrent ensemble à supprimer *« la peur et la méfiance, les armements superflus, les conceptions politiques et doctrines militaires périmées, les barrières artificielles entre les gens et les Etats »*.

M. Bush, pour sa part, soulignant les progrès accomplis ces dernières années, a insisté sur *« le respect des droits de l'homme et la propagation des principes démocratiques »*, qui sont, selon lui, *« la nature même de l'esprit humain »* et les fondements de la paix.

Le président américain a reçu, lundi, un appel téléphonique de M. Mitterrand à l'occasion du Nouvel An. Le président de la République s'est également entretenu avec le chancelier Kohl, le général Jaruzelski et les dirigeants roumains, MM. Ion Iliescu et Petre Roman.

Mme Thatcher, de son côté, a adressé un message spécial d'amitié au peuple soviétique et fait l'éloge du *« courage »* de M. Gorbatchev, qu'elle attend *« avec impatience »* de rencontrer. — *(AFP.)*

Dans un grand ensemble industriel

D'abord réviser les horaires de travail

BUCAREST

de notre envoyé spécial

A 10 kilomètres au sud de la ville, IMGB est le nom du terminus de la ligne de métro. Il suffit ensuite de marcher une centaine de mètres et l'on pénètre dans l'usine qui lui a donné son nom, l'une des plus importantes entreprises industrielles du pays. IMGB est un trust qui fabrique des équipements énergétiques sophistiqués. Il compte quatorze usines disséminées dans toute la Roumanie et plusieurs instituts de recherche. En tout, quelque cent mille personnes y travaillent.

Comme toutes les entreprises du pays, IMGB s'est rangé du côté de la révolution, calmement. L'institut de coordination et de planification qui, à Bucarest, en dépend a, comme toutes les autres unités du groupe, élu son conseil local du Front de salut national, qui vient de désigner son chef, M. Stephan Barsanescu, un ingénieur spécialiste en équipements nucléaires.

Le nouveau *« leader »* — c'est le nom qu'il s'est donné, car il goûte peu le titre de secrétaire, qui sent trop son ancienne terminologie — n'a rien à cacher aux journalistes mais il préfère recevoir dans le hall, debout, entouré d'une garde armée. Depuis la chute de Ceausescu, il *assure avoir constaté* une baisse sensible de l'absentéisme et espère que cela durera. Les travailleurs, dit-il encore, voulaient se débarrasser de leur directeur, mais on leur a expliqué que ce dernier était le seul à avoir la signature bancaire et qu'il fallait signer les ordres de virement des salaires. Les travailleurs ont alors accepté un compromis : le directeur est maintenant confiné dans son bureau où il ne s'occupe plus que des questions administratives.

Quant au personnel de l'institut, il espère que ses horaires seront rapidement revus. Officiellement de quarante-huit heures, en six jours par semaine, la durée du travail pouvait dans les faits dépasser dix heures par jour, et l'on travaillait souvent le dimanche pour rattraper les innombrables retards.

La garde patriotique

L'institut a eu plusieurs morts lors des manifestations qui ont chassé Ceausescu. Dans le couloir derrière l'entrée a été disposée la photo de Nicolae Stegarn, bordée de crêpe noir, entourée de fleurs. Il vait trente-cinq ans. Une petite pancarte indique qu'il était l'*« un des nombreux jeunes qui ont payé de leur vie qu'on puisse aujourd'hui parler de liberté »*.

A quelques centaines de mètres de là se trouve l'une des usines du groupe où l'on fabrique des pièces en aciers spéciaux. Son directeur, M. Constantin Dicu, est nettement plus affable et reçoit dans l'ancien bureau du secrétaire du Parti communiste, occupé désormais par la garde patriotique, milice ouvrière armée qui protège l'usine des menaces *« terroristes »*. Bien que directeur, M. Dicu a été élu au comité local du FSN, où il est entouré de quarante-quatre autres représentants élus par les divers ateliers. *« C'est comme un conseil d'administration »*, dit-il satisfait. Le président n'en a pas encore été désigné, mais quel qu'il soit, M. Dicu est convaincu de pouvoir maintenant exercer totalement ses responsabilités.

« Avant, explique-t-il, *le secrétaire du parti me donnait des ordres, s'occupait de la répartition de la main-d'œuvre, gérait le fonds de logements de l'usine, décidait de la promotion des « bons éléments ». C'était infernal. »* Depuis le 23 décembre, le secrétaire du parti a disparu et les syndicats officiels ont été dissous. Des élections syndicales libres auront lieu dans le courant du mois prochain. Quant à M. Dicu, il est confiant : il ne fait pas partie de ceux dont les ouvriers, au demeurant fort calmes, ont demandé le remplacement. Il collabore étroitement avec le Front. *« Son rôle est d'assurer la discipline, de mobiliser les travailleurs et de prendre les décisions importantes »*, estime-t-il. Aucun travailleur n'aura été visible, à cause des fêtes de fin d'année.

GEORGES MARION

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

Les Moldaves d'URSS affirment leur solidarité avec ceux de Roumanie

Suite de la première page

Dan Petrescu poursuit : « *Alors je suis sorti et j'ai découvert que la délégation moldave soviétique diffusait dans les haut-parleurs un enregistrement d'une de leurs grandes manifestations, avec slogans et tout et tout. On a arrêté cela. Je leur ai expliqué que ce n'était vraiment pas le moment de réclamer la réunification des Moldaves. Qu'il fallait être patient, qu'on avait d'autres problèmes urgents à régler. Que cela pouvait être très dangereux car on ne sait pas comment Moscou pourrait réagir à pareille provocation.* »

Tentative de récupération

Retour en arrière. Le 27 août, à Kichinev, capitale de Moldavie soviétique, au cours d'une manifestation monstre – « *500 000 personnes* », selon Vasile Nastase, journaliste à *la Jeunesse moldave* de Kichinev, – les Moldaves de Bessarabie, qui représentent environ les trois quarts des 4,2 millions d'habitants de cette République (1) auraient pour la première fois réclamé publiquement qu'on leur rende leur culture, leur alphabet – latin et non cyrillique, comme on le leur impose – et leur langue, c'est-à-dire le roumain.

Le Front populaire de Moldavie, officiellement enregistré en tant qu'association culturelle le 20 mai précédent et qui compterait déjà une cinquantaine de sympathisants élus au Congrès du peuple à Moscou, venait ainsi de réussir sa première démonstration de force.

« *Depuis, les choses ont d'ailleurs commencé à bouger dans la bonne direction* », reconnaît Vasile. Mais le 22 décembre, quelques heures après la chute de Ceausescu, le Front soviétique réunit une nouvelle manifestation de solidarité avec les « *frères roumains* » place de la Victoire à Kichinev, « *deuxième ville roumaine après Bucarest* », affirme sérieusement Anatol Salaru. Là, selon lui, les premiers slogans pour « *l'unification de tous les Roumains* » partent de la foule, évaluée à vingt mille personnes.

Réunion immédiate du conseil des ministres de la République socialiste soviétique de Moldavie. Une aide gouvernementale d'urgence est décidée. Tant pis si la Moldavie roumaine, où l'on n'a pas recensé le moindre coup de feu ni le moindre blessé, n'a, comme le reste de la Roumanie, que des besoins structurels. L'aide est décidée, elle sera acheminée par train le dimanche 24 et accompagnée, entre autres, par une délégation du Front populaire moldave. Le jour dit, les autorités locales de Kichinev, , au cours d'un nouveau meeting de solidarité, tentent encore de récupérer le mouvement, et le premier secrétaire du parti, M. Luciushi, affirme publiquement qu'il « *soutient la révolution roumaine* ».

Lundi 1er janvier, les délégués moldaves soviétiques sont encore à Iasi. Ils distribuent des badges ornés d'une tête de bison – emblème national moldave – rougis « *à cause du sang versé* » et entourés d'une étoile rouge. « *Pour dénoncer le pacte Molotov-Ribbentrop qui nous a séparés de nos frères* », explique Anatol. Le mouvement est lancé.

« Les frontières sont des fictions »

« *A Bucarest*, ajoute-t-il, *une association se forme pour maintenir le contact entre tous les Roumains de la planète* ». A Iasi, des poèmes militant en faveur de l'unification attendent l'autorisation d'être imprimés dans les gazettes révolutionnaires locales.

Si la Bessarabie soviétique devait être intégrée à la Roumanie, celle-ci verrait sa superficie augmenter d'environ un cinquième. Est-ce bien raisonnable ? « *Je leur ai rappelé l'existence des accords d'Helsinki qui garantissent l'intangibilité des frontières* », reprend Dan Petrescu ; « *J'espère qu'ils ont compris.* »

« *Non*, nous déclareront les deux envoyés spéciaux de Kichinev, *les frontières sont aujourd'hui des fictions. Nous n'avons pas l'intention de nous armer et d'obtenir leur disparition par la violence. Mais si l'URSS persiste à vouloir les conserver en l'état, il y aura sûrement un bain de sang en Moldavie...* »

PATRICE CLAUDE

(1) Mais il y aurait aussi 800 000 autres Moldaves dispersés en Ukraine.

Aide humanitaire et ambiguïté politique

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Le Parc des expositions de Bucarest est à l'image du régime déchu : d'une somptuosité de parade sans rapport avec les moyens et les nécessités réels. Des halls vastes se succèdent dans un paysage désolé. Depuis dix jours, ces installations sont la providence des sauveteurs. Toute l'aide humanitaire y converge aux fins de stockage et de distribution. Les camions-remorques venus de l'Europe entière déversent leurs tonnes de vêtements, de conserves, de denrées périssables.

L'acheminement du matériel médical ou pharmaceutique et l'évaluation des besoins dans ce domaine sont assurés essentiellement par la Croix-Rouge et Médecins sans frontières. Cette organisation dispose d'une vingtaine de volontaires sur place, dont cinq médecins. Ils sont arrivés dès le 24 décembre. Leurs équipes sont rodées. De Lusignan, près de Narbonne, où elles disposent d'un stock, elles ont apporté 30 tonnes de produits d'urgence, leurs véhicules, leur savoir-faire efficace et souple. Dans les talkies-walkies propres à MSF s'échangent, à travers la ville, des ordres brefs, d'une voix enrouée par la fatigue, le froid glacial des entrepôts et bientôt quinze jours sans sommeil.

Dans l'ensemble, les hôpitaux roumains ont fait face à l'arrivée des blessés. Le pays dispose d'une grande tradition d'enseignement médical. Beaucoup de praticiens parlent français. Des professeurs et des particuliers ont fait spontanément office d'interprètes. Le principal handicap est venu d'un déficit chronique en appareils chirurgicaux. Bien des matériels d'anesthésie ou de réanimation qui, en France, ne servent qu'une fois étaient usés, rafistolés. Toute une infrastructure lourde datait de 1977, lors des envois internationaux qui ont suivi le tremblement de terre. Les livres et revues de médecins datent, eux aussi, à cause d'une certaine censure et faute de devises.

L'armée servie la première

Paradoxalement, la gestion des aides va se compliquer avec la seconde vague d'envois sanitaires, moins adaptés aux besoins. On commence à voir arriver, en vagues, des échantillons pharmaceutiques entamés ou périmés. La bonne volonté, pour être efficace, demande à être canalisée, dès le départ, vers les vrais besoins, évalués par les gens de terrain, sous peine d'ajouter aux épreuves un véritable casse-tête de gestion.

Pour l'alimentation et les vêtements, cette gestion n'appelle pas les mêmes prudences, et l'administration roumaine, formée aux méthodes autoritaires d'hier, fait merveille. Presque trop. Sur une injonction d'en haut, des équipes de tri et de manutention entrent en action. Dans le hall de stockage, où les colis ont déjà pris l'aspect informe et terne des paquetages militaires, des décideurs musclés, en qui on reconnaît sans peine des apparatchiks d'hier, ont déjà arrêté la liste des bénéficiaires. Les dons iront en priorité à l'armée, à la police et, seulement ensuite, aux populations. Comme avant.

Les jeunes gardes ou milices qui assurent en civil certaines surveillances comme celle du métro sont également issus du régime théoriquement disparu. Ces centaines de jeunes gens, souvent d'origine paysanne, se seraient ralliés subitement, comme l'armée, à la cause du peuple.

Toute l'ambiguïté de la situation roumaine se résume dans la concomitance de deux phénomènes. D'un côté, des citoyens qui pleurent de joie devant les signes réels de liberté, qui fleurissent les tombes et entendent ne pas laisser trahir leurs martyrs. De l'autre, un appareil d'Etat largement reconduit dans ses fonctions faute de relève, des maires et des cadres prétendument convertis en quelques heures à la démocratie et à la haine du quadrillage policier qu'ils servaient eux-mêmes.

Les vœux du Nouvel An qui s'échangent le plus fréquemment à Bucarest portent là-dessus. Comment sortir dans la clarté de certains fantasmes gros de toutes les duperies ?

BERTRAND POIROT-DELPECH

PROCHE-ORIENT

ISRAEL

La crise politique évitée de justesse

La crise déclenchée ce week-end par le limogeage de M. Ezer Weizman, ministre de la science, accusé de contacts avec l'OLP *(le Monde du 2 janvier), a été évitée, mardi 2 janvier, à la suite d'un compromis intervenu entre M. Weizman et le premier ministre et bien que M. Shamir, également chef du Likoud, ait maintenu ses accusations. Aux termes de ce compromis, M. Weizman restera membre du gouvernement mais ne fera plus partie du cabinet restreint. Le secrétaire du gouvernement, M. Eliyakim Rubinstein, a annoncé l'accord à la suite d'une rencontre entre M. Weizman et M. Shamir.*

***Ce dernier a assuré avoir un compte-rendu d'une conversation téléphonique, datant de quelques semaines, entre M. Weizman, à Jérusalem, et un intermédiaire palestinien, M. Ahmed Tibi, à Tunis, qui lui demandait comment l'OLP devait répondre aux propositions américaines pour faire avancer le projet israélien d'élections dans les territoires occupés. Selon le Jerusalem Post,* M. Shamir aurait aussi accusé M. Weizman d'avoir rencontré à Genève, il y a six mois, un responsable de l'OLP, M. Nabil Ramlawi. A ses collègues travaillistes plutôt embarrassés, M. Weizman aurait expliqué n'avoir fait qu'œuvrer à la réalisation du plan de paix israélien. Il a assuré que le ministre de la défense, le travailliste Itzhak Rabin, était au courant de ses démarches.**

M. Yasser Arafat, qui a affirmé lundi n'avoir eu *« aucun contact, de près ou de loin »*, avec M. Weizman, a, pour sa part, admis l'existence de *« messagers »* entre l'OLP et les responsables isréliens. *« Il y a des contacts, y compris avec Shamir, qui m'a envoyé plusieurs lettres, mais pas de contacts directs »*, a-t-il déclaré dans un entretien avec FR 3.

Ezer Weizman : l'homme par qui le scandale arrive

JERUSALEM

de notre correspondant

Si un ministre israélien devait un *jour mettre les pieds dans le plat*, en somme dire tout haut ce que beaucoup de ses collègues pensent *à propos de l'OLP, voire agir en* conséquence, ce devait être Ezer Weizman. Car, dans une classe politique que les contraintes de l'union nationale entre le Likoud et les travaillistes rendent bien timorée, il y a longtemps qu'il assure, presque seul, le rôle essentiel de l'iconoclaste, celui du baroudeur peu soucieux de son maroquin parce qu'il n'a plus grand-chose à prouver. Weizman n'a guère de hiérarchie à ménager et, semble-t-il, plus de carrière à préserver ; en politique, il est aujourd'hui plus grand seigneur qu'apparatchik prudent et sans doute ne lui déplaît-il pas tout à fait d'être l'homme par qui le scandale arrive.

Un passé militaire qui compte

C'est l'aboutissement d'une évolution originale, peut-être plus douloureuse qu'on ne l'imagine, qui l'a menée de la droite à la gauche, après un long et brillant passage dans l'armée. Né à Haïfa en *1924*, il est le neveu de Chaim Weizman, chimiste de renommée internationale, qui deviendra le premier président de l'Etat d'Israël, en 1948. Son milieu familial, c'est l'aristocratie sioniste. A l'époque, Weizman sert dans la Royal Air Force, coulant son mètre quatre-vingt-dix aux commandes d'un Spitfire. D'une certaine manière, il est déjà un peu rebelle : à l'opposé des traditions familiales – libérales, – il pencherait, lui, plutôt du côté de l'aile dure du sionisme, celle des révisionnistes, des gens qui, dans ces années-là, n'ont pas très bonne réputation.

Pilote de talent, il franchit aussi les échelons qui le mèneront à la tête des forces aériennes du pays (1958-1966), avant de devenir chef d'état-major adjoint (*1966*-1969). Weizman a largement contribué à bâtir la chasse israélienne ; avec quelques autres, il sera l'un des maîtres d'œuvre de la fulgurante attaque qui, au début juin 1967, cloue l'aviation égyptienne au sol.

C'est un *passé militaire* qui compte et donnera du poids à l'homme politique qu'il devient au *début des années 70 (ministre* des transports). Il ne s'agit que d'une première et brève incursion du côté *du pouvoir, suivie d'une longue* étape dans les affaires – importation de voitures japonaises, – avant que le parti de la droite nationaliste, le Herout (1), ne le sollicite pour conduire la fracassante campagne électorale de 1977 : celle qui verra le succès de Menahem Begin. Weizman est l'un des architectes du premier ébranlement d'un pouvoir travailliste jusque-là souverain.

Ministre de la défense dans le premier gouvernement Begin, il est, avec Dayan, l'un des hommes *qui n'auront* de cesse d'inciter le premier ministre à aller de l'avant dans le processus qui conduira à la signature des accords de Camp David. Weizman a le sens de l'humour, le geste théâtral et il porte beau. Sûr de lui et de ses effets, il est chaleureux, direct et, sensible à la flatterie, ne fuit pas *précisément* les médias – toutes qualités qui allaient le rapprocher d'un homme dont il allait devenir l'ami : Anouar el Sadate. Le nom d'Ezer Weizman reste étroitement associé à la signature de ce premier – et jusqu'à présent unique – traité de paix jamais conclu entre l'Etat hébreu et l'un de ses voisins arabes (lors du vote à la Knesset, on l'oublie souvent, M. Shamir s'abstint et M. Moshe Arens vota contre). Sans doute n'est-il pas indifférent de noter qu'un fils d'Ezer Weizman a été très grièvement blessé lors de la guerre d'usure sur le canal de Suez.

Désaccord avec Begin

En désaccord avec Begin, qu'il trouve timoré, sur la manière de négocier la deuxième partie des accords de Camp David, celle qui concerne les Palestiniens et restera lettre morte, il démissionne du gouvernement en 1980. Le maintien de la dynamique du processus de paix lui paraît plus important que l'attachement à l'intégrité territoriale du Grand Israël. C'est un *geste* où transparaît déjà le Weizman convaincu que la paix ne se fera *pas sans une négociation* avec les Palestiniens et sans concession territoriale. « Ezer l'Egyptien » passe insensiblement dans le camp dit des « colombes » – même si on lui reproche, dans ce camp-là, d'avoir été étrangement silencieux durant les deux premières années de la guerre du Liban.

Il dit souvent : « *Il y a trop de méfiance à l'égard de la paix ; il faut se débarrasser de ce manque de confiance en nous-mêmes et de ce sentiment que le monde entier nous en veut.* » Il dit encore : « *Les territoires ont à présent beaucoup moins d'importance que les accords politiques, la stabilité économique, le soutien politique international, la solidité psychologique du peuple, la puissance de dissuasion de l'armée* » (2). Il exaspère la droite. Un peu comme Abba Eban, mais en moins « universitaire », Weizman argumente à contre-courant – ou en avance – du sentiment dominant. Sans doute plus favori des commentateurs politiques que de l'électorat populaire ; sûrement trop « fort en gueule » pour patiemment cultiver l'appareil d'un des deux grands partis.

Parce qu'il a rallié Shimon Pérès, *le chef travailliste, en 1984*, il va participer aux deux gouvernements d'union nationale Likoud-Travailliste. Mais ces derniers temps, toujours rebelle, il ne cessait de dénoncer l'impuissance politique de cette formule de gouvernement.

ALAIN FRACHON

(1) Le Herout deviendra plus tard le Likoud (après absorption des Libéraux).

(2) Entretien à la revue française *Passages*.

□ **Arrivée d'immigrants juifs soviétiques par un vol direct exceptionnel.** – Un groupe de cent vingts immigrants juifs soviétiques est arrivé, lundi 1er janvier, en Israël pour la première fois par vol direct Moscou Tel-Aviv. Des représentants de l'Agence juive, la branche exécutive de l'Organisation sioniste mondiale, venus accueillir les immigrants, ont souligné que ce vol avait un caractère exceptionnel, la question des vols directs Moscou-Tel-Aviv n'ayant pas encore été réglée. – *(AFP.)*

Grève générale et couvre-feu dans les territoires occupés

Les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza ont été paralysés, lundi 1er janvier, par une grève générale ainsi que par les couvre-feux établis par l'armée à l'occasion de la « Journée du Fath », marquant le vingt-cinquième anniversaire du déclenchement de la lutte armée par la principale composante de l'OLP.

Parallèlement au mot d'ordre de grève lancé par la direction unifiée du soulèvement (l'OLP), *dans son* communiqué numéro 50, l'armée israélienne avait préventivement imposé un couvre-feu sur l'ensemble du territoire de Gaza, où deux Palestiniens ont été blessés tandis qu'un jeune manifestant a été tué par balles, lundi soir, dans un village des faubourgs de Jérusalem-Est alors qu'il défilait en compagnie d'une cinquantaine d'autres jeunes gens masqués. Plusieurs villes de Cisjordanie, dont Naplouse, Ramallah et Jenine, ont également été placées sous couvre-feu. – *(AFP.)*

JORDANIE

Le gouvernement obtient la confiance du Parlement

La Chambre des députés jordanienne – élue en novembre – a voté, lundi 1er janvier, la confiance au gouvernement de M. *Moudar Badrane par soixante*-cinq voix sur quatre-vingts. Dix-neuf des vingt députés des Frères *musulmans ont accordé leur* confiance au cabinet formé le 6 décembre.

En votant favorablement, les Frères musulmans ont voulu « *donner sa chance* » à M. Bradane, qui, selon eux, a répondu à la plupart de leurs revendications, ont affirmé la majorité d'entre eux. Ils avaient lié leur confiance à « *l'application par étapes de la charia* (loi islamique) » et à la suppression de la loi martiale « *dans un délai n'excédant pas six mois* ».

Dans son discours avant le scrutin, le premier ministre avait donné un début d'application à leur demande en annonçant que les licences de vente d'alcool seraient interdites aux musulmans et le service de l'alcool interdit dans les réceptions officielles. Il a, en outre, annoncé la création d'une faculté de la charia et souligné que les lois en vigueur dans le pays « *s'en inspirent* ». – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

PANAMA : dans l'attente d'une solution pour le général Noriega

Un premier contingent américain rentre aux Etats-Unis

Alors qu'un premier contingent de 141 soldats des forces américaines a quitté Panama, le lundi 1er janvier, pour retourner aux Etats-Unis, les tractations sur le sort du général Manuel Antonio Noriega se poursuivaient dans la capitale. Selon une rumeur persistante, tant dans les milieux gouvernementaux que diplomatiques ou ecclésiastiques, une solution aurait pu être mise en œuvre dès mardi. Les autorités panaméennes sont une nouvelle fois intervenues à la télévision. Le président Guillermo Endara ayant réaffirmé que son pays n'avait pas actuellement la capacité de garder et de juger le général, le ministre des affaires étrangères, M. Julio Linares, a évoqué la possibilité d'une détention confié aux forces américaines sur le territoire panaméen. Le procureur général, M. Rogelio Cruz, devait pour sa part présenter, mardi, les actes d'accusation à l'encontre de Manuel Antonio Noriega. Par ailleurs, les vingt diplomates américains expulsés par le Nicaragua, à la suite de la « perquisition » américaine à la résidence de l'ambassadeur nicaraguayen au Panama, vendredi dernier, ont quitté Managua lundi.

Mgr Laboa, un nonce rabelaisien pour une situation machiavélique

PANAMA

de notre envoyé spécial

Face à la multiplication des déclarations, souvent contradictoires, des différents acteurs de la crise panaméenne, il est le seul à rester silencieux. Et pourtant, si quelqu'un détient la solution de l'imbroglio diplomatico-judiciaire concernant le sort du général, c'est bien le nonce apostolique. Curieux personnage que ce Basque de soixante-sept ans, qui se fit une spécialité pendant de nombreuses années à Rome de jouer souvent les avocats du Diable, avant de révolutionner la nonciature panaméenne, jusqu'alors uniquement consacrée au travail pastoral.

Faire plaisir aux Américains ?

Depuis le début des tensions à Panama entre le gouvernement contrôlé par les militaires et l'opposition, l'Eglise catholique n'a cessé - sous son impulsion - de s'engager pour réclamer davantage de justice et condamner la corruption du régime. La conférence épiscopale a ainsi, selon son porte-parole le Père Fernando Guardia, *« publié plus de quarante documents, en l'espace de deux ans »*. Au-delà des déclarations d'intention, la nonciature a été pour beaucoup de dirigeants de l'opposition un opportun refuge. Et la chambre actuellement occupée dans l'ambassade vaticane par le général Noriega a même abrité le nouveau président Guillermo Endara au moment du coup d'Etat manqué du mois d'octobre dernier. Des syndicalistes, comme l'ancien président de la chambre de commerce Aurelio Barria, et des journalistes, y ont également fait des séjours plus ou moins long. Malgré cet engagement Mgr José Sebastian Laboa a toujours su maintenir d'excellentes relations avec l'ancien régime et ses militaires.

Certains rappellent un peu perfidement que lors de son arrivée à Panama, en 1982, il avait envoyé une lettre élogieuse au général à propos d'un de ses livres. Ce dernier s'était empressé de la faire figurer en préface à l'ouvrage.



Non sans humour, le nonce affirmait il y a peu qu'il avait alors agi ainsi *« pour faire plaisir aux Américains »*. Florentin jusqu'à être parfois taxé de machiavélisme, rabelaisien par sa corpulence et son amour de la vie, cet homme si haut en couleur n'est pas du genre à se démonter pour si peu. Doté d'une force de travail qui inspire le respect, Mgr Laboa conserve en toutes circonstances son hygiène de vie. Malgré la situation actuelle, il continue ses exercices physiques, auxquels il consacre dès l'aube les deux premières heures de la journée. L'un de ses proches le recteur de l'université catholique de Santa Maria (USMA) Jose Lacunza, dit qu'il *« garde en permanence le contrôle de lui-même, même si le Basque ressort de temps en temps et qu'alors le Laboa surpasse le diplomate »*.

Les difficultés présentes ne semblent pas l'affecter outre mesure. A peine ses proches soulignent-ils qu'il a été quelque peu peiné d'être critiqué par ceux qu'il a tant défendus dans le passé, en soulignant qu'en accueillant le général Noriega, son plus profond désir avait été d'éviter la naissance d'une guérilla.

L'Eglise panaméenne, propulsée sous les feux des projecteurs, a eu quelque mal à adopter une attitude commune, décontenancée qu'elle était aussi par l'imposante présence de l'homme du Vatican. Comme l'explique le Père Guardia, il a fallu *« clarifier »* certains points. *« Le général Noriega ne peut être un réfugié politique, c'est un délinquant de droit commun qui est entré à la nonciature pour trouver une protection. »* En ces temps de passion, l'Eglise panaméenne a reçu beaucoup *« de protestations »* de la part de la communauté catholique, qui représente 80 % de la population du pays. Pratiquemment confiné dans sa résidence depuis maintenant plus d'une semaine, Mgr Laboa ne se départit pas du *« tempérament d'acier »* qu'on lui prête, et continue, pour l'instant, de garder le silence.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Le canal pour la première fois sous administration panaméenne

Pour la première fois depuis l'inauguration du canal en 1914, et même si c'est encore sous la protection des troupes américaines, le Panama assure depuis le 1er janvier la gestion de la voie d'eau interocéanique. Pour l'instant, le président américain George Bush a désigné M. Manfredo, soixante-deux ans, ancien ministre du commerce du général Torrijos (prédécesseur du général Noriega), comme administrateur « intérimaire ».

Le nouveau gouvernement panaméen examine en effet la possibilité d'annuler le décret adopté par M. Noriega et désignant au poste d'administrateur du canal un candidat à lui, M. Altamirano Duque, que le gouvernement Endara voudrait remplacer par M. Guillermo Quijano, chef du Mouvement libéral républicain nationaliste.

Selon les termes des accords Torrijos-Carter de 1979 sur l'avenir du canal interocéanique, un Panaméen devait être nommé le 1er janvier 1990 administrateur du canal, avec l'approbation du président des Etats-Unis. Les accords prévoient en outre que les Américains retirent leurs troupes du Panama le 31 décembre 1999 et remettent définitivement le canal aux Panaméens. — *(AFP.)*

CHILI : troisième formation politique du pays

Le Parti socialiste se réunifie en s'éloignant du marxisme

SANTIAGO

de notre correspondant

Les deux principales organisations issues de l'éclatement du Parti socialiste après le coup d'Etat de 1973 se sont réunifiées vendredi 29 décembre. Les « marxistes-léninistes » qui suivaient M. Clodomiro Almeyda, ancien ministre des affaires étrangères du régime de l'Unité populaire, et les « socialistes rénovés », proches de la social-démocratie européenne, dirigés par M. Jorge Arrate, ont fondu leurs directions en un seul comité central, chargé d'organiser dans quelques mois un « congrès d'unité Salvador-Allende ». En attendant que ce congrès entérine la réunification, M. Almeyda fera office de président du parti et M. Arrate de secrétaire général.

Mais si les deux tendances sont représentées équitablement au sein de la nouvelle direction, les rénovateurs sont sans conteste les grands vainqueurs de la fusion. Du léninisme revendiqué par les « almeydistes », il ne reste plus rien dans le protocole d'accord signé vendredi. Le marxisme y est présenté comme une source d'inspiration politique aussi valable que le christianisme ou *« tout courant de pensée contemporain s'exprimant en faveur du progrès »*. D'autre part, nulle référence n'est faite à l'union entre socialistes et communistes, à laquelle les premiers avaient longtemps attribué une portée stratégique.

Il est vrai que l'écroulement des régimes d'Europe de l'Est a laissé sans voix les *« almeydistes »* les plus récalcitrants dont les années d'exil se sont écoulées en RDA. Mais plus déterminante encore est l'évolution politique du Chili, qui n'a pas emprunté la voie de *« rupture »*, voire insurrectionnelle, dont rêvait la gauche radicale au début des années 80. Alors allié aux communistes et aux MIR (gauche révolutionnaire), le PS-Almeyda s'est ensuite progresivement éloigné de l'extrême gauche pour opter résolument avant le plébiscite de 1988 pour la lutte électorale et l'alliance avec l'opposition modérée.

Le PS réunifié est désormais, à en juger par sa représentation parlementaire, la troisième formation politique du pays, après la démocratie chrétienne et les conservateurs modérés de Rénovation nationale. Il est de plus appelé à occuper plusieurs ministères dans le gouvernement que désignera prochainement M. Patricio Aylwin.

Le nouveau parti est par ailleurs assuré de connaître une croissance rapide. Le MAPU (Mouvement d'action populaire unitaire), une petite formation de gauche mise à mal ces dernières années par des scissions successives, l'a rejoint. Des militants communistes, critiques à l'égard de leur direction ou ayant rompu avec le PC, sont aussi sur le point de le faire.

GILLES BAUDIN

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Les affrontements entre factions noires se multiplient dans la province du Natal

Quinze Noirs ont été tués au cours d'une fusillade entre membres du Front démocratique uni (UDF) et du mouvement zoulou Inkhata, lundi 1er janvier à Wartburg, près de Durban, dans la province du Natal.

La flambée de violences entre factions noires rivales dans la province du Natal provoque désormais un exode massif des habitants des ghettos, selon des responsables d'organisations humanitaires. Alors que le nombre des victimes s'élève déjà à cent quarante-cinq depuis le début du mois de décembre, celui des « réfugiés » doit être de plusieurs milliers, a déclaré M. Paddy Kearney, directeur de Diakona, une organisation humanitaire. Ces heurts inter-raciaux ont entraîné la mort de deux mille cinq cents personnes depuis 1986.

« La plupart des réfugiés quittent avec leur famille les lieux des affrontements pour déménager vers d'autre villes. Il est difficile d'en estimer le nombre, lequel doit atteindre plusieurs milliers », a dit M. Kearney. Des renforts de police ont été acheminés vers les zones affectées par les violences, principalement dans les ghettos noirs près de Durban.

Le ministre de la loi et l'ordre, M. Adriaan Vlok, a promis que la police protégerait les résidents. Mais, selon des membres d'organisations humanitaires, les forces de sécurité ont peur de pénétrer dans les ghettos pendant la nuit.

L'ancien secrétaire général du Congrès national africain (ANC), M. Walter Sisulu, a lancé un appel au peuple sud-africain pour qu'il s'emploie à réduire *« sinon à éliminer »* la violence politique dans la province du Natal. — (AFP).

□ **NIGÉRIA : amnistie générale.** — Le président Ibrahim Babangida a annoncé, lundi 1er janvier, une amnistie générale qui devrait se traduire par la libération immédiate de plusieurs milliers de prisonniers. — *(AP.)*

OCÉAN INDIEN

L'île Maurice : un fleuron francophone

PORT-LOUIS

De notre envoyé spécial

Il y a le souvenir du jeune Baudelaire qui vécut ici quelques semaines, et les fantômes de Paul et Virginie. Il y a la plus ancienne Alliance française au monde, ouverte en 1884, et à la télévision — également française — relayée par la Réunion toute proche. Il y a aussi le mythe — puissant — de la *« France, seconde patrie »*, que chacun, dans la petite communauté franco-mauricienne, eut, à des époques diverses, de bonnes raisons de glorifier : politiciens encourageant l'émigration massive, « barons » du sucre rétifs à la culture anglaise, écrivains rêvant de conquérir Paris.

Attachement sentimental

Mais tout cela ne suffit pas à expliquer la vitalité de notre langue à Maurice, son étonnante survie à travers un siècle et demi de domination anglaise (1). Si cette île est sans doute le plus beau fleuron de la francophonie — on y parle plus et parfois mieux le français que dans nos anciennes colonies — c'est surtout grâce au créole, devenue la langue quotidienne de toutes les communautés. Dérivé du français, le créole y reconduit.

L'anglais avait pour lui de ne s'identifier à aucun groupe ethnique. Il fut, à l'époque britannique, tout naturellement promu langue officielle, de l'administration puis de l'enseignement. Le français, langue du « grand blanc », de l'ancien maître sucrier, ne pouvait prétendre à une telle neutralité. A l'école, les enfants étudient donc en anglais, apprennent le français comme matière obligatoire et, une fois sortis de classe, retrouvent le créole.

Hier, la francophonie était un combat, livré par ceux qui la croyaient menacée. Aujourd'hui, c'est une évidence. Le premier ministre lui-même en prit acte il y a quelques années. Le jour anniversaire de l'indépendance, il adressa pour la première fois en français son message rituel aux enfants des écoles. Les militants du français, notamment les créoles, ont vu dans notre langue un outil de promotion sociale et le signe d'appartenance à l'élite culturellle. Tout en étant populaire, le français reste la langue de prestige dans laquelle s'expriment la presse et la littérature. Et en abandonnant le latin dans leurs messes au profit du français, les curés ont involontairement rendu à ce dernier un service supplémentaire.

Ce qu'on a appelé le *« francotropisme »* de Maurice traduit un attachement sentimental à notre culture. Pour le comprendre, il faut voir, dans le hall du beau théâtre de Rose-Hill, avec quel soin religieux on a affiché les programmes, ornés de photos dédicacées, des spectacles donnés par plusieurs générations d'acteurs de la Comédie-Française en tournée dans l'océan Indien. Décidément, il est difficile d'oublier que Maurice s'appela jadis l'« Isle de France ».

J-P.-L.

(1) Maurice fut française de 1715 à 1810, puis britannique jusqu'à son indépendance, proclamée le 12 mars 1968.

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Offensive contre Jalalabad

Les moudjahidins ont lancé, lundi 1er janvier, une offensive contre la ville de Jalalabad (est du pays), se heurtant à une contre-offensive des forces gouvernementales, a annoncé le jour même la télévision de Kaboul. La télévision a affirmé que les moudjahidins avaient bombardé à la roquette des zones civiles et que les forces gouvernementales avaient tué plus de cent quarante combattants rebelles lors de la contre-offensive, appuyée par des bombardements aériens et d'artillerie. Selon des sources bien informées, les moudjahidins ont également bombardé l'aéroport de Jalalabad, seul lien reliant la ville à Kaboul durant l'hiver.

D'autre part, M. Gulbuddine Hekmatyar, chef du Hezb-i-Islami, a interdit de séjour, dans les zones contrôlées par son mouvement de résistance, les partisans du Jamiat-i-Islami, un groupe rival. Cette décision, communiquée lundi, est intervenue à la suite de la pendaison, par un tribunal islamique du Jamiat-i-Islami, de quatre commandants du Hezb-i-Islami jugés coupables de meurtre (*le Monde* du 2 janvier). — *(AFP, Reuter.)*

HONGKONG

Manifestation en faveur de la démocratie

Environ dix mille personnes ont manifesté devant les bâtiments de l'agence Xinhua — représentation officieuse de Pékin dans la colonie britannique, — lundi 1er janvier, en faveur des partisans de la démocratie en Chine. Les manifestants brandissaient des banderoles réclamant le limogeage des *« Ceausescu chinois »*, ou proclamant *« Aujourd'hui la Roumanie, demain la Chine ! »* et *« Nous aimons la Chine, mais pas le communisme ! »* Cette manifestation, la plus importante depuis des mois à Hongkong, a eu lieu à l'appel de l'Alliance de Hongkong pour le soutien en Chine. L'Alliance avait déjà organisé le soir de la Saint-Sylvestre une veillée aux chandelles pour soutenir la révolution roumaine et les démocrates chinois (*le Monde* du 2 janvier). Au même moment à Pékin, le secrétaire général du PC, M. Jiang Zemin, affirmait au cours d'une réception donnée à l'occasion du Nouvel An que la paix sociale et l'unité nationale seront les priorités pour surmonter les *« difficultés passagères »* des années à venir. — *(Reuter, AP, UPI.)*

ÉTHIOPIE

Les maquisards érythréens vont libérer 10 000 prisonniers

Le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) a annoncé, lundi 1er janvier, la libération prochaine de plus de 10 000 prisonniers de guerre éthiopiens qu'il détient. Le FPLE explique cette mesure par le fait que le Tigré et la plupart des provinces du nord de l'Ethiopie (Wollo, Gojam, Gondar, Shoa, Wolega) *« étant actuellement contrôlées par le Front populaire de libération du Tigré (FPLT) et d'autres mouvements d'opposition, les possibilités de représailles contre ces prisonniers de guerre par le régime d'Addis Abeba sont exclues ou réduites »*. — *(AFP.)*

ÉTRANGER

1989, année des foules et des foulards

Suite de la première page

Pareille tempête ne pouvait évidemment demeurer confinée à la RDA. L'onde de choc a rapidement gagné la Tchécoslovaquie. En quelques jours de démonstrations massives, sans la moindre violence, les citoyens ont chassé les complices de l'occupation soviétique. Ils ont fait fête à Alexandre Dubcek, l'infortuné héros du « printemps de Prague », et porté à la présidence de la République l'auteur dramatique Vaclav Havel : celui-ci avait été condamné à neuf mois de prison en début d'année pour avoir osé porter des fleurs sur la tombe de Jan Palach, qui s'était immolé par le feu, en 1969, pour protester contre l'intervention soviétique.

A Prague aussi, le PC a renoncé à exercer son « rôle dirigeant ». En fait, en attendant de le faire en droit, le parti frère polonais l'avait précédé en concluant dès le 5 avril avec l'opposition, à l'issue d'une interminable table ronde, un accord qu'on peut sans exagération qualifier d'historique : pour la première fois un pays du pacte de Varsovie retournait au pluralisme politique et syndical et organisait des élections relativement libres. Celles-ci allaient être désastreuses pour le pouvoir. Jaruzelski, qui n'a dû de demeurer président de la République qu'à la bonne volonté de Walesa, s'est vu obligé de confier la direction du gouvernement à l'un des chefs de Solidarité, Tadeusz Mazowiecki, qu'il avait fait arrêter au moment de l'« état de guerre ».

La Hongrie est allée plus loin encore, puisque son PC n'a pas hésité à se débaptiser, comme l'a fait, un peu plus tard, le parti frère italien. A l'heure actuelle, elle a pratiquement réalisé tous les objectifs qui avaient provoqué en 1956 l'intervention soviétique : élections libres, retour à l'économie de marché, établissement de liens étroits avec l'Europe occidentale. Il ne lui reste plus qu'à se retirer du pacte de Varsovie. Il semble que cette éventualité ne fasse pas trop peur à Moscou.

Il n'est pas jusqu'à la Bulgarie qui ne se soit débarrassée d'une vieille garde passablement corrompue avant de s'engager elle aussi sur la voie du pluralisme. L'Albanie elle-même présente quelques timides signes de dégel. Tiraillée entre les Serbes, dont le populaire – et plus encore populiste - héros Milosevic se pose en nouveau Tito, et les nationalistes croates ou slovènes, pour ne pas parler des Albanais du Kosovo, la Yougoslavie est de plus en plus menacée d'éclatement.

Sanglante révolution en Roumanie

Enfermé dans une mégalomanie sénile, sourd à la colère d'un peuple qu'il avait réduit à la misère pour mettre fin à l'endettement du pays et détruire ses structures traditionnelles, Ceausescu a cru qu'il pourrait se tenir à l'écart d'un mouvement aussi général. Triomphalement réélu, quelques semaines plus tôt, à la tête de l'Etat et du parti, le « génie des Carpates » a dû sentir le sol se dérober sous ses pieds lorsqu'au cours d'un meeting de soutien convoqué à Bucarest, à la suite de manifestations de protestation survenues en Transylvanie, il a entendu tout à coup la foule l'invectiver. Malgré une répression atroce, il s'est vite retrouvé avec sa femme, après un simulacre de procès, devant le poteau d'exécution, tandis que les hommes de sa garde prétorienne, la Securitate, affolés à l'idée de ce qui les attendait, multipliaient les actes de pure sauvagerie. Cette émancipation réalisée sans coup férir, de Berlin à Sofia, et de Varsovie à Prague, c'était trop beau. Le sang roumain a trop coulé pour ne pas ternir la joie du premier Noël de la liberté retrouvée.

Fidel Castro, qui avait fait fusiller, au début de l'été, des chefs de l'armée accusés d'avoir trempé dans un trafic de drogue, est visiblement consterné de l'effondrement de ces régimes. Pour lui, a-t-il déclaré, il n'y a plus de camp socialiste.

De son côté, l'*International Herald Tribune* n'a pas hésité à écrire que les Américains considéraient que Gorbatchev avait passé par pertes et profits *(written off)* ses alliés d'Europe. N'en est-il pas maintenant à parler d'en retirer, pour peu qu'il obtienne des contreparties de l'Ouest, la totalité de ses troupes ? Disons qu'il a manifestement voulu faire la part du feu, comme il l'avait déjà fait hors d'Europe en retirant le corps expéditionnaire d'Afghanistan à la date prévue du 15 février, en poussant Vietnamiens et Cubains à en faire autant au Cambodge et en Angola, en se prêtant à un règlement en Namibie, en laissant Ethiopiens et séparatistes érythréens négocier sous les auspices... de Jimmy Carter, en acceptant enfin, à la demande de George Bush, de préconiser publiquement l'arrêt de l'aide étrangère aux guérilleros d'Amérique centrale.

L'empire soviétique en question

Reste à savoir s'il parviendra à empêcher les flammes de gagner l'URSS elle-même. François Mitterrand l'a dit au sommet européen qui a suivi, au début de décembre, la rencontre soviéto-américaine de Malte, et l'a répété au cours d'une interview radiotélévisée : *« A mon avis, la révolution qui a commencé à Moscou grâce à M. Gorbatchev, qui a libéralisé le système, va faire le tour de l'Europe de l'Est et va retourner à Moscou. »*

Nous y sommes : dans les Républiques baltes, où se sont développés des mouvements indépendantistes puissants, les gouvernements proclament les uns après les autres la nullité des textes les rattachant à l'Union soviétique et adoptent des textes portant renonciation du PC à son rôle dirigeant.

Un âpre débat s'est engagé à Moscou devant les 2 250 députés du Congrès du peuple, dont l'élection au printemps avait été marquée par la défaite d'une série de bureaucrates de premier plan, sur le point de savoir si le PC soviétique lui-même ne devrait pas en faire autant.

Gorbatchev a réussi à renvoyer la discussion sur le fond à plus tard, mais il a eu besoin, pour ce faire, de l'appui des conservateurs, auxquels il a fait des concessions qui rendent de plus en plus aléatoire le succès de la réforme économique. Or c'est là que le bât blesse le plus : les grèves de mineurs et de cheminots se sont en effet ajoutées à la désorganisation du système et au véritable sabotage auquel se livrent d'innombrables bureaucrates pour généraliser, à l'orée de l'hiver, la pénurie de combustible et de nourriture.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que le mécontentement gagne, que le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan à propos du Haut-Karabakh tourne à la guerre civile, que la Géorgie, la Moldavie et maintenant l'Ukraine, principal grenier et réserve de minerai de l'Union, soient à leur tour touchées par la vague séparatiste ? Que se développent des mouvements nationalistes russes à connotation antisémite ?

Gorbatchev cherche à canaliser comme il peut tous ces facteurs de désagrégation, notamment en rouvrant massivement les églises. Il est allé jusqu'à rendre visite au pape pour obtenir qu'en échange de la reconnaissance du catholicisme uniate, jadis supprimé d'un trait de plume par Staline, il modère les velléités indépendantistes de ses fidèles d'Ukraine. Le terrain n'en continue pas moins de se dérober sous ses pieds.

Le développement de la criminalité, le ton de plus en plus critique adopté par certains journaux, le nihilisme qui se répand chez les jeunes et dans l'intelligentsia, sont les signes indubitables d'une détérioration de la situation. La mort de Sakharov, en décembre, en a apporté un autre. L'inventeur de la bombe H soviétique, devenu l'héroïque défenseur des droits de l'homme, venait tout juste de ferrailler avec Gorbatchev, à la tribune du Congrès du peuple, à propos du rôle dirigeant du PC, lorsqu'une crise cardiaque l'a emporté. L'émotion qui s'est emparée du pays a été telle qu'après une réaction manifeste d'embarras le régime n'a eu d'autre choix que de porter lui aussi le deuil de celui qui lui avait assené de si rudes coups.

Gorbatchev, qui a su jusqu'à présent manœuvrer habilement pour renforcer son contrôle sur l'appareil, n'est donc pas au bout de ses peines. Le congrès extraordinaire du parti, prévu pour octobre 1990, constitue sans doute pour lui un test. Du moins peut-il compter sur le soutien des dirigeants occidentaux, inquiets de ce qui pourrait se passer si la situation devait lui échapper. Et bien déterminés à tout faire pour éviter tout glissement de l'Europe vers la balkanisation à l'heure où la peur de l'URSS a cessé d'exercer son pouvoir fédérateur.



– C'est le moment d'avoir le moral, mon bon monsieur ! Nous avons gagné ! Vous saviez ça ? Le capitalisme triomphe. Le communisme est en ruine. Notre système l'emporte ! Nous avons gagné ! Souriez !

– Eh bien je n'aurai jamais...

(International Herald Tribune *du 22 décembre 1989.*)

Retour de la question allemande

Ce risque est d'autant plus sérieux que se pose désormais avec une force accrue, sortie du placard où l'on avait cru l'enfermer à jamais, l'antique « question allemande ». Jusqu'à l'ouverture du mur de Berlin, Europe signifiait Communauté des Douze, avec pour centre la France. Depuis le mot s'entend, conformément à la définition gaullienne, « de l'Atlantique à l'Oural ». De notoriété publique, c'est l'Allemagne qui est au centre de cette Europe-là

Peut-être sa réunification politique prendra-t-elle quelque temps encore. C'est le vœu massif des Soviétiques et des Polonais, paradoxalement rapprochés, en l'occurrence, par leurs mauvais souvenirs. C'est aussi celui des Occidentaux : ils redoutent qu'une Allemagne unie n'ait que trop tendance à voler de ses popres ailes et à peser sur le continent d'un poids excessif. Mais que peuvent-ils faire ? Helmut Kohl n'a demandé la permission à personne pour sortir de son chapeau un plan de réunification en dix points qui ne l'a pas empêché de se faire acclamer quelques jours plus tard à Dresde. Où est le temps où l'on parlait de la RFA comme d'un « géant économique » mais d'un « nain politique » ?

De toute façon, les accords économiques que le chancelier a conclus avec son nouveau collègue est-allemand sont d'une ampleur telle que la question de la réunification en devient presque théorique : dès à présent on peut considérer que les deux Républiques ex-rivales ne font qu'un tout. Or c'est essentiellement de la force de son économie que tire sa puissance une Allemagne à nouveau confortablement installée sur ses marchés traditionnels de l'Est. D'où l'idée de mettre rapidement sur pied des structures capables d'encadrer suffisamment les nations d'Europe pour qu'aucune d'elles n'éprouve la tentation de retourner aux mortelles ambitions du passé. Pour ce faire, la plupart des Douze comptent d'abord sur la CEE et sur l'avènement, désormais très proche, du grand marché unique. En revanche, malgré un coup de chapeau à la construction communautaire qui a fait avaler de travers une Maggie Thatcher en perte de vitesse, George Bush mise avant tout pour sa part sur l'OTAN. Le moindre paradoxe de l'Europe de 1989 n'étant pas d'avoir vu le président des Etats-Unis et son homologue soviétique s'entendre à Malte pour consolider, une fois la guerre froide terminée, des alliances dont elle était jusqu'alors la seule raison d'être.

La démocratie en Amérique

Reste que – François Mitterrand l'a fait remarquer à Strasbourg – la volonté des peuples, par les temps qui courent, détermine beaucoup plus que celle des gouvernements les grands mouvements de l'Histoire. En 1989, l'Europe de l'Est n'a pas été seule à être riche, de ce point de vue, d'événements significatifs. Encouragé par le décrochage soviétique dans la région, et par le règlement de l'affaire namibienne, le nouveau président sud-africain, Frederik De Klerk, a pu se permettre non seulement de recevoir Nelson Mandela, comme l'avait déjà fait son prédécesseur, mais de libérer la plupart des chefs de l'ANC, d'annoncer un plan de liquidation en trois ans de l'apartheid et de rencontrer une série de dirigeants de l'Afrique noire.

On rapprochera bien sûr de cette soudaine avancée l'énorme évolution des esprits qui a permis à George Bush de placer à la tête des armées de son pays, sans que quiconque y trouve à redire, en la personne du général Colin Powell, un officier de race noire. Et qui a fait élire d'autres Noirs à la mairie de New-York et au poste de gouverneur de l'Etat – sudiste – de Virginie.

Il faut encore noter, dans le même sens, la confirmation de la poussée démocratique qui a marqué au cours des dernières années l'Amérique du Sud, longtemps vouée au régime des caudillos. Le dernier d'entre eux, le général Stroessner, président du Paraguay, a été renversé en février par un autre général, qui s'est aussitôt soumis au verdict des urnes. En décembre, le candidat de la concertation démocratique, Patricio Aylwin, l'a emporté haut la main, au Chili, sur celui de Pinochet. En Argentine, en Uruguay, au Brésil, de nouveaux présidents ont été élus au suffrage universel, qui avaient en commun d'avoir fait une vive campagne contre le pouvoir sortant.

L'Amérique centrale, malheureusement, n'en est pas là. Les négociations pour restaurer le cessez-le-feu au Nicaragua n'ont toujours pas abouti. La guérilla a lancé de violentes attaques, au Salvador, après l'élection d'un président d'extrême droite. Et, surtout, les Etats-Unis, engagés par la Maison Blanche, avec le concours notamment de la Colombie, dans une guerre sans merci contre la drogue, se sont décidés à intervenir militairement au Panama. Ils n'avaient pas trouvé d'autre moyen de se débarrasser de son homme fort, le général Noriega, accusé d'être l'un des principaux dirigeants du gang de la cocaïne, le trop fameux « cartel de Medellin ».

L'isthme méso-américain n'est pas, bien entendu, la seule partie du monde où les armes continuent de parler. Les combats ont recommencé de plus belle au Cambodge après le départ des Vietnamiens. Ils font toujours rage en Afghanistan, en Erythrée, au Tigré. Si l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yeweiné Yeweiné n'a pas conduit, contrairement à ce que l'on avait pu craindre, à une reprise des affrontements en Nouvelle-Calédonie, la réconciliation maghrébine n'a pas encore débouché sur l'arrêt de la guerre du Sahara occidental.

Nulle part cependant la situation n'est plus tendue qu'au Proche-Orient. La mort, au milieu des larmes de son peuple, du terrible Khomeiny et son remplacement par Rafsandjani, réputé plus modéré, n'y ont rien changé. Non plus que l'offre d'élections pour les territoires occupés, arrachée à Itzhak Shamir par les Américains. Malgré les efforts de l'Egypte pour amender cette proposition dans un sens acceptable par la résistance palestinienne, malgré l'attitude conciliante de la gauche israélienne, malgré la poursuite de la « guerre des pierres », qui tue maintenant pratiquement chaque jour, le chef du gouvernement hébreu ne croit toujours qu'aux vertus de l'obstination.

Toujours la guerre au Proche-Orient

Même jeu au Liban, où le drame succède au drame. L'année s'était ouverte sur les combats entre les deux milices chiites pro-syrienne et pro-iranienne : elle s'est achevée de même. Entre-temps, on avait assisté à d'autres combats fratricides, ceux-là entre l'armée dirigée par le général chrétien Michel Aoun, qui se considère toujours comme le seul détenteur du pouvoir légal, et les Phalanges, également chrétiennes, de Samir Geagea.

En mars, Aoun décide de jouer son va-tout en déclenchant une *« guerre de libération »*, destinée selon ses propres termes à *« mettre fin à l'hégémonie et à l'occupation syriennes »*. Ainsi défié, Hafez El Assad répond à sa manière habituelle : il écrase sous les bombes les quartiers maronites de Beyrouth. Aoun espérait émouvoir l'opinion mondiale. Il n'y parvient qu'à moitié, et les Etats-Unis, notamment, ne cachent pas leur irritation devant son initiative.

La France comprend tout de même qu'elle ne peut laisser Damas annexer purement et simplement le réduit chrétien. Elle fait appareiller des navires de guerre, quitte à limiter leur mission, par la suite, à une assistance humanitaire à tous les Libanais. Mais cette agitation n'a pas été inutile, puisqu'elle aboutit sous les auspices de la Ligue arabe à un cessez-le-feu et à la convocation, pour élire un président, de ce qui reste du Parlement de l'« Etat du cèdre ».

Finalement, un candidat est élu en la personne de René Moawad, chrétien qui bénéficie de la confiance des Syriens. Las ! il sera assassiné dix-sept jours plus tard. Sans doute lui a-t-on fait payer sa volonté, clairement affichée, de réconciliation. Toujours est-il qu'un successeur lui est vite désigné en la personne de René Hraoui, dont les liens avec Damas sont de notoriété publique. Il menace de faire appel à l'armée syrienne pour déloger Aoun du palais présidentiel où il s'est retranché. Mais on lui fait valoir de divers côtés qu'il serait indécent de devoir ainsi son pouvoir à une intervention étrangère, et sans le dire il renonce à son projet.

On en était là à la fin de l'année. Bien malin qui pouvait prendre un pari sur l'évolution de cet interminable conflit, nourri de l'extérieur par les interventions, plus ou moins ouvertes, non seulement de la Syrie et d'Israël, mais de l'Iran et de l'Irak, qui poursuivent ainsi par personnes interposées la guerre arrêtée sur le champ de bataille. De toute façon, l'horizon reste passablement inquiétant, comme le montrent la construction par Bagdad d'une fusée stratégique manifestement destinée à être munie d'une tête nucléaire ou, plus simplement, le succès obtenu par les fondamentalistes aux premières élections libres organisées depuis vingt ans en Jordanie.

En Algérie aussi, où le régime s'est démocratisé, au point d'autoriser le multipartisme et le retour d'un certain nombre d'opposants exilés, l'intégrisme fait plus que montrer son nez. Qu'il soit lourd de menaces, on l'avait déjà vu lorsque Khomeiny avait invité tous les musulmans du monde à abattre Salman Rushdie, l'auteur des *Versets sataniques*. Mais la question allait soudain interpeller directement la société française et apporter du coup une eau considérable au moulin, qu'on avait cru prématurément asséché, de Jean-Marie Le Pen.

La France et l'immigration

Il a suffi qu'un principal de collège interdise à ses élèves musulmanes de dissimuler leurs cheveux sous un foulard pour que la France du consensus saute sur cette occasion de s'entre-déchirer. Sans doute ne l'aurait-elle pas fait si la polémique n'avait pas mis en lumière le retard non seulement des gouvernements successifs, mais de la classe politique tout entière, à prendre enfin à bras-le-corps le problème de l'immigration, et notamment de l'immigration clandestine.

Il faut dire que la classe politique en question avait d'autres chats à fouetter. De l'enquête sur les délits d'initiés commis autour de Pechiney et de la Société générale à la découverte du système de fausses factures grâce auquel la plupart des partis financent leurs campagnes, elle avait fort à faire pour redresser une image passablement ternie.

On avait pu croire un moment, après les municipales de mars, qui avaient vu le succès de beaucoup de leurs candidats, que les « rénovateurs » soudain apparus sur le devant de la scène allaient effectivement rénover à tout le moins la droite et le centre. Faute sans doute de s'entendre sur le nom d'un chef, ils ont vite battu en retraite. Même jeu du côté du PS, où rien d'autre ne paraît compter, à cinq ans et demi de l'expiration du mandat de François Mitterrand, que le nom du candidat du parti à sa succession. Quant au PC, dont le chef s'obstine au milieu des quolibets à juger « globalement positif » le bilan du communisme, il est charitable de n'en pas trop parler.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, qu'un nombre croissant de Français, aux prises avec les difficultés grandissantes de la vie quotidienne en matière d'emploi, de logement, de transport, de bruit, ou plus simplement de niveau de vie, se laissent de plus en plus persuader qu'il existe à leurs ennuis une cause principale, et qu'elle s'appelle immigration. Après tout, le même état d'esprit existe en Grande-Bretagne et dans les pays nordiques. En Allemagne fédérale, l'essor du Parti républicain, dirigé par un ancien de la Waffen SS, fait peser sur Helmut Kohl la menace d'un échec aux législatives de 1990.

En tout cas, la très forte poussée du Front national aux élections partielles de novembre a fait passer comme un frisson dans le dos des hommes politiques. Plus dominateur que jamais, Jean-Marie Le Pen tonne à la télévision, s'en prend ouvertement à ceux qu'il appelle les « extrémistes juifs » et joue les martyrs lorsque le Parlement européen lève son immunité parlementaire pour lui permettre de répondre en justice de son fâcheux calembour sur « Durafour... crématoire ».

S'imaginer qu'on va, en le faisant condamner, affaiblir sa position relève de l'aberration pure et simple. Le seul moyen d'arrêter la progression du FN, c'est de s'attaquer aux carences et aux désordres qui constituent son terreau. Sinon Georges Pompidou aura eu raison d'écrire dans son *Nœud gordien*, à une époque où tout un chacun était obsédé par le péril rouge, que la plus grande menace pesant sur la démocratie pourrait bien venir de l'extrême droite, plutôt que du communisme.

ANDRÉ FONTAINE

SOCIÉTÉ

Alors que la marée noire s'approche des côtes

M. Brice Lalonde, arrivé sur place promet l'aide de la France au Maroc

Quinze jours après l'explosion survenue à bord du tanker iranien *Khark*, du mazout s'écoule toujours de l'épave, que deux remorqueurs halent *vers la haute mer*, à près de 300 kilomètres du rivage. Le navire, qu'aucun port ne veut accueillir, devra être sommairement réparé en plein océan. L'armateur, l'Iranian Tanker Company, a fait venir un second pétrolier de même tonnage et devrait, si l'état de la mer s'y prête, tenter d'y transborder la cargaison.

MARRAKECH

de notre envoyé spécial

« Nous sommes optimistes parce que nos amis français sont là, mais je ne vous cacherai pas qu'au fond de nous-mêmes nous restons très inquiets. » C'est par *ces mots que M. Ben* Salem Sismili, ministre marocain des pêcheries, a accueilli, lundi 1er janvier à Marrakech, où se trouvent actuellement Hassan II et son gouvernement, la mission française conduite par M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat français chargé de l'environnement.

Sur la côte elle-même, l'inquiétude est vive, notamment parmi les dizaines de milliers de pêcheurs qui n'osent plus jeter leurs filets dans le bouillon brunâtre que fendent leurs proues. L'immense nappe de 40 000 kilomètres carrés qui entourait le *Khark* il y a quelques jours s'est scindée en plusieurs nappes secondaires. Elles s'échelonnent à présent sur 240 kilomètres du nord au sud, entre le port de Mohammedia et celui de Safi, l'une des bases de pêche les plus *importantes du royaume. Des pla*que de mazout menacent une demi-douzaine de portions du rivage, notamment à Mohammedia, Casablanca, El Jorf-Lasfar (port phosphatier) et Oualidia. Devant ce dernier site, où prospèrent d'importants parcs à huîtres, on a tendu en toute hâte des barrages flottants arrivés depuis peu de Grande-Bretagne. La marée noire se trouve à cet endroit à 35 kilomètres des plages.



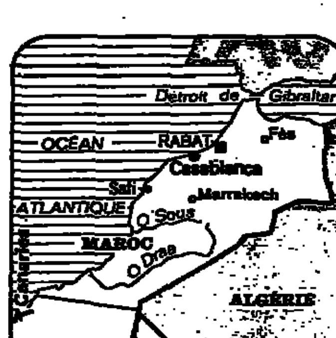


Bien que la cargaison du *Khark* soit constituée d'arabian light, un pétrole particulièrement volatile, on estime que sur les 70 000 tonnes répandues dans l'Atlantique, 40 000 tonnes flottent encore. C'est l'équivalent de la marée noire qui a ravagé en avril dernier les côtes de l'Alaska. Or, le Maroc est très loin de disposer des moyens que les autorités américaines ont pu déployer. En réalité, en dehors de *3 kilomètres de barrages flottants* déjà en place et de 60 000 litres de dispersants répandus ces derniers jours, les Marocains n'auront demain que des pelles et des seaux pour nettoyer leurs plages.

Mobilisation générale

C'est pourquoi, dès le début de l'affaire, ils ont demandé à leurs voisins, Portugal, Espagne, France et Grande-Bretagne, de se tenir prêts à leur venir en aide. On peut même dire que, conscients de la précarité de leurs forces et de leur inexpérience, ils ont tiré toutes les sonnettes. Organismes internationaux, nations amies, villes étrangères comme Marseille et personnalités en renom comme le commandant Cousteau ont été avertis puis sollicités. Dès le 20 décembre, le ministère de l'intérieur français, la mission interministérielle de la mer, la sécurité *civile et la préfecture maritime* de Brest étaient en alerte. Le 24 décembre, le port de Marseille dépêchait auprès de la cellule de crise formée à Rabat son expert antipollution, M. Robert Luigi. Un protocole de collaboration scientifique et technique lie en effet depuis quelques mois la municipalité de Marseille à celle de la capitale chérifienne.

Les Marocains ont espéré pendant plusieurs jours que l'explosion et l'incendie qui avait ouvert une brèche dans la coque du *Khark* loin de leur rivage resteraient pour eux sans conséquences graves. Mais d'incroyables bavures ont aggravé les choses. Le tanker, précipitamment évacué par son équipage en pleine nuit, est resté quatre jours livré à la houle, perdant sa cargaison à gros bouillons, qui a dérivé



jusqu'à 30 kilomètres du rivage chérifien. Une vive réaction diplomatique du Maroc a obligé l'armateur à le faire remorquer vers le large. Mais le mal était fait.

C'est alors que, redoutant le pire, M. Driss Basri, qui est à la fois ministre de l'intérieur, de l'urbanisme et de l'environnement du Maroc, a lancé, dimanche *31 décembre à 14 h 40*, un véritable message de détresse au gouvernement français. Il demandait des produits chimiques, des pompes, des barges, des barrages flottants, des citernes et même des Zodiac : tout ce que la France a stocké depuis dix ans en cas de malheur et dont le Maroc est totalement démuni.

Pour évaluer à la fois la gravité de la menace et l'étendue des besoins éventuels, M. Brice Lalonde a décidé de se rendre sur les lieux accompagné de M. Robert Vigouroux, le maire de Marseille, qu'un avion spécial est allé quérir en Alsace où il passait les fêtes de fin d'année. Il est arrivé lundi 1er janvier au Maroc, où des entretiens techniques avec plusieurs ministres ont aussitôt commencé. Un colonel de la sécurité civile et deux experts du CEDRE (centre brestois spécialisé dans la lutte contre les marées noires) font partie de la mission française. Ils devraient être rejoints, mardi 2 janvier, par le spécialiste du port de Marseille. Une sorte de « task-force » française est ainsi constituée sur la côte marocaine pour parer à toute éventualité.

« Nous sommes décidés à tout mettre en œuvre pour vous aider si la marée noire venait à vous atteindre », a promis M. Brice Lalonde dès son arrivée.

MARC AMBROISE-RENDU

ÉDUCATION

Un rapport de l'INSEE sur la prolongation spontanée de la scolarité

Reculer pour mieux sauter

Reculer pour mieux sauter. Ce précepte prudent semble avoir été adopté par les jeunes Français. Dans la perspective d'un *emploi improbable, ils poursui*vent leurs études le plus tard possible. C'est le principal enseignement des données statistiques publiées, mardi 2 janvier par l'Institut national de la statistique (INSEE) sur la situation des jeunes de seinze à vingt-cinq auns.

Le développement de la sco*larisation se poursuit au rythme* de 2 % par an. Près de 40 % des jeunes de seize à vingt-cinq ans étaient étudiants ou élèves en mars 1989, c'est-à-dire presqu'autant que les jeunes du même âge ayant un emploi. *Pourtant, la proportion de* seize/vingt-cinq ans ayant un emploi ne diminue presque plus. Ce sont les stages de type *TUC*, assimilés à un emploi, qui reculent. Les jeunes préférant rester à l'école, le chômage n'a cessé de décroître depuis 1985 dans ces catégories d'âge. Il reste néanmoins de 9 % (7 % chez les garçons et 10 % chez les filles).

La situation des jeunes est différente selon les âges. Entre seize et dix-sept ans, plus de huit jeunes sur dix sont encore scolarisés. Les autres sont pour la *plupart employés comme* apprentis. Au total, 91 % des garçons et des filles poursuivent une formation. Ce sont les dix-huit/vingt-et-un ans qui ont retardé le plus spectaculairement leur entrée dans la vie active. En six ans, leur taux de scolarisation a augmenté de 15 %. On habite chez papa-maman, à l'abri du besoin, et on rempile à l'université dans l'espoir d'une qualification meilleure. Logiquement, le *chômage a diminué fortement* dans cette tranche d'âge, qui s'est découvert, parallèlement aux formations traditionnelles, un goût tardif pour l'apprentissage. *Bien que* celui-ci reste très marginal chez les 18-21 ans (2,2 %), l'INSEE a relevé *« son progrès spectaculaire en 1988 »*. On peut l'expliquer par la réforme de juillet 1987 qui permet d'accéder par la voie de l'apprentissage à des diplômes jusque là réservés aux lycéens (les baccalauréats professionnels par exemple).

Moins d'inactives

La poursuite des études après vingt-deux ans est un phénomène *récent*. *Aujourd'hui*, le taux de scolarisation des 22-25 ans dépasse nettement 10 %. Et le nombre des garçons rejoint celui des filles dans les fromations supérieures. L'INSEE note une nette diminution des inactives chez les jeunes femmes, environ 1 % par an. *Aujourd'hui*, celles qui, n'étant plus étudiantes ni *stagiaires*, ne cherchent pas d'emploi ne représentent plus que 15 % des 22-25 ans. Ce *phénomène s'explique* surtout, selon les statisticiens, par le fait que les femmes ont de moins en moins d'enfants à charge avant 25 ans. En effet, à situation familiale égale, la proportion des inactives reste la même.

Reculer pour mieux sauter. Il y a du fatalisme dans cette formule. En retardant leur entrée dans la vie active, les jeunes ne font que retarder leur rencontre avec le chômage. Celui-ci ne recule pas chez les *22-25* ans. *Il* s'accroît même pour les jeunes filles qui sont de plus en plus *nombreuses sur le marché de* l'emploi. Malgré une qualification supposée meilleure, le taux de chômage de cette tranche d'âge a pour la première fois en 1989 dépassé celui des plus jeunes. Un « effet-retard » assez logique.

MÉDECINE

Une décision du directeur général de l'Inserm

Le docteur Benveniste est maintenu dans ses fonctions jusqu'en 1992

M. Philippe Lazar, directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), a décidé de maintenir le docteur Jacques Benveniste dans ses fonctions de directeur de l'unité de recherche U. 200 jusqu'au 30 juin 1992.

Cette décision, qui s'inscrit dans le contexte de l'affaire dite de « la mémoire de l'eau », met donc un terme à l'espèce de mise à l'épreuve imposée en juillet dernier au docteur Benveniste par M. Lazar *(le Monde* du 8 et du 12 juillet 1989). Ce dernier avait alors recommandé au docteur Ben*veniste d'adopter une « ligne de conduite »* supposant en particulier qu'il renonce, pour un temps, à s'exprimer sur les effets des hautes dilutions en dehors des revue scientifiques de haut niveau de manière, disait M. Lazar, à ce qu'il reconstitue un capital de confiance *« en grande partie dissipé »* aux yeux de ses collègues.

Outre que le docteur Benveniste s'est effectivement abstenu depuis juillet dernier de faire des déclarations dans les médias, la décision du directeur général de l'Inserm *pourrait également être motivée* par le fait que les résultats de la « contre-expertise » menée conjointement depuis plusieurs mois par les docteurs Benveniste et Alfred Spira (directeur de l'unité 292 de l'Inserm) confirment pour l'instant les données publiées le 30 juin 1988 dans la revue *Nature* sur les effets moléculaires sans molécule.

F. N.

FAITS DIVERS

A Nice

Les tableaux de Matisse volés sont des œuvres mineures mais difficiles à négocier

CANNES

de notre correspondant régional

Selon les enquêteurs, le vol des Matisse à Nice (*le Monde* du 2 janvier) serait à mettre à l'actif d'un monte-en-l'air d'occasion qui ne pourra probablement pas écouler son butin. Ce vol avait été découvert vendredi 29 décembre par la belle-fille du peintre, Maria, dont la dernière visite dans l'appartement du Régina – un ancien hôtel du siècle dernier – remontait à fin novembre. Le cambrioleur avait escaladé la façade de *l'immeuble pour se hisser au troi*sième étage et briser une vitre de la fenêtre du salon.

Son butin : deux dessins au crayon à papier, une gravure sur linoléum et cinq huiles sur toile maladroitement découpées pour les sortir de leur cadre. Il s'agit, selon *les spécialistes*, d'œuvres de jeunesse du peintre considérées comme mineures à l'exception d'une toile annonçant le fauvisme, *Vue sur le port de Collioure*, qui aurait pu être exposée au Salon des indépendanti en 1905. Toutes sont répertoriées et seront donc très difficiles à négocier (à moins que le vol ait été commandité). Elles fai*saient partie de la succession de* l'un des fils de Matisse, Pierre, décédé en août dernier.

Le vaste appartement du Régina n'étant pas équipé d'un système *d'alarme*, la famille *pourrait ne pas* être indemnisée par les assurances. Le SRPJ de Nice, chargé de l'enquête, demandera probablement son concours à l'Office central de répression des vols d'œuvres d'art (OCERVOA). Le Régina avait déjà été le théâtre d'un important vol de toiles d'Henri Lebasque en décembre 1983. Après plusieurs semaines d'enquête, la police avait démasqué une voisine de la fille du peintre et arrêté ses complices.

G.P.

Près de Grenoble

Un blessé grave après l'attaque d'une boîte de nuit

Des jeunes gens non identifiés ont violemment attaqué le dancing du Palace, à Brié-et-Angonnes (Isère), dans la banlieue grenobloise, après que l'entrée leur fut interdite, dans la nuit du dimanche 31 décembre au lundi 1er janvier. Une femme de vingt-trois ans, Mme Elisabeth Bes, épouse d'un gendarme de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), a été blessée par balle au cours des incidents qui ont suivi cette interdiction d'accès. Les jours *de Mme Bes, opérée* dans la nuit même, ne sont pas en danger.

En cette nuit de réveillon, les « videurs » du Palace ont, pour une raison encore inconnue, refusé l'entrée à une dizaine de jeunes arrivés en voitures vers 2 heures du matin. En guise de représailles, l'un de leurs véhicules a reculé à plusieurs reprises contre la porte de l'établissement, sans toutefois la défoncer.

Une heure plus tard, un groupe est de retour, arrose d'essence une *vaste zone de parking réservé* à la boîte de nuit et y met le feu. Avant de prendre la fuite, un des inconnus tire à quatre reprises sur la porte blindée du Palace avec un fusil de chasse à canon scié, blessant Mme Bes dans le dos. Le groupe de jeunes gens a alors décampé, permettant au personnel de la boîte de nuit d'éteindre l'incendie avant qu'une voiture soit endommagée.

L'enquête a été confiée à la section de recherches de la gendarmerie de Grenoble.

□ **Deux bouteilles incendiaires contre le PS à Pau.** – Le domicile d'un élu socialiste de la ville et la permanence locale du PS ont été *les cibles, lundi 1er* janvier, à Pau (Pyrénées-Atlantiques), de lanceurs de bouteilles incendiaires. Depuis une dizaine de jours, une demi-douzaine de ces cocktails molotov ont ainsi explosé dans la cité paloise, touchant notamment le domicile d'un élu communiste au conseil municipal. Aucun de ces actes n'a jusqu'à présent été revendiqué.

Un sondage Sofres pour « le Figaro » et Europe 1

Les Français sont optimistes

Les Français sont plus optimistes qu'il y a dix ans sur leur avenir. C'est l'enseignement qui ressort d'un sondage réalisé du 7 au 12 décembre par la Sofres pour *Le Figaro* et *Europe 1*. 40 % des personnes interrogées *s'attendent* à une décennie plutôt meilleure que la précédente. Il n'y a que 32 % de Français à redouter que les dix années à venir soient *« plutôt moins bonnes »* au lieu de 58 % en 1980 et en 1982 (enquêtes Sofres).

Au petit jeu des prédictions pour l'an 2000, les Français misent sur un retour à la morale traditionnelle (60 %), une augmentation du chômage (46 %), la fin du communisme en URSS (48 %), la constitution d'Etats-Unis d'Europe (57 %). Ils voient Michel Noir et Michel Rocard (respectivement 28 % et 27 %) jouer les premiers rôles en politique.

Trente pour cent d'entre eux estiment que le Parti socialiste sera la tendance la plus importante (ils n'étaient que 15 % à le penser en *1985* selon une enquête *Figaro*-Sofres). Le PS devancerait le mouvement écologiste (20 %), tandis que les autres formations (RPR, 9 % ; UDF, 6 % ; Front national, 7 % et PCF, 3 %), à en croire les prédictions, finiraient le siècle bien essouflées.

DÉFENSE

Mort de l'amiral de Joybert

Ancien chef d'état-major de la marine

Chef d'état-major de la marine nationale entre 1971 et 1974, l'amiral (cadre de réserve) Marc de Joybert est décédé à Brest, à l'âge de soixante-dix-huit ans. Ses obsèques seront célébrées, mercredi 3 janvier, à Bourg-lès-Valence (Drôme) où il s'était retiré après quarante ans dans la marine.

[Né le 14 juillet 1912 à Vienne (Isère) et ancien élève de Navale, Marc de Joybert a notamment commandé la force amphibie d'intervention à Lorient (1966) *et* il a *été* chargé des opérations navales à l'état-major de la marine (1968), avant d'être nommé en 1970 major général de la marine pour s'occuper du budget et du plan d'équipement à long terme.

Au poste de chef d'état-major de la marine qu'il détiendra à partir de la fin de 1971, l'amiral de Joybert fut très écouté de Georges Pompidou à l'Elysée. Sous l'autorité de M. Michel Debré, alors ministre d'Etat chargé de la défense nationale, il participa à la mise en chantier du *« plan bleu »* qui devait définir, sur une quinzaine d'années, les missions et, donc, l'équipement des forces nucléaires sous-marines et de la flotte de surface de la France. Ce plan est lontemps demeuré une référence de prospective pour les états-majors chargés d'appliquer une politique navale à long terme.

Mais c'est par la virulence ou l'emporte-pièce de ses propos que l'amiral de Joybert, surnommé « Marco » par ses collaborateurs, est souvent davantage connu du public. On se souvient en particulier de son apostrophe célèbre : *« Messieurs de la prêtrise, voulez-vous, s'il vous plaît, vous mêler de vos oignons »*, en réplique, en juillet 1973, à une déclaration de Guy Riobé, alors évêque d'Orléans, qui avait estimé que la France devait renoncer à l'arme nucléaire. Un an plus tard, il devait récidiver en s'en prenant à *« la prétention et à l'imposture d'un quarteron de prêtres à s'ériger en juges péremptoires de la défense française »*, face à un ouvrage de l'abbé Jean Toulat sur les expériences nucléaires.

En dépit de nombreuses protestations, Marc de Joybert, qui avait atteint la limite d'âge de son rang en juillet 1973, fut maintenu à son poste, par Georges Pompidou, à deux reprises consécutives pour environ une année supplémentaire.

Auteur d'un livre, *la Paix nucléaire*, en 1975, et de plusieurs articles de presse, notamment dans *le Monde*, l'amiral de Joybert était grand-croix du *Mérite national* et grand officier de la Légion d'honneur.]

SPORTS

Le douzième rallye Paris-Dakar

Le désert des carcasses

Les voitures Peugeot ont une nouvelle fois triomphé d'une étape du douzième rallye Paris-Dakar en remportant, lundi 1er janvier, le parcours Sabha-Tumu, en Libye. Innovation toutefois, derrière les 405 d'Ari Vatanen et de Björn Waldegard, c'est la 205 d'assistance rapide d'Alain Ambrosino qui a pris la troisième place. En catégorie motos Cyril Neveu, grâce à une belle chevauchée en tête avec son camarade de l'écurie Yamaha Stephan Peterhansel, prend la tête du classement général.

TUMU (Libye)

de notre envoyé spécial

Belmondo junior, Paul de son prénom, a assuré peu de représentations lors de la tournée organisée en Libye. Le pilote, habitué aux circuits de formule 3000, n'a pu conduire son 4x4 Toyota plus loin que Sabha, terme de la neuvième étape du rallye Paris-Dakar. Le fils de l'acteur ne sera pas la vedette d'un spectacle qui continue sans lui.

Mais il n'est pas le seul à abandonner une épreuve exigeante pour les mécaniques comme pour les coureurs. D'autres moteurs ont refusé, comme celui de son véhicule, de terminer des étapes longues et semées d'embûches ; d'autres concurrents ont préféré oublier leurs ambitions face à des difficultés qu'ils avaient sous-estimées. Au départ de la neuvième étape, lundi 1er janvier, seulement 101 motos et 232 autos et camions se sont présentés au contrôle. Après trois jours de désert, les effectifs de la course ont fondu de 30 %, une moyenne respectable pour une épreuve qui souhaite garder son image de dévoreuse.

La méthode a changé depuis les années de jeunesse. Aujourd'hui, les étapes interminables, à la navigation difficile, ont laissé la place à des parcours plus modestes. La distance a été réduite, mais un temps *imparti* élimine en douceur les novices ou les participants « *mal chaussés* ».

Un exemple parmi beaucoup d'autres : les dunes qui séparent Ghadames de Ghat n'étaient pas un obstacle pour une 405 Peugeot conduite par Ari Vatanen, elles sont devenues une barrière presque infranchissable pour nombre de camions et d'autos. Il faut écouter le chauffeur du camion-balais raconter son triste ramassage : « *Par endroit, il y avait des paquets de voitures immobilisées après plusieurs tentatives infructueuses. Les chauffeurs m'ont dit qu'ils avaient lancé sans arrêt leurs véhicules à l'assaut des buttes de sable... jusqu'à ce que les moteurs rendent l'âme.* »

Les parcelles de désert libyen traversé par le rallye ont joué leur rôle de filtre. Avec simplicité, sans disparitions catastrophiques, sans trop de blessés, le Dakar a élagué ses rangs. Les méchantes langues disent que les camions d'Africatour, l'avitailleur de l'épreuve, n'emportent dans leurs flancs qu'un minimum de portions de nourriture, calculées en fonction d'un taux d'abandon, souvent semblable dès le passage à Agadez. Cette année, un peu plus de personnes auront payé pour consommer moins longtemps.

Un point sur une carte

La course a perdu des vedettes et des stars. L'inexorable machine à réduire les effectifs a encore sévi, lundi 1er janvier, lors des 641 kilomètres qui séparent Sabha de Tumu. Sur ce parcours « *piégeant* », pour reprendre l'expression du navigateur Fenouil, les difficultés étaient nombreuses. Il fallait éviter de « trébucher » sur les petites ravines qui entaillent ce plateau de sable et de cailloux. Pierre Lartigue n'a pas réussi à ce petit jeu : son Mitsubishi après s'être retourné, a pris feu. Jean-Pierre Fontenay, lui, a juste pu éviter l'incendie. Deux adversaires de moins pour l'écurie Peugeot, à supposer que celle-ci possède encore des rivaux dans l'épreuve.

Tous ces malchanceux ne connaîtront pas Tumu. Comment leur décrire les lieux, comment leur faire regretter leur absence, à tous ceux qui ont regagné une ville ? Il fut dire que Tumu... n'en n'est pas une. Pas un village, pas un hameau, Tumu n'est rien. Sinon un point sur une carte, sinon un aérodrome installé par les Libyens à quelques kilomètres de leur frontière avec le Tchad et le Niger.

Tumu se résume donc à une piste pour avions faite de plaques de tôle assemblées. Au milieu des sables, au large de collines en forme de tables, un lieu-dit affichant ses atours. Il se résume en peu de chose si l'on excepte les carcasses de véhicules de chantier et les vieux pneus. En cherchant bien, au pied d'une levée de terre jaune, apparaissent deux bâtiments en ciment.

Dans cet endroit inhospitalier vivent en effet quelques hommes. Le plus petit des deux bâtiments couverts de tôles ondulées contient des paillasses où se reposent des possesseurs de kalachnikovs aux uniformes verts. Dans le second, des dortoirs ont été aménagés pour des travailleurs venus du Ghana ou du Niger pour construire une route dans le désert.

La population des lieux se résument donc à ces militaires et à ces ouvriers, tous prisonniers plus ou moins consentants du désert. Ces hommes mènent ici une existence sans grand relief, dans le vent toujours présent, sous le soleil qui arrivé à peine à réchauffer des corps engourdis. Entre le passage d'une caravane de quatre camions Berliet chargés de chèvres, venant d'Agadez et se dirigeant vers Sabha, et le tumulte des bolides du rallye, les locataires du site ont peu balancé. La nourriture fraîche d'abord, quitte à déambuler, au moment où le soir descend, dans les allées du bivouac, en quête de cigarettes ou d'alcool.

La dernière image que la Libye a offerte aux concurrent a été belle le jour, un peu plus fiévreuse une fois la nuit tombée. Une répétition des soirées précédentes, mais sans atteindre l'intensité des tensions qui ont émaillé la soirée du réveillon à Sabha. Le rapt de la voiture de concurrents, les vols de mini-motos et d'effets personnels, montrent que, au-delà des déclarations officielles, les enfants du colonel sont des jeunes aussi envieux que les autres. Avec une différence tout de même : ils sont plus nombreux à porter des armes.

SERGE BOLLOCH

Quatrième étape Sabah-Tumu

Autos. – 1. Ari Vatanen-Bruno Berglund (Fin.-Suè., Peugeot 405 T-16), 4 h 49 min 3 s ; 2. Björn Waldegard-Fenouil (Suè.-Fra., Peugeot 405 T-16), à 48 min 7 s ; 3. Philippe Wambergue-Jean Da Silva (Fra., Peugeot 205 T-16), à 52 min 38 s ; 4. Salvador Servia-Jaime Puig (Esp., Range Rover), à 2 h 46 min 18 s ; 5. Andrew Cowan-Christian Delferrier (G-B-Bel., Mitsubishi), à 2 h 49 min 22 s.

Motos. – 1. Cyril Neveu (Fra., Sonauto-Yamaha), 1 h 8 min ; 2. Stéphane Peterhansel (Fra., Sonauto-Yamaha), à 1 min 58 s ; 3. Gilles Picard (Fra., Sonauto-Yamaha), à 10 min 2 s ; 4. Carlos Mas-Somora (Esp., Yamaha), à 12 min 48 s ; 5. Edi Orioli (Ita., Cagiva), à 15 min 21 s.

Classements généraux

Autos. – 1. Ari Vatanen (Fin., Peugeot), en 4 h 49 min 3 s ; 2. Björn Waldegard (Suè., Peugeot), à 48 min 7 s ; 3. Philippe Wambergue (Fra., Peugeot), à 1 h 51 min 2 s ; 4. Salvadore Servia (Esp., Range Rover), à 2 h 46 min 18 s ; 5. Andrew Cowan (G-B, Mitsubishi), à 2 h 49 min 22 s.

Motos. – 1. Cyril Neveu (Fra., Yamaha), en 18 h 8 min 49 s ; 2. Stéphane Peterhansel (Fra., Yamaha), à 1 min 58 s ; 3. Gilles Picard (Fra., Yamaha), à 10 min 2 s ; 4. Carlos Mas-Samora (Esp., Yamaha), à 12 min 48 s ; 5. Edi Orioli (Ita., Cagiva), à 15 min 21 s.

COMMUNICATION

La crise sur la chaîne publique

M. Jean-Marie Cavada est écarté de la direction de l'antenne de FR3

Trois mois et demi seulement après sa nomination, M. Jean-Marie Cavada a été déchargé, lundi 1er janvier, « *de ses responsabilités de directeur général de l'antenne* » à FR3. Le journaliste continuera toutefois à assurer « *dans le cadre de ses relations contractuelles avec France-régions 3, la conception, la production et l'animation d'une émission hebdomadaire de 90 minutes* », selon un communiqué officiel de la chaîne. Deux décisions dont l'intéressé prenait « *acte* » dans la soirée, tirant ainsi la leçon d'un échec qui reproduit celui qu'il avait connu au même poste à Antenne 2, début 1987.

M. Cavada – qui se refuse à tout commentaire – s'estimait, depuis plusieurs semaines, victime du centralisme excessif de la présidence et de la direction générale de la chaîne ; un centralisme facteur, selon lui, de ralentissement pour toute prise de décision et, en particulier, pour les nominations auxquelles il souhaitait procéder (lire notre enquête dans le supplément radio-télévision du *Monde* daté 31 décembre-1er janvier).

Langue de bois

Pratiquant une étonnante langue de bois, le PDG d'Antenne 2-FR3, M. Philippe Guilhaume, saluait dans la soirée sur France-infos, le « *talent* » de M. Cavada et expliquait que le changement de fonction de ce dernier était dû à ses « *qualités essentielles (...), que chacun apprécie sur un plateau* ». Pour M. Guilhaume, il est en effet « *incompatible d'être juge et joueur (...). On ne peut pas avoir des fonctions de directeur d'antenne en étant soi-même à l'antenne* ». M. Guilhaume oubliait seulement que Jean-Marie Cavada n'avait pas présenté une seule émission à FR 3 depuis sa nomination, alors que Mme Eve Ruggiéri, directrice des programmes d'Antenne 2, produisait et animait encore sur sa chaîne « Musiques au cœur » la nuit de la Saint-Sylvestre.

Prévisible depuis plusieurs semaines – « *une erreur de désignation n'est jamais une catastrophe dans une entreprise* », déclarait au *Monde* M. Guilhaume, le 14 décembre, – le départ du directeur de l'antenne ne met pas fin pour autant aux incertitudes pesant sur l'avenir de la chaîne, notamment sur le sort des collaborateurs de M. Cavada. Appelé par ce dernier pour devenir secrétaire général de FR 3, M. Richard Vernay n'a jamais bénéficié d'un contrat de travail, mais a obtenu par référé, vendredi 29 décembre, le droit de regagner un bureau dont il avait été expulsé le 12 décembre.

Reste aussi une grille que Jacques Chancel, tardivement désigné comme le directeur des programmes à la mi-décembre, doit impérativement « affiner » dans les semaines qui viennent. Les informations ayant circulé jusqu'ici ne constituent, en effet, qu'une « ébauche » difficile à mettre en œuvre : la diffusion de « Soir 3 » à une heure fixe (entre 22 heures et 22 h 15 chaque jour) ne constituant pas le moins difficile.

P.-A. G.

□ **Le gouvernement accorde 2,5 millions de francs d'aide à l'ACP.** – Mme Catherine Tasca, ministre délégué chargé de la communication, vient de confirmer à *Me Régis Valliot*, administrateur judiciaire de l'Agence centrale de presse, l'octroi d'une aide exceptionnelle et non reconductible de 2,5 millions de francs. Le principe de cette aide avait été annoncé (*le Monde* daté 17-18 décembre), mais elle devait s'accompagner d'efforts des divers partenaires de l'agence de presse. Maxwell Media s'engageant à apporter une aide et les quotidiens départementaux à majorer leurs abonnements de janvier et de février, l'aide du gouvernement devra contribuer au « *financement du déficit résiduel de l'ACP* ».

CULTURE

MUSIQUES

La création entre panels et tops

L'industrie du disque est confrontée à l'irruption du marketing sur la bande FM

En bon anglais commercial, échantillon se dit « panel ». Depuis la rentrée dernière, les professionnels du disque adaptent le terme à tous les cas et le déclinent : *« Je n'arrive pas à panéliser ce titre ; j'ai un très bon (très mauvais) panel sur cette chanson ; c'est bien mais ce n'est pas panélisable... »* Le panel en question est un groupe d'auditeurs – de taille et de composition variables selon les commanditaires – à qui les réseaux et stations FM soumettent les titres qu'ils se proposent de programmer.

Le recours systématique à cette technique provoque des ajustements douloureux pour les fournisseurs de bandes FM que sont les maisons de disques. Parce que les auditeurs réagissent toujours plus favorablement à une chanson qu'ils connaissent déjà, de moins en moins de titres nouveaux passent l'examen et ce à un moment où le recours à la publicité télévisée, la réédition en CD des anciens catalogues et le poids croissant des compilations d'anciens titres concourent à fermer un peu plus le marché aux nouveautés.

Jusqu'ici, les réseaux FM et les grandes stations régionales établissaient leur programmation de manière plus ou moins empirique, en utilisant plusieurs paramètres : les ventes, telles qu'on les connaît à travers le « Top 50 » et le « Top Album », les résultats des enquêtes de Media Control, qui établit la fréquence de passage des titres sur un échantillon de radios, têtes de réseau ou leaders sur leur région. Venait enfin la part du programmateur.

De la collecte et du traitement de ces informations sortait une *playlist*, comportant les titres joués régulièrement sur l'antenne. La *playlist* d'un réseau FM comptait alors une centaine de titres dont les rotations (nombre de passages par jour) allaient de un à sept. Pour qu'un titre commence à se vendre, il lui fallait passer progressivement en rotation rapide, se glisser dans le Media Control puis au bas du « Top 50 ».

Trente secondes au téléphone

Ce processus était déjà extrêmement long. Récemment, Sharleen Spiteri, la chanteuse de Texas, remarquait : *« Pendant longtemps, nous avons cru que les Français ne nous aimaient pas.* I Don't Want a Lover [l'un des tubes de l'été] *avait été numéro un partout en Europe avant même de commencer à grimper en France. Aujourd'hui c'est le pays où nous avons le plus vendu. »* Mais Texas n'en est qu'à son deuxième 45-tours en France, alors qu'en Grande-Bretagne le groupe a déjà extrait quatre titres de son album. Avant même l'arrivée des panels, la France qui chante et qui danse bougeait au ralenti avec chaque année, en moyenne, huit titres « numéro un » contre une vingtaine aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne.

C'est alors que les programmateurs FM ont eu une révélation. Pierre Bellanger, PDG de Skyrock, troisième réseau national destiné aux quinze à trente-cinq ans, après Fun et NRJ, la résume ainsi : *« Nous nous sommes aperçus, grâce à des enquêtes qualitatives, que le tableau de bord que nous utilisions jusqu'ici n'était pas fiable. Que le* « Top 50 » *était en fait une dictature des minorités et que certains titres commerciaux provoquaient des réactions de haine de la part des auditeurs. »* La réponse à ce décalage est venue toute seule : il fallait demander leur avis aux auditeurs, dans les conditions de n'importe quel sondage commercial. On a donc adopté la technique en usage aux Etats-Unis. Les membres de l'échantillon doivent se prononcer sur la base d'un extrait de trente secondes de chaque titre, passé généralement par téléphone.

La première conséquence de l'usage des panels a été l'adoption du format « Top 40 » par certains réseaux, dont Skyrock. Ce format de programmation, depuis longtemps en usage aux Etats-Unis, se limite au passage de quarante titres *récents (auxquels on adjoint, selon* les stations, une proportion variable de titres anciens dits « standards » ou « gold »), afin de pouvoir satisfaire l'attente moyenne de n'importe quel auditeur à n'importe quel moment. Une *playlist* de cent *titres supposait un nombre de rotations* faible. Les auditeurs ne pouvaient donc les reconnaître immédiatement. Comme le fait remarquer Pierre Bellanger : *« Depuis que nous avons adopté le format Top 40, nos auditeurs ont l'impression que nous passons plus de nouveautés alors qu'il y a moins de titres, simplement nous les passons plus souvent et ils les reconnaissent en tant que nouveautés. »*

La foi des convertis

Les réseaux qui s'adressent à un public plus âgé et dont l'essentiel de la programmation est constitué de titres anciens fonctionnent selon le même principe. Sur RFM/La radio FM, le nouveau format adulte a été adopté après enquête, et aujourd'hui, selon l'expression de Jean-Bruno Michau, *« la recherche coûte trop cher pour qu'un disc-jockey puisse prendre la décision ne serait-ce que d'intervertir deux disques »*. RFM consacre chaque mois 400 000 francs à cette recherche et travaille avec un échantillon de 820 personnes dont 250 sont interrogées chaque semaine. Le questionnaire *énumère les mêmes questions* que sur les autres stations : *« Connaissez-vous ? Aimez-vous ? En avez-vous assez ? Est-ce l'un de vos favoris ? »*

Il ne suffit pas qu'un titre soit aimé par une forte minorité, voire la majorité, il faut encore qu'il n'indispose personne. Dans le cas des titres anciens, il doit être présent dans toutes les mémoires. Jean-Bruno Michau décrit le travail de recherche de sa station comme une investigation de l'inconscient collectif musical, et il ajoute : *« Si les gens ont plus envie d'entendre* Yesterday *que* Blackbird, *ce serait de l'élitisme de ma part que de leur imposer mon choix. »* Mais le résultat est également un appauvrissement de la mémoire. Il y a peu de temps, Pete Townshend justifiait ainsi sa décision de remettre les Who sur la route : *« En très peu de temps, le groupe a été réduit à cinq ou six chansons, pas forcément les meilleures »*, et il mettait en cause le rôle des programmateurs radio américains.

En France, les adeptes du marketing scientifique affichent la foi des convertis. A l'idée de plages de programmation dégagées des contraintes imposées par les panels, Pierre Bellanger, ancien des radio libres, répond simplement : *« Il faut savoir ce que l'on veut : ou l'on s'engage à fond dans une logique et on en fait une dynamique gagnante, ou on signe un chèque de 25 millions de francs par an* [le budget de Skyrock] *et on fait la radio qu'on a envie d'écouter. »*

Dans les maisons de disques, on essaie de contourner l'obstacle ou d'en faire un appui. CBS participe au financement des enquêtes de Skyrock (réalisées par un département interne au réseau) en achetant des questions sur la liste proposée aux auditeurs. D'autres labels s'intéressent à des stations négligées par le passé, sortant de l'échantillon de Media Control, essayant de faire passer les disques par les quelques canaux qui restent ouverts. Du coup, les radios périphériques se retrouvent à l'avant-garde, que ce soit dans la programmation de titres français (en chute libre sur la bande FM) ou même de titres rock (grâce à leurs émissions de fin de soirée). Même *NRJ*, en la personne de son directeur Max Guazzini, responsable de la programmation, apparaît *comme un modèle d'audace* dans la mesure où elle programmera un titre parce qu'il y croit. C'est sans doute son privilège de numéro un.

Mais les créneaux visés par les grands réseaux (15-35 ans pour NRJ, Fun et Skyrock, 25-40 ans pour Europe 2 et *RFM*) ne sont pas extensibles à l'infini. Manque encore au paysage radiophonique l'autre extrémité de la chaîne, des radios s'adressant à des auditoires plus restreints et plus aptes à absorber des titres nouveaux. A Paris, Ouïe-FM, avec sa programmation rock exhaustive et aventureuse (trois cent titres en *playlist*) est sans doute la *préfiguration* de l'équivalent français des *college radios* américaines. Et quand RTL a décidé de lancer sa station FM avec Maxximum, la station a retenu un projet qui, sous une définition neutre (la nouvelle musique actuelle), *fait la part belle à la dance music, c'est-à-dire à un genre spécifique et à son public.*

Pour l'instant les panels, qui devaient être l'expression des désirs du public, ont contribué à rstreindre ses choix, mais quelques signes avant-coureurs permettent d'espérer que la FM française, après avoir été chercher sa maturité économique outre-Atlantique, trouvera sur place son équilibre créatif.

THOMAS SOTINEL

Lettres intimes

Des milliers de « confidences », recueillies dans un « Guide de la musique de chambre ». Indispensable

Alors qu'il avait soixante-treize ans, Leos Janacek écrivit au courant de la plume, en vingt jours à peine, un quatuor à cordes où il avait mis toute sa passion et ses chants d'amour pour une jeune Tzigane, et où il « racontait » sentiments et événements au point d'appeler son œuvre *Lettres intimes.*

Tel est le trésor que nous offre la musique de chambre : la douceur, la chaleur, les confidences de l'intimité, la « conversation » entre des personnes, transmettant les confidences, les « lettres intimes » des compositeurs.

Pour bien les percevoir, vient de paraître un merveilleux *Guide de la musique de chambre*, succédant aux indispensables ouvrages sur la musique symphonique et la musique de piano. Cent soixante-quinze compositeurs, plus de mille cinq-cent œuvres, les auteurs ont fait bonne mesure : entre Fauré et Haendel, par exemple, on découvre Ferneyhough, Fortner, Françaix, Franck, Francœur, Gerhard, Guiliani, Glazounov, Grieg et Haba.

Pour toutes les grandes œuvres, les ananlyses sont assez longues en général (avec des citations pour les principaux thèmes) et pas trop techniques ; elles permettent de suivre le mouvement formel de la musique, soit à l'écoute seule, soit avec une partition où elles fournissent une sorte de carte d'orientation. Les indications historiques, *succinctes, sont cependant suffisantes* pour éclairer la genèse ou la signification de l'œuvre.

Si les classiques se taillent la part du lion (71 pages pour Haydn, 54 pour Mozart), on appréciera aussi d'avoir des notices, brèves mais substantielles, sur des partitions rarement jouées, telles les 16 Quatuors d'Aloïs Haba ou les *quelque 40 œuvres de musique de* chambre de Hindemith.

Certains auteurs, préclassiques en particulier, posaient un problème quasi insoluble en raison du nombre d'œuvres qu'ils ont composées et du côté un peu interchangeable de celles-ci, tels Vivaldi ou Haendel (liquidé en 3 pages !)

L'équipe des analystes est restée à peu près la même que pour le *Guide de la musique de piano*, avec Adélaïde de Place (XVII[e]-XVIII[e] siècles), Pierre-Emile Barbier (Europe centrale et Russie), Harry Halbreich (comme toujours tous azimuts, avec des analyses et des images lumineuses, d'Alkan à Vierne, en passant par Enesco, Martinu, Scelsi et Magnard), Jean-Alexandre Ménétrier (Mozart, Saint-Saëns, Schumann...), Alain Poirier (musique contemporaine), Marc Vignal (Haydn, Sibelius, bien entendu...) et François-René Tranchefort, le responsable de ces ouvrages encyclopédiques qui vont exercer une influence si *profonde* sur la perception intime de la musique en France.

JACQUES LONCHAMPT

▶ *Guide de la musique de chambre*, éditions Fayard, 1 000 pages, 150 F. — Rappel : *la Musique symphonique*, 896 p., 120 F : *La Musique de piano et de Clavecin*, 870 p., 120 F.

□ VIENT DE PARAITRE : *Dictionnaire des interprètes et de l'interprétation musicale au vingtième siècle, par Alain Paris.* — Réédition de cet ouvrage très précieux de 1982, déjà révisé en 1985, et sérieusement remis à jour. En huit ans, le livre a gagné 238 pages, ce qui confirme *l'inflation galopante* du nombre des artistes (2 300 biographies) et des concerts. A travers ces notices, c'est toute la vie musicale et la légende de notre siècle qui défilent. (Éd. Robert-Laffont, coll. « Bouquins », *1120 pages, et 16 pages* hors texte, 120 F.).

□ LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — *Dans* cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent « l'histoire, la mythologie, les divas *de la Scala de Milan* (par Sergio Segalini, 288 pages), *Covent Garden*, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et *l'Opéra de Paris*, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Éd. Sand, 6, rue du *Mail, 75002-Paris, chaque volume*, abondamment illustré, 95 F.).

CIRQUE

Chantons sur la piste

Le cirque Grüss à l'ancienne reprend son spectacle sur le thème des chansons

Après une interruption, le cirque Grüss à l'ancienne a repris jusqu'au 18 février son nouveau spectacle dans lequel les numéros sont liés par des chansons (*le Monde* du 2 décembre 1989). Des chansons pratiquement tombées dans le domaine public tant elles sont connues, ce qui permet de jouer avec les paroles, avec l'ambiance des mélodies.

Pas de « musiques de cirque » donc, et d'ailleurs les Grüss réfutent cette qualification – de même pour les chevaux qui, disent-ils, appartiennent à toutes sortes de races. Après tout, musiques et animaux sont « de cirque » quand c'est sur la piste qu'ils sont utilisés. L'orchestre aménage des rythmes guillerets *la Mauvaise Réputation* de Brassens en tarentelle par exemple.

Le spectacle possède le même charme bon enfant – ce côté famille en fête – que les précédents. Tout le monde fait un peu tout. Les costumes sont jolis, en particulier ceux des acrobates qui commencent la représentation, et dont les maillots blancs portent les lignes noires des portées musicales. Seul reproche, la durée, trop longue. Les enfants se lassent. Quant aux adultes, ils se seraient bien passés de quelques sketches de clowneries – ainsi un tournage de film – plus maladroits encore que lourds.

Le caractère du Grüss, c'est le vrai classique : l'éléphant indolent, monstrueux bébé assis sur son tabouret, le tigre et naturellement les chevaux. Ils sont, c'est vrai, de toutes les couleurs, de toutes les tailles – gros solide, poneys, montures nerveuses aux longues pattes fragiles, à la crinière sauvage. Ils savent tout faire, les numéros de haute école, les cabrioles, les mouvements d'ensemble. Le cercle régulier de leur galop crée une sorte d'envoûtement. *Ils apparaissent* dans des vagues de fumée blanche, se cherchent, se caressent, secouent leurs têtes, se transmettent quelque chose d'inaccessible aux humains – le souvenir d'une liberté lointaine peut-être – avant de repartir vers le mystère des coulisses. Un tableau magnifique.

COLETTE GODARD

▶ Cirque Grüss, rue de Dijon. Pendant les vacances, tous les jours à 14 heures, mardi, [illegible] samedi 20 h 5, dimanche à 17 h 15. Tél. : 40-19-03-74.

CULTURE

ARCHITECTURE

Paris, les atlas de l'an 2000

Un ouvrage, deux expositions, trois manières au moins de penser à la ville



La « lame » d'architecture du 27, boulevard Victor à Paris.

La nouvelle décennie fait l'objet de tous les rêves, de toutes les supputations et prédictions possibles. Il est un domaine cependant qui relève beaucoup moins du mystère de l'avenir et beaucoup plus du prévisible : celui de l'urbanisme et de l'architecture. A cet égard, les dix années qui viennent seront décisives pour Paris, qui, après la décennie des grands travaux, devrait entrer dans celle des grands projets urbains. C'est en tout cas une condition minimale pour que la capitale française entre dans le troisième millénaire avec l'ambition d'une capitale européenne. La concurrence sera grande puisque, après Londres et Paris, Berlin semble devoir se mettre à son tour sur les rangs.

L'Etat, la ville et la région ont, durant toute l'année passée, fait mine de prendre le problème au sérieux. De grands dispositifs scéniques se dessinent, de formidables infrastructures se concoctent dans les profondeurs de la ville, comme le projet LASER, ou aux croisements des vagabondages citadins, comme l'interconnexion du TGV et de l'avion à Roissy. Tout cela va engendrer de nouveaux flux et même sans doute un vocabulaire technique assez impressionnant. Mais les tenanciers du destin de la ville auront-ils les outils nécessaires pour lui donner forme ? S'ils les ont, sauront-ils s'en servir ? Enfin, ces outils seront-ils assez performants pour faire oublier les erreurs d'un demi-siècle d'arrogance constructive et de brutalité urbaine ?

Encore que l'amnésie ne soit pas toujours la meilleure solution : *« Peut-on fonder la ville sur l'oubli – et accessoirement sur le meurtre – de ce qui existait ? Peut-on lui ménager un avenir sans assimiler ne serait-ce qu'une part du futur que porte avec lui tout passé »*, écrit ainsi Bruno Fortier en présentant dans l'*Architecture d'aujourd'hui* son atlas de Paris et l'exposition qui l'accompagne à l'IFA ? Et voilà bien l'un de ces outils nécessaires aux gestionnaires de Paris. Un outil qui ne se laisse guère cerner – sinon par ses résultats, et encore... – car il s'agit tout à la fois de mémorisation et d'analyse, d'histoire et de dessin informatique, de science et de poésie. Le tout appliqué, dans les limites de Paris, à un territoire complexe et moderne, qui efface toutes les frontières entre des savoirs usuellement segmentés : l'archéologie, la cartographie, l'urbanisme, l'architecture enfin dans ce qu'elle a d'ailleurs de plus sensuel et de plus merveilleux.

C'est ainsi que, écartelés entre les indications de plans et relevés anciens (comme celui de Vasserot et Belanger, de 1810 à 1860), les exigences d'un cadastre parisien étrangement contemporain (1971-1979), les marques sensibles de l'archéologie urbaine, les archives des architectes, nous sont restitués quelques-uns des hauts lieux de la physionomie parisienne, dans toute leur épaisseur historique, et avec tout le poids des « utopies » qui les ont parfois suscités, ou qu'ils ont parfois fait paraître. Car une des dimensions les plus spectaculaires du travail de Fortier est d'avoir retrouvé et montré les cicatrices de l'imaginaire : loin d'être utopique, sans lieu d'inscription, cet imaginaire – par exemple à travers les projets abandonnés – a en effet contribué tantôt à ouvrir, tantôt à limiter le choix d'architectes soucieux alors de continuité et de signification urbaine.

Voici l'extravagant passage du Caire, l'hôtel Thélusson, auquel on ajoute les barrières du même Ledoux, les allées de l'Observatoire, marquées par un méridien oublié, le viaduc de Passy, épousailles fracassantes de la ville et du métro, la lame d'architecture du 27, boulevard Victor... Quelques-uns parmi les quinze exemples rassemblés par l'atlas et que pour neuf d'entre-eux, vient illustrer, troisième dimension à l'appui, l'exposition de l'IFA dans une mise en scène austère, raffinée et sophistiquée d'Italo Rota.

Un zeste de pédagogie

Sans le sensuel et le merveilleux, l'aventure de Bruno Fortier et de son équipe de l'IFA – commencée en 1983 – ressemblerait à celle de l'Inventaire général des richesses artistiques de la France, entreprise faramineuse qui repère, dénombre, décrit, analyse le patrimoine français. Mais justement, tandis que cette dernière aura longtemps hésité entre deux fonctions également envahissantes – inventorier ou élaborer l'outil inventaire – pour se replier enfin sur l'idée d'un « pré-inventaire », l'équipe de Fortier aura dû et su s'en tenir à l'expérimental et finalement à l'exemplaire. Dû, car l'indigence chronique des fonds alloués à l'architecture, et tout particulièrement à la recherche architecturale, a obligé Fortier, comme tant d'autres chercheurs, à des acrobaties budgétaires qui sont devenues haute voltige pour le montage de l'exposition. Ainsi les maquettes de l'exposition devaient être revendues, jusqu'à ce qu'Yves Dauge, délégué interministériel à la ville, ne s'émeuve de leur sort.

Mais comme les architectes savent parfois se servir des contraintes de la ville pour exprimer au plus juste, au plus vrai, leur projet, de même Fortier a su tirer parti de ses limites budgétaires pour fignoler son artisanat d'avant-garde et porter sa méthode, cocktail d'érudition et d'élitisme (architectural) à un niveau rare de feinte distance, presque de nonchalance, de poésie, somme toute. Et cela n'a pas que des avantages. S'en tenir à une première lecture de l'exposition sans au moins un feuilleté léger de l'atlas risque de donner une impression d'artifice ou de manipulation, comme si l'appareillage technique, les plans, les projections, les axonométries nées d'une heureuse et persévérante utilisation des ordinateurs, n'étaient que l'alibi scientifique d'une démarche purement créatrice, ou comme s'ils avaient pour première fonction de conserver au chercheur et à l'architecte une bien inutile distance vis-à-vis du *vulgum pecus*. Il ne faut pourtant pas s'arrêter à cette première impression, il faut s'obliger à l'effort qu'aurait pu faire l'équipe de Fortier en accordant au public un zeste de pédagogie. Le jeu en vaut la chandelle.

Lieux communs

C'est l'IFA, il est vrai, maison (trop) principalement tournée vers les professionnels, qui a produit ce brillant atlas. On aurait pu s'attendre que la Ville de Paris prenne davantage sa part d'un tel travail et assure, par exemple au pavillon de l'Arsenal, la poursuite et la constance de cette démonstration pour le public parisien et ses élus. L'Arsenal nous habituait en effet à une belle politique d'équilibre entre la présentation de recherches et la pédagogie. Las, on ne sait sous quelles influences, il a ces temps-ci d'autres chats à fouetter, qui sentent la mode et la scolastique à cent lieux. Après « Berlin, architecture et utopie » qui ne valait guère mieux, voici « Paris, architecture et utopie », exposition qui ne sert rigoureusement à rien, sinon à réactualiser l'image d'artistes irresponsables ou futiles que les architectes semblaient avoir choisi de fuir depuis quelques années. Aux exceptions d'usage, les heureux sélectionnés ont principalement produit, en fait d'utopies, des lieux communs éculés de la BD science-fiction, des OVNI en pagaille, des magmas artistico-antistiques incompréhensibles, ou encore, redoutables produits des faiblesses actuelles de l'enseignement, des projets au rendu si prétendument sophistiqué que seuls les tricheurs patentés des jurys peuvent prétendre en percevoir le sens... quand il s'agit, bien sûr, de leurs poulains.

Retrouver une culture urbaine et architecturale, la force et la générosité de l'imagination, voire de cette tarte à la crème qu'est devenue l'*utopie*, c'est sans doute apprendre à ne pas se payer ni de mots ni d'images. L'utopie, il faut pouvoir et vouloir y croire. Faute de quoi, on s'ennuie.

FRÉDÉRIC EDELMANN

▶ Bruno Fortier, Institut français d'Architecture, *la Métropole imaginaire, un atlas de Paris (XIXe, XXe siècle)*, éd. Mardaga, 254 pages.
Exposition à l'IFA, 6, rue de Tournon, 75006 Paris, jusqu'au 17 février.
« Paris, architecture et utopie », pavillon de l'Arsenal, 21, bd Morlan, 75004. Jusqu'au 21 février. Catalogue, 238 pages.

AGENDA

CARNET DU Monde

Décès

– Mme Jean Bernard,
sa mère,
M. et Mme Jacques Bernard,
Mlle Anne Bernard,
Mlle Dominique Bernard,
ses frère, belle-sœur et sœurs,
Béatrice et Christophe Jacquin,
Franck, Corinne et Sandrine Bernard,
ses neveux et nièces,
Les familles Bernard, Teissier et Perrot,
ses parents et alliés,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Marie BERNARD,

survenu à Paris, le 27 décembre 1989, dans sa trente-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 4 janvier, à 13 h 45, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6e, et sera suivie de l'inhumation au cimetière Montmartre, Paris-18e.

34, rue Saint-Sulpice,
75006 Paris.

– Me Gérard Bloch,
M. et Mme Claude Gozlan,
M. et Mme Roger Bloch,
ses enfants,
Anne et Jacques Bloch,
Dominique et Thierry Gozlan,
Céline et Estelle Bloch,
ses petits-enfants,
Ainsi que les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jacques BLOCH,
née Odette Samuel,

survenu à Mulhouse le 29 décembre 1989, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 4 janvier 1990, à 14 h 30, au cimetière israélite de Mulhouse.

60, rue de Stalingrad,
68100 Mulhouse.

– *« J'ai toujours désiré habiter un jour la maison du Seigneur. »*

Georges et Marie-Christine Favre,
Le professeur Chantal Favre-Bismuth,
Christine Gérard Favre,
Pierre et Dominique Favre,
François-Régis Favre,
Michel Favre,
Olivier et Danièle Favre,
Thierry Favre,
Françoise Bernard Favre,
Marie Favre,
Anne-Françoise Favre,
Le docteur Béatrice Favre,
Roselyne et Michael Wolf,
ses enfants,

Le docteur Jean-Christophe et Evelyne, Nicolas, Caroline et Jean, Benjamin, Anne et Ilan, Valérie, Jean-Hervé, Nathalie, Guillaume, Constance, Adeline, Mathilde, Lætitia, Hélène, Marine, Jean-Baptiste, Gwénolée, Ségolène, Marie-Corentine, Jean-Pierre, Jean, Aurore, Emmanuel, Scarlett, Gabriel,
ses petits-enfants,

Camille, Jonathan, Louise, Jessica, Maxime, Antoine,
ses arrière-petits-enfants,
M. et Mme Robert Cuny,
Mme André Cuny,
Le professeur et Mme André Monsaingeon,
Mme Georges Dor,
M. et Mme Bernard Favre,
Mme Georges Boucher,
Sœur Madeleine Favre,
ses frères, belles-sœurs, beaux-frères et leurs enfants,

Les familles Boucher, Perrin, Rocher, Aussedat, Bon et Callies,

ont le chagrin de faire part du rappel à Dieu de

Mme Jean FAVRE,
née Noëlle Cuny,

survenu le 31 décembre 1989, à l'âge de quatre-vingt ans.

Ils rappellent à votre souvenir son mari,

Jean FAVRE
(† 1965),

ses enfants,

Béatrice
(† 1939),
Jean-Hervé
(† 1954),
Gérard
(† 1976),
Bernard
(† 1981).

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 3 janvier 1990, à 11 heures, en l'église de Cornimont.

Ni fleurs ni couronnes, mais des prières.

Cet avis tient lieu de faire-part.

88310 Cornimont.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

– Le Père Jean Cardonnel,
Jacques Cardonnel,
Et leur famille,
annoncent la mort de

Yvonne CARDONNEL,

leur mère, en sa quatre-vingt-douzième année.

L'inhumation a eu lieu.

L'eucharistie sera célébrée dans l'église des dominicains, à Montpellier, vendredi 5 janvier, à 18 h 30.

« Qui me croit ne verra jamais la mort. »

– Mme Simone Hauser,
née Lyon-Caen,
son épouse,
Etienne et Sylvie Hauser,
Jean-Michel et Gladisse Hauser,
Danièle Hauser et Maurice Imbard,
Marianne Hauser,
ses enfants,
Ainsi que tous ses petits-enfants,
Les familles Moch-Hauser, Belmont-Hauser,
Mme Denis Hauser,
Les familles Weill, Rosenberg, Maurice Lyon-Caen, Robert Lyon-Caen, Bernard Lyon-Caen.

ont la douleur de faire part du décès accidentel de

François HAUSER,
ingénieur ECP 1939,

survenu à Paris, le 26 décembre 1989, dans sa soixante-quatorzième année.

Les obsèques ont eu lieu à Paris, dans l'intimité.

199, rue des Pyrénées,
75020 Paris.

– On nous prie de faire part du décès du

professeur
L. JUSTIN-BESANÇON,
membre de l'Académie nationale de médecine,
professeur honoraire
à la faculté de médecine,
médecin honoraire
des Hôpitaux de Paris,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
médaille de la Résistance,
cité à l'ordre de la Nation,
président d'honneur
de la Croix-Rouge française,

survenu le 26 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-neuvième année, muni des sacrements de l'Eglise.

De la part de :
son épouse,
Mme Jeanne Justin-Besançon,
ses enfants,
Professeur et Mme François Besançon,
Mme Claire Besançon,
Professeur et Mme Alain Besançon,
Docteur Lise Besançon,
Docteur Laure Besançon,
Professeur et Mme Pierre Besançon,
Docteur et Mme Denis Besançon,
Ses vingt-trois petits-enfants,
Ses dix-sept arrière-petits-enfants,
Ses beaux-enfants,
M. et Mme Maurice Fiocre
et leur fille Frédérique,
M. et Mme Jacques Fiocre
et leur fille Sandrine,
son beau-frère,
sa belle-sœur,
M. et Mme Roger Lorot,
Les familles Besançon, Hardy, Isambart, Delagrange, Astier, Bourguet, Barthelemy, Billet.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 4 janvier 1990, à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, boulevard des Invalides, Paris (7e).

L'inhumation aura lieu le même jour dans le caveau de famille, au cimetière du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

Condoléances sur registre seulement.

Cet avis tient lieu de faire-part.

38, rue Barbet-de-Jouy,
75007 Paris.

[Né en 1901, à Paris, docteur en médecine et docteur ès sciences, le professeur Louis Justin-Besançon était spécialiste de médecine interne. Membre de l'Académie nationale de médecine, il avait publié de nombreux travaux, notamment sur les carences en vitamines et sur la pharmacodynamie. Il était, par ailleurs, président honoraire de la Croix-Rouge française et l'un des fondateurs des célèbres Entretiens de Bichat, qui furent pendant longtemps l'une des principales manifestations d'enseignement médical post-universitaire.]

– Aix-en-Provence. Lyon.

M. Bernard Vincent
et ses fils Raphaël et Olivier,
Le docteur et Mme Guy Miletto,
M. et Mme Gabriel Vincent,
Mme Marie-Catherine Bernard
et sa famille,
M. Vincent Miletto
et sa famille,
M. et Mme Pierre Miletto,
Leurs parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Brigitte MILETTO,
épouse Vincent,

survenu accidentellement le 30 décembre 1989, dans sa trente-neuvième année.

Les obsèques auront lieu en la cathédrale Saint-Sauveur, le mercredi 3 janvier 1990, à 14 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le clos des Abeilles,
Chemin Noir,
Les Pinchinats,
13100 Aix-en-Provence.

Anniversaires

– A l'occasion du trentième anniversaire de la mort de

Pierre de GAULLE,
ancien président
du Conseil municipal de Paris,
député, sénateur,

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

On y associera le souvenir de son épouse,

Madeleine de GAULLE,
née Delepouve,

décédée en 1974.

– Il y a deux ans, à cinquante-deux ans,

Angelique
PÉLISSIÉ du RAUSAS,
née Rostand,

quittait
Ses enfants,
Ses parents,
Sa famille.

Elle rejoignait son mari,

Jean-François,

décédé le 10 octobre 1984.

Que ceux qui les ont connus aient une pensée affectueuse pour eux.

– Strasbourg. Châtillon-sur-Loire. Paris. Aix-en-Provence.

Il y a vingt ans, le 3 janvier 1970,

Pierre WEIL

nous quittait.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

Nominations

– **M. Alain LARAMÉE,**
directeur de la communication
du groupe SARI
et vice-président d'Infomart,

a été nommé au grade de chevalier de l'ordre du Mérite, par le ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 42-47-95-03
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques .... 87 F
Abonnés et actionnaires . 77 F
Communicat. diverses . 90 F

ur la piste

AGENDA

MARDI 2 JANVIER

CINÉMA

Nous publions désormais le *mardi* les films qui seront à l'affiche à Paris à partir du *mercredi*.

Les commentaires concernant les *films nouveaux* ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

LA CINÉMATHÈQUE

Palais de Chaillot
(47-04-24-24)

MERCREDI

L'Aurore (1927), de F.W. Murnau, 16 h ; la Mascotte du régiment (1937, v.o.), de John Ford, 19 h ; le Paradis perdu (1939), d'Abel Gance, 21 h.

SALLE GARANCE

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
(42-78-37-29)

MERCREDI

Révoltes, Révolutions, *Cinéma : Misère au Borinage* (1933), de Joris Ivens et Henri Storck, 14 h 30 ; Ventres glacés (1932, v.o. s.t.f.), de Slatan Dûdow, 17 h 30 : Captain of the Guard (1930), de John Stuart Robertson et *Paul Fejos, 20 h 30.*

Vidéothèque de Paris

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles
(40-26-34-30)

MERCREDI

Montparnasse 1919-1989 : Jeune public : l'Embarquement par le ciel (1954) de Jean Aurel, Horizons sans fin (1952) de Jean Dréville, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 16 h 30 ; Effervescence artistique : le Groupe des six (1964) de Jean-Marie Drot, la Voix des poètes (1963) de Jean-Marie Drot, 18 h 30 ; Bohème cosmopolite : Chronique du Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, la Vie de Bohème (1942) de Marcel L'Herbier, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne, v.f.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR (Fr.-All.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BANDINI *(Fr.-Bel.-It.-A., v.o.) : Forum* Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Bastille, *11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens,* 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

BAPTÊME (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

BLACK RAIN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé *Impérial*, 2e (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Normandie, 8e (45-63-*16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e* (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e *(43-36-23-44) ; Mistral, 14e* (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

BORIS GODOUNOV (Fr.-Esp.-Youg., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

BURNING SECRET *(Brit., v.o.)* : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

CARNET DE NOTES SUR VÊTEMENTS ET VILLES (All., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

CHAMBRE A PART (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Latina, *4e (42-78-47-86)* ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

COMÉDIE D'AMOUR (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

DÉLIT DE FUITES (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-*62-45-76) ; Sept Parnassiens, 14e* (43-20-32-20).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

EL VERDUGO (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : Le Triomphe, *8e (45-62-45-76)* ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC *Rotonde*, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet *Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79)* ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, *12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e* (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e *(45-22-46-01).*

LA FEMME DE ROSE HILL (Fr.-Suis.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

HIVER 54 (Fr.) : George V, *8e* (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LES FILMS NOUVEAUX

BAL PERDU. Film français de Daniel Benoin : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

ROAD HOUSE. (*) *Film américain* de Rowdy Herrington, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; UGC Normandie, 8e (45-63-*16-16) ; v.f. :* Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, *13e (43-36-23-44) ; Mistral,* 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SWEETIE. Film américano-australien de Jane Campion, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

L'HOMME QUI VOULAIT SAVOIR (*) (Fr.-Hol.) : Forum Orient Express, 1er (42-*33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-*33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (46-22-46-01).

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr., v.o.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

JOYEUX NOËL, BONNE ANNÉE (Fr.-It.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; *La Pagode, 7e (47-05-12-15)* ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR (Fr.-It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MARQUIS (*) (Fr.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MAUVAIS SANG *(Fr.) : Ciné Beau*bourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NOCE BLANCHE (Fr.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, *8e (43-59-92-82) ; Fauvette,* 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; v.f. : UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

OLIVER ET COMPAGNIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'ORCHESTRE ROUGE (Fr.) : Elysées *Lincoln*, 8e (43-59-36-14).

PALOMBELLA ROSSA (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).

PENTIMENTO (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Cinoches, *6e (46-33-10-82) ; Républic Cinémas,* 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : La Nouvelle *Maxéville, 9e (47-70-72-86)* ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA PETITE VÉRA (Sov., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PLUIE NOIRE (Jap., v.o.) : *Ciné Beau*bourg, 3e (42-71-52-36) ; Panthéon, 5e (43-54-15-04).

PUNISHER (*) (A.-Austr., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? *(A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville,* 9e (47-70-72-86).

RAIN MAN (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

RETOUR VERS LE FUTUR 2e PARTIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; *Publicis Saint-Germain,* 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e *(45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e* (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-*04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e* (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, *14e* (43-20-89-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-*20-12-06)* ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; *Pathé Wepler*, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES LUMIÈRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES TERRIBLES (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

ROUGE (Hong Kong, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

S.O.S. FANTOMES II (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6e (42-*25-10-30) ; George V, 8e (45-62-*41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; *UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Pathé* Français, 9e (47-70-33-88) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-*31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-*52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-*10-96).*

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6e (42-25-*10-30) ;* Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; *Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38)* ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

THE LAST OF ENGLAND (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC *Montparnasse, 6e (45-74-94-94)* ; UGC Odéon, *6e* (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., *v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).*

UNE SAISON BLANCHE ET SÈCHE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-*20-40) ;* v.f. : *UGC Montparnasse, 6e* (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

VALMONT (Fr., v.o.) : Forum Horizon, *1er* (45-08-57-57) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Danton, *6e* (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, *13e (47-07-28-04)* ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, *15e* (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

VANILLE FRAISE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VIE ET RIEN D'AUTRE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le *Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; UGC* Opéra, 9e (45-74-95-40).

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

YAABA (Burkina-Faso, v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES FESTIVALS

CARY GRANT (v.o.), Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89). Holiday, ven., séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Indiscrétions, sam., séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Charade, dim., séances à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30, lun. à 14 h, 16 h 30.

CINÉ-U (v.o.), Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40). Un Château en enfer, Tlj *sf dim. à 12 h (20 F) ; You and Me, tlj sf* dim. à 12 h (20 F).

CINÉMA ALBANAIS (v.o.), Lucernaire, 6e (45-44-57-34). Avril brisé, film à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CYCLE GEORGE CUKOR (v.o.), L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). Sylvia Scarlett, jeu., mer. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Comment l'esprit vient aux femmes, mer., ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; les Girls, sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Riches et Célèbres, dim., lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CYCLE DE COURTS MÉTRAGES, Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65). Bérénice, sam. 13 h 30 (14 F) ; le Poème, dim. 13 h 30 (14 F).

CYCLE DE COURTS MÉTRAGES, *Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).* La Nuit du doute, L'Autre Côté, les documents interdits, Maman I, Constance, Coudes au corps, jeu. 20 h 30. Pl. : 25 F.

DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION DAVID, Auditorium du Louvre, 1er (40-20-52-29). Le Sublime et la Férocité, jeu., ven. à 14 h. Entrée libre.

DIX ANS DE CINÉMA D'AUTEURS – DU 3 AU 22 JANVIER (v.o.), Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88). John Huston, mer. ; les Gens de Dublin, (son THX) mer. 17 h, 22 h ; l'Honneur des Prizzi, (THX) *mer.* 14 h 30, 19 h 30 ; Francis Ford Coppola, jeu. ; Coup de cœur, (son THX) jeu. à 14 h 30, 22 h ; Cotton Club, jeu. à 17 h, 19 h 30 ; Clint Eastwood, ven. ; Bird, (THX) ven. à 13 h 30, 19 h 30 ; le Maître de guerre, (son THX) ven. 17 h, 22 h 30 ; Steven Spielberg, sam. ; les Aventuriers de l'Arche perdue, (son THX) sam. 17 h ; Indiana Jones et le Temple maudit, (son THX) sam. 19 h 30 ; Indiana Jones et la Dernière Croisade, (son THX) sam. *14 h 30, 22 h* ; Wim Wenders, ; Paris, Texas, *dim.* à 16 h 15, 22 h ; les Ailes du désir, (son THX) dim. 13 h 30, 19 h 20 ; Ingmar Bergman, ; Fanny et Alexandre, (version longue) lun. 16 h, *21 h* ; Après la répétition, lun. 14 h, 19 h 20 ; Andreï Tarkovski, mar. ; le Sacrifice, mar. 13 h, 19 h ; Stalker, mar. 16 h, 22 h. Abt 4 films : 100 F.

HOMMAGE A ANATOLE DAUMAN (v.o.), Studio 28, 18e (46-06-36-07). Pather Panchali, mer. 19 h, 21 h ; Cinéma différent, La Brûlure de mille soleils, François Mauriac, Monsieur Albert prophète, Les Hommes de la baleine, jeu. 19 h, 21 h ; l'Escargot de Vénus, La Bête, ven. à 19 h 21 ; Au fil du temps, sam. à 15 h, 18 h, 21 h ; Viva Zapata, dim. à 15 h, 17 h, 19 h, 21 h ; *Programme de films sur l'art, mar.* ; la Femme fleur, Jour de pluie, Exercice illégal de l'astronomie, Max Ernst – excursion dans le subconscient, mar. à 19 h ; Andreï Tarkovski : *le dernier film, (en avant première) mer. 21 h.* Abonnement cinq séances : 100 F.

INDIANA JONES : LA SAGA (v.o.), Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88). Les Aventuriers de l'Arche perdue, *Indiana Jones et le Temple maudit,* Indiana Jones et la Dernière Croisade, (son THX) sam. 0 h 30. Pl. : 90 F (les trois films).

LES DÉCENNIES PRODIGIEUSES DU CINÉMA ÉGYPTIEN (v.o.), Institut du monde arabe, 5e (40-51-38-38). Le Passage des miracles, jeu. 17 h, dim. 19 h 30 ; Jour doux et Jour amer, jeu. 19 h 30 ; Miramar, ven. 17 h, sam. 19 h 30 ; le Collier et le Bracelet, ven. 19 h 30, dim. 15 h ; le Porteur d'eau est mort, sam. 15 h ; Ahlam, Hend et Camelia, sam. 17 h ; Khan et Khalil, dim. 17 h.

LES ETERNELS DU CINÉMA EUROPÉEN (v.o.), Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34). Les Chemins de la Haute ville, mer., sam., *séances à 11 h 50, 14 h 20, 16 h 50,* 19 h 20, 21 h 50 ; Henry V, jeu., séances à 11 h 50, 14 h 20, 16 h 50, 19 h 20, 21 h 50 ; le Troisième Homme, ven., séances à 11 h 50, 14 h, 16 h, *18 h, 20 h, 22 h ; Un soir un train,* dim., séances à 11 h 50, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; l'Homme au crâne rasé, Le Banquet des fraudeurs, lun., séances à 11 h 50, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; les Rendez-vous d'Anna, mar., séances à 11 h 50, 14 h 20, 16 h 50, 19 h 20, 21 h 50.

LES MIDIS DU LOUVRE, Auditorium du Louvre, 1er (40-20-52-29). A la manière de, lun. à 12 h 30 Pl. : 20 F.

MARDIS JEAN VIGO, Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33). Alice dans l'Espagne des merveilles, *mar. 20 h 30.*

PIER PAOLO PASOLINI (v.o.), Accatone, 5e (46-33-86-86). Théorème, mer., lun. 19 h 50, jeu. 17 h 50, ven. 19 h 25, sam. 12 h, 19 h 50, dim. 21 h, mar. 14 h 40 ; Porcherie, mer., lun. 18 h, jeu. 14 h, ven. 17 h 40, sam. 15 h 50, dim. 17 h 10, mar. 16 h 30 ; Médée, jeu., ven. 15 h 50, sam. 13 h 50, dim. 19 h, lun. 16 h, mar. 18 h 20.

ROBERTO ROSSELLINI (v.o.), L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). Rome ville ouverte, ven., lun. à 20 h, 22 h ; Allemagne année zéro, mer., dim. 20 h, 22 h ; *Voyage en Italie, jeu., sam. 20 h, 22 h ;* Stromboli, mar. 20 h, 22 h.

TROIS MONSTRES SACRÉS DU CINÉMA ANGLAIS (v.o.), Accatone, 5e (46-33-86-86). The Falls, ven. 21 h ; The Grandmother, The Alphabet, Amelia and the Angel, sam. 21 h 40.

WOODY ALLEN (v.o.), Action Christine, 6e (43-29-11-30). Prends l'oseille et tire-toi, mer., séances à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 5 mn après ; Tombe les filles et tais-toi, jeu., séances à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 5 mn *après ; Stardust Memories, ven.,* séances à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 5 mn après ; Annie Hall, sam., séances à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, *22 h 20 film 5 mn après ; Tout ce que* vous avez toujours voulu savoir, dim., séances à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 5 mn après ; Guerre et Amour, lun., séances à 14 h, *15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40,* 22 h 20 film 5 mn après ; Bananas, mar., séances à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 5 mn après.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 3 JANVIER

« Bouddhas et brigands sur la route de la soie », 12 h 30, 6, place d'Iéna (Musée Guimet).

« Exposition Rodin-Monet », 13 h 45, *77, rue de Varenne (P.-Y. Jaslet).*

« L'Assemblée nationale », 14 h 30, 33, quai d'Orsay (M. Pohyer).

« Exposition David au Louvre », 14 h 30, métro Louvre (M.-C. Lasnier).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« De Saint-Eustache à la rue Montorgueil », 14 h 30, métro Etienne-Marcel (Paris pittoresque et insolite).

« La crypte archéologique sous le parvis de Notre-Dame », 14 h 30, à la caisse (Mme Cazes).

« Merveilles du Moyen Age au Musée *de Cluny », 14 h 45, entrée, 6, place* Paul-Painlevé (Paris et son histoire).

« Le thème de la Nativité au Musée des monuments français », 15 heures, entrée, place du Trocadéro (Tourisme culturel).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Ecoute du passé).

« Exposition *Modigliani au Musée de* Montmartre », 15 heures, 12, rue Cortot (M. Rager).

Monuments historiques

« La Bourse du *commerce dans* l'ancienne *halle au blé* », 15 heures, entrée rue de Viarmes.

« La vie et l'œuvre de Delacroix dans son dernier atelier et dans la chapelle des *Saints-Anges à Saint-Sulpice* », 15 heures, 6, place Furstemberg.

Paris-musées

« Récits et légendes à propos de l'art *de Cartier », 18 h 30.*

« L'art de Cartier », 19 heures, avenue Winston-Churchill (Petit Palais).

Pour les jeunes

« La Villette, passé et avenir : les anciens abattoirs, le parc, les canaux, la Cité des sciences et la Géode », 14 h 30, sortie métro Corentin-Cariou, numéros pairs (Monuments historiques) ; « *Séance de contes* », 14 h 30 ; « Atelier : bijoux et joyaux de Noël », 14 h 30, avenue Winston-Churchill (Petit Palais).

CONFÉRENCES

30, avenue Corentin-Cariou (salle Jean-Bertin), 17 heures : « Voyage au *cœur de l'infiniment petit* », débat animé par D. Leglu, entrée libre (Cité des sciences et de l'industrie).

AGENDA

LÉGION D'HONNEUR

Grande chancellerie

M. Pierre Auger, grand-croix

Est élevé à la dignité de *grand-croix* :

M. Pierre Auger, membre de l'Institut.

Sont élevés à la dignité de *grand officier* :

Mme Yvette Baumann, épouse Farnoux, ancienne déportée résistante ; MM. Jean Delannoy, auteur et réalisateur de films ; Jean-Yves Lesur, dit Daniel-Lesur, compositeur de musique ; Henri Nogueres, avocat au barreau de Paris.

Sont promus *officiers* :

MM. Pierre Chaix, professeur honoraire de lycée, chevalier du 27 septembre 1975 ; Jean Pierret, ancien directeur de département à la Régie nationale des usines Renault, chevalier du 31 décembre 1955 ; Gilbert Poulet, administrateur national de la société nationale les Médaillés militaires et président de la section de Gien, chevalier du 18 mai 1980 ; Paul Zahnd, président de la section de la Haute-Marne de la société d'entraide des membres de la Légion d'honneur, chevalier du 28 mai 1967.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Alexis Bur, ancien chef de division de préfecture ; André Calon, inspecteur divisionnaire honoraire à la SNCF ; Albert d'Audignon, ancien trésorier-payeur général ; Albert Deveyer, professeur honoraire de lycée ; Michel Gabet, ancien directeur adjoint des services financiers et juridiques d'Electricité de France ; Robert Garrisson, professeur honoraire au Centre d'enseignement par correspondance ; Lothaire Kubel, ancien professeur de lycée ; Jean Richard, ancien vice-président du tribunal de grande instance de Paris ; Emile Savini, professeur honoraire à la faculté de médecine de Nice ; Henri Veisseire, inspecteur général honoraire de Gaz de France.

PREMIER MINISTRE

Sont promus *commandeurs* :

MM. Luc Durand-Reville, membre honoraire du Conseil économique et social ; Michel Fribourg, président d'un groupe d'exportation de céréales ; Philippe Richer, conseiller d'Etat.

Sont promus *officiers* :

MM. René de Choiseul-Praslin, vice-président de l'Association pour l'aide à la scolarisation des enfants tziganes (ASET) ; le grand rabbin Max Warschawski ; Georges Beauchamp, vice-président du Conseil économique et social.

Sont nommés *chevaliers* :

Mme Sophie Andrieu, épouse Robert, présidente de la Fédération de la presse spécialisée ; MM. Maxime Attyasse, directeur adjoint d'organisme de sécurité sociale ; Georges Berthoin, ancien sous-préfet ; Michel Bezançon, architecte-urbaniste ; Louis Birette, chef du bureau Budget au secrétariat général de la défense nationale ; Gustave Briguet-Lamarre, dit Michel Briguet, pianiste ; Pierre Dassonville, ancien député ; Jean-François Dehecq, président-directeur général de sociétés ; Guy Delion, directeur d'une caisse régionale de crédit agricole ; Jean-Claude Georges-François, directeur de société.

PROMOTION DU TRAVAIL

Est promu *officier* :

M. Jean Friess, président-directeur général de sociétés.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Michel Ahr, chef d'unité d'exploitation minière ; André Andre, ingénieur ; Bernard Boulard, chef de chantier ; Eugène Colin, ancien exploitant agricole ; Jean Debost, atisan ; Marcel Dehors, animateur de forge dans un parc naturel régional ; Jean Faure, agriculteur ; Robert Gelineau, industriel en confection ; Michel Guyard, chef d'entreprise ; Félix Iori, ancien mineur ; M. Jean-Claude Jouault, agent de maîtrise ; Jules Langlois, directeur d'une fédération des syndicats d'exploitants agricoles ; Jacquy Longuein, chef d'atelier dans une maroquinerie ; Raymond Monedi, ancien président-directeur général de société ; Jean Poinsot, ancien ingénieur en chef, secrétaire national d'une fédération de la métallurgie ; Robert Romain, boulanger-pâtissier ; Marcel Schweig-hoffer, directeur général d'une société ; Paul Tremellat, artisan-plombier-couvreur chauffagiste.

PLAN

Est promu *officier* :

M. Paul Dubois, chef de service à l'INSEE.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Claude Lacour, directeur d'UER à l'université de Bordeaux-I ; Jean-Louis Riallin, président-directeur général de sociétés.

Environnement et prévention des risques technologiques et naturels majeurs

Est promu *officier* :

M. Pierre Bazire, ingénieur général du génie rural, des eaux et forêts.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Michel Deramond, médecin électro-radiologiste ; André Labeyrie, directeur de l'Institut de biogénétique à la faculté des sciences de Pau ; Jean-Claude Oppeneau, ingénieur physico-chimiste, chef du service de la recherche et du traitement de l'information sur l'environnement ; Jean-Claude Suzanne, ingénieur général des mines, coordonnateur de la mission d'inspection spécialisée de l'environnement ; Franck Villey-Desmeserets, directeur de l'agence financière de bassin Loire-Bretagne.

Education nationale, jeunesse et sports

Sont promus *officiers* :

MM. Henri Agel, professeur émérite de l'université Montpellier-III ; Jean-Marc Bischoff, professeur de droit privé à la faculté de droit de Strasbourg ; Jean Dormont, professeur d'université à Paris-VI ; Bernard Ferrand, professeur d'université à Rennes-I ; Mlle Suzanne Offret, professeur d'université à l'Ecole nationale supérieure de mécanique de Nantes ; M. Claude Pair, recteur de l'académie de Lille ; Mme Thérèse Planiol, née Dupeyron, professeur honoraire de la faculté de médecine de Tours. MM. François Renucci, professeur honoraire de lycée technique ; Gérard Soubry, inspecteur d'académie ; Philippe Vigier, professeur d'université à Paris-X ; Robert Weill, président de l'académie de chirurgie dentaire.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Jean Agneray, professeur de biochimie à l'université Paris-XI ; Bernard Angels, principal de collège ; Philippe Ascher, professeur à l'université Paris-VI ; Louis Boyer, professeur d'université à la faculté de droit de Toulouse ; Arnaud Cabannes, proviseur du lycée Roland-Garros du Tampon (Réunion) ; Mlle Andrée Cachau, chef du service des ressources humaines du Centre national de documentation pédagogique ; MM. François Champagne de Labriolle, président de l'Institut des langues et civilisations orientales ; François Chapeville, professeur à l'université Paris-VII ; Mme Monica Charlot, née Huber, professeur à l'université Paris-III ; Mlle Marie Chirac, professeur émérite de langue et littérature françaises ; MM. Michel Daeninckx, inspecteur d'académie ; Pierre Daniel, président d'honneur de l'Union des parents d'élèves de l'enseignement libre ; Mme Jacqueline Delom, née Derniche, proviseur de lycée professionnel ; M. Christian Forestier, recteur de l'académie de Créteil ; Mlle Imelda Gardes, attaché d'administration scolaire et universitaire à l'université Toulouse-I ; MM. Marc Javoy, vice-chancelier des universités de Paris ; Pierre Juin, professeur d'éducation physique retraité ; Bernard Kayser, professeur d'université à Toulouse-II ; Georges Laforest, doyen de l'inspection générale de l'éducation nationale ; Mme Simone Lagrave, attaché d'administration scolaire et universitaire à l'université Bordeaux-I ; M. Michel Lazdunski, directeur du centre de biochimie du CNRS de Nice ; Mme Claude Leboyer, dite Levy-Leboyer, née Gugenheim, professeur de psychologie à l'université Paris-V ; MM. André L'Omnes, président d'honneur des délégués départementaux de l'éducation nationale ; Pierre Merlin, professeur d'université à Paris-VIII ; Georges Raynaud, professeur honoraire de l'école Boulle de Paris ; André Saison, inspecteur général de l'éducation nationale ; Jacques Vanlerenberghe, ancien président de l'université Lille-II, directeur de l'Institut de recherches sur le cancer de Lille ; Mlle Josette Vigroux, ancien attaché principal d'administration centrale ; M. Christian Vulliez, directeur de l'enseignement à la chambre de commerce et d'industrie de Paris.

JEUNESSE ET SPORTS

Sont promus *officiers* :

MM. André Gilbertas, président d'honneur du comité directeur d'un stade olympique ; Guy Perillat, ancien champion du monde de ski ; Pierre Villepreux, chargé de mission pour le sport de haut niveau et les rythmes scolaires.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. André Boniface, ancien international de rugby ; Christian Cautres, ancien directeur régional de la jeunesse et des sports ; Michel Clément, président d'un aéro-club ; Jean-Martin Garaïalde, joueur professionnel de golf ; François Popelier, président d'un club de basket ; Pierre Quinon, ancien champion olympique de saut à la perche ; Marcel Tourtin, maître d'armes ; Mme Marlène Wolgensinger, née Berenfeld, ancien directeur du département Compétitions dans une société de construction d'automobiles.

Economie, finances et budget

Sont promus *officiers* :

Mme Gilberte Beaux, née Lovisi, administrateur de sociétés ; MM. Jean-René Bernard, ancien président de banque ; Charles Bouzanquet, président de compagnie d'assurances ; Henri Dobronchkess, président-directeur général de société ; Marcel Estager, président-directeur général de sociétés ; Jean Fleury, ancien président-directeur général de société ; Hubert Martin, président de banque.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Jean-Pierre Aubert, président de banque ; Pierre Aury, secrétaire administratif en chef à la Caisse des dépôts et consignations ; Pierre Barberis, administrateur directeur général de sociétés ; Mme Renée Barrouyer, née Martin, secrétaire du délégué général de l'Agence nationale pour les chèques-vacances ; M. Alain Beau, administrateur délégué d'une banque ; Mme Jacqueline Bottala, née Pathe, sous-directeur d'agence de banque ; Mlle Ginette Brouillet, chef de service dans une banque ; MM. Georges Caillaud, directeur central dans une société financière ; Jehan Dufresne de la Chauvinière, président de banque ; Gérard Engel, directeur général adjoint dans une banque ; Daniel Granjon, président-directeur général de société ; Robert Grimprel, ancien directeur général adjoint de banque ; Nicolas Jung, ancien directeur général adjoint de banque ; Bernard Mirat, directeur général adjoint de la Société des Bourses françaises ; Jacques Peltier, président de la Commission nationale paritaire de la banque ; Etienne Pflimlin, conseiller référendaire à la Cour des comptes ; Jean Poylo, président-directeur général de sociétés ; Michel Rémond, directeur général dans une compagnie d'assurance ; André Serre-Garreau, président de société.

Fonction publique et réformes administratives

Est promu *officier* :

M. André Boismenu, inspecteur général de l'équipement.

Est nommé *chevalier* :

M. Yves Arbellot-Repaire, secrétaire général pour les affaires régionales des Pays de Loire.

Affaires étrangères

PERSONNEL

Sont promus officiers :

MM. André Bonamy, ancien secrétaire adjoint principal des affaires étrangères. Chevalier du 20 février 1969 ; Paul Faure, ancien conseiller des affaires étrangères. Chevalier du 23 octobre 1973 ; Jean Gory, ambassadeur de France auprès des Samoa occidentales. Chevalier du 5 octobre 1974 ; Henri Sol, consul général de France à Djibouti. Chevalier du 9 mai 1979.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. René Garcia, chef de garage automobile du Quai d'Orsay ; Mlle Jacqueline Leclerc, ancien attaché principal d'administration centrale ; MM. Pierre Margueron, consul adjoint au consulat général de France à Abidjan ; Georges Rochiccioli, consul général de France à Londres ; Henri Treuil, ancien secrétaire administratif ; André Villepreux, consul général de France à Palma-de-Majorque.

PROTOCOLE

Sont promus *officiers* :

MM. Robert Jospin, directeur honoraire de l'éducation nationale (France) ; Yves Le Brun, administrateur de sociétés, conseiller économique (Belgique).

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Raymond Axelroud, administrateur de sociétés (France) ; André Amathieu, ancien directeur inspecteur général de banque (France) ; Henri Beerens, microbiologiste (France) ; Alain Berchebru de Foucaud et d'Aure, avocat (France) ; André Brincourt, journaliste, homme de lettres (France) ; William Corneloup, président et fondateur du comité d'entraide et de coordination des associations françaises de l'Australie du Sud (Australie) ; Pierre Corsi, représentant d'une compagnie aérienne (URSS) ; Bernard Kanovitch, médecin (France) ; Jean Lang, chef d'entreprise (République fédérale d'Allemagne) ; Bulind Ossmann, directeur de sociétés (Nigéria) ; Joseph Pfeffer, directeur général d'entreprise (République fédérale d'Allemagne) ; André Reboullet, professeur (France) ; Pascal Lamy, directeur de cabinet du président de la Commission des Communautés européennes.

PROTOCOLE
ÉTRANGERS EN FRANCE

Sont promus *commandeurs* :

Mme Marlène Dietrich, artiste ; M. Dimitre Paneff, conseiller international (Bulgarie).

Est promu *officier* :

M. Casimir Juraszynski, président d'honneur d'une compagnie française.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Antonio Garcia Borrajo, ancien président de la Ligue espagnole des droits de l'homme ; Samuel Pisar, écrivain, avocat international ; Cornel Renfert, secrétaire général de la Chambre officielle franco-allemande de commerce et d'industrie ; Francesco Smalto, couturier.

A suivre.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 30 décembre 1989 :

DES LOIS

● De finances pour 1990 (nº 89-935 du 29 décembre 1989).

● De finances rectificative pour 1989 (nº 89-936 du 29 décembre 1989).

UN DÉCRET

● Nº 89-938 du 29 décembre 1989 réglementant les relations financières avec l'étranger.

UN ARRÊTÉ

● Du 14 décembre 1989 relatif aux conditions du port de la ceinture de sécurité équipant les véhicules automobiles visés au titre II du code de la route.

UNE DÉCISION

● Nº 89-269 du 21 décembre 1989 du Conseil supérieur de l'audiovisuel infligeant une sanction à la société La Cinq.

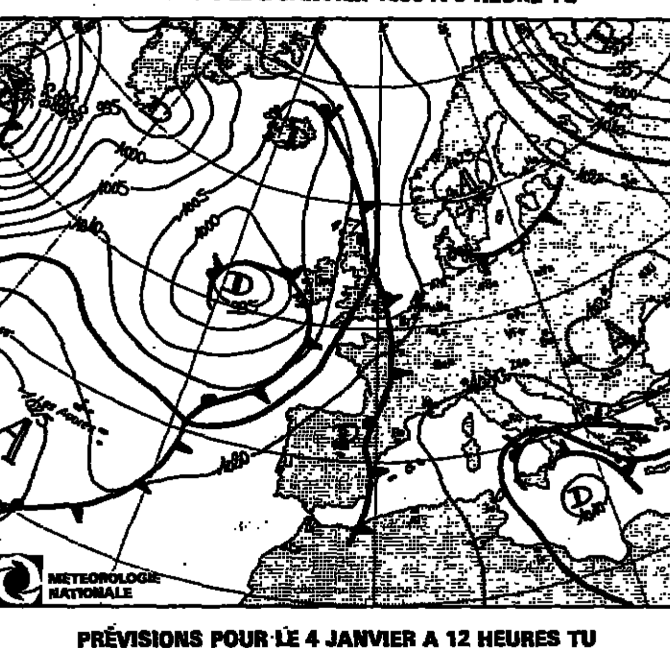
DES AVIS

● Relatif à l'indice mensuel des prix qui s'établit à 180 en novembre 89 (base 100 en 1980).

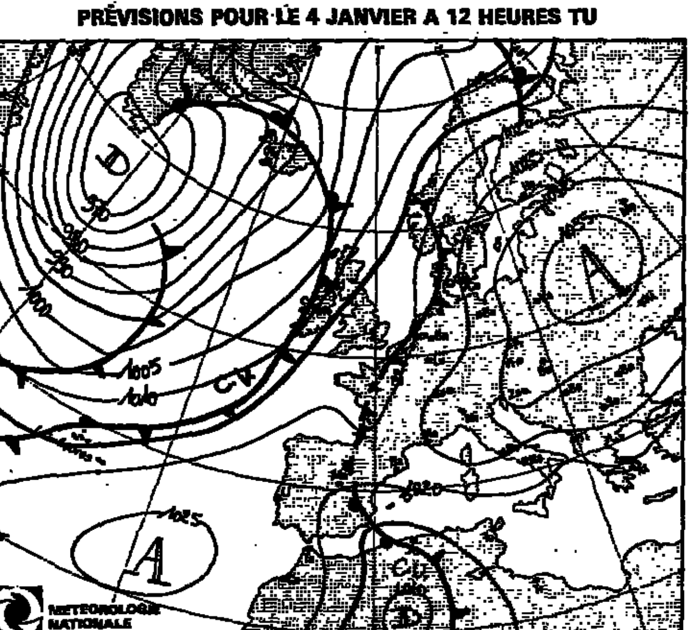
● Relatif à l'index national bâtiment « tous corps d'Etat » (symbole BT 01) qui s'établit à 445,9 en juillet 1989.

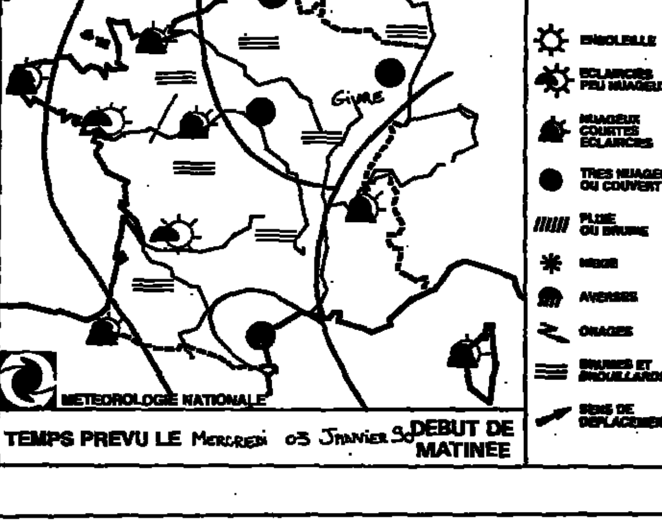
MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2 JANVIER 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 4 JANVIER A 12 HEURES TU





TEMPS PREVU LE Mercredi 03 Janvier 90 DEBUT DE MATINEE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 2-1-1990

Valeurs extrêmes relevées entre le 1er-1 à 6 heures TU et le 2-1-1990 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	11	1	N
BIARRITZ	16	6	D
BORDEAUX	14	1	D
BOURGES	5	3	B
BREST	11	5	C
CAEN	7	1	P
CHERBOURG	7	3	B
CLERMONT-FER.	9	2	C
DIJON	-3	-3	C
GRENOBLE St-M-H	4	-7	D
LILLE	0	-1	P
LIMOGES	9	6	B
LYON	1	-3	B
MARSEILLE-MAR.	11	1	D
NANCY	-2	-4	B
NANTES	8	2	B
NICE	13	3	D
PARIS-MONTS		-1	B
PAU	15	7	N
PERPIGNAN	12	5	N
RENNES	5	1	B
ST-ETIENNE	9	2	P
STRASBOURG	-2	-3	B
TOURS	4	2	P
TOULOUSE	13	8	C
POINTE-A-PITRE	30	23	A

ÉTRANGER			
ALGER	17	10	O
AMSTERDAM	1	0	P
ATHÈNES	-	-	-
BANGKOK	34	25	N
BARCELONE	14	6	D
BELGRADE	0	-3	C
BERLIN	-2	-2	C
BRUXELLES	2	0	P
LE CAIRE	20	14	N
COPENHAGUE	1	-1	C
DAKAR	25	18	D
DELHI	15	7	B
DJERBA	17	13	N
GENÈVE	0	-2	C
HONGKONG	17	15	P
ISTANBUL	-	-	-
JÉRUSALEM	13	5	P
LISBONNE	15	6	D
LONDRES	5	0	B
LOS ANGELES	21	7	N
LUXEMBOURG	-3	-4	B
MADRID	9	5	B
MARRAKECH	18	8	D
MEXICO	24	8	B
MILAN	-3	-5	B
MONTRÉAL	5	-10	D
MOSCOU	-5	-7	C
NAIROBI	23	16	C
NEW-YORK	11	1	D
OSLO	-4	-6	C
PALMA-DE-MAL.	15	8	C
PÉKIN	2	-9	D
RIO-DE-JANEIRO	29	29	C
ROME	11	2	D
SINGAPOUR	25	24	C
STOCKHOLM	-4	-5	C
SYDNEY	34	20	D
TOKYO	10	1	D
TUNIS	16	10	P
VARSOVIE	-1	-2	C
VENISE	6	-5	B
VIENNE	0	-3	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Evolution probable du temps en France entre le mardi 2 janvier à 0 heure et le dimanche 7 janvier à 24 heures.

De mardi à vendredi, il y aura peu de changement. La France restera sous l'influence de hautes pressions ; les nuages et les brouillards seront très fréquents au nord du pays, tandis que, plus au sud, le soleil prédominera malgré *quelques passages nuageux.*

Samedi, un changement de temps devrait intervenir avec le retour de la pluie et d'un temps plus changeant.

Dimanche, un temps plus calme s'installera de nouveau sur le pays.

Mercredi : grisaille sur le Nord et l'Est, belles éclaircies ailleurs.

Le matin, les brouillards localement givrants seront encore présents dans les régions, allant du nord du pays à l'Ile-de-France à l'Est et à la vallée de la Saône. Ces brouillards évolueront peu en cours de journée et le ciel restera gris.

Sur les autres régions, le ciel sera généralement peu nuageux, mais il faudra tout de même se méfier des formations de brume et de brouillard. Les nuages pourront être plus abondants sur les Alpes et la Corse ainsi que sur la pointe de la Bretagne et sur le Pays basque.

Au fil des heures, il y aura peu de changement. Les nuages se feront plus nombreux de la Bretagne à l'Aquitaine et au Languedoc-Roussillon. Il pourra pleuvoir faiblement en fin de journée sur la Bretagne et sur les Pyrénées-Atlantiques. Ailleurs, on pourra profiter d'une journée bien ensoleillée.

Les températures matinales seront négatives sur un grand quart nord-est du pays avec des gelées jusqu'à – 3 à – 5 degrés sous abri dans l'Est et dans les Alpes. Ailleurs, il pourra également geler localement, mais les températures seront plutôt de l'ordre de 2 à 5 degrés.

Les températures maximales s'échelonneront de 0 degré dans le Nord-Est, où le temps gris persistera toute la journée, à 6 à 8 degrés du Centre aux Alpes, et à 10 et 15 degrés de la pointe de la Bretagne au Sud-Ouest et au Sud-Est.

Jeudi : aggravation nuageuse gagnant par l'ouest.

Les régions de l'ouest du pays, c'est-à-dire la Bretagne, les Pays de Loire et la Normandie, se réveilleront avec un temps couvert et des petites pluies. Sur le reste de la moitié nord du pays, la grisaille sera toujours au programme avec encore des brouillards. Plus au sud, le ciel sera le plus souvent dégagé, mais il pourra également y avoir du brouillard, surtout dans le Lyonnais.

En cours de journée, les nuages gagneront vers l'ouest, mais les pluies se feront plus rares. En cours d'après-midi, le ciel sera couvert du nord du pays au Centre et à l'Aquitaine. A l'arrière de petite zone nuageuse, il y aura quelques éclaircies dans les régions de l'Ouest. Plus à l'est, le ciel sera le plus souvent peu nuageux, sauf dans le Nord-Est où les brouillards et la grisaille seront encore tenaces.

Les températures matinales seront stationnaires par rapport à la veille. Les maximales, quant à elles, seront en légère hausse, de 1 à 2 degrés.

Vendredi ciel gris et bas au nord, temps ensoleillé au sud.

Vendredi, le ciel sera le plus souvent gris sur la moitié nord de la France. En effet, sur la Bretagne, la Normandie et les côtes de la Manche, des nuages bas poussés par un vent de sud-ouest de 40 km/h envahiront progressivement le ciel. Ces nuages amèneront quelques gouttes de pluie dès le milieu de la journée. Ces pluies s'intensifieront dans la soirée sur la pointe de la Bretagne.

Sur les autres régions de la moitié nord, ce sont les brouillards qui domineront. Ils seront très nombreux sur l'Ile-de-France, le Nord-Picardie, le Centre, la Bourgogne, la Champagne-Ardenne, la Lorraine, l'Alsace, la France-Comté et le Lyonnais. Ils seront givrants et le soleil ne parviendra que très rarement à percer. En revanche, sur les sommets même peu élevés le ciel sera très dégagé.

Plus au sud, après la rapide dissipation des brumes et bancs de brouillard qui pourront se former dans le Sud-Ouest, le soleil se montrera généreux. Cependant, quelques passages nuageux se produiront en Corse et le long du littoral méditerranéen.

Au lever du jour, les températures seront toujours inférieures aux moyennes saisonnières : voisine de – 2 degrés sur l'ensemble, elles pourront s'abaisser à – 7 dans l'Est et le Nord-Est. La moitié sud ne sera pas épargnée par la fraîcheur matinale avec des températures comprises entre – 2 et 2 degrés. C'est dans le Sud-Ouest et l'extrême Ouest qu'elles seront les plus douces, de 6 à 10 degrés.

L'après-midi, là où les brouillards persisteront, les températures évolueront peu. Mais sur l'ensemble de la moitié sud, elles atteindront 12 à 15 degrés.

Samedi : le temps change.

Samedi verra la fin de la période de temps calme qui règne sur la France depuis plusieurs jours. Le matin, les brouillards seront encore présents sur toutes les régions du Nord-Est et le Lyonnais. Mais les pluies qui ont abordé vendredi soir les régions les plus à l'ouest se décaleront au cours de la nuit, intéressant alors les Pays de Loire, l'Ile-de-France, le Centre et le Nord-Picardie. Samedi, elles gagneront rapidement les régions du Sud-Ouest, le Massif Central, les région de l'Est et du Nord-Est et, dans une moindre mesure, les régions méditerranéennes. Il neigera sur tous les massifs montagneux au-dessus de 1 400 mètres.

Après ce passage pluvieux, le temps sera plus instable : des éclaircies se développeront, mais elles alterneront avec de nombreux passages nuageux mais aussi quelques averses. Ces averses seront plus fréquentes le long des côtes de la Manche et sur les région du Nord.

Le vent d'ouest soufflera en Manche (40 à 50 km/h) ainsi qu'en fin de journée la tramontane et le mistral sur les régions méditerranéennes.

Dimanche : retour à un temps plus calme.

La journée de dimanche ressemblera à celle de vendredi. Les brouillards tenaces se reformeront dans l'Est et le Nord-Est. Les régions du Nord-Ouest seront à nouveau sous les nuages, et il pourra pleuvoir faiblement près des côtes de la Manche.

Sur toutes les régions, après la dissipation des brumes et brouillards matinaux, dimanche sera une journée bien ensoleillée.

Les vents d'ouest se renforceront en Manche et sur le Nord, ainsi que le mistral en vallée du Rhône.

Les températures de l'après-midi seront en hausse de plusieurs degrés.

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 2 janvier

TF 1

20.30 **Cinéma : La grande évasion.** ■
Film américain de John Sturges (1962). Avec Steve McQueen, James Gardner, Richard Attenborough.
23.25 **Magazine : Sirocco.**
De Denis Chegaray, présenté par Carlos. Sommaire : La rivière sans soleil ; Les nanas Benz ; La petite acrobate chinoise ; Le retour de Raoni.
1.10 **Journal, Météo et Bourse.**
0.30 **Série : Mésaventures.**
1.00 **TF1 nuit.**
1.35 **Feuilleton : C'est déjà demain.**
2.00 **Info revue.**

A 2

20.35 ***Les dossiers de l'écran :*** **La maison du lac.** ■
Film américain de Mark Rydell (1981). Avec Katharine Hepburn, Henry Fonda, Jane Fonda.
22.35 **Débat : Le troisième bonheur.**
Avec Pierre Joxe, *ministre de l'intérieur*, Françoise Forette, gérontologue, Gérard Badou, *journaliste*, Pierre Angel, *psychothérapeute*, Jacqueline Durand, rédactrice en chef du journal *Notre Temps*, Ségolène Royal, député, Arielle Dombasle, *comédienne*, Danièle Delorme, comédienne, Piem, dessinateur, Thierry Dassault, petit-fils de Marcel Dassault.
23.30 **Informations : 24 heures sur la 2.**
23.50 ***Météo.***
23.55 **Variétés : Les 3 B.**
Gilbert Bécaud à l'Olympia.

FR 3

20.30 **INC.**
20.45 ***La dernière séance. 1er film :*** **La machine à explorer le temps.** ■■
Film américain de George Pal (1960). Avec Rod Taylor, Alan Young, Yvette Mimieux.
22.25 **Dessins animés.** Bug's Bunny ; Tex Avery.
22.50 **Journal et Météo.**
23.15 **2e film : La guerre des cerveaux.** ■■
Film américain de *Byron Haskin (1967)*. Avec George *Hamilton, Suzanne Pleshette, Richard* Carlson (v.o.).
1.00 **Musique : Cocktail de nuit.** Horacio Salgan et Ubaldo De Lio ; Molter ; Stravinski.

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma : Eclair de lune.** ■
Film américain de Norman Jewison (1987). Avec Cher, Nicolas Cage, Vincent Gardenia.
22.10 **Flash d'informations.**
22.15 **Cinéma : Vivre et laisser mourir.** ■
Film britannique de Guy Hamilton (1973). Avec Roger Moore, Yaphet Kotto, Jane Seymour (v.o.).
0.10 **Cinéma : La sentinelle des maudits.** ■
Film américain de Michael Winner (1976). Avec Chris Sarandon, Christina Raines, Martin Balsam.
1.40 **Documentaire : A Duke named Ellington.**

LA 5

20.40 **Cinéma : Les superflics de Miami.** □
Film italien de Bruno Corbucci (1985). Avec *Terence Hill, Bud Spencer.*
22.30 **Spécial Paris-Dakar.**
23.00 **Série : Le voyageur.**
23.30 **Magazine : Nomades.**
0.00 **Journal de minuit.**
0.05 **Thibaud ou les croisades** (rediff.).
1.05 **Série : Thierry la Fronde.**
2.10 **Feuilleton : César Birotteau** (2e épisode).
3.30 **Le journal de la nuit.**

M6

20.30 **Téléfilm : L'impossible alibi.**
De Roger Spottiswoode, avec Ed Harris, Roxanne Hart.
Une énigme policière doublée d'une histoire d'amour.
22.20 **Magazine : Ciné 6.**
22.35 **Cinéma : La blonde de Pékin.** □
Film franco-italo-allemand de Nicolas Gessner (1967). Avec Mireille Darc, Claudio Brook, Edward G. Robinson.
0.00 **Six minutes d'informations.**
0.05 **Musique : Boulvrock'n hard.**
1.00 **Rediffusions.**
Multitop ; Mathieu, Gaston, Peluche ; Le jeune Fabre ; Culture pub ; Quand la science mène l'enquête (fric frac informatique) ; Parcours santé.

LA SEPT

20.00 ***Spectacle : Bleu, blanc, Goude.***
21.00 **Je me souviens des années 80.**
21.05 **Documentaire : La section Anderson.**
De Pierre Schoendoerffer.
22.00 **Cartes postales vidéo.**
22.05 **Documentaire : Réminiscence, la section Anderson vingt ans après.**
De Pierre Schoendoerffer.
23.00 **Documentaire : Histoire parallèle.**
23.45 **Jazz soundies collection.**
23.50 **Documentaire : Travail à domicile.**

FRANCE-CULTURE

20.30 **Archipel médecine.** Des goûts et des odeurs.
21.30 **Débat.** Nouvelles formes de pollutions (rediff.).
22.40 **Nuits magnétiques.** Le désert entre les lignes.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** La musique soul.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 17 novembre lors du Festival d'art sacré) : œuvres de Bruckner, par La Chapelle royale, l'ensemble Musique oblique et le Collegium vocale de Gand, dir. Philippe Herreweghe.
22.30 **La galaxie des traditions.**
23.07 **Club d'archives.**

Mercredi 3 janvier

TF 1

14.25 **Club Dorothée.**
Série : Cap danger ; Dragon ball ; Le collège fou, fou, fou ; Les chevaliers du zodiaque ; Ken le survivant ; Spécial croissant ; Les jeux.
18.00 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
18.50 **Avis de recherche.**
19.00 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.25 **Jeu : La roue de la fortune.**
19.55 **Tirage du Tac-O-Tac.**
20.00 **Journal, Météo, Tapis vert et Loto.**
20.35 **Variétés : Sacrée soirée.**
Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités : Herbert Léonard, Jane Birkin, Pierre Dux. Variétés : Yves Duteil, François Valéry, Annie Cordy, Wet wet wet, Daniel Lanois, Sylvie Joly, Didier Derlich, Roch Voisine, Linda William.
22.25 **Magazine : SOS.**
De Brigitte Bardot.
Animaux de boucherie.
23.20 **Documentaire : Les défis de l'océan.**
Les travailleurs de la mer.
0.20 **Journal, Météo et Bourse.**
0.40 **Série : Mésaventures.**
1.05 **TF1 nuit.**

A2

14.10 **Cinéma : Molière.** ■■
Film français d'Ariane Mnouchkine (1978). Avec Philippe Caubère, Joséphine Derenne, Brigitte Catillon (2e partie).
16.20 **La planète magique.**
Emission présentée par Groucho et Chico. BD zapp et ouragan ; L'invitée ; Daffy ; Série : Mamie Casse-cou ; Tom et Jerry.
17.25 **Série : Les voisins.**
17.50 **Série : Les pique-assiettes.**
18.15 ***Série : Mac Gyver.***
19.10 **Jeu : Dessinez, c'est gagné !**
Présenté par Patrice Laffont.
19.40 **Jeu : Rira, rira pas.**
Présenté par Georges Beller.
20.00 **Journal et Météo.**
20.35 **Série : Sentiments.**
Vol pour Istanbul, de Peter Duffell, avec Jenny Seagrove, Dinsdale Landen.
22.10 **Magazine : Résistances.**
De Noël Mamère.
Paroles d'enfants.
23.30 **Informations : 24 heures sur la 2.**
23.50 **Météo.**

FR3

15.00 **Magazine : Dans la cour des grands.**
Avec à 16.00, le flash d'informations.
17.00 **Flash d'informations.**
17.05 **Amuse 3.**
Petit ours brun ; Denver, le dernier dinosaure ; Les petits malins ; Auto vélo bravo ; Les Diplodos.
18.00 ***Magazine : C'est pas juste.***
Présenté par Vincent Perrot.
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
Animé par Julien Lepers.
19.00 **Le 19-20 de l'information.**
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
19.55 **Dessin animé : Kimboo.**
20.05 ***Jeux : La classe.***
20.35 **Danse : Casse-Noisette.**
Ballet de Rudolf Noureev, musique de Tchaïkovski, avec Elisabeth Maurin, Laurent Hilaire et le corps de ballet de Paris.
22.10 **Journal et Météo.**
22.35 **Magazine : Océaniques.**
La naissance du goulag, de Marina Goldovskaïa.

CANAL PLUS

15.35 **Téléfilm : Preuve à l'appui.**
De Roy Campanella, avec Margot Kidder, Barry Bostwick.
17.05 **Magazine : Exploits.**
17.25 **Cabou cadin.**
Cédric et Chloé ; Babar ; Charlotte, Fléo et Benjamin.

En clair jusqu'à 21.00

18.15 **Dessins animés : Ça cartoon.**
Présentés par Philippe Dana.
18.30 **Top 50.**
Présenté par Marc Toesca.
19.20 **Magazine : Nulle part ailleurs.**
Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
21.00 **Cinéma : Amsterdamned.** ■
Film hollandais de Dick Maas (1987). Avec Huub Stapel, Monique Van De Ven, Serge-Henri Valcke.
22.45 **Flash d'informations.**
22.55 ***Cinéma :*** **Trois places pour le 26.** ■■
Film français de Jacques Demy (1988). Avec Yves Montand, Mathilda May, Françoise Fabian.
0.35 **Cinéma : Les diaboliques.** ■■■
Film français d'Henri-Georges Clouzot (1954). Avec Véra Clouzot, Paul Meurisse, Simone Signoret.
2.25 **Documentaire : Les allumés.**
Double dutch, deux cordes pour mieux sauter, de Claude Chelli et Jérôme Caza.

LA 5

15.30 **Feuilleton : Thibaud ou les croisades.**
(4e et 5e épisode).
16.25 **Dessins animés.**
Les triplés ; Gigi ; Les Schtroumpfs ; Alice au pays des merveilles ; Sous le signe des mousquetaires ; Super-nana.
18.30 ***Spécial Paris-Dakar.***
18.50 **Journal images.**
19.00 **Série : Happy days.**
19.30 **Série : Arnold et Willy.**
20.00 **Journal.**
20.30 **Drôles d'histoires.**
20.40 **Série : Sur les lieux du crime.**
Entre deux feux, de Ilse Hofmann, avec Götz George, Eberhard Feik.
22.30 **Spécial Paris-Dakar.**
23.00 **Série : Le voyageur.**
23.30 **Magazine : Réussites.**
0.00 **Journal de minuit.**

M6

14.35 **Téléfilm : Mathieu, Gaston, Peluche.**
De Roland Bernard, avec Jean-Marc Thibault, Raymond Bussières.
17.05 ***Série : L'homme de fer.***
8.05 **Variétés : Multitop.**
18.35 **Série : Campus show.**
19.00 **Série : Magnum.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.30 **Téléfilm : L'impossible alibi.**
De Roger Spottiswoode, avec Ed Harris, Roxanne Hart.
22.20 **Magazine : Ciné 6.**
22.35 **Cinéma : La blonde de Pékin.** □
Film franco-italo-allemand de Nicolas Gessner (1967). Avec Mireille Darc, Claudio Brook, Edward G. Robinson.
0.00 **Six minutes d'informations.**
0.05 **Musique : Boulvrock'n hard.**

LA SEPT

15.00 **Je me souviens des années 80.**
15.05 ***Documentaire : Un petit monastère en Toscane.***
D'Otar Iosseliani.
16.00 **Concert : Visage pâle attaquer Zénith.**
17.00 **Documentaire : Giorgio Strehler.**
17.30 **Documentaire : Le maître du Palais.**
18.00 **Je me souvient des années 80.**
18.05 **Cinéma : Loulou.** ■■■
19.50 **Court métrage.**
20.00 **Spectacle : Bleu, blanc, Goude.**
21.00 **Je me souviens des années 80.**
21.05 **Documentaire : La section Anderson.**
De Pierre Schoendoerffer.
22.00 **Cartes postales vidéo.**
22.05 **Documentaire : Réminiscence, la section Anderson vingt ans après.**
De Pierre Schoendoerffer.
23.00 **Documentaire : Histoire parallèle.**
23.45 **Jazz soundies collection.**
23.50 ***Documentaire : Travail à domicile.***

FRANCE-CULTURE

20.30 **Antipodes.**
21.30 **Correspondances.**
Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
22.00 **Communauté des radios publiques de langue française.**
22.40 **Nuits magnétiques.**
Le désert entre les lignes.
0.05 **Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 5 juillet aux Journées Bach de Berlin) : Suite pour orchestre nº 4 en ré majeur BWV 1069, Concerto pour 3 violons en ré majeur, Cantate BWV 42, Concerto brandebourgeois nº 3 en sol majeur BWV 1048, Cantate BWV 202, de Bach, par l'Orchestre baroque de Fribourg, dir. Thomas Hengelbrock ; sol. Emma Kirkby, soprano.
22.20 **Concert du GRM.**
De Natura Sonorum (version courte), de Parmegiani.
23.07 **Jazz-club.**
En direct du Bilboquet à Paris : Rhoda Scott, orgue, avec Steve Philips, batterie.

Audience TV du 1er janvier 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point =202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	47,3	Santa-Barbara 17,3	Dessinez 7,4	Actual. région 10,0	Intermède 2,3	Happy Days 5,5	Magnum 3,7
19 h 46	50,9	Roue fortune 19,9	Rira, rira pas 7,2	19-20 infos 9,6	Nulle part 4,3	Arnold Willy 4,0	Magnum 5,5
20 h 16	61,1	Journal 23,5	Journal 15,3	La classe 6,5	Publicité 2,9	Journal 5,9	Publicité 4,9
20 h 55	63,0	Napo/Lama 11,2	Diamant Nil 28,8	Histoire... 10,4	Astérix 2,8	Bourreau. 7,8	M. le PDG 5,5
22 h 8	53,4	Napo/Lama 9,6	Diamant Nil 30,2	Publicité 4,3	Lundi sport 0,9	Bourreau. 7,8	Homme.. 2,5
22 h 44	29,9	Napo/Lama 10,2	Etoiles 5,1	Océaniques 3,4	Lundi sport 1,8	Paris-Dakar 5,7	Homme.. 3,3

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5166

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II						■			
III			■						
IV								■	
V				■			■		
VI								■	
VII				■					
VIII		■				■			
IX	■		■		■				
X									■
XI					■				

HORIZONTALEMENT

I. Se laisse prendre par la bande. — II. Change souvent pour celui qui met son nez partout. Prouve qu'on a dépassé les limites. — III. On y a fait de bonnes sorties. Aime la neige. — IV. Rares sont ceux qui y entrent. — V. Se termine en queue de poisson. Est très poilu. Un peu d'espoir. — VI. *Leur présence témoigne d'un manque* de culture. — VII. Finir dans l'eau. Employé pour nettoyer. — VIII. Réunit le loup et l'agneau. On ne saurait en faire vite le tour ! — IX. Pas loin de Nîmes. — X. A souvent plus de quarante degrés. — XI. Se font planter. Victime de jadis.

VERTICALEMENT

1. Passion dévorante. Conjonction. — 2. Source de chaleur. Pas *facile à partager. — 3. N'est pas* étranger à certaines agitations. Vécut sur une île. Démontre. — 4. Combattit son successeur. Crées un vide. — 5. Susceptible d'échauffer puis d'enflammer. — 6. Présent avant l'absence. Ce que l'on peut avoir à la bouche quand on déguste. — 7. La belle captive. Livrées à elles-mêmes. — 8. Donc mieux connue. Rapprochera de la fin. — 9. Ouvriras un bidon.

Solution du problème nº 5165

Horizontalement

I. Sortilège. — II. Opercules. — III. Licitée. — IV. Datée. Mes. — V. Ecourter. — VI. Ré. Séance. — VII. Gâ. Star. — VIII. Fers. Sadi. — IX. Api. Païen. — X. Rio. Air. — XI. Détestées.

Verticalement

1. Solder. Fard. — 2. Opiacé. Epie. — 3. Recto. Griot. — 4. Trieuses. — 5. Ictère. Pas. — 6. Lue. Tassait. — 7. Elémentaire. — 8. Gâ. Arcade. — 9. Eaus. Erines.

GUY BROUTY

SOUTENANCES DE THÈSES

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le vendredi 12 janvier à 10 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier L (Sorbonne). M. Franck Gorin : « Archéologie de Chontales, Nicaragua ».

— Université Paris-V, (René-Descartes), sciences humaines Sorbonne, le vendredi 12 janvier à 14 heures (Sorbonne), salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M. Faouzi Adel : « Formation du lien conjugal et nouveaux modèles familiaux en Algérie ».

— Université de Provence (Aix-Marseille-I), centre d'Aix, le vendredi 12 janvier à 14 heures, salle des professeurs, 2e étage. M. Serge Ricard : « Théodore Roosevelt : principes et pratique d'une politique étrangère ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le vendredi 12 janvier à 9 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. Mme Lisbet Bech Ouarab, née Hanse : « Contraintes sémantiques sur la relation anaphore — antécédent en anglais contemporain ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le vendredi 12 janvier à 14 heures, Institut de géographie, 191, rue Saint-Jacques. M. François Costard : « Distribution et caractéristiques du pergélisol sur Mars : son influence sur certains traits de la géomorphologie ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le vendredi 12 janvier à 14 h 30, salle des Actes, centre administratif. Mme Claudine Biere, née Darre : « Jean-Louis Vaudoyer et son œuvre ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 13 janvier à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. Mme Danièle Aubriot, née Sevin : « Recherches sur la prière dans les conceptions religieuses de la Grèce ancienne ».

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Les marchés financiers en 1989

Virage...

Amorcé en 1982, l'essor économique se poursuit toujours à l'aube des années 90. Jamais les pays industriels n'ont traversé *une phase d'expansion aussi longue. Les marchés financiers sont* les reflets fidèles de cette époque. Leur prospérité a été sans égale et le demeure. Presque toutes les places culminent à des niveaux historiques, Paris, Francfort, Londres, New-York, Tokyo, Zurich, Bruxelles, Milan, Amsterdam.

Même si pour arriver sur ces sommets, les voies empruntées ont souvent été différentes, à cause des facteurs propres à chaque nation, la convergence d'intérêts n'a cessé de grandir ces dernières années. Le phénomène est particulièrement marqué à la fin de 1989. A *l'arrivée, tous les marchés se sont retrouvés* groupés dans un mouchoir de poche, ou presque... Entre le premier et le dernier du classement, l'écart n'excède pas beaucoup *plus de 10 %, ce qui* ne s'était *pratiquement jamais vu.*

Comme les économies, les Bourses se mondialisent et sont *désormais presque entièrement interconnectées.* Elles vivent en symbiose, s'alimentent aux mêmes sources, éprouvent les mêmes joies, ont les mêmes soucis. Leurs règles et leurs lois *s'harmonisent peu à peu. Bref, onze ans avant le grand saut dans* le troisième millénaire, le grand marché boursier sans frontières laisse apparaître ses contours. Mais il s'esquisse seulement.

Sa mise en place exigera encore beaucoup d'efforts. Il faudra *peaufiner les techniques* et les assimiler. La rapidité d'exécution sera alors fonction du degré d'expansion économique. La Bourse est devenue affaire de professionnels. Mais plus que jamais l'argent reste le nerf de la guerre.

Si la « veuve de Carpentras », devenue encombrante, n'a plus sa place sur le parquet des supermarchés, les « golden boys » ne la remplaceront pas dans son rôle. C'est encore et toujours elle, en qualité de consommateur et d'épargnant, qui tient les cordons de la bourse. Sans, ou avec une moindre expansion, les liquidités manquent et condamnent les institutionnels à l'immobilisme et les marchés au marasme.

La croissance se poursuivra-t-elle ? A cet égard 1989 a, semble-t-il, marqué un tournant. Après s'être poursuivi pendant sept ans, l'essor économique décline. *Mais aucun expert ne se* hasarde encore à en prédire la fin. Au contraire, avec la fin de la guerre froide et la réduction probable des budgets militaires génératrice d'économies, tous les organismes de conjoncture sont plutôt optimistes. *Ils s'accordent tous,* l'OCDE en tête, à pronostiquer au moins deux nouvelles années d'expansion modérée, sans véritable flambée inflationniste.

Quelques augures en viennent à rêver d'un développement rapide des échanges avec les pays de l'Est, un relais inespéré pour faire la soudure entre deux cycles d'expansion. L'hypothèse est séduisante. Elle comporte, certes, bien des zones d'ombre, mais commence tout de même à faire son chemin sur les marchés financiers.

Avec des PER (*price earning ratio* ou rapport cours-bénéfices) *redevenus généralement* plus raisonnables (autour de 13 à 15 contre 20 à 25), grâce à l'accalmie de 1989, ces marchés semblent bien équipés pour absorber dans de bonnes conditions cette dernière étape du siècle, sans avoir trop à redouter les cahots d'une modernité, souvent trop radicale et trop rapide.

Au grand air de l'OPA, qui a baigné la décennie écoulée, pour*rait bien succéder, durant les années 90, une ère de réorganisa*tion tranquille dont les marchés, eux-mêmes remodelés, seraient la pierre angulaire. En dix ans, l'indice mondial des Bourses de *valeurs vient de monter de 362 %.* Est-il possible de conserver une telle cadence ?

Dossier établi par ANDRÉ DESSOT
DOMINIQUE GALLOIS, YVES MAMOU
et FRANÇOIS RENARD, avec la participation
de FRANÇOISE HOLTZ.

Bourse de Paris : au quatrième rang

AVEC une hausse des *cours de 26,7 % en* moyenne, 1989 a encore été un très bon millésime, qui, s'il n'atteint pas la qualité des grandes années 83, 85, 86 et 88 avec des hausses comprises entre 46 % et 57 %, permet quand même à la Bourse de Paris d'arriver à la quatrième place du palmarès mondial.

Ce score est le huitième meilleur enregistré par la place française au cours de ces vingt dernières années. La roue tourne. Cette fois, les gagnants portent des noms moins *prestigieux qu'en 1988.* Ce sont Metaleurop (+ 209 %), Raffinage-distribution (+ 144 %), Esso (+ 113 %), Docks de France (+ 109 %), Vallourec (+ 98 %) et BP France (+ 98 %). Les perdants s'appellent Ingenico (– 51 %), Thomson-CSF (– 33 %), CSEE (– 29 %), Avions M. Dassault (– 23 %), Radiotechnique (– 20 %).

Si globalement l'activité s'est stabilisée (3 880 milliards de francs de transactions), avec même une très légère tendance à décliner (– 1,6 %), le fait marquant a été *le brutal gonflement des échanges* sur le RM, dont le montant, encore une *fois record (598,4 milliards de* francs), s'est accru de 59 %. Deux *explications au phénomène :* d'abord le système de cotation en continu (10 h-17 h) a fonctionné à plein régime.

Ensuite quelques très importantes opérations financières, en particulier l'OPA, d'un montant sans précédent (26 milliards de francs) en France, lancée par Suez sur la Compagnie industrielle pour capturer le groupe d'assurances Victoire, ont favorisé l'accélération *des échanges. A l'inverse, en flèche* l'année précédente, les obligations, *à cause de la tension sur les taux* d'intérêt, ont piqué du nez mais avec beaucoup moins d'affaires (– 7,5 %).

Ainsi donc, les augures ne s'étaient pas trompés. La hausse a été au rendez-vous. Mais si le parcours effectué par la Bourse de Paris satisfait encore aux exigences de qualité, il n'en est pas moins devenu plus ardu à suivre. A la furieuse escalade de 1988, a succédé une ascension plus raisonnée et prudente. Avec un frisson rétrospectif en songeant à leur audace passée, les investisseurs ont pris beaucoup moins de risques. Ils *n'ont surtout rien laissé au hasard,* ne détournant pas un instant le regard du grand tableau de bord de l'économie mondiale.

Ce n'est rien de le dire ; mais l'impatience n'a pas cessé de grandir chaque mois à l'approche des grandes publications statistiques, au point qu'insensiblement le phénomène a pris un tour obsessionnel. Un œil fixé sur les voyants, sans oublier celui des taux, l'autre sur les situations spéciales (OPA, OPE *et autres opérations financières),* les opérateurs n'ont jamais rien fait *ou tenté sans consulter au préala*ble attentivement le programme.

Sur la lancée de 1988, le mois de janvier s'écoula comme un rêve, avec, au passage, un record de transactions pulvérisé le 6 sur le *RM (6,6 milliards de francs), pour* s'achever sur une liquidation somp*tueuse (+ 9,14%). Tout à la joie* des pronostics optimistes formulés sur la hausse du profit des entreprises pour 1989 (+ 13 %), le marché n'avait pas trop tiqué au relèvement des taux de base bancaire. Mais six semaines consécutives de hausse appelaient inévitablement *une correction.*

En février la Bourse prit ainsi quelques bonnes bûches... techniques d'abord. Puis, tout en même temps, l'aggravation du déficit *commercial américain,* le *retour* des craintes sur l'inflation et l'argent cher, le délit d'initiés suspecté dans le rachat d'American Can par Pechiney, la dénonciation par le chef de l'Etat dans l'émission « 7 sur 7 » de l'OPA-mania et les tentatives maladroites faites par le *premier ministre pour corriger le* tir, jetèrent un froid. Par paliers, la *Bourse revint à la case départ et* n'en décolla pratiquement plus *jusqu'au printemps.*

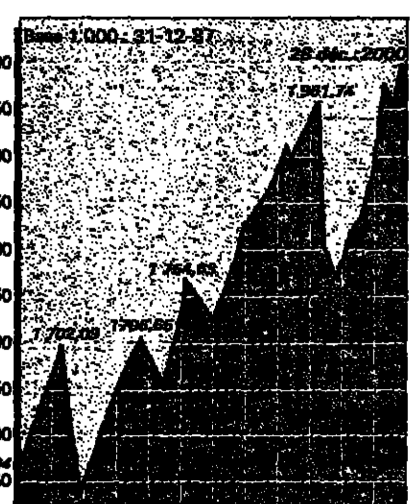
Les élections municipales n'éveillèrent même pas son attention. En revanche, l'amélioration de la situation de l'emploi aux Etats-Unis et du résultat des échanges commerciaux de la France (réduction du déficit puis excédent surprise) dopèrent un bon mois le marché, qui, sur des achats étrangers et domestiques, en profita pour battre un nouveau record d'altitude.

Après deux mois de baisse, la liquidation d'avril fut brillante *(+ 6,57 %). Mais comme le firent* remarquer certains spécialistes, il y a *les statistiques et la façon de les* interpréter. A la réflexion, jugeant *leur optimisme excessif, les opéra*teurs firent le gros dos, se dégageant ou reprenant quelques positions à la lumière des dernières données sur la situation économique, de plus en plus contradictoires à mesure que l'année s'avançait.

Ni les massacres de la place Tian-anmen à Pékin ni la mort de l'ayatollah Khomeiny n'eurent le moindre effet sous les lambris.

Lire la suite page 20

VARIATIONS DE L'INDICE CAC-40

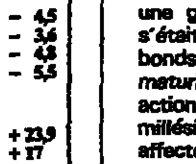


L'indice CAC-40 a remplacé le 29 décembre, l'indicateur *instantané* de tendance. Limité à quarante valeurs-clés, il est devenu le thermomètre le plus fiable de la Bourse.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

COMPARTIMENTS	6 janv. 1989	Plus haut 1989	Plus bas 1989	22 déc. 1989	Diff. en %
Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1988					
Valeurs françaises à revenu variable	103,9	128,7	102,9	128,7	+ 23,9
Valeurs industrielles	105,3	127,1	105,3	122,5	+ 16,3
Valeurs étrangères	101,6	121	101,6	118,9	+ 17
Pétrole, énergie	102,1	147,1	102,1	141,7	+ 38,8
Chimie	101,6	117,7	101	114	+ 12,2
Métallurgie, mécanique	103,8	141,2	103,8	130,6	+ 25,8
Electricité, électronique	103,2	117,7	100,6	116,9	+ 13,3
Bâtiment et matériaux	104,5	132,1	103,6	111,4	+ 6,6
Ind. de consommation non alimentaire	103,1	121,1	99,4	117,6	+ 14
Agroalimentaire	112,9	135,5	108,1	135,5	+ 20
Distribution	103,1	148	102,9	147,8	+ 43,4
Transports, loisirs, services	101,6	145,3	101,1	145,3	+ 43
Assurances	101,5	210,7	101,5	201,3	+ 98,3
Crédit, banque	101,6	119,2	97,7	118,7	+ 16,8
Sicomi	99,8	106,2	96,5	106,2	+ 6,4
Immobilier et foncier	101,4	122	96,3	122	+ 23
Investissement et portefeuille	103,7	134,7	99,1	134,7	+ 29,9
Base 100 : 31 décembre 1988					
Valeurs françaises à revenu fixe	100	100,7	95,5	95,5	– 4,5
Emprunts d'Etat	100	100,7	96,4	96,4	– 3,6
Emprunts garantis et assimilés	100	100,8	94,9	95,2	– 4,8
Sociétés	99,9	100,7	94,8	94,5	– 5,5
Base 100 en 1949					
Valeurs françaises à revenu variable	3 688,4	4 568,9	3 652,9	4 522,7	+ 23,9
Valeurs étrangères	4 027,4	4 796,4	4 027,4	4 792,5	+ 17
Base 100 en 1972					
Valeurs françaises à revenu variable	532,4	659,5	527,3	652,8	+ 23,9
Valeurs étrangères	538,1	640,8	538,1	640,3	+ 17
Base 100 : 31 décembre 1980					
Indices des valeurs franç. à revenu fixe	121,7	122,6	116,4	116,6	– 4,5
Emprunts d'Etat	120,7	121,5	116,6	117	– 3,6
Emprunts garantis et assimilés	121,7	122,7	115,5	116	– 4,8
Sociétés	121,9	122,8	115,6	115,6	– 5,5
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE					
Base 100 : 31 décembre 1981					
Indice général	433,5	561,64	417,9	549,2	+ 26,5
Produits de base	278,8	386,92	272	368,7	+ 32
Construction	448,6	596,07	428,9	530,6	+ 18,6
Biens d'équipement	326,3	381,58	314,1	354,8	+ 7,2
Biens de consommation durables	559,3	677,77	544,9	618	+ 9,1
Biens de consomm. non durables	585,8	664,64	540	646,2	+ 10,7
Biens de consomm. alimentaires	707,2	845,14	634,2	837,8	+ 20,6
Services	389,1	551,5	380,2	544,1	+ 41,7
Sociétés financières	501	716,63	473,9	685,5	+ 36,9
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	411,6	593,57	402,5	553,8	+ 40,8
Valeurs industrielles	436,1	533,3	416,9	511,8	+ 17,4
BOURSES RÉGIONALES					
Base 100 : 31 décembre 1981					
Indice général	295,6	407,2	288,4	388,9	+ 31

Sources : Institut national de la statistique et des études économiques.



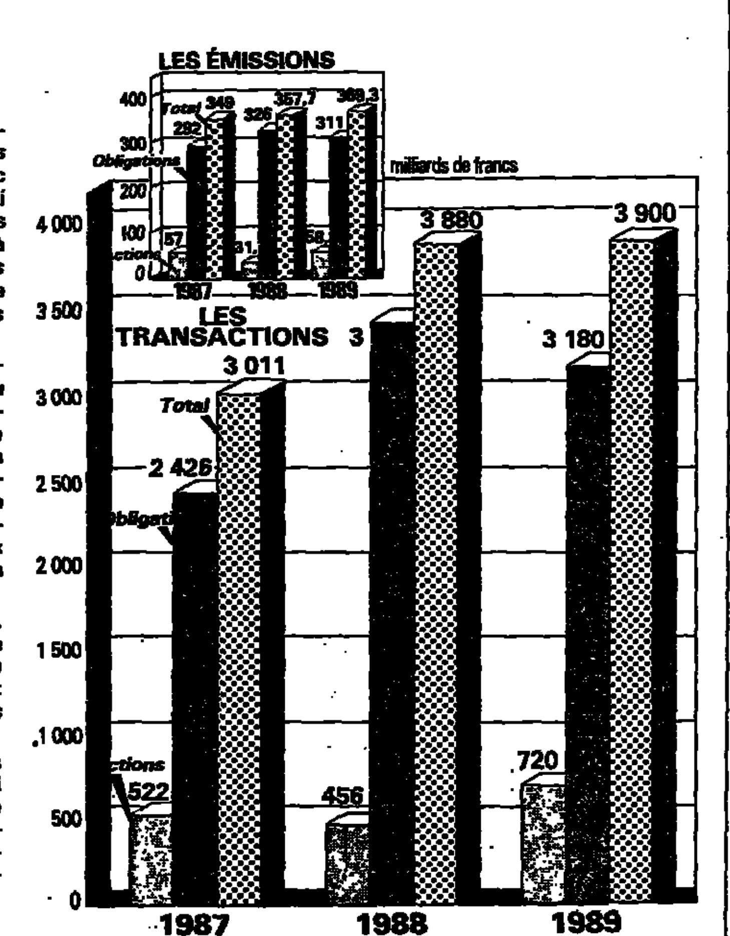
Les actions en tête

Après avoir, à nouveau, battu leur record en 1988, avec une progression de 24 %, à près de 3 900 *milliards de francs, le volume des* transactions à la Bourse de Paris est resté pratiquement étale, avec une grande différence toutefois : le marché des obligations, qui s'était montré particulièrement actif en 1987 et 1988 avec des bonds de 45 % et 46,7 %, a cédé du terrain, comme s'il était venu à *maturité après sa très rapide expansion de ces dernières années.* Les actions, en revanche, ont été abondamment négociées (+ 60 %), le millésime *89, il est vrai,* ayant été *plus* favorable que 1988, très affecté par les suites du krach boursier d'octobre 1987.

Sur le front des émissions, l'évolution a été la même, les obliga*tions s'inscrivant en léger recul, et les actions retrouvant leur niveau* de 1987 après un net fléchissement en 1988. Les émissions d'obligations sont revenues de *326* milliards en *1988* à *311 milliards* de francs en 1989. L'Etat aura emprunté 130,24 milliards de francs en brut — dont il faut déduire les 31,48 milliardsd'obligations renouvelables du Trésor (ORT) livrées en paiement, — et 98,76 milliards en net, contre 99 milliards en 1988. Les émissions à taux fixe ont forte*ment progressé, à 240 milliards de francs contre* 191 *milliards,* aux dépens des émissions à taux variable, en chute de près de 50 % à 69 milliards.

Pour les actions, les séquelles du krach de 1987 ont été effacées, le volume des émissions (58,3 milliards) retrouvant son niveau de 1987 (57 *milliards) après une chute* à 31,7 *milliards de francs* en 1989. On notera que, sur ces 58,3 milliards, 12,5 milliards sont *imputables à l'exercice des bons de souscription attachés à des* émissions précédentes, phénomène qui tend à se développer.

On aura également noté un recul des émissions d'obligations convertibles (18,7 milliards de francs contre 22,3 milliards). Parmi les émissions les plus importantes, figurent naturellement celle *d'Eurodisneyland (6,2 milliards de francs), d'Elf-Aquitaine (3,3 mil*liards), de la Générale des eaux (3 milliards), de Pechiney (1,5 milliard de francs en CIP), de Havas (1,6 milliard), de la Compagnie bancaire (1,2 milliard) et du Crédit foncier de France (1 milliard).



LE MARCHÉ DE PARIS EN 1989

BANQUE

En progression

En dépit d'une hausse des taux d'intérêt à long terme, de nature à affecter les résultats des établissements de crédit spécialisés, les banques se sont assez bien comportées, avec une progression d'ensemble de près de 17 %. Parmi les hausses les plus notables figurent celles de Paribas, à l'occasion de son affrontement avec la Compagnie de navigation mixte, du Crédit lyonnais, dont les résultats sont en net redressement, du Crédit national, qui a victorieusement surmonté le handicap de la suppression de ses prêts bonifiés, et de l'UCB, qui ne souffre presque plus du remboursement de ses prêts à taux élevés.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
BAFIP	405	482	299	388
Bail Investissement	855	1 029	799,20	1 020
Bancaire Cie (1)	538	712	242	630
BNP (certificat d'investissement)	298	460	292	430
CCF	190	228,90	175,10	218,50
CIC (certificats d'investissement privilégiés)	203	240	182	244,10
Comptoir des Entrepreneurs	224	257,50	210	245,50
Crédit foncier de France (2)	900	1 400	790	1 288
Crédit lyonnais (certificat d'investissement)	488	763	477	707
Crédit national	1 002	1 270	951,50	1 189
Interbail (3)	542	560	470	537
Locafrance	445	625	415	510
Locindus	890	925	795	875
Midland Bank	185	231	171	180
Paribas	467	759	437	729
Parisienne de réescompte	420	517	488,50	490
Société générale	520	552	431	531
SONEGAL	114	82	113	100
SOVAC (4)	703	955	685	777
UCB	185	82	365	245
UFB Locabail (5)	370	640	181,55	458
UIC	812	1 240	810	1 130
VIA Banque	365	481	330	406

(1) Droit d'attribution. 1 pour 5. Cours du droit : 105 F.
(2) Droit d'attribution. 1 pour 7. Cours du droit : 170 F.
(3) Droit d'attribution. 1 pour 20. Cours du droit : 58 F.
(4) Droit d'attribution. 1 pour 20. Cours du droit : 45 F.
(5) Droit d'attribution. 1 pour 5. Cours du droit : 75 F.

INVESTISSEMENT ET PORTEFEUILLE

Forte valorisation

Après les assurances et le pétrole, c'est le secteur qui a le plus progressé en 1989 (+ 30 %). En tête, s'inscrit naturellement la Compagnie de navigation mixte (+ 72 %), à la faveur de l'OPA *lancée par Paribas, et après la* vente de la moitié de ses filiales d'assurance au géant allemand Allianz. Ensuite vient Schneider (+ 50 %), qui a bien digéré son OPA réussie sur Télémécanique. La Compagnie financière de Suez (+ 45 %) a bénéficié de la faveur des investisseurs en raison du redressement brillant de sa filiale, la Société générale de Belgique, acquise par OPA en 1988, et de la prise de contrôle complète, après OPA, du groupe d'assurance Vic*toire qui, lui-même, a racheté* Colonia, numéro deux allemand de l'assurance. La Compagnie du Midi, enfin, passée sous le contrôle du groupe Axa et de son président, M. Claude Bébéar, a commencé à revendre une partie de ses actifs hors assurance.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
Chargeurs SA	1 220	1 468	983	1 310
CGIP	1 375	1 669	1 322	1 568
Eurafrance	1 590	2 879	1 490	2 680
La Hénin	572	739	510	633
Marine Wendel	403	543	360	494
Midi (Cie du)	1 599	1 752	1 240	1 440
Navigation mixte	1 110	1 990	889,50	1 900
Schneider	640	965	627	947
Suez (Cie)	311,50	455,70	297,55	448,90

CONSTRUCTION MÉCANIQUE

Sans saveur

Ce secteur d'activité une fois encore ne s'est pas véritablement distingué. Les Avions Dassault ont enregistré au premier semestre un chiffre d'affaires consolidé de 8,7 milliards de francs, en retrait par rapport aux 9,93 milliards des six premiers mois de 1988. Il devait toutefois dépasser pour l'exercice les 18,9 milliards de francs réalisés en 1988. Quant au bénéfice semestriel avant impôt, il s'est élevé à 839 millions de francs, contre 425 millions précédemment, notamment du fait des filiales. Au niveau des prises de commandes, le niveau attendu était identique à celui de l'année précédente.

Le refus de la Belgique de considérer les propositions françaises de partenariat sur le programme Rafale, au mois de février, a été un coup dur pour l'ensemble des industriels français concernés. En effet, le développement de ce futur avion de combat est estimé à 35 milliards de francs pour cinq prototypes, les essais et les outillages pour l'industrialisation. Néanmoins, malgré des rumeurs des plus alarmistes durant les premiers mois sur le devenir de cet avion, la firme recevait la notification par l'Etat du marché du troisième prototype Air du Rafale. Enfin, en octobre, Dassault et la SAGEM étaient retenus pour participer à la modernisation de vingt Mirage 5 de l'armée belge.

Saint-Gobain a poursuivi sa croissance tranquille, qui sera saluée par *le Nouvel Economiste*. Au mois d'octobre, cet hebdomadaire décerna à M. Jean-Louis Beffa le titre de « manager de l'année ». Le bénéfice semestriel progressait de 15 %, atteignant les 2 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 33,2 milliards de francs (+ 12 %). Au mois d'avril, la *compagnie décidait de créer* 2,5 millions d'actions à la suite de ces deux offres publiques d'échange lancées sur deux de ses filiales : la Société européenne de produits réfractaires (SEPR) et Saint-Gobain Emballage... En France, le groupe annonçait l'ouverture d'une usine de verre plat dans l'Isère. Il décidait la construction d'une usine de verre en Yougoslavie pour un investissement de 700 millions de francs.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
Av. M. Dassault	645	840	520	540
De Dietrich	1 647	2 269	1 300	2 226
Facom	1 105	1 650	1 103	1 619
Fichet-Bauche	1 012	1 315	960	1 220
Fives-Lille	199,50	522	285	392
Sagem	1 660	1 885	1 390	1 560
Saint-Gobain (1)	594	715	543,50	633

(1) Création de 2,5 millions d'actions à la suite de deux OPE sur Saint-Gobain Emballage et le SEPR.

L'ÉVOLUTION PAR SECTEUR

ASSURANCES
DISTRIBUTION
TRANSPORTS LOISIRS, SERVICES
PÉTROLE
AGRO-ALIMENTAIRE
INVESTISSEMENTS ET PORTEFEUILLE
MÉTALLURGIE
IMMOBILIER
CRÉDIT BANQUES
CONSOMMATION NON ALIMENTAIRE
ÉLECTRICITÉ ÉLECTRONIQUE
CHIMIE
BTP

ASSURANCE

Restructuration

La restructuration des assurances continue. Après la fusion AXA-Midi et la prise de contrôle du CIC par le GAN en 1988, l'année 1989 a également été fertile en événements. Le groupe Victoire a changé de mains, passant d'une indépendance relative à un contrôle total sous la férule de la Compagnie financière de Suez. Celle-ci s'est ensuite empressée de rétrocéder 49 % du capital de Victoire à l'UAP (34 %), Dai Ichi (5 %) et Baltica (5 %). L'année 1989 a également été marquée par l'irruption du géant allemand Allianz sur le marché français de l'assurance. Grâce à l'OPA de Paribas sur la Mixte, Allianz a pu racheter 50 % de l'ensemble Via-Rhin et Moselle, qui suscitait les convoitises de Paribas. *Dans la* perspective d'un adossement des petites compagnies à de plus grosses, les titres de La France et de Pechelbronn se sont considérablement appréciés en Bourse. Au *point que M. Nicholas Clive* Worms a transformé son holding en société en commandite par actions pour le protéger d'une prise de contrôle. Les assureurs français ne sont pas restés inactifs non plus au plan international : les AGF, l'UAP et surtout Victoire ont raflé bon nombre de compagnies moyennes *en Europe du Nord* (Nieuw Rotterdam, Colonia, Baltica rien que pour Victoire). L'année 1990 ne devrait pas ralentir le mouvement général.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
AGF	600	1 290	596	1 185
AXA Midi	335	480	294	360
Concorde	700	2 170	703	1 540
Drouot Assurances	331	500	395	391
France (La)	5 810	19 690	1 700	18 150
GAN	680	2 484	687	2 300
Réassurances (Fr. de)	890	1 210	415	1 170
Rhin et Moselle	1 248	1 660	968	1 400
UAP	312	726	315	680
Victoire	760	1 139	361	1 138

BATIMENT

Dernier de la classe

Malgré le niveau élevé d'activité toujours enregistré dans le bâtiment, la perspective d'une nouvelle croissance de 3 % pour 1990 et la multiplication des grands chantiers, le BTP n'apparaît toujours pas comme un secteur d'avenir. La pénurie de main-d'œuvre en témoigne et la Bourse a semblé partager cette opinion. Pour 1989, ce compartiment est arrivé bon dernier. Pourtant, ni l'actualité ni les prévisions de résultats ne portent au pessimisme. Bien au contraire.

A tout seigneur tout honneur. Bouygues table sur un chiffre d'*affaires de 56,9 milliards de* francs, accru de 14 %. Mais selon la plupart des analystes, la rentabilité du groupe pourrait s'altérer un peu avec un résultat dont l'augmentation ne dépasserait guère 12 %. L'événement de l'année a été le départ de Francis (soixante-six ans), qui a officiellement intronisé son fils Martin, trente-sept ans, soit l'âge de l'entreprise qu'il a fondée.

Lafarge est devenu le numéro deux mondial du ciment, avec *46 millions de tonnes produites*, en prenant le contrôle du suisse Cementia. Son PDG, Olivier Lecerf, a lui aussi pris sa retraite. Il a été remplacé par Bertrand Colomb, le directeur général. L'action du groupe sera divisée par quatre le 4 janvier prochain.

Quatrième grand du BTP, SPIE Batignolles a racheté la station de sports d'hiver de Valmorel (Savoie). Pour 1989, l'agent de change D. Philippe estime le bénéfice du groupe à 255 millions de francs (+ 21 %). *Les foyers de* pertes continuent à s'éteindre.

Poliet a lancé une OPA à 535 francs pièce sur les actions Lambert frères, numéro deux français du plâtre et de la tuile, qui ne lui appartenaient pas, soit 49,06 % du capital. Confiant dans l'avenir avec le besoin de logements, le groupe n'enregistrerait toutefois pas une augmentation significative de son bénéfice pour 1989.

Malgré des chantiers encore déficitaires aux Etats-Unis, Auxiliaire d'entreprises devrait, selon les analystes, dégager un bénéfice consolidé compris entre 200 et 290 millions de francs (64 millions en *1988*).

Dumez, qui a bien émergé dans l'immobilier, a procédé à un échange de parts (10 %) avec l'allemand Dywidag pour collaborer à des projets communs en URSS, notamment dans l'hôtellerie. Son résultat (part du groupe) pourrait atteindre 517 millions de francs (+ 14 %).

Ciments français a réussi son OPA sur le canadien Miron, a racheté cinq usines en Turquie (10 % du marché) et pourrait enregistrer, selon la charge Pinatton, un bénéfice accru de 29 %.

La rentabilité de SGE s'améliore et le résultat net pourrait être supérieur aux 300 *millions* de francs prévus et annoncés.

Procédure de RES chez Fougerolles, que la Générale des eaux voulait marier à SGE pour en faire le numéro un du BTP en France. Les autres actionnaires, Paribas et Total, apporteront leurs titres à 885 francs pièce. Paribas dégagera *une belle plus-value évaluée à* 350 millions de francs.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
Auxiliaire d'entreprises	1 030	1 127	882,50	1 051
Bouygues	610	782	528	680
Ciments français	1 215	1 854	1 172	1 670
Colas	735	1 098	740,60	920
Dumez	765	1 150	760	923
GTM-Entrepose	805	1 550	985	1 192
Lafarge-Coppée	1 412	1 828	1 362	1 570
Maisons Phénix (1)	57,50	107,90	59	79,15
Poliet	598	848	548	625
SGE	181,90	296,90	178,30	253,50
SPIE Batignolles	435,10	839	431	735

(1) Emission au pair (50 F). Une nouvelle pour deux anciennes. Droit : 5,85 F.

VALEURS A REVENU FIXE

Fléchissements

Contrairement à l'année 1988, qui avait été bonne pour les valeurs à revenu fixe grâce à une baisse d'un point et demi des taux d'intérêt à long terme, l'année 1989, pour la raison inverse, a été peu propice aux obligations, dont les cours ont sensiblement fléchi en fin d'exercice (– 4,5 % en moyenne). Les taux d'intérêt à long terme, après une baisse sensible pendant l'été, ont fini par remonter, se retrouvant en hausse de trois quarts de point, à 9,30 % environ sur dix ans contre 8,50 % fin 1988, ce qui a déprimé les cours des titres déjà émis.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
CNE 3 %	3 670	3 990	3 611	3 834
8,80 % 1977	125	127,15	119,40	121,35
16,20 % janv. 1982	107,60	107,59	100,25	100,28
14,60 % février 1983	111,80	111,85	104,65	104,35
12,90 % mars 1984	108,75	109	102,90	102,75
11 % février 1985	114,45	116,35	109,25	108,65
8,8 % mai 1999	–	99,24	92,10	92,47
7,50 % juillet 2001	91,60	93,58	86,20	87,35
8,50 % 2012	96,55	100,80	90,55	92,15
8,50 % 2019	–	100,35	90,10	91,90

AUTOMOBILE ET ÉQUIPEMENTS

Croissance externe

Après le temps des fusions et le retour des profits, la croissance externe a pris le relais au cours de l'année écoulée. Valeo a fait bonne mesure. Le groupe a racheté au conglomérat anglo-américain Hanson sa filiale Delanair (équipements thermiques), puis a mis 1,5 milliard de francs sur la table pour acquérir la firme américaine Blackstone (*radiateurs*, systèmes de refroidissement moteur, climatiseurs).

Résultat : sa rentabilité a baissé mais *ses* perspectives d'avenir se sont améliorées. Valeo est devenu maintenant le deuxième équipementier européen, derrière l'allemand Bosch. Une place digne d'intérêt puisque le géant Nippon Denson, numéro un au Japon, a établi une joint-venture avec le groupe français en Espagne pour y produire des systèmes d'allumage électronique.

Michelin aussi a changé de dimension. Pour 1,5 milliard de dollars (compte tenu du passif de 690 millions) Bibendum a mis la main sur Uniroyal-Goodrich, devenant ainsi le numéro un mondial du pneu devant Goodyear avec un chiffre d'affaires évalué à 70 milliards de francs pour 1989 (contre 51,8 milliards pour 1988).

Peugeot, lui, a fait de la décroissance en cédant sa filiale Cycles Peugeot, trop petite pour lutter, face à son concurrent de toujours, la firme britannique Raleigh. La roue tourne. Pour ne pas apparaître trop riche à l'occasion du long *conflit social de cet automne, la* firme de Sochaux s'est livrée, assurent les experts, à un habile jeu comptable pour ne laisser apparaître pour le premier semestre qu'un bénéfice en hausse de 12,1 % au lieu d'un résultat superbe accru de 30 % à 40 %.

La Compagnie européenne d'accumulateurs a été entièrement absorbée par son actionnaire majoritaire SAMAG (groupe CGE) au prix de 90 F par action. Ses titres ont été radiés de la cote.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
Jaeger	197	276,90	205	249
Michelin (1)	193,90	212,38	151	162
Peugeot	1 365	987	690	813
Valeo	587	932	593	840

(1) Attribution gratuite (1 pour 20).

PÉTROLE

Bonne conjoncture

Des trois derniers rangs en 1988 avec 33 % de hausse, le secteur pétrolier s'est hissé à la troisième place cette année derrière les assurances et la distribution. La progression globale aura été de 42,4 % et se situe nettement au-dessus de la moyenne générale.

Profitant de la vigueur de la reprise mondiale, la production mondiale a atteint durant certains mois, notamment en octobre, des niveaux records, proches de ceux de 1979. Dans le même temps, le prix du baril est demeuré stable aux alentours de 18 dollars. Cette conjoncture favorable a permis un net *redressement des résultats*, d'autant que cette tendance s'est accompagnée d'une augmentation appréciable des marges du raffinage.

Ainsi au premier semestre Elf-Aquitaine a réalisé un bénéfice net de 4,3 milliards de francs, en hausse de 43 % par rapport à la même période de l'an passé. Toutes les activités du groupe ont été bénéficiaires, les progrès les plus sensibles touchent l'exploration-production, en raison du redressement du cours du brut, et la chimie, portée par la conjoncture.

Le groupe a effectué deux opérations majeures : le rachat pour 1 milliard de dollars de la *société* américaine Penwatt et l'acquisition d'une participation de 5 % dans l'association NNPC-Shell au Nigeria pour environ 500 millions de dollars.

Total-CFP a également enregistré une amélioration notable de ses bénéfices, qui pour le premier semestre ont atteint *1,9* milliard de francs contre 1,479 milliard pour l'ensemble de l'année 1988. L'objectif étant d'atteindre les 4 milliards de francs de profits au tournant des années 1992-1993.

Enfin, l'année s'est terminée sur la deuxième restructuration de la chimie française depuis 1983 avec pour grandes lignes la chimie lourde d'Orkem chez Elf, les « spécialités » chez Total et EMC chez Erap.

Les discussions ont été menées par les deux récents ou futurs présidents des groupes pétroliers : MM. Loïk Le Floch-Prigent à la tête d'Elf depuis juillet et Serge Tchuruk qui prendra la présidence de Total en février 1990.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
Applications des gaz	224,90	233	195	219,90
Elf-Aquitaine (1)	384,10	555	385	504
Esso	316	715	300	667
Francarep	285	424	290	400
BP France	73,50	157	75	149,50
Raffinage Total France	74,40	197	73	177,50
Sogerap	350	456,50	284,33	467
Total	357,30	584	357	574
Elf Gabon	708	1 133	705	1 070

(1) Emission à 420 francs. Une action nouvelle pour 15 anciennes.

CHAMPS ECONOMIQUES

LE MARCHÉ DE PARIS EN 1989

MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

Contre-performances

Sur un plan boursier, l'année n'a pas été brillante pour ce secteur industriel, *relégué cette fois dans le peloton de queue*. Mais cette contre-performance a *surtout* été le fait de quelques traînards. Thomson-CSF, très *décevant*, a compté parmi ceux-là avec une baisse *escomptée* de 10 % (mais pas plus, a promis le président Alain *Gomez*) de son bénéfice en raison du recul des résultats financiers. La banque du groupe, Thomson-CSF Finance, s'est rapprochée du Crédit lyonnais.

Bien revenu en 1988, CSEE (ex-Signaux) s'est à nouveau laissé distancer. Pourtant, le temps de la *défensive* est terminé pour le groupe, qui a racheté la firme américaine Telcom technologies et, du même coup, 10 % du marché américain *des* systèmes d'accueils téléphoniques.

Legrand *aussi a eu* du mal à suivre. La société a racheté le fabricant italien d'appareillages *électriques* basse tension Ticino pour, dit-on, *plus de 2 milliards* de francs, devenant ainsi numéro un en Europe. L'impact est seulement attendu pour 1990. Le résultat 1989 ne devrait s'accroître que de 9 %.

Radiotechnique a *été* le quatrième traînard. A cause de provisions exceptionnelles, constituées en vue d'achever la modernisation des filiales, les résultats du premier semestre ont été déficitaires. Aucune amélioration n'était attendue pour les six derniers mois.

Remodelage aussi pour la CGE. Les accords conclus avec ITT dans les télécommunications au sein d'Alcatel NV et avec GEC dans l'énergie, l'électricité et le ferroviaire au sein de GEC-Alsthom conduiront le groupe français à mieux se placer dans la compétition. Pour clarifier les liens entre le holding de tête et les deux nouvelles grandes filiales, CGE a absorbé la Financière Alcatel et la Financière Alsthom, de ce fait radiées de la cote.

Philips a lancé une OPA sur les actions de TRT qui ne lui appartenaient pas. De ce fait, cette société a été radiée. Son activité « défense » va passer chez Thomson.

Matra, lui, a eu le vent en poupe. Faisant feu de tout bois, le groupe de M. Jean-Luc Lagardère a lâché l'informatique et sa filiale Matra Data System. Puis il *s'est marié* dans le « satellite » avec le britannique GEC, a racheté 20 % des actions de Bodenseewerk Gerätetechnik, fabricant ouest-allemand de missiles (groupe Daimler Benz), et, enfin, a racheté la division électronique-défense-espace de Fairchild Industries pour 245 millions de dollars.

La division Matra table sur un bénéfice accru de plus de 50 % (339 millions de francs pour 1988). L'agent de change D. Philippe prévoit 800 millions de francs de résultats pour 1990.

Le développement du petit électroménager à l'étranger s'est poursuivi. A l'exemple de Seb (rachat de Rowenta), Moulinex a *repris* la firme britannique Swan Housewares pour 18 millions de livres et l'italien Girmi.

Surtout, le *groupe* de M. *Mantelet* a nommé un directeur, dont l'essentiel de la tâche *consistera* à implanter la marque dans les pays de l'Est.

Pour une question de succession, Leroy-Somer *perd son indépendance*. L'entreprise va passer dans le giron du groupe américain Emerson, qui paie le prix fort : 2,8 millions de francs, soit 28,7 fois les bénéfices.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
CGE	400,10	524	425	517
CSEE	578	705	288	389
Electronique S. Dassault	400,90	620	391	455
Intertechnique	1 346	1 875	1 330	1 800
Labinal	872	1 340	824	1 235
Legrand	3 580	4 085	3 100	37,70
Leroy-Somer	1 186	1 969	1 710	2 841
Matra	247,40	479	245	400
Merlin-Gerin	3 623	4 998	3 505	4 921
Moulinex	105	163,90	102,60	142,10
Radiotechnique	655	770	501	532
SEB	806	1 148	787	1 059
Sextant Avionique (1)	429	735	407	628
Télémécanique	3 910	4 706	3 400	4 706
Thomson-CSF	226,50	259	152,10	154

(1) Ex-Crouzet.

SERVICES

Un bon cru

L'année a été bonne pour ce secteur disparate qui a fait mieux que l'ensemble du marché, avec un *gain de 42 %. Tout va bien pour* Accor, dont le rythme moyen de croissance devrait être de l'ordre de 15 % par an jusqu'en 1992. La Générale de Belgique (groupe Suez) a renforcé sa participation (plus de 10 %) dans Accor, qui *figure sur la liste des « opéables »* à la Bourse.

Canal-Plus, fort de ses presque *trois millions d'abonnés et de sa* récente prise de contrôle de Tonna, fabricant d'antennes, a émis cette année pour 1,1 million de francs d'obligations convertibles en actions dans le but de financer le développement de la chaîne hors des frontières. Canal Plus étudie le financement d'une chaîne à péage en Allemagne avec Bertelsmann et a des projets en Espagne *(El País)*, Italie *et Afrique*.

Le Club Méditerranée, dont le capital a été recomposé avec l'entrée *en force* de la Caisse des dépôts et du japonais Nippon Life, *a multiplié les associations*. Avec plus ou moins de succès. En effet, *les fiançailles avec Nouvelles Frontières* ont été rompues en août, l'exercice 1988-1989 s'est soldé par un résultat de 350 millions de francs, en hausse de 50 %, grâce au rétablissement de sa filiale américaine.

Après une passe difficile en raison notamment d'une baisse d'audience, Europe 1 a retrouvé les faveurs du public et des boursiers.

Le titre le plus spéculatif de l'année a sans nul doute été Eurotunnel, qui, après avoir atteint 126 francs au début de l'été, est *retombé à 40 francs, cet automne*, à la suite de nombreuses rumeurs plus *alarmistes les* unes que les autres et, surtout, après l'annonce d'une formidable rallonge de la facture des travaux du tunnel sous la Manche (coût des travaux : 70 milliards de francs au lieu des 50 prévus). M. Jean-Paul Parayre, *PDG de Dumez, a démissionné de* son poste d'administrateur d'Eurotunnel.

Année sans histoire pour la Générale des eaux, qui est partie *prenante, comme la Lyonnaise* des eaux, dans la privatisation du secteur des eaux en *Grande-Bretagne*. Pour l'exercice 1989, le bénéfice devrait être en hausse de 25 %.

La Lyonnaise des eaux, dont les résultats devraient augmenter de plus de 20 %, a divisé par quatre la valeur nominale de son titre.

Après le rachat de 17,5 % du capital des Wagons-lits, Sodexho a *fusionné ses activités de restauration* collective dans une société, la Financière Sodexho, détenue à 71 % par Sodexho et à 29 % par le groupe Wagons-lits.

M. Silvio Berlusconi, actionnaire à 25 % de la Cinq, a pris une participation de 3,9 % dans le capital de TF 1, une chaîne qui draine plus de la moitié des recettes publicitaires *de la télévision et a conservé 40 %* de l'audience.

Pour rester parmi les premiers *mondiaux, Cap Gemini* Sogeti a modifié la structure de son capital *grâce à un montage qui va lui permettre* la constitution d'un trésor de guerre de 10 milliards de francs.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
Accor	596	920	552	908
Bis	385	735	360	640
Canal Plus	589	790	589	768
Cap Gémini (1)	2 470	2 810	450	500
Club Méditerranée	529	725	487	710
Eaux (Générale des) (2)	1 596	2 421	1 540	2 356
Eaux (Lyonnaise des) (3)	1 529	1 940	430	589
Europe 1	627	1 167	622	1 082
Eurodisneyland		93	77	92,20
Eurotunnel	54,50	126	40	57,85
Sodexho (4) *Division par 5*	2 960	4 750	742	745

(1) Nominal porté de 200 F à 40 F. Action divisée par 5.
(2) Augmentation de capital : une action nouvelle pour 7 anciennes.
(3) Attribution d'une action gratuite pour 10 anciennes. Action division par 4.

DISTRIBUTION

Convoitises

Si le secteur de l'assurance a réalisé un score remarquable en progressant de plus de 100 % stimulé par les OPA, le compartiment de la distribution a effectué la deuxième meilleure performance de l'année en s'appréciant de 45 %. La poursuite de la croissance et, avec elle, celle de la consommation, a soutenu ce domaine qui a de ce fait suscité bien des convoitises. *De plus, la distribution* est présentée comme un secteur en pleine restructuration à l'approche de l'ouverture des frontières européennes.

L'impulsion était donnée dès le premier jour de janvier avec la bataille boursière autour de la Ruche méridionale qui opposa le groupe breton Rallye à la CFAO (Compagnie française de l'Afrique occidentale). Cette société centenaire *de commerce* international volait à la rescousse du succursaliste la Ruche méridionale et surenchérissait sur les propositions bretonnes. A la mi-mars, la CFAO sortait victorieuse et consacrait 1,575 milliard de francs à la reprise de cette firme. La barre était mise très haut puisque le prix de 3 000 francs par action capitalisait cent fois le bénéfice par action de 1989. *En novembre, le groupe* Pinault, spécialisé dans le bois, devenait *le* premier actionnaire de la CFAO, une valeur dite opéable, en annonçant son intention de franchir le seuil des 10 puis des 20 % dans son capital.

Une autre société de négoce, la SCOA, était très chahutée cette année. L'aggravation des pertes de la firme au premier semestre (320,5 millions de francs) s'accompagnait d'une réorganisation de l'actionnariat de cette *société et* de l'entrée du britannique Lonrho *dans son capital*, venant soutenir Paribas. La firme procédait ensuite à une augmentation de capital de 730 millions de francs.

De son côté, Casino prenait une initiative spectaculaire en annonçant le 18 mai ses fiançailles avec deux partenaires européens : le britannique Argyll, basé à Londres, et le néerlandais Royal Ahold, de Zaandam. Le mariage juridique et financier n'est pas exclu à moyen terme, mais pour l'instant il s'agit d'un accord pour trouver des voies de coopération. La politique d'alliance se poursuivait en juin avec cette fois-ci l'italien Rinascente. Le groupe stéphanois émettait ensuite des obligations à bons de souscription d'actions (OBSA) pour un montant de 2 milliards de francs.

Les spéculations autour des Nouvelles *Galeries*, du BHV *et* des Galeries Lafayette amorcées fin 1988 se sont poursuivies durant toute cette année. L'homme d'affaires néo-zélandais Rion Brierley renforçait sa participation au cours du premier semestre. En septembre, c'était au tour de la société d'investissement suédoise Proventus de porter sa participation dans le BHV à 10 % et dans sa maison *mère* les Nouvelles Galeries à 6,7 %. Toutefois la direction se montrait *sereine, le capital de ce* groupe étant bien contrôlé.

Si la plupart des firmes de distribution *ont annoncé de bons résultats* cette année, Euromarché a fait exception avec une perte de 81,4 millions au premier semestre. Des rumeurs revenaient régulièrement évoquant une vente par le groupe Lazard de cette chaîne d'hypermarchés.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
Alsacienne supermarchés	1 575	2 686	1 585	2 686
BHV	491	950	480	785
Bon Marché	797	1 085	616	1 034
Carrefour (1)	3 185	3 750	2 228	3 560
Casino	184,90	243,90	184,10	219
CFAO (2)	1 950	2 172	520	712
Comptoirs modernes (3)	827	1 300	741,81	1 214
Damart	3 251	4 440	2 931	4 240
Darty	505	1 136	701	1 090
Docks de France	2 706	5 750	2 705	5 750
Euromarché	2 520	4 850	2 320	4 810
Galeries Lafayette	1 263	2 450	1 025	2 011
Guyenne et Gascogne (4)	720	1 245	712,62	1 230
Nouvelles Galeries	590	820	459,09	818
Printemps	565	893	541	730
Promodès	2 550	4 654	2 530	4 450
Redoute (La)	3 300	4 320	3 080	3 600
SCOA (5)	49	88,95	43	43,25
Viniprix	1 409	2 520	1 152	2 499

(1) Attribution gratuite (1 pour 3).
(2) Divisé par *quatre*.
(3) Attribution gratuite (1 pour 10).
(4) Emission au prix *unitaire de 675* francs.
(5) Emission de 3 actions nouvelles pour 2 anciennes au prix de 36 francs.

AGROALIMENTAIRE

Acquisitions

Après les batailles boursières homériques de 1988 pour s'emparer de marques prestigieuses et de parts significatives de marché, le secteur agroalimentaire a consolidé ses positions. Tout en menant une politique de croissance externe qui lui a été bénéfique, puisque cette branche a progressé de 33 % à la Bourse. A tout seigneur tout honneur. BSN, fidèle à sa réputation de boulimique, a encore avalé quel*ques grandes marques étrangères* de premier plan. En commençant par cinq des vingt-cinq *filiales* européennes du groupe américain *RJR* Nabisco que ce dernier a cédées pour la bagatelle de 17 milliards de francs. Du même coup, BSN, qui a récupéré au passage le français Belin, est devenu le premier biscuitier européen. BSN a, par ailleurs, revendu à Pepsico Walkers et Smiths, les spécialistes des chips en Grande-Bretagne. Antoine Riboud a racheté Henninger Hellas, le deuxième producteur grec de bière, avant de prendre, en octobre, le contrôle de Birkel, le *deuxième fabricant* allemand de pâtes alimentaires. Pour corser le tout, BSN a *pris 35 % du capital* de Galbani, leader du marché des fromages en Italie, et une participation majoritaire dans Scharffen-Berger Cellars, firme californienne spécialisée dans les vins pétillants.

Autre géant du secteur, Nestlé, qui compte *doubler son chiffre* d'affaires d'ici à l'an 2000 (200 milliards de francs prévus pour 1989), a complété sa gamme dans le secteur des barres enrobées en rachetant à Nabisco Baby Ruth et Butterfinger. Nestlé s'est allié à l'américain General Mills, pour attaquer le marché européen des céréales pour le petit déjeuner. Enfin, un an après l'ouverture de ses actions nominatives aux étrangers, le capital du groupe helvétique (titres aux porteurs compris) se répartit pour moitié entre investisseurs suisses et étrangers.

Olipar a cédé Olida (charcuterie) au groupe Reybier.

Après un an et *demi de conflit*, la firme américaine Coca-Cola et Pernod Ricard sont parvenus à un accord qui redonne à Coca l'entière maîtrise de l'exploitation de ses *produits en* France. L'américain a racheté pour 890 millions de francs *la SPBG, filiale de Pernod qui*, depuis 1947, distribuait la boisson.

Perrier, c'est fou... Une fois de plus le titre a fait des bulles à la Bourse, des rumeurs circulant avec plus, ou moins d'insistance sur une cession du groupe.

Beghin-Say, poursuivant sa stratégie de recentrage sur l'agro-industrie, a cédé 50 % de papeterie Beghin Corbehem au groupe allemand *Feldmuehle et les 50 % de* Kaysersberg à l'italien Ferruzzi pour 2 *milliards* de francs.

Bongrain a accéléré son développement international en prenant tour à tour le contrôle du groupe laitier californien Alta Dena et du *fabricant* de fromages italien Ludocico.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
Beghin	566	717	553	717
Bongrain	3 015	3 373	2 760	3 238
BSN (1)	6 420	6 590	608	760
Olipar	406	543	372	403
Pernod-Ricard	1 181	1 580	1 191	1 500
Saint-Louis B.	1 110	1 650	1 114	1 594
Source Perrier	1 446	2 125	1 480	1 892
Nestlé	29 500	34 760	27 000	33 000

(1) Divisée par 10.

CHIMIE

Mal récompensée

Pour la quatrième année consécutive, l'industrie chimique française a bénéficié d'une excellente conjoncture en 1989, ce qui devrait lui permettre d'enregistrer un taux de croissance de 5 % environ. Cependant, une fois de plus, les investisseurs ont négligé ce compartiment de la Bourse arrivé avant-dernier au classement. L'événement majeur a sans conteste été l'OPA amicale de 942 millions de dollars canadiens (4,82 milliards de francs) lancée par Mérieux sur la firme canadienne Connaught. Plusieurs fois prolongée en raison de l'offre parallèle faite par Ciba-Geigy, et, pour cause, des hésitations manifestées par le gouvernement d'Ottawa à donner son feu vert, l'opération a finalement réussi. Grossi de Connaught, Pasteur-Mérieux renforce ainsi sa place de « leader » sur le marché mondial des vaccins (5 milliards de francs) avec un chiffre d'affaires de 1,77 milliard de francs dans cette branche et une part de 30 %.

Rhône-Poulenc, qui financera une partie de cette acquisition en participant à la prochaine augmentation de capital de l'institut lyonnais, a de son côté poursuivi sa croissance externe en rachetant la chimie de RTZ et les spécialités de l'américain GAF, le tout pour *8,5 milliards de francs. En exercice* plein, le chiffre d'affaires de Rhône-*Poulenc atteindra 75 milliards* de francs. Pour financer une partie de ses emplettes, le numéro un de la chimie française a procédé à une émission de 300 millions de *dollars*.

Rhône-Poulenc, encore lui, semble en bonne posture pour reprendre la participation de 36,25 % possédée par l'État français dans le capital de Roussel-Uclaf, contrôlé par l'allemand Hoechst. Selon les vœux formulés par les pouvoirs publics, un axe pharmaceutique Paris-Francfort *pourrait se constituer via* Roussel-Uclaf.

L'Air liquide a pris le contrôle à 100 % de l'italien Siossigeno et table sur un bénéfice accru de 14 % (1,58 milliard de francs pour 1988).

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
Arjomari	2 255	3 240	2 300,50	3 095
L'Air liquide	592	686	537	671
Institut Mérieux	6 350	7 670	5 330	6 120
Roussel Uclaf	1 430	2 520	1 390	2 180
Sanofi (1)	764	1 131	727	1 120

(1) Emission à 785 F (1 pour 8) de 1 753 959 actions de 100 F à bons de souscription. *Le capital est porté de 1,4 à 1,57 milliard de francs.* Deux bons seront nécessaires pour souscrire pendant trois ans à une action SANOFI à 890 F.

INDUSTRIE DE CONSOMMATION NON ALIMENTAIRE

Consolidation

Les exploits de ce secteur ont été moins brillants que ceux réalisés par l'ensemble du marché en raison, par exemple, des contre-performances réalisées par les skis.

Avec pour ambition de devenir le numéro un du textile européen, DMC a poursuivi *son* développement international, prenant, notamment, une participation de 50 % dans Houstex, filiale du *groupe néerlandais* Royal Nijverdal, et en demandant son admission à la Bourse de Francfort. KBC, la filiale allemande, réalise plus du tiers du chiffre d'affaires du groupe, qui a également pris pied en Hongrie avec une usine d'impressions.

Six mois après avoir échappé à l'attaque de Valéo, Epeda-Bertrand Faure a fusionné avec sa maison mère Géfina. Essilor, qui vise la première place mondiale dans l'optique, a emprunté 800 millions de francs, se donnant ainsi les moyens de son ambition. A moins que le groupe n'ait cherché par cette opération à mettre en place un dispositif anti-OPA.

Après une période transitoire caractérisée par la mise en place de nouvelles structures, le groupe de la Cité a créé aux États-Unis une filiale d'édition avant d'acquérir la célèbre maison de livres juridiques *Dalloz*.

Sommer-Allibert, numéro un européen de la transformation des matières plastiques, a modifié ses statuts pour devenir une société à conseil de surveillance. Le groupe, qui avait fait de nombreuses acquisitions les années précédentes, a consolidé sa position internationale, en intégrant notamment ses deux *usines allemandes. Les résultats* 1989 risquent d'être en léger repli par rapport à ceux de *1988, en raison* du renchérissement du prix des plastiques...

Skis Rossignol, qui est éprouvé par le manque de neige *depuis* quelques années, a effectué une augmentation de capital pour tenter de remonter la pente. En effet, l'exercice 1988-1989 s'est soldé par une baisse de *35 % du bénéfice net* consolidé.

Hachette a, par deux fois, échoué dans ses tentatives pour racheter des magazines américains : Mc Call's et National *Enquirer*. Par *ailleurs*, Montana Management, une société de droit panaméen dont les actionnaires ne sont pas connus, a pris une participation de 8,43 % *dans* Hachette, dont le capital est détenu à 51,6 % par *Marlis et Jean-Luc Lagardère*.

Pour Bic, l'année a été médiocre avec, notamment, l'échec de sa diversification dans les parfums. *La cession d'une participation* minoritaire dans Dim à l'américain *Sara Lee a néanmoins permis* une hausse substantielle des résultats.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
Bic	805	867	665	803
DMC	445	638	447	586
Epéda	1 140	1 545	985	1 380
Essilor	3 460	1 855	1 185	3 011
Groupe de la Cité (1)	3 390	3 983	642	730
Hachette	270	485	267	415
L'Oréal	4 310	4 901	3 900	4 834
Skis Rossignol	1 100	1 375	950	1 060
Sommer Allibert	1 100	3 050	2 252	2 560

(1) Nominal porté de 50 F à 10 F Divisée par 5

CHAMPS ÉCONOMIQUES

LES BOURSES ÉTRANGÈRES EN 1989

LONDRES

OPA géantes et privatisations

Après les 5 % de hausse enregistrés en 1988, la Bourse de Londres s'est ressaisie sans pour autant retrouver la confiance et l'optimisme affichés sur les autres grandes places internationales. L'indice Footsie des cent valeurs industrielles s'est apprécié de 31 % au cours de ces douze mois mais n'a pas pour autant pu dépasser son plus haut niveau historique du 16 juillet 1987 (2 443,4). Il l'a frôlé à la fin de l'été (2 426 le 5 septembre) dopé par les OPA, mais les incertitudes liées à l'évolution économique de la Grande-Bretagne et la flambée des taux d'intérêt ont coupé les élans.

Dès les premiers jours de janvier, la City amorçait sa remontée rattrapant son retard de l'année précédente. Le mouvement s'accélérait en juillet, soutenu par le plus important raid boursier qu'ait jamais connu l'Europe. Sir James Goldsmith associé à Jacob Rothschild et Kerry Packer réunis dans la société Hoylake, lançait le 11 juillet une offre publique d'achat de 13 milliards de livres (135 milliards de francs), sur le conglomérat britannique BAT ex-British American Tobacco. Cette tentative de rachat laissait loin derrière, par les sommes engagées, le record en la matière de 3,5 milliards de livres (36 milliards de francs) que venait d'inscrire quelques jours auparavant, le 4 juillet, le conglomérat Hanson pour acheter le groupe minier Consolidated Goldfields (Consgold).

Pour financer l'attaque sur le troisième groupe britannique et la cinquième capitalisation boursière de l'International Stock Exchange, Sir James Goldsmith décidait d'avoir recours aux junks bonds, ces obligations de pacotille très en vogue aux Etats-Unis, garanties sur les recettes tirées de la vente ultérieure d'actifs BAT. Le conflit s'enlisait durant l'été chacun cherchant des alliés. Après deux mois et demi de siège les dirigeants de BAT décidaient de mutiler leur groupe pour se défendre en se recentrant comme le souhaitait l'agresseur sur les terrains les plus rentables, l'assurance et le tabac. A la fin septembre, date de l'échéance de l'OPA, Hoylake échouait dans sa tentative de raids, n'ayant que 2,3 % des parts.

Parmi les autres OPA de l'année, celle inamicale de GEC et Siemens sur Plessey n'est pas passée inaperçue. La première compagnie de matériel électrique du pays GEC associée à l'allemand Siemens parvenait à prendre le contrôle du numéro deux de l'électronique de Grande-Bretagne pour 2 milliards de livres (21 milliards de francs). Cette tentative aura mis onze mois pour aboutir, mais elle n'est qu'un épisode d'une bataille débutée en 1985.

Une OPA lancée par Ford en novembre faisait passer sous contrôle américain Jaguar, l'un des fleurons de l'automobile pour 1,6 milliard de livres (16 milliards de francs). Au cœur de l'été, la City était secouée par le scandale Blue Arrow et le rôle joué par la National Westminster et le courtier Philips Andrew dans cette affaire.

La dégradation de la situation économique et la hausse des taux d'intérêt à 15 % stoppa la hausse à la rentrée de septembre entraînant un repli des cours. Le mini krach du 16 octobre eut, dans ce contexte de baisse déjà amorcée, un effet moins important que sur les autres places boursières. Ce jour-là les valeurs ne se dépréciaient que de 4 %.

La démission du chancelier de l'Echiquier, Nigel Lawson, deux semaines plus tard désorientait un marché déjà fragilisé. Toutefois, un rayon de soleil apparaissait en fin d'année avec le succès des privatisations des dix compagnies d'eau britanniques.

	Cours fin 1988	Cours fin 1989
Bowater	4,06	4,37
BP	2,51	3,33
Charter	4,50	4,35
Courtaulds	2,61	3,78
De Beers (*)	10,875	17
Glaxo	10,28	7,78
GUS	16,12	14,88
ICI	10,18	11,22
Reuters	5,15	10,20
Shell	3,35	4,89
Smithkline Beecham (1)	464	602
Unilever	4,55	7,17
Vickers	1,60	2,07
War Loan	39 1/2	36 1/2

(*) En dollars

(1) Fusion de Beecham avec Smithkline en octobre 89. Le cours fin 88 se rapporte à Beecham seul.

NEW-YORK

Mini-krach

De l'année 1989, les biographes de Wall Street ne devraient retenir que deux dates : le jeudi 24 août et le vendredi 13 octobre. Elles symbolisent la vigueur de la Bourse américaine volant de record en record dans le premier cas, tout en rappelant sa fragilité avec le mini-krach dans le second cas. Après deux ans de faible progression (4 % en 1987 et 11,8 % en 1988), la place new-yorkaise a retrouvé la tendance du milieu des années 80. L'indice Dow Jones s'est apprécié durant ces douze mois d'environ 25 %, comme en 1985 et 1986.

Mardi 24 janvier, Wall Street effaçait les dernières traces du krach d'octobre 1987. Le Dow Jones dépassait enfin son niveau atteint à la veille du terrible lundi noir. Le marché poursuivait sa progression dans les mois suivants, hésitant toutefois entre les risques de relance de l'inflation et de récession. Au fil des mois et principalement en été, l'euphorie gagnait les investisseurs satisfaits par la poursuite d'une bonne conjoncture économique, et par la conviction que contrairement à 1987, la situation était sous contrôle.

L'hypothèse d'un atterrissage en douceur (ralentissement de la croissance sans poussée de l'inflation) commençait alors à être prise au sérieux. A cela s'ajoutaient la baisse des taux d'intérêt et l'apaisement des tensions sur les changes. La Bourse américaine bénéficiait donc pleinement de cette situation.

Jeudi 24 août, Wall Street dépassait enfin son plus haut niveau historique, atteint juste deux ans quasiment jour pour jour. Le mouvement se poursuivait sans interruption jusqu'au 9 octobre, jour où l'indice Dow Jones culminait à 2 791,41. Ce mouvement était stimulé également par de multiples OPA. Ce sont précisément ces raids et en particulier leur système de financement qui seront à l'origine de la crise boursière.

Vendredi 13 octobre, presque deux ans après le séisme boursier, le thermomètre chutait brutalement de 190 points (7 %), enregistrant la plus forte baisse de son histoire après les 508 points du 19 octobre 1987. Ce jour-là, moins d'une heure avant la clôture, les valeurs américaines se sont soudain repliées, déclenchant une vague panique autour du Big Board.

A l'origine de ce mini-séisme, l'annonce du quasi-échec rencontré par le consortium chargé de racheter United Airlines, la deuxième compagnie aérienne des Etats-Unis, et constitué, d'une part, du personnel et des pilotes, d'autre part, de la British Airways, pour financer cette opération chiffrée à 6,75 milliards de dollars (43,2 milliards de francs). Cet échec est venu s'ajouter à celui du canadien Robert Campeau incapable de financer le rachat de Federated Stores.

Aux yeux des investisseurs, les difficultés éprouvées à trouver des fonds nécessaires laisseraient présager que de nombreuses OPA en cours pourraient à leur tour être menacées d'échouer... D'un coup, la crédibilité des junks bonds, ces fameuses obligations pourries, utilisées pour ces opérations d'achat, était réduite à néant.

La secousse fut de courte durée, puisqu'une semaine après, les pertes de ce vendredi noir étaient effacées. La hausse reprenait de manière sporadique jusqu'à la fin de l'année.

Ce mini-krach relança une nouvelle fois le débat sur les program trading, à savoir ces ordres de Bourse engrangés par dizaines de milliers dans les ordinateurs par toutes les grandes firmes de la place et qui se déclenchent automatiquement, dès qu'un certain niveau de cours, également programmé, a été atteint... La plupart des grandes maisons de courtage se déclarèrent hostiles à ce mécanisme mais aucune décision ne fut une fois encore arrêtée.

Enfin, la réduction des effectifs observée à Wall Street depuis vingt-quatre mois s'est poursuivie. Les experts estiment qu'il faut encore réduire de 20 à 25 % le nombre d'employés y travaillant, soit 35 000 sur les 145 000 recencés.

Valeurs	Cours fin 1988	Cours fin 1989
Alcoa	55	74 1/2
ATT	28 7/8	45 5/8
Boeing	59 3/4	58
Chase Man. Bank	28 5/8	34 3/4
Du Pont de Nemours	88 1/2	123 1/4
Eastman Kodak	45 3/4	40 3/4
Exxon	45 1/8	50 1/8
Ford	50 3/4	43 5/8
General Electric	44 5/8	64
General Motors (1)	85 1/4	42 1/4
Goodyear	51 1/2	43 3/4
IBM	122 1/4	94 1/8
ITT	50 1/2	58 7/8
Mobil Oil	45 3/4	62 1/2
Pfizer	58 1/2	69 7/8
Schlumberger	33	49
Texaco	50 5/8	58 1/8
UAL Corp. ex-Allegis	106 1/2	170 1/2
Union Carbide	25 3/4	23 3/8
USX	29 1/8	35 5/8
Westinghouse	52 1/8	73 3/8
Xerox Corp.	59 1/4	57 1/4

(1) Divisée par deux fin mars 89.

TOKYO

Des records en rafale

Les augures ne s'étaient pas trompés. 1989 a encore été une année brillante pour le Kabuto-cho. *Derechef*, avec une hausse de 29 %, le marché japonais s'est classé dans les tout premiers rangs au palmarès. Le spectacle donné a été magnifique. Les records sont tombés en rafale. Mais des experts prétendent que la Bourse nippone aurait pu mieux faire, ce qui est probablement vrai.

Avec la disparition de l'empereur Hirohito, le Japon changeait d'époque pour passer de l'ère Showa (paix éclairée) à l'ère Heisaï (accomplissement de la paix). La Bourse porta le deuil, et pour se changer les idées... elle monta. Les perspectives économiques pour l'archipel étaient excellentes, parmi les meilleures même de toutes celles faites pour les nations industrialisées.

Valeurs	Cours fin 1988	Cours fin 1989
Akaï	630	897
Bridgestone	1 360	1 690
Canon	1 490	1 830
Fuji Bank	3 690	3 630
Honda Motors	2 030	1 830
Matsushita Electric	2 540	2 320
Mitsubishi Heavy	1 000	1 150
Sony Corp.	7 170	8 660
Toyota	2 540	2 540

Le président de Nikko-France en profita pour pronostiquer que le Nikkei culminerait à 37 000 points à la fin de 1989. Malgré les remous causés par les nouvelles arrestations faites dans le cadre de l'affaire de corruption Recruit Cosmos, le mois de février fut brillant, en particulier grâce à l'abondance des liquidités et aux achats étrangers. Mars fut plus contrasté, et Tokyo connut sa première baisse en liaison avec la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt, des tensions inflationnistes, la hausse des prix du pétrole, avec aussi les appréhensions causées par l'entrée en vigueur, le 1er avril, de la réforme fiscale. Pessimisme exagéré ?

L'application de la TVA de 3 % se révéla finalement profitable en favorisant une diminution de l'impôt sur le revenu évaluée globalement à 85 milliards de dollars en année pleine. Autant d'argent promis à revenir sur le marché. En outre, le choix laissé aux investisseurs, dans le cadre de la taxation des plus-values, d'opter pour une retenue de 1 % sur le volume global des transactions (que ces derniers aient gagné ou perdu) fut jugé comme une formidable incitation à jouer.

Avril fut brillant, cette fois grâce aux particuliers. Le « raider » américain, *T. Boone Pickens* en profita pour lancer, grande première au Japon, une OPA sur Koïto, l'équipementier automobile bien connu, fournisseur de Toyota. Fin avril un nouveau record de hausse tombait, tandis que le premier ministre *Hoboru Takeshita*, touché par le scandale, démissionnait. Le marché en fut soulagé. En mai le marché nippon consolida ses positions et s'offrit au passage un nouveau record d'altitude.

L'été fut le temps du doute avec, toujours, les incertitudes politiques (élections municipales à Tokyo et à la Chambre haute), la crainte – justifiée par la suite – d'une hausse du taux d'escompte, passé à 3,25 % (+0,75 %), ce qui n'empêcha pas le Nikkei de franchir début août la barre des 35 000 points. Les liquidités étaient encore abondantes avec toutes les primes record versées à leurs salariés (775 milliards de francs au total) par les entreprises.

L'automne fut placé sous le signe de l'indécision. Il y eut quelques moments forts (fin septembre) avec la baisse du dollar et la hausse concomitante du Nikkei à 35 750 et des moments faibles (mi-octobre). Singulièrement le mini-krach laissa le marché presque de marbre avec une baisse unique, dite « civique », de 647 points (–1,8 %).

Le 20 octobre, un marché d'options sur indice (Topix) était lancé. Les spécialistes étaient sceptiques. Le marché avait été jusqu'ici trop gâté. Depuis dix ans, l'appréciation des cours n'avait-elle pas été en moyenne de 21 % l'an ? En réponse, le 7 novembre, le PER (rapport cours-bénéfice) moyen de la première section de la Bourse atteignit le multiple record de 57,25 fois.

C'est Nomura qui révéla que Tokyo préparait aussi son « *soft landing* », mais pas pour tout de suite, avec ses prévisions de hausse des bénéfices avant impôts pour les quatre cents premières entreprises du pays : + 13 % pour l'exercice 1989-1990 (contre 20,4 % pour 1988-1989 et 26,9 % pour 1987-1988). La Bourse n'entendit-elle pas l'avertissement ?

Fin novembre, le Nikkei passait la barre des 36 000 points, et à la mi-décembre celle des 38 000 points. La barre des 40 000 points allait-elle à son tour être franchie, comme le pronostiquait le New Japan Research Institute ?

Les turbulences monétaires empêchèrent le Kabuto-cho d'atteindre l'objectif assigné et, avec la crainte d'une hausse des taux d'intérêt, le marché reflua. Le bilan n'en reste pas moins excellent. Pour la première fois aussi, la capitalisation globale du Tokyo *Stock Exchange a dépassé 600 000* milliards de yens (25 600 milliards de francs), soit 45 % de la capitalisation mondiale.

FRANCFORT

Grâce au mur

Pour la deuxième année consécutive, la Bourse de Francfort a monté en 1989 et suite à des achats étrangers de dernière heure a obtenu un score très satisfaisant (+ 29 %). Le résultat est brillant. Il a été obtenu en l'espace de deux mois et demi seulement.

Beaucoup plus durement ressenti en RFA, le mini-krach d'octobre avait littéralement fait table rase des gains réalisés depuis le début de l'année. Sans l'effondrement inattendu du régime communiste en RDA et la démolition, à la clé, du mur de Berlin, une reprise de cette ampleur eût sans doute été impossible.

La crainte d'une montée de l'inflation et d'une hausse des taux d'intérêt a littéralement empoisonné la Bourse allemande l'année durant, l'obligeant, malgré les perspectives économiques toujours *excellentes*, à *évolner* de façon assez heurtée. Après un premier trimestre en dents de scie, dont le bilan allait finalement se révéler décevant (+ 0,9 %), la confirmation de l'excellente santé de l'économie par les cinq instituts de conjoncture, parut de nature à ramener la sérénité.

Les échecs électoraux de la majorité démocrate-chrétienne aux scrutins régionaux (Berlin, Francfort), le remaniement ministériel, la poussée des prix de détail en avril et le relèvement des taux jetèrent à nouveau la confusion. Coup de chance : moins complexés, les investisseurs étrangers revinrent en force et insufflèrent une nouvelle dynamique au marché.

Fin juin, la hausse dépassait 8 %. Durant l'été, plusieurs records d'altitude furent battus, ce qui n'empêcha pas la Bourse, toujours prisonnière de ses frayeurs, de jouer aux montagnes russes. L'été fut néanmoins ensoleillé sous les lambris, car on parlait maintenant de 4 % de croissance pour l'année.

La première alerte sonna à la mi-septembre avec la reprise du dollar. L'escalade s'arrêta net. Elle commençait tout juste à reprendre quand le mini-krach se produisit à Wall Street. Soudain, la Bourse allemande s'effondra (– 13 %) reperdant d'un coup cinq mois de hausse. Elle resta un long moment groggy.

Heureusement, l'air frais venu de l'Est avec la démolition du mur de Berlin, la ranima brusquement. Le rêve impossible de la réunification devenait palpable. En même temps, de nouveaux marchés s'ouvraient. Dans cette double perspective, Francfort s'enfiévra. Les records d'altitude tombèrent les uns après les autres. L'année s'acheva au plus haut niveau.

Votée en juin et entrée en vigueur le 1er août, la nouvelle législation boursière, qui satisfait aux directives de la Communauté sur l'information boursière, les introductions, et qui met tous les émetteurs (y compris ceux hors CEE) sur un pied d'égalité, permettra dès janvier 1990 la création d'un marché à terme (Deutsche Terminbörse DTB). Dans un premier temps, l'activité du DTB portera sur des contrats à options sur actions des quatorze entreprises allemandes les plus actives du marché. A partir du printemps, des contrats à terme seront introduits sur les « trente » blue chips retenues pour le calcul de l'indice DAX, puis sur un emprunt d'Etat assorti d'un taux d'intérêt de 6 % dont les titres seront livrables dans huit ou dix ans.

Valeurs	Cours fin 1988	Cours fin 1989
AEG	196,80	306
BASF	279,60	300
Bayer	306,50	315,50
Commerzbank	233,80	300
Deutschebank	563,30	843
Hoechst	305,50	291
Karstadt	388	663
Mannesman	212	375
Siemens	540	725
Volkswagen	348	540 C

Cet élargissement d'activité permettra à Francfort de prendre la quatrième place dans le monde derrière Tokyo, New-York et Londres, une position occupée jusqu'ici par Paris. Pour 1989, on estime à 3 451 milliards de DM (+ 34 %) le volume global des transactions réalisé sur les huit places allemandes, dont un bon tiers à Francfort.

D'UNE PLACE À L'AUTRE

Places	Fin 1987	Fin 1988	%	Plus haut	Plus bas
Londres	1 447,10	1 896,90	+ 31,01	2 008,60	1 447,80
Francfort	1 654	2 139,30	+ 29,34	2 139,30	1 508,49
Tokyo	30 159	38 920,38	+ 29,05	38 920,38	30 183,79
New-York	2 166,61	2 724,40	+ 25,74	2 791,41	2 144,64
Zurich	555,80	656,30	+ 18,08	714,80	564
Bruxelles	5 534,42	6 454,90	+ 16,63	6 805,28	5 519,30
Milan	590,80	682,99	+ 15,60	734,84	577,49
Amsterdam	160,20	184,90	+ 15,41	200,30	158,90
Hong-Kong	2 696,44	2 929,25	8,63	3 309,64	2 093,61

PARIS

Au quatrième rang

Suite de la page 17

Par contre, la possibilité d'un nouveau krach évoquée par l'économiste *Maurice Allais déclencha un réflexe* protectionniste. Les situations spéciales n'en retirent que plus l'attention. Après l'OPA amicale d'International Paper sur Aussedat-Rey et la brève entrée en scène d'Arjomari, les remous autour du BHV et des Nouvelles Galeries captivèrent la Bourse *jusqu'au moment où l'on apprit que* l'investisseur néo-zélandais Ron Brierley était le mystérieux acheteur.

Jusqu'en juillet, le marché connut des fortunes diverses, des bas avec des statistiques redevenues inquiétantes, et quelques hauts grâce aux pronostics de plusieurs conjoncturistes sur les chances de la France de connaître une expansion soutenue jusqu'en 1994.

Sans être véritablement « chaud », l'été fut néanmoins assez brillant sous les lambris, la baisse des taux aux Etats-Unis et la révision en hausse de la croissance pour la plupart des pays occidentaux, contribuant à soutenir le moral des boursiers rendu parfois défaillant par des données statistiques souvent confuses.

La libération des tarifs de courtage le 1er juillet s'effectua avec seulement quelques reclassements opérés par les *particuliers dans leurs portefeuilles* pour réduire le nombre de lignes et donc, les frais. Suez profita des beaux jours pour lancer sa méga-OPA sur la Compagnie industrielle.

Les liquidations de juin, juillet, août et septembre furent gagnantes et la reprise estivale atteignit 13 %. Au passage, le marché salua le Bicentenaire en franchissant pour la première fois, fin juillet, le cap des 500 points au CAC (base 100 : 31 déc. 1981).

Avec l'arrivée de l'automne, la Bourse arrêta sa course, car des nuages commençaient à monter de l'horizon. La trop grande fermeté du dollar inquiétait. Le relèvement des taux allemands aussi, tandis que l'inflation donnait des signes de reprise aux Etats-Unis. En France, la grève chez Peugeot s'éternisait et le déficit commercial se creusait. Rien de tel pour jeter l'émoi. La réaction fut toutefois momentanément à l'expectative. On disait Suez « opéable » et les opérations de commandos de Navigation mixte sur les actions Paribas, et vice versa, se multipliaient, alimentant la spéculation.

Personne ne vit le coup venir. Mais la débandade provoquée à Wall Street le vendredi 13 octobre par la faillite du marché des « junk bonds » (obligations de pacotille), employées pour financer les gigantesques OPA, désarçonna littéralement la Bourse parisienne le lundi suivant (– 6,9 %). De rebond en rechute, sur les grosses du New York Stock Exchange, la dernière quinzaine d'octobre, ponctuée par 10 % de baisse, fut franchement difficile, tout le monde croyant apercevoir le fantôme grimaçant du grand krach d'octobre 1987.

Il y eut cependant plus de peur que de mal, mais le marché n'en mit pas moins un bon mois pour panser ses plaies. *Jamais* autant que durant le mois de novembre, les statistiques ne furent plus attendues ni plus disséquées. Ce qui n'empêcha nullement des divergences d'interprétations d'éclater derechef.

La faillite du communisme à l'Est et l'effondrement inattendu du mur de Berlin vinrent à propos différer les réponses et accélérer la convalescence. Les voyants de l'économie étaient au vert et la bataille boursière entre Paribas et la Navigation mixte battait son plein. A la mi-décembre, les dernières traces du mini-krach étaient effacées. Les attaques contre le franc firent cependant renaître de sourdes inquiétudes jusqu'à ce que la décision de la Banque de France de relever ses taux directeurs calme le jeu.

La confirmation, par les organismes de conjoncture, que deux années de croissance attendaient encore les pays occidentaux, exerça un effet magique sur le marché parisien. La reprise de Noël s'amorça donc et ramena les valeurs françaises au voisinage de leurs plus hauts niveaux avant que la trêve des confiseurs ne mette un point final à l'année avec un soupçon de lourdeur, dû, à la dernière minute, aux mauvaises nouvelles du commerce extérieur.

Quid de 1990 ? Les avis sont encore partagés. Cependant, la majorité des experts parient sur une nouvelle progression des cours, mais qui serait beaucoup plus lente que les années précédentes, pour se situer quelque part entre 10 % et 15 % à l'indice CAC 40, qui a pris la succession de l'indicateur instantané, mis à la retraite d'office le 29 décembre.

Après tout, en huit ans, la Bourse de Paris a plus que sextuplé sa mise *quand les prix de détail n'ont guère* augmenté de plus de 65 %. Qui dit mieux ? Une solide consolidation serait peut-être salutaire.

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Elena et les sciences

La « camarade académicien, docteur, ingénieur » Elena Ceausescu, bardée de vrais-faux diplômes, régnait sur les sciences roumaines malgré une ignorance notoire.

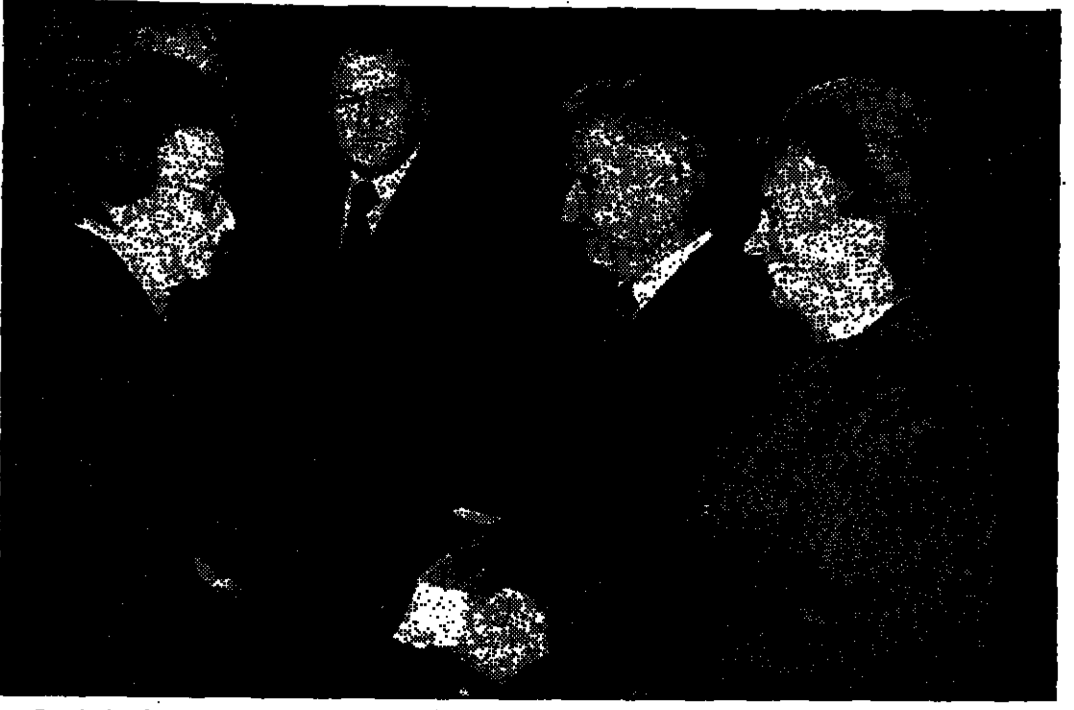
NUMERO deux de l'ancien régime roumain, Elena Ceausescu, objet du même culte de la personnalité que son Conducator de mari, était présentée à Bucarest comme *« un savant réputé »*. Et les services du protocole roumains tentaient systématiquement, paraît-il, d'obtenir qu'un titre de docteur *honoris causa*, si possible d'une université prestigieuse, lui soit décerné chaque fois qu'elle voyageait à l'étranger. *« Les Occidentaux ont fait à cet égard de terribles gaffes qui ont choqué le peuple et les scientifiques roumains »*, estime un diplomate.

Complaisance coupable ? Après tout, elle avait la haute main sur la science roumaine, et les titres et diplômes – obtenus en Roumanie – de *« la camarade académicien docteur, ingénieur »* (en chimie) étaient tout à fait officiels. Sans doute. Mais, affirme M. Gilbert Balavoine, directeur scientifique adjoint du département chimie au CNRS, *« sa nullité scientifique était de notoriété publique »*.

Si, aujourd'hui, les langues se délient quelque peu, tout le monde n'a pas la franchise de M. Balavoine. Telle chercheuse roumaine, réfugiée à Paris depuis plusieurs années, refuse de parler par crainte de représailles sur sa famille restée à Bucarest : *« la Securitate est encore là »*, disait-elle vendredi dernier. Les Français sont aussi, parfois, très discrets, pour des raisons sans doute plus ambiguës. M. André Guinier, vice-délégué aux relations internationales de l'Académie des sciences, affirme que ce digne organisme *« n'a pas eu de relations avec la Roumanie »* et à la *« Société de chimie industrielle »* on *« ne retrouve pas les documents »* concernant un titre de membre d'honneur que, selon la presse roumaine, cette société savante aurait décerné en 1970 à Elena Ceausescu (comme l'Académie des sciences de New-York en 1973, ou la Royal Institution de Londres en 1978, d'après les mêmes sources).

M. José Jaz, en revanche, se souvient très bien d'Elena Ceausescu. Ancien directeur scientifique à l'UNESCO, ce chimiste belge a représenté cet organisme international de 1970 à 1973 à Bucarest. A ce titre, Elena Ceausescu était son interlocuteur naturel au gouvernement. Et les plus grands chercheurs et universitaires roumains, qu'il côtoyait tous les jours, lui ont détaillé toutes les étapes de sa carrière. Un parcours édifiant sur les méthodes de la famille Ceausescu, si l'on en croit ces témoins « privilégiés ».

Les premières études d'Elena datent des années 50. Elle a alors une trentaine d'années. Ouvrière *« quasiment analphabète »*, elle suit les cours à *« l'universitatea Muncitoreasca »*, réservée aux ouvriers sans formation (mais membres du parti), et obtient son diplôme d'ingénieur en deux ans. Un succès foudroyant ! Mais Nicolae Ceausescu avait déjà occupé plusieurs postes ministériels, et deviendra numéro deux du régime dès 1957... *« La rumeur veut qu'elle ait fait office de femme de ménage dans un laboratoire et en ait gardé une fascination pour les chercheurs »*, dit M. Jaz. Elena se lance en tout cas dans la chimie. Le professeur Sandulescu, chargé de lui faire passer l'équivalent de sa maîtrise, s'arrache les cheveux devant le niveau déplorable de son illustre élève. Il refusera deux fois de lui remettre son diplôme, avant de céder à des pressions de plus en plus insistantes et de lui accorder le strict minimum – cinq sur dix – au troisième essai.



De droite à gauche au cours d'une cérémonie officielle à Bucarest : Elena, Nicolae Ceaucescu et Jean Ursu, ex-président du CNST, le CNRS roumain

Autopromotions

Ce qui n'empêche pas Elena de s'attaquer à un doctorat. Elle exige comme directeur de recherche Constantin Nenitzesco, le grand spécialiste roumain de l'époque en chimie organique. Fort de son prestige international (il avait été « nobélisable » dans les années 50), ce dernier refuse. *« Le résultat fut pour lui immédiat : budget rogné, privé de documentation scientifique »*, se souvient Mme Ioana Dimo, qui travaillait alors dans son laboratoire et occupe aujourd'hui le poste de directeur scientifique adjoint à la société française Total. C'est le professeur Christofer Simionescu, alors vice-président de l'Académie, qui devra se charger de la formation de l'illustre élève, à l'université de Iasi. Mais le professeur Nenitzesco sera tout de même forcé d'assister à la présentation – à huis clos ! – de la thèse d'Elena Ceausescu en 1970, à Bucarest. Comme il est alors député, il en profite pour s'élever devant l'Assemblée contre la manière dont la science est gérée en Roumanie. *« Le lendemain, il était destitué de la direction du centre de recherches qu'il avait fondé, et mourait un an après »*, témoigne M. Jaz.

Désormais, plus rien n'arrête Elena. Elle asseoit sa « notoriété » internationale en cosignant ou en signant de très nombreux travaux en chimie macromoléculaire, souvent d'assez bonne tenue scientifique, rédigés par d'autres chercheurs dont le malheureux Christofer Simionescu. *« Elle était évidemment incapable de mener de telles recherches, et mes nombreux entretiens avec elle m'ont permis de constater qu'en matière scientifique elle ne comprenait rien à rien*, affirme M. Jaz. *Et de plus elle parlait un très mauvais roumain et, évidemment, aucune langue étrangère. »* Elle se fera cependant nommer à l'Académie, et prendra la direction de l'Institut de recherches chimiques – un organisme bien coté dans les milieux de la chimie internationale. Ensuite elle fera main basse sur la présidence du Centre national pour la science et la technologie (CNST), l'équivalent de notre CNRS. Et le professeur Ion Ursu, qui présidait le CNST, s'est vu rétrogadé du jour au lendemain au poste de vice-président. *« Passé sous le joug d'Elena Ceausescu, il a continué à faire tout le travail, dans un stress épouvantable qui lui a d'ailleurs valu une attaque cardiaque*, affirme M. Jaz. *Je connais personnellement ce physicien de grande valeur. Il va probablement se retrouver aujourd'hui sur la sellette, comme membre de la nomenklatura. Mais je sais qu'il ne pouvait pas agir autrement et qu'il s'est battu au maximum pour le développement de la science roumaine. Simionescu, qui rédigeait la plupart des publications scientifiques d'Elena après lui avoir fait préparer son doctorat, court le même risque. Mais il n'avait sans doute pas le choix. Il faut se replacer dans le climat de terreur qui régnait là-bas. »*

M. Jaz est formel : *« Elena Ceausescu a détruit toute la recherche roumaine. »* Les cerveaux qui n'ont pas émigré aux Etats-Unis ou en France ont été privés de moyens, stérilisés. *« Elle appliquait à la science la politique de pénurie que son mari instituait partout ailleurs*, dit-il. *L'UNESCO a bien essayé d'aider au maximum les chercheurs, mais les dons en matériel sophistiqué ou en dollars étaient détournés pour alimenter l'Institut de chimie dirigé par Mme Ceausescu. »* C'était l'époque du système D. Une sorte de *« jumelage sauvage »* entre laboratoires occidentaux et roumains a été imaginé afin que le matériel arrive aux bons destinataires. Assorti par fois – se souvient Mme Dimo – d'un quasi-chantage auprès des responsables les plus compréhensifs : *« Je vous fournis cet ordinateur, en échange vous laissez partir Untel en stage pour trois mois à Paris. »* Mais, estime M. Jaz, ce genre d'action est devenu presque impossible à partir du milieu des années 70. Pour pouvoir continuer à travailler, et éviter de se faire oublier par la communauté scientifique internationale qui n'était pas dupe, raconte Mme Dimo, certains chercheurs publiaient leurs travaux sous le nom de collègues membres du parti.

JEAN-PAUL DUFOUR

Une molécule sur le podium

Time Magazine avait son « homme de l'année » et *Playboy* sa « playmate ». Il faudra dorénavant compter avec la « molécule de l'année » de l'hebdomadaire américain *Science*. Dans son dernier numéro, daté du 22 décembre, le magazine de l'Association américaine pour le développement de la science explique les raisons qui l'ont conduit à choisir, pour l'année 1989, l'ADN polymérase, cette molécule qui assure la multiplication de l'ADN (acide désoxyribonucléique) support moléculaire de l'hérédité du vivant. A dire vrai, comme l'écrit Daniel E. Koshland Jr, rédacteur en chef de *Science*, autant que l'ADN polymérase c'est la technique à laquelle cette molécule a donné naissance qui est primée.

Plus que le RU 486, qui contrairement à ce qui est régulièrement annoncé ne devrait pas véritablement continuer la « révolution » en ce qui concerne l'avortement, plus que l'isolement du gène de la mucoviscidose, l'AZT dans le traitement du sida ou la découverte du FK 506, nouvelle et puissante substance immuno-suppressive, la rédaction du prestigieux – et puissant – magazine américain a trouvé que la nouvelle technique de la PCR (polymérase *chain reaction*) constituait un outil aux performances prodigieuses.

Qu'il s'agisse de la lecture, et de la compréhension du vivant normal et pathologique ou, comme en médecine légale, de la reconstitution du passé.

Il y a un an déjà le docteur Axel Kahn, directeur de l'unité INSERM de recherche en génétique et pathologie moléculaires, rédacteur en chef de la revue *Médecine-Sciences*, expliquait dans ces colonnes (*le Monde* du 7 décembre 1988) les larges perspectives ouvertes par cette technique.

« Aussi efficace que la multiplication des pains lors du sermon sur la montagne, celle de l'ADN n'est pas d'essence divine. Puissante, rapide, automatisable et applicable simultanément à un grand nombre d'échantillons, cette méthode constitue une profonde révolution en génétique humaine. Sans clonage, il est désormais possible, en quelques heures, d'amplifier tout fragment d'ADN dont on suspecte que la modification pourrait être la cause d'un cancer, d'une maladie génétique ou d'une prédisposition à une maladie (diabète, athérosclérose, etc.).

» La méthode est si puissante qu'elle ne nécessite au départ que quelques cellules du liquide amniotique... des fragments de placenta au cours de la grossesse, des cellules détachées des muqueuses de la bouche, le bulbe d'un cheveu... »

Depuis, plusieurs spécialistes parmi lesquels le professeur André Boué (*le Monde* du 16 décembre 1989) ont mis en lumière les risques inhérents à la puissance même de cette technique et les précautions extrêmes qu'il convient de prendre dans l'interprétation des résultats.

Il n'en demeure pas moins vrai que tout, aujourd'hui, laisse penser que biologistes et médecins disposent là d'un outil dont personne ne soupçonnait, il y a quelques années encore, l'existence et qui vient donner une nouvelle et brutale accélération à la course au savoir et, au-delà, à la maîtrise du vivant.

JEAN-YVES NAU

Les Pays-Bas prennent le large

Les nouveaux projets des Néerlandais pour gagner des terres sur la mer.

LA création de nouvelles terres aux Pays-Bas n'a pas de liens directs avec les problèmes que posera une éventuelle montée du niveau des mers aux villes et régions côtières. Mais les Pays-Bas ont, depuis huit siècles au moins, une tradition de lutte contre l'océan et d'accroissement de leur territoire aux dépens de la mer ou de lacs intérieurs (1). Si bien qu'au cours de la première rencontre internationale sur les « villes du bord de l'eau », réunie à Venise du 11 au 13 décembre (*le Monde* de décembre), l'exposé de M. Ronald Waterman – spécialiste de l'environnement et des zones côtières et aussi élu de l'assemblée provinciale de Hollande-du-Sud – a été particulièrement intéressant.

Les Pays-Bas ont, depuis 1980, cinq projets dont deux, au moins, sont en cours de réalisation. Mais les principes, qui ont été définis en 1979 par un ingénieur hydraulicien, M. J.-N. Svasek, et qui servent de guides à M. Waterman, sont totalement différents de ceux qui ont présidé aux anciennes phases de la lutte des Néerlandais contre la mer et pour la terre. On peut désormais parler de « politique côtière intégrée ».

Au douzième siècle, et peut-être même avant, on a commencé la construction de digues qui se sont multipliées au fil des années. On a ensuite pompé l'eau ainsi « isolée » à l'aide d'abord de moulins à vent puis de machines à vapeur. Les projets actuels ne comprennent pas d'énormes murs mais l'extension vers le large des plages existantes par la création de nouveaux cordons de dunes faits par l'apport de sable prélevé sur les fonds marins situés à distance convenable des côtes. La forme de ces nouveaux cordons et la granulométrie du sable sont soigneusement choisies de façon à utiliser rationnellement les outils fournis par la nature (courants littoraux, vents, sable, débits des fleuves dans les estuaires, etc.) contre les forces de cette même nature (marées, vagues, tempêtes, vent). On crée ainsi une nouvelle côte, qui est en équilibre dynamique.

Rappelons, en effet, qu'une côte naturelle ne cesse jamais d'évoluer. Ici, les courants et les vagues la rongent ; là, les uns et les autres la nourrissent. La méthode suivie par M. Waterman consiste donc à faire une nouvelle côte soumise obligatoirement à l'érosion et à l'accrétion, mais modelée de telle sorte que ces effets, contraires théoriquement, se compensent concrètement.

Le premier projet concerne la côte néerlandaise du nord de Scheveningen (la plage de La Haye) au Hoek Van Holland. Ce promontoire est limité à l'ouest par la mer du Nord et au sud par la branche de la Meuse (et aussi du Rhin) qui mène au port de Rotterdam (2). La superficie qui sera – vers l'an 2000 peut-être – gagnée sur la mer, ajoutera 30 kilomètres carrés aux terres émergées des Pays-Bas. Cela nécessitera la judicieuse accumulation de 360 millions de mètres cubes de sable.

Le projet tire parti des conditions naturelles géographiques, géologiques et météorologiques pré-existantes. Et il pourra être réalisé par phases successives, segment par segment.

L'espace créé entre le nouveau et l'ancien cordon de dunes sera, soit laissé en l'état, soit astucieusement modelé, toujours en fonction des conditions naturelles et selon l'usage qui en est prévu. Du nord au sud, seront aménagées sur les nouvelles terres des aires de « récréation » et d'habitat, une extension du petit port de Scheveningen, une aire d'habitat et de parc de nature, trois lacs, des bassins pour l'aquaculture, une réserve de nature, une vaste zone réservée aux serres pour les primeurs – déjà nombreuses dans la région, – enfin un bassin de marées entouré de marinas, des centres de conférence et de restaurants.

YVONNE REBEYROL

Lire la suite page 22.

(1) Pour donner une idée des superficies des nouvelles terres conquises sur la mer, les seuls polders du Zuiderzee ont ajouté, depuis la seconde guerre mondiale, 1 650 kilomètres carrés aux Pays-Bas, qui ont actuellement 34 000 kilomètres carrés de terres émergées.

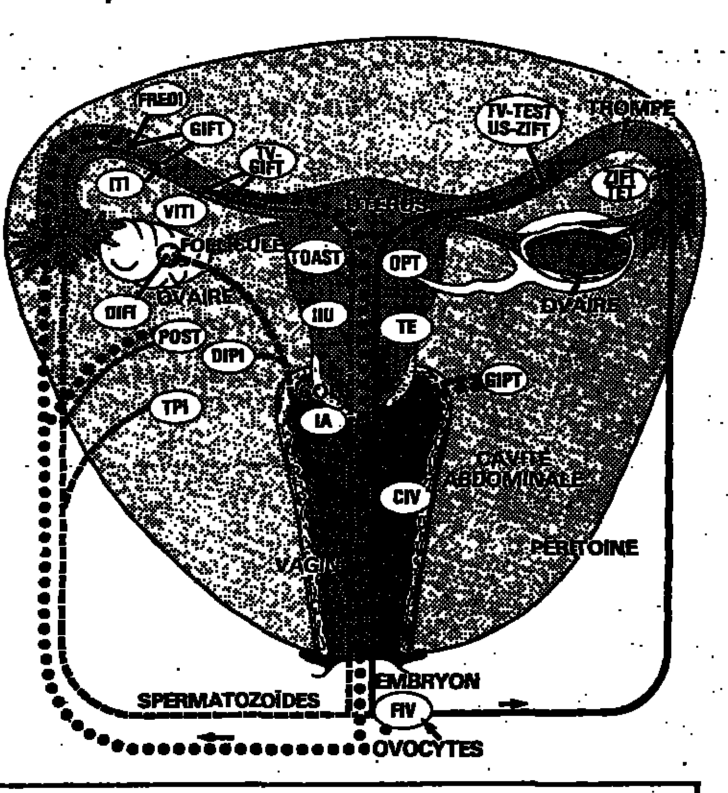
(2) 33 000 navires entrent chaque année dans le port de Rotterdam et autant en sortent. En outre, 200 000 péniches ou chalands fluviaux entrent et sortent aussi chaque année.

Le capharnaüm des fécondations artificielles

On connaît aujourd'hui une vingtaine de procédés permettant d'obtenir une fécondation artificielle dans l'espèce humaine. Ces innovations sont-elles vraiment nécessaires ?

IL y aura bientôt deux siècles – c'était en 1799 – était pratiquée en Angleterre la première insémination artificielle (IA), ouvrant ainsi le champ de ce qu'on nomme aujourd'hui les « procréations médicalement assistées » (PMA). Cependant, pour diverses raisons qui relèvent plus de la rigueur morale que du manque d'imagination des anciens praticiens, *il n'y eut aucune expansion des* PMA pendant près de cent cinquante ans.

Le premier bouleversement est arrivé il y a un quart de siècle avec le recours à des tiers donneurs de sperme, pour réaliser l'insémination avec donneur (IAD). Alors que cette pratique est encore bannie dans certains pays et qu'elle est toujours l'objet de controverses dans les autres, son impact médiatique a été largement débordé par celui de la fécondation externe (ou *in vitro* - FIV) apparue il y a dix ans. Plusieurs facteurs expliquent que le mariage en éprouvette des gamètes (cellules sexuelles) des deux membres d'un couple ait davantage occupé l'attention du public que l'adultère biologique que réalise l'IAD : l'aspect expérimental de la FIV, qui a déjà fait naître plus d'enfants en France (8 000) que d'animaux de toutes espèces dans le monde ; la création d'un individu hors du corps, perçue comme un défi au secret originel bien plus qu'à l'ignorance ; l'enjeu, vite tenu, de suspendre à volonté le devenir de *l'œuf figé dans les limbes glacées des* réservoirs de congélation ; la perspective de dresser une carte d'identité de l'œuf à peine conçu et, à partir de ce savoir, de produire des stratégies d'élimination ou de modification. L'euphorie des brusques conquêtes et des fantasmes de maîtrise, comme un *déguisement* de l'angoisse, a certainement permis, peut-être autant que les succès biomédicaux, l'engouement des professionnels et des patients pour les récentes propositions des PMA.



Rapidement, la FIV a suscité bien plus d'innovations que l'IA parce que son territoire concernait les gamètes de la femme comme ceux de l'homme et qu'elle apportait un savoir physiologique et des savoir-faire inédits : c'est seulement avec la FIV qu'on a su développer des manœuvres de plus en plus simples et efficaces pour atteindre chaque organe de l'appareil génital féminin, manipuler sans les léser gamètes et embryons, et surtout détecter avec précision le moment de l'ovulation (le plus souvent induite), condition préalable à toute velléité de maîtrise de la fécondation, *in vivo* ou *in vitro*.

L'effervescence innovante autorisée par ces apports, et stimulée par les rivalités d'équipe ou les ambitions individuelles, devait vite aboutir au capharnaüm technologique décrit ici par la figure et qui concerne tantôt des parades à la stérilité, tantôt des gestes prétendument savants s'adressant à des étiologies plus douteuses. On voit les propositions désormais publiées pour transférer dans l'abdomen féminin des entités biologiques préalablement capturées : on compte cinq lieux possibles où déposer les spermatozoïdes (SP), deux où placer les ovules (OV) et trois où transférer simultanément les deux types de gamètes, tandis que les œufs âgés d'un jour après fécondation ou zygotes (Z), comme les embryons âgés de deux jours (E), sont susceptibles d'être déposés en deux lieux différents. Encore y a-t-il plusieurs approches pour introduire une aiguille ou un tuyau en plastique jusqu'en ces lieux : en empruntant les voies naturelles par le vagin, ou en les court-circuitant (perforation du fond vaginal) ou encore en les évitant (performation de la paroi abdominale). D'où une vingtaine de techniques ayant fait l'objet chacune d'une seule ou de plusieurs dizaines de publications médicales. Tout se passe comme si un ordinateur avait présenté cette combinaison presque exhaustive pour déposer des cellules variées en des places diverses auxquelles on accède de plusieurs façons. Car, au-delà des particules biologiques et des organes cibles, c'est bien d'une mécanisation de la pensée elle-même qu'il s'agit quand la démarche « innovante » consiste à instrumentaliser le corps féminin en expérimentant toutes les hypothèses possibles. Parmi les techniques citées ici certaines n'ont pas démontré des performances qui justifieraient qu'elles soient préférées à d'autres, plus sobres, voire à l'absence d'intervention médicale. On ne peut que constater le remplissage, en quelques années, des cases disponibles sur l'échiquier des PMA.

Cette saturation des possibles traduit un phénomène d'époque : on ne sait plus qui, de la connaissance ou du mythe de maîtrise, tire la machine technologique. Cela promet de beaux jours pour l'innovation dans d'autres espaces, infinis ceux-là, ceux de la recherche sur l'identité de l'œuf humain.

JACQUES TESTART,
hôpital Antoine-Béclère, Clamart.

TRANSFÉRER QUOI, OU ET COMMENT ?

LIEU DU TRANSFERT	CELLULES TRANSFÉRÉES: spermatozoïdes	ovocytes	spermatozoïdes + ovocytes	zygote	embryon
vagin-col	IA[1]				
utérus	IUI[1]	OPT	TOAST[1]	ET[1]	ET[1]
trompe	ITI[2] VITI= SHIFT[1]	FREDI[2]	GIFT[2] TV-GIFT= US GIFT[1]	ZIFT= PROST[2] US ZIFT[1]	ET[2] TV TEST= USTET[1]
follicule	DIFI[3]		?		
cavité abdominale	DIPI= IVTPF[3] TPI[2]	?	POST[2] GIPT[3]	?	?

Voies d'introduction des gamètes ou œufs fécondés : 1. voie vaginale, 2. voie transabdominale, 3. voie transvaginale.

LÉGENDE DES SIGLES ET RÉFÉRENCES

Les sigles désignant les techniques sont classés par ordre alphabétique selon les termes utilisés en France. On s'est efforcé de citer les dates de mise en œuvre pour chaque technique.

- **CIV-CIVETE** : culture intra-vaginale et transfert d'embryon (1988).
- **DIPI** : direct intraperitoneal insemination (angl.) (1986).
- **DIFI** : direct intra follicular insemination.
- **FIV-FIVETE** : fécondation in vitro et transfert d'embryon (1976) (1989).
- **FREDI** : fallopian replacement of eggs with delayed insemination (1989).
- **GIFT** : gametes intrafallopian transfer (1984) (1988).
- **GIPT** : gametes intraperitoneal transfer (1989).
- **IA** : insémination artificielle, avec sperme du conjoint (IAC) ou de donneur (IAD) (1977) (1978).
- **IIU** : insémination intra-utérine (1985) (1987).
- **ITI** : intratubal insemination (1987).
- **IVTPF** : in vivo transperitoneal fertilization (1989).
- **OPT** : ovum pick-up and transfer chamber (1989).
- **POST** : peritoneal oocyte and sperm transfer (1987).
- **PROST** : pronuclear stage tubal transfer (1987).
- **SHIFT** : synchronized hysteroscopic insemination of the fallopian tube (1987).
- **TET** : tubal embryo transfer (1989).
- **TOAST** : transcervical oocyte and sperm transfer (1982) (1989).
- **TV-GIFT** : transvaginal GIFT (1989).
- **TV-TEST** : transvaginal tubal embryo stage transfer (1989).
- **US-GIFT** : ultrasonically guided GIFT (1989).
- **US-TET** : ultrasonically guided TET (1989).
- **VITI** : vaginal intra tubal insemination (1989).
- **ZIFT** : zygote intra fallopian transfer (1986).
- **US-ZIFT** : ultrasound guided ZIFT (1989).

Les Pays-Bas prennent le large

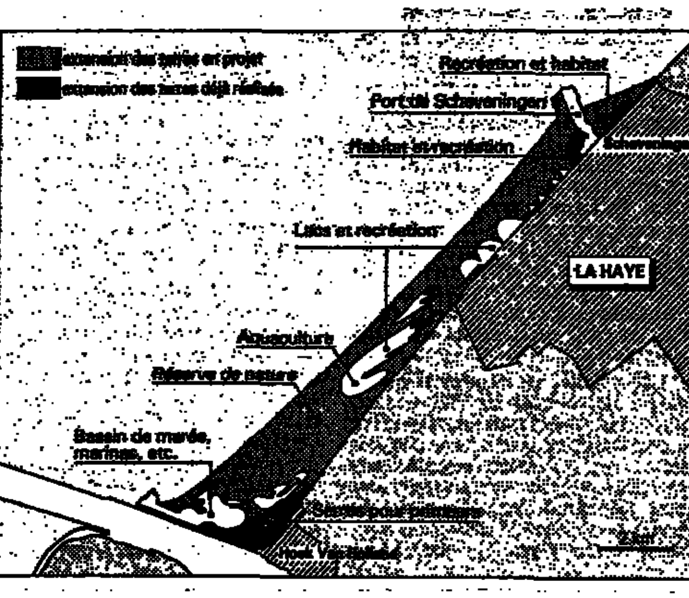
Suite de la page 21.

Outre ces aménagements, les terres nouvelles apporteront une sécurité renforcée aux terres voisines situées au-dessous du niveau de la mer (submergées de façon catastrophique en février 1953), la constitution, dans leur sous-sol de réserves d'eau douce supplémentaires, des espaces accrus de trois fois pour la faune et la flore sauvages. Sans parler des reconnaissances archéologiques préalables qui ont révélé de nombreux sites intéressants datant de périodes très diverses.

Le coût total de ce projet est estimé à 750 millions de dollars (4,5 milliards de francs environ). Mais malgré ce prix élevé, on sait déjà que le prix du mètre carré des terres nouvelles sera de 40 dollars (240 francs), alors que le même carré, dans La Haye, coûte déjà 100 dollars (600 francs).

Le deuxième projet, dont la réalisation selon les mêmes principes de « politique côtière intégrée » a aussi commencé depuis 1975, est situé un peu au sud du premier. Il concerne la zone dite « Europort-plaine de la Meuse », c'est-à-dire qu'il ajoutera un nouveau « lobe » à la façade maritime de la région de Voorne. Cette extension des terres émergées sera faite en partie avec 150 millions de mètres cubes de sédiments contaminés dragués dans les ports et les voies fluviales. Bien entendu, ce matériau, riche en métaux lourds, pesticides et autres détritus toxiques, sera noyé au milieu de sable « sain » en prenant mille précautions de façon à n'être nuisible ni aux hommes ni à l'environnement. Outre ce stockage de matières toxiques, cette nouvelle terre servira à doter cette région des Pays-Bas de nouvelles infrastructures routières, ferroviaires, portuaires, fluviales et même touristiques.

Une telle « politique côtière intégrée » suppose, bien évidemment, la collaboration de disciplines nombreuses et variées aussi bien pour leur conception que pour leur réalisation, de la sociologie à la climatologie, du génie civil à la biotechnologie, de la géologie à l'assainissement, de l'horticulture à l'aménagement urbain, de l'économie à l'océanographie, etc.



YVONNE REBEYROL

Le Sphinx aux abois

*Les récents travaux de restauration sont vivement critiqués.
Le célèbre monument s'effrite et la tête du Sphinx risque de tomber.*

LE CAIRE
de notre correspondant

« *QUI a quatre pieds le matin, deux à midi et trois le soir ? Œdipe répondit sans hésitation : C'est l'homme. Et furieux, le Sphinx se brisa la tête contre un roc.* » On propose aujourd'hui une variante de l'énigme : roc le matin, monument à midi, colosse décapité le soir ? Réponse : le Sphinx de Guizeh, qui, à l'origine, fut un roc, devint sous Chéphren, il y a 4 500 ans, ce lion androcéphale gardant les monumentales tombes que sont les pyramides et qui, si rien n'est fait, risque de voir sa tête basculer et son corps s'effriter.

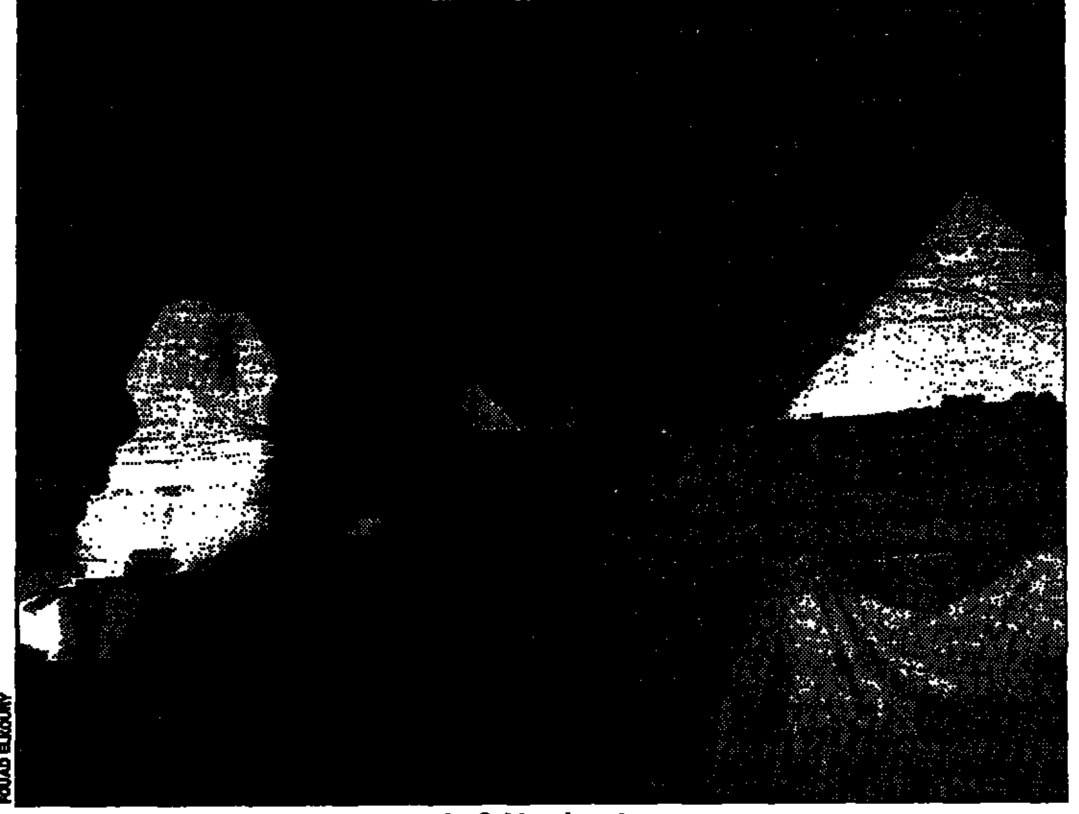
Pourtant, cela fait plus de dix ans que la sonnette d'alarme a été tirée. Les égyptologues avaient en effet remarqué qu'à l'érosion éolienne en cours depuis des millénaires était venue s'ajouter la menace autrement plus dangereuse due à la montée de la nappe phréatique.

En effet, l'expansion incontrôlée du village de Nazlet-el-Seman arrive, avec ses égouts défectueux, à quelques dizaines de mètres de la statue géante, et l'irrigation débordante de nouveaux champs tout au long de l'année depuis la construction du haut barrage d'Assouan ont fortement accru les eaux souterraines. Ces dernières, par un phénomène de capilarité, montent dans le corps du Sphinx avec les sels et minéraux dissous en cours de route. En s'évaporant, l'eau laisse à la surface du lion au visage de Chéphren un dépôt de sel cristallin rongeant le calcaire aussi sûrement qu'une gangrène.

Ce sont justement les travaux qui auraient dû arrêter la dégradation qui sont à l'origine d'une polémique qui alimente presque quotidiennement les journaux. Le Sphinx, Aboul Hol (le père de la terreur) en arabe, est le symbole de l'Egypte. C'est la raison pour laquelle le premier ministre égyptien s'est récemment rendu, en compagnie des ministres de la culture et des finances, au pied du monument.

Ce qui est devenu aujourd'hui une affaire d'Etat couvait depuis février 1988, quand un bloc de l'épaule droite du Sphinx s'est détaché pour s'écraser au sol. Mais l'affaire a pris un tour polémique depuis que le quotidien d'opposition *Al Wafd* s'est fait l'écho des accusations d'un touriste américain, un certain Larry Hunter, qui se présentait comme « *expert* », et affirmait que l'effondrement du bloc de l'épaule du Sphinx était dû à un acte de sabotage.

L'organisme des antiquités répliqua en affirmant que Larry Hunter cherchait tout simplement à se venger du rejet de sa demande d'entreprendre des recherches à l'intérieur de la Grande Pyramide. Selon les responsables des antiquités, le touriste américain était un mystique convaincu, par exemple, de la présence au sein de la pyramide de Chéops d'une chambre secrète contenant « *tous les secrets de l'univers* » et des Psaumes de David enterrés sous la tombe monumentale construite, selon lui, par les juifs durant leur séjour en Egypte.


FOUAD ELKOURY
Le Sphinx, la nuit.

La fausse barbe du British Museum

Hunter ayant déposé une plainte devant le parquet, une enquête a été ouverte. La chute du bloc de 300 kilos avait, rappelle-t-on, causé le limogeage de l'ancien directeur de l'organisme des antiquités, M. Ahmad Kadri, en conflit depuis un certain temps avec le ministre de la culture, M. Farouk Hosni.

Les assertions du touriste américain ont réactualisé les accusations du ministre, qui reprochait à M. Kadri d'avoir procédé sur le Sphinx « *à de la restauration politique et non scientifique* », et les dénégations de l'ancien directeur de l'organisme des antiquités qui crie au « *complot* ». La restauration du Sphinx avait été entreprise dès 1982 sous les directives de M. Kadri, qui, dès 1987, considérait que « *80 % de la restauration était terminée* ».

Or les allégations de Hunter ont aiguillonné la commission de l'organisme des antiquités chargée de la restauration du Sphinx. Réunis au chevet du malade, savants et égyptologues ont réaffirmé que les restaurations réalisées sous M. Kadri étaient non seulement mal faites mais des plus néfastes.

La commission a noté dans un rapport que des fragments de la cuisse gauche, restaurée par M. Kadri, commençaient à s'effriter et que plusieurs blocs commençaient à chasser vers l'extérieur sur 7 mètres de longueur. Le Sphinx rejetait les nouveaux blocs comme une greffe qui n'a pas pris.

Selon la commission, le rejet est dû à deux raisons : le mortier à base de ciment qui a affecté le calcaire d'origine et le poids trop gros des blocs de pierre. Pis encore, il s'est avéré que des rajouts avaient été faits en cours de restauration. Le sculpteur égyptien Adam Henein donne notamment pour exemple les pattes avant du Sphinx, allongées par les travaux de restauration. M. Henein, qui réside en France, rassemble toutes les anciennes photos du Sphinx afin de retrouver la forme originelle de la statue.

Pour la commission, tous les travaux effectués de 1982 à 1987 doivent être défaits. Prenant pour modèle les restaurations de l'époque gréco-romaine, les savants veulent remplacer les blocs de calcaire par de petites briques extraites du plateau même des pyramides, et le ciment par un mortier à base de gypse.

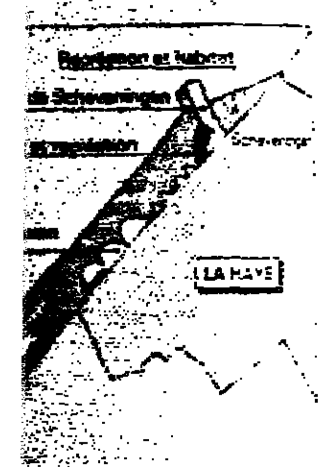
Des instruments mesurant les déplacements de blocs, offerts par l'Institut Paul-Getty, ont été posés sur le flanc gauche du lion à tête humaine, et l'organisme des antiquités attend impatiemment l'arrivée d'experts de l'UNESCO, armés de détecteurs à infrarouge, pour déterminer les points faibles à l'intérieur du corps du colosse.

Les égyptologues estiment qu'il faudra cinq ans pour recommencer à partir de zéro les parties restaurées sous M. Kadri. Déjà, certains des blocs les plus craquelés ont été descellés, et des attelles de bois placées aux endroits les plus faibles.

Reste maintenant la question la plus importante : la consolidation du cou du Sphinx. Il faudra pour cela que le British Museum livre la partie de la fausse barbe du colosse déposée dans ses caves. Les égyptologues espèrent en effet soutenir la tête à visage humain grâce à la fausse barbe. Une entreprise complexe nécessitant une aide internationale.

Il faudra encore beaucoup de patience au Sphinx avant d'entrer en convalescence. Mais n'a-t-il pas déjà subi sans broncher les mutilations dues à un cheikh fanatique du quatorzième siècle y voyant une statue païenne devant être rasée, et les balles des mamelouks qui ont criblé sa face ?

ALEXANDRE BUCCIANTI



SECTEURS DE POINTE

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 LM

Biens d'équipements - Nantes

INGENIEURS D'AFFAIRES EXPORT

Allemagne-Autriche Réf. M 17/1017 Z
Italie Réf. M 17/1017 AB

YORK INTERNATIONAL

Cette société d'ingénierie (320 personnes, 350 millions de francs de chiffre d'affaires) filiale d'un groupe américain recherche pour sa Division Loisirs spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de systèmes d'enneigement, de jeunes ingénieurs d'affaires.

Rattachés au responsable du service, ils auront pour mission principale la gestion des contrats, depuis leur élaboration jusqu'à la mise en route des installations. Ils devront superviser les travaux du bureau d'études, participer aux achats et au contrôle des matériels requis, établir les plannings et assurer le suivi et la coordination des chantiers. Ils participeront par ailleurs aux programmes de développement et aux essais des nouveaux matériels.

Ces postes s'adressent à de jeunes ingénieurs généralistes diplômés (A&M, INSA...) âgés d'au moins 26 ans et pouvant justifier d'une première expérience de deux années dans la conduite de projets. La pratique de l'anglais est impérative, ainsi que celle de l'allemand et/ou italien. Des connaissances en hydraulique et en automatique industrielle seraient appréciées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence choisie à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

EGOR

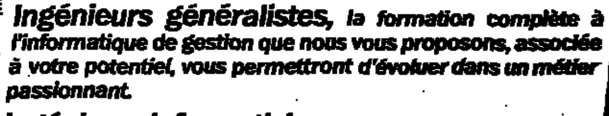
PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES INGÉNIEURS INFORMATICIENS UNIVERSITAIRES 3e CYCLE

VOUS DÉBUTEZ, UNILOG S'INTÉRESSE A VOTRE AVENIR

Partenaire privilégié des plus grandes entreprises, notre Groupe (1.100 collaborateurs, 13 sociétés) apporte son expérience et son talent dans tous les domaines du Conseil et de l'Ingénierie Informatique.

Soucieux d'allier diversité de cultures et compétences techniques, nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés de qualité.

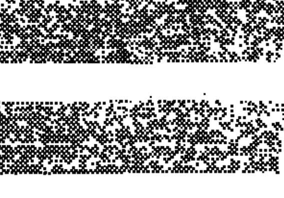


***Ingénieurs généralistes,** la formation complète à l'informatique de gestion que nous vous proposons, associée à votre potentiel, vous permettront d'évoluer dans un métier passionnant.*

***Ingénieurs informaticiens,** notre politique de formation aux techniques de pointe associée à vos ambitions vous placeront au 1er rang de projets de grande envergure.*

Vous souhaitez en savoir davantage ? Rencontrons-nous.

Postes à pourvoir à Paris, régions Nord et Ouest. Merci d'écrire sous réf. ID/01 à Marion PERRIER.



UNILOG
Dépt Recrutement
9, bd Gouvion-St-Cyr.
75849 PARIS Cedex 17.

Membre de SYNTEC Informatique

AD'COM.

INFORMATIQUE ET ELECTRONIQUE INDUSTRIELLES. RESEAUX. TEMPS REEL.

VISEZ L'AVENIR !

Ces secteurs vous intéressent et vous êtes ambitieux, dynamique et compétent.

Rejoignez un groupe performant qui connaît depuis 1978, un développement rapide et continu (1000 collaborateurs) au sein de sa société

Automatismes et Systèmes.

Vous êtes ingénieur ou universitaire et vous maîtrisez l'une des techniques suivantes :

- VMS, UNIX, MS/DOS, VRTX, IRMX, MOPTR, OS9
- ADA, C, PASCAL, FORTRAN, PLM, LTR3, ASM 680X0, 80XXX
- X25, TCP/IP, ETHERNET, MAP, RNIS
- VAX, PDP, HP, Q400, calculateurs parallèles
- WINDOWS, DEC WINDOWS, ORACLE, RDB, INFORMIX
- Etudes et développements électroniques numériques et analogiques
- MENTOR, VALID, outils de CAO

*Adressez votre candidature à : IBSI Automatismes et Systèmes
10, rue des Acacias, BP94 - 92134 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX
ou contactez Marie-Thérèse TALAR Tél.(1) 46 44 29 29*

IBSI AUTOMATISMES ET SYSTEMES

Magazine.





La CAT (1800 personnes, 3 milliards de C.A.), filiale du Groupe RENAULT, recherche pour renforcer son activité de conseil et de mise en place de systèmes logistiques en France et en Europe des :

CONSULTANTS EN LOGISTIQUE

2 Chefs de projets

Avec une expérience réussie de 6 ans minimum de Conseil ou d'opérationnel en logistique de distribution.
Capables d'encadrer une équipe et de développer une action commerciale.

3 Ingénieurs d'Etudes

Avec une première expérience de 2 à 3 ans dans le secteur de la logistique.
Motivés par le travail en équipe et utilisant naturellement la micro-informatique.

Formation GRANDE ECOLE. Profil d'organisateur. Aptitude à communiquer et convaincre. Motivés par l'activité de Conseil et par la mise en place de systèmes logistiques. Le développement rapide des différentes activités du Groupe CAT en Europe offre de réelles perspectives d'évolution aux candidats de valeur.

*Adresser candidature à : CAT Logistique
à l'attention de Monsieur J.P. PECHMEZAC
82, rue du Point-du-Jour – 92107 BOULOGNE-BILLANCOURT*

MILLESIMES

Optimiser l'outil de production, participer aux décisions d'investissement industriel

Responsable du bureau d'études et des réalisations techniques

SEPROSY

La société SEPROSY (450 millions de F de CA, 600 personnes, 2 unités de production) spécialisée dans la fabrication et le conseil en emballages plastiques dans les domaines entretien, phytosanitaire, cosmétique et alimentaire.

BSN

De formation ingénieur (A & M, mécanique, électromécanique...), vous avez une solide connaissance des automatismes. Votre expérience en bureau d'études, maintenance ou production, acquise de préférence dans le secteur de l'emballage, vous prépare à prendre des responsabilités élargies au sein de notre unité de production basée en région lyonnaise. Sous la responsabilité du Directeur de l'usine, vous aurez pour mission d'apporter toutes les modifications nécessaires à l'amélioration des performances et de la rentabilité de notre outil industriel. De l'étude à la mise en place, vous recommanderez les investissements et participerez aux décisions budgétaires. Enfin, vous contribuerez à la formation technique du personnel de production.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 62M2 à Hervé & Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

HM Hervé & Millet Conseil

MEDIA-SYSTEM

---

ingénieur/chimiste

SOPHIA ANTIPOLIS (06) ADHESIFS

Société américaine de premier plan (2,5 milliards de dollars de C.A.), nous élaborons et fabriquons des produits **CHIMIQUES** pour l'industrie et l'agriculture.

Nos profits (123è au classement Fortune 500) attestent de notre croissance continue.

Nos Laboratoires de **«Recherche et d'Applications»**, pour l'Europe, sont installés à Sophia Antipolis (Alpes-Maritimes).

La recherche reste une des raisons incontestables du succès de notre développement.

*Pour renforcer son équipe, notre responsable du Laboratoire **Adhésifs** recherche un ingénieur ou un chimiste.*

Vous travaillez en relation étroite avec les filiales européennes, avec les usines et les autres Centres de Recherche du groupe (notamment le Centre de Recherche U.S.) mais aussi **avec nos clients.** Vous saurez à la fois être une **personne de laboratoire** et par ailleurs être un **support technique efficace** *et compétent auprès de nos* **équipes commerciales et de leurs clients.**

Vous êtes diplômé de l'Université ou d'une Ecole d'Ingénieurs. Vous avez une expérience de 2 à 5 ans dans la formulation de produits chimiques.

La parfaite maîtrise de **l'ANGLAIS** est **INDISPENSABLE.**

Merci d'adresser votre dossier (C.V. et prétentions) sous référence PC 90 à notre conseil qui étudiera votre dossier confidentiellement.



COGEPLAN 2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

FORCE 5

Europe de l'Est, Afrique, Océan Indien

Des marchés à développer, d'autres à conquérir !

En première position sur le marché mondial de la motorisation et de l'automatisation des volets roulants et des dispositifs de protection solaire (Groupe de 750 personnes, 500 MF de CA), nous souhaitons renforcer nos positions sur nos marchés de l'Europe de l'Est, de l'Afrique et de l'Océan Indien.

JEUNE INGÉNIEUR EXPORT
débutant ou 1ère expérience

Vous rejoindrez une jeune équipe, très motivée par des objectifs ambitieux. Responsable de votre budget, vous créez, animez et développez, en cohérence avec la stratégie commerciale du Groupe, un réseau de clientèle variée (distributeurs, agents officiels, clients directs) en veillant à offrir en permanence un service de qualité et un soutien à la fois technique et marketing.

Pour ce poste à responsabilités, nous souhaitons rencontrer un ingénieur autonome et entreprenant, parlant allemand et anglais (connaissance russe ou langue slave très appréciée).
De bonnes perspectives pourront être proposées à un candidat de valeur soucieux d'évoluer dans l'environnement technologique et humain particulièrement épanouissant de notre société en forte expansion (+20% l'an).

Poste basé dans la région dynamique et agréable de la Haute-Savoie, à proximité de Genève et du Mont-Blanc.

Merci d'adresser votre candidature sous référence EXP à VOG 48 rue Chapon, 75003 Paris qui transmettra en toute confidentialité.



VOG

MOTEURS ET AUTOMATISMES POUR STORES ET VOLETS ROULANTS **SOMFY**

INGÉNIEURS, INFORMATICIENS INGÉNIEURS COMMERCIAUX...

Dès le mardi 9 daté mercredi 10 janvier retrouvez les pages d'offres d'emploi

SECTEURS DE POINTE

dans notre supplément

**ECONOMIE
EMPLOI
FORMATION**



PILE SEPAREE

diffusée avec le quotidien sans supplément de prix

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



SAINT-GOBAIN VITRAGE FRANCE, est leader dans le domaine du verre plat sur les marchés de l'Automobile et du Bâtiment.

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

A la recherche de votre premier emploi, motivé et convaincu que votre potentiel, allié à votre charisme, vous permet d'appréhender un poste susceptible de vous apporter de réelles perspectives d'évolution dans la société ou le groupe...

Nous vous proposons de vous intégrer comme

INGENIEUR DE MAINTENANCE INDUSTRIELLE

dans nos sites de production et de transformation automobile pour participer notamment au développement des organisations.

La connaissance et/ou une spécialisation en **maintenance assistée par ordinateur** *constitueront un atout supplémentaire.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV), sous référence 4130, à

SOURCES
108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
qui transmettra.

SAINT-GOBAIN

---

ingénieurs automaticiens

INDUSTRIE CHIMIQUE

Nous sommes une société américaine de premier plan (2,5 Milliards de dollars de C.A.). *Nous élaborons et* **fabriquons des produits chimiques pour l'industrie et l'agriculture.**

Nos profits (123e au classement Fortune 500) attestent de notre croissance continue.

Nos usines - 700 p en Alsace et 220 p dans l'Aisne - fabriquent une large gamme de produits vendus par les sociétés de notre groupe.

L'important programme de **modernisation, d'extension, d'automatisation et d'informatisation** *des installations que nous menons, conduit* nos Directeurs d'Usine à rechercher deux Ingénieurs Automaticiens, un pour chaque site.

Vous prendrez en charge la maintenance et le développement des équipements et vous aurez un rôle prépondérant dans la **conception et la réalisation des équipements à venir.**

Ingénieur diplômé d'une école d'ingénieurs, avec option automatique et informatique industrielle, vous êtes débutant ou avez déjà acquis une première expérience significative.

Vous **maîtrisez** la langue **anglaise.**

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. et prétentions) sous réf. RH 27 à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

COGEPLAN

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



Paris area, world-oriented laboratory equipment manufacturer is seeking a

TECHNICAL WRITER

To take *full responsibility within the marketing department* for the timely production of instruction manuals and other technical documents. *Full command of English, a taste for pellucid,* effective, writing and of course a scientific or technical *background are essential. Readiness to operate the equipment is* also a requisite.

This is a fine opportunity to join a medium-sized, *well-established,* original supplier of liquid-handling *and analytical* instrumentation and to contribute significantly to its projects.

Resumes and application letters to be sent to B. PICHON

Phone inquiries also welcome at (1) 34.29.50.00

Fabriquant de matériel de laboratoire destiné au marché mondial, nous recherchons un rédacteur technique pour notre siège dans la région parisienne. Membre du service de marketing, il aura la responsabilité de l'édition dans les délais voulus des manuels d'instruction et d'autres documents techniques.

Maîtrisant parfaitement l'anglais, de formation scientifique et technique, il fera preuve d'un style clair et précis. Il lui faudra *également être prêt à se servir* des différents matériels.
Entreprise de taille moyenne connue pour ses produits de manipulation des liquides et son instrumentation analytique, nous attendons de lui une participation active à nos projets.

Envoyer CV et lettre de candidature à B. PICHON *ou téléphoner au* (1) 34.29.50.00

GILSON MEDICAL ELECTRONICS
72, *rue* Gambetta - BP 45
95400 VILLIERS LE BEL

OKC



gsi

TÉLÉMATIQUE

Notre Groupe représente aujourd'hui 2200 personnes et a réalisé en 1988 un CA de 1600 millions de francs dans 9 pays en Europe et aux Etats-Unis.

INGENIEUR GRANDE ECOLE

SOYEZ L'ARCHITECTE DE L'AUTOMATISATION DE NOTRE PLUS GRAND CENTRE DE PRODUCTION INFORMATIQUE

- Vous le savez, compte tenu de la complexité grandissante des moyens informatiques et de leur développement en réseau, l'automatisation des moyens informatiques devient l'un des enjeux majeurs de la performance de l'entreprise.
- Nos centres dotés d'ordinateurs puissants sont au coeur d'un réseau informatique européen.
- Vous serez responsable de l'élaboration et de la mise en oeuvre de notre plan d'automatisation: organisation, procédures, moyens logiciels et réseau faisant notamment appel à l'intelligence artificielle.

Ce poste convient à un diplômé d'une grande école d'ingénieur disposant de 3 à 5 ans d'expérience avec une solide connaissance de l'architecture logicielle d'un des grands constructeurs.

Ce poste constitue un tremplin pour évoluer au sein de notre groupe.

Poste basé en région parisienne.

Anglais fortement souhaité.

Ecrire sous réf. 50 A 1666-9M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL



JEUNES INFORMATICIENS: REJOINDRE UNE EQUIPE EN CREATION, C'EST EXPRIMER A FOND SES COMPETENCES

La société française
IRÉ Industries Réunies d'Électroménager S.A.
entreprise commune de Philips et Whirlpool,
crée son département des systèmes d'informations. Pour de jeunes talents, c'est l'occasion rêvée de prendre tout de suite des responsabilités et de développer des projets importants dans un environnement de pointe.

Responsable d'applications administratives

Ingénieur, Ecole de Commerce avec option informatique ou Miage, vous avez acquis, lors d'une première expérience ou d'une formation complémentaire, une bonne maîtrise des applications administratives. Chargé de l'évolution de nos logiciels administratifs en **environnement IBM,** vous conduisez le déroulement des projets informatiques et la mise en œuvre des nouveaux logiciels. Vous cherchez également à améliorer l'efficience des applications actuelles et vous participez à la *définition des procédures,* à la formation et à l'assistance des utilisateurs. Réf. BA/M.

Responsable d'applications commerciales

Ingénieur ou Ecole de Commerce avec option informatique, vous avez une première expérience des systèmes d'information dans un environnement commercial. Responsable du déroulement des projets informatiques et de la mise en œuvre de solutions modernes utilisant les dernières technologies en **environnement IBM-DEC,** vous organisez les flux d'informations et définissez les procédures, formez et assistez les utilisateurs Réf. SC/M.

Responsable support technique et production

De formation ingénieur ou équivalent, vous avez une bonne connaissance des **environnements IBM-DEC,** de la bureautique et de la communication PC-Mainframe.
Vous définissez et gérez les moyens techniques, préparez et assurez le support à l'utilisateur final, organisez et supervisez la *production, et recherchez l'optimisation de nos systèmes.*
Réf. ST/M.

Pour ces postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à **IRÉ,** Direction des Affaires Sociales, B. Bricout, 2 rue Benoit Malon, 92150 Suresnes Cedex.

PHILIPS  Whirlpool

MEDIA-SYSTEM

Grand centre de recherche de la banlieue sud de Paris
recrute

INGÉNIEUR(S) ou UNIVERSITAIRE(S) (DEA)

pour étude et réalisation d'expériences à vocation industrielle dans les domaines de la photoïonisation par laser et des plasmas froids.

PROFIL SOUHAITÉ :
compétences en électrotechnique et électronique, connaissances en matériaux appréciées, débutant ou confirmé, goût pour le travail d'équipe et sens de l'encadrement.

Envoyer CV sous n° 8718
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris

Chef de fabrication sucrerie

Notre unité de production, située à moins de trois heures de Paris, est rationnelle et performante grâce à une action rigoureuse et énergique des planteurs qui en contrôlent le capital. Notre salle de régulation moderne est à l'image de notre technicité.

Ingénieur ENSIA ou équivalent, agé de 27 à 32 ans, l'homme que nous cherchons a une expérience technique significative de la fabrication en sucrerie.

Ses capacités et sa personnalité doivent lui permettre de prendre la direction technique à terme de 3 ans.

C'est un homme de valeur, rigoureux, autonome et communiquant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 221289 BS à CAPFOR - 15 rue de la Paix - 75002 PARIS.
Informations Minitel : 3615 Code CAPFOR

CAPFOR

PARIS - AIX / MARSEILLE - ANGERS - AUCH - BORDEAUX - BREST - CLERMONT-FERRAND - LYON - NANTES - NICE - NIORT - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TOURS.

PLURIAL



En 1990, rejoignez le leader de la communication d'entreprise

Envie de communiquer, de gagner ?

Tout est encore possible au pays de la communication d'entreprise, au pays de Telic Alcatel. Radiocommunications, terminaux de communication, systèmes de communication multimédias, nos produits sont conçus dans cinq centres de Recherche et Développement et fabriqués dans six unités de production. Ils sont diffusés dans plus de soixante pays dans le monde.

Leader, nous le sommes et cela se voit !

Dans nos résultats : nous réalisons un CA de plus de 10 milliards de francs, dont 13% sont consacrés à la recherche et au développement. Dans nos performances : Telic Alcatel est le numéro un français en radiotéléphonie, le numéro un européen des systèmes de communication d'entreprise, le numéro un mondial des vidéotex...

Ingénieurs logiciels

Venez vous intégrer à la dynamique de nos projets européens. Vous serez chargés de concevoir et de développer des systèmes de communication voix - données - image dans un environnement Unix et en langages évolués.

Ingénieurs électroniciens

Venez concrétiser vos connaissances en électronique analogique et numérique. Nous vous confierons la conception de terminaux de communication et la réalisation du désign des cartes électroniques en utilisant des technologies de pointe.

Envie de partager notre aventure ?

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieur électronique ou informatique, vous parlez anglais : 90 opportunités de carrière s'ouvrent à de jeunes ingénieurs, débutants ou 1ère expérience, à Colombes, Strasbourg, Suresnes...



Nous vous remercions d'adresser, pour un premier entretien, votre CV à Telic Alcatel, Direction des Ressources Humaines, 3 avenue Salomon de Rothschild, 92152 Suresnes.



VOCATION MEDIA

INGENIEURS

CONFIRMES GRANDES ECOLES ET UNIVERSITAIRES

DIVISION TRANSPORT

- **CHEFS DE PROJETS**
- **INFORMATICIENS**
- **ELECTRONICIENS**
- **QUALITE LOGICIEL**

Leader mondial en matière de systèmes ferroviaires GEC ALSTHOM vous propose de faire carrière au sein de la Direction Technique. dans un environnement de très haute technologie à forte orientation "Génie logiciel" utilisant des méthodes de conception et de développement en Ada et C. autour d'un atelier logiciel UNIX.

Aux portes de l'avenir, l'enjeu technologique à relever vous permettra d'exprimer vos idées et vos ambitions à travers des projets de grande envergure comme la réalisation de systèmes ferroviaires complexes (Trains et Métros) dans le monde entier : Centre de Contrôle du Tunnel sous la Manche, ASTREE, SACEM, MAGGALY, RER, TGV Atlantique, Métro Los Angeles, etc.

Ecrivez-nous sur le site, au Département des Affaires Sociales, GEC ALSTHOM. DTRF. 33, rue des Bateliers, 93400 SAINT-OUEN. en joignant à votre lettre manuscrite CV. prét. et photo. sous réf. 6514/HD.

GEC ALSTHOM

LA PASSION FERROVIAIRE

CONTESSE

Groupe important implanté sur l'est de la France
Plus de 10 000 salariés

recherche

JEUNES INGÉNIEURS

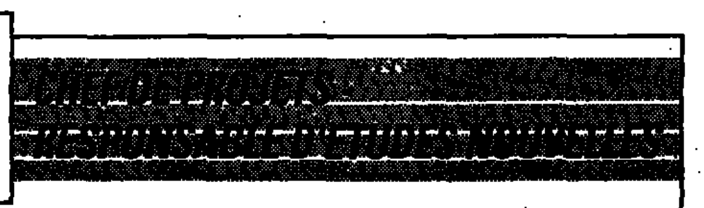
Pour ses développements informatiques, applicatifs, système, base de données, matériel IBM haut de gamme, *réseaux minis, micros...*

Salaires selon expérience.

Faire offre lettre + C.V. détaillé + photo sous n° 8686
Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris



Par son dynamisme décisionnel, sa décentralisation des responsabilités, la modernisation de son outil de production et son engagement dans une politique de qualité totale, la division FILTRES PURFLUX pour l'automobile se donne les atouts de sa réussite internationale, succès de ses technologies et d'hommes et de femmes qui veulent gagner.



Directement rattaché au Responsable du Bureau d'Etudes et Développement de la Division Filtres Purflux, *vous aurez en charge la conception de nouveaux produits, le suivi des dossiers et* la mise au point jusqu'à la phase industrialisation.

Ingénieur débutant, de formation mécanique/hydraulique, vous pratiquez l'anglais couramment.

Imaginatif et ordonné, vous disposez alors de qualités requises pour réussir dans cette fonction.

Ce poste est basé au siège à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (78).

Merci d'adresser votre dossier de candidature *(C.V., photo et prétentions)* à Christian LEFRANCOIS - Gestion des Cadres - Direction des Affaires Sociales - B.P. 218 - 78051 SAINT-QUENTIN-YVELINES Cedex.

labinal

GROUPE LABINAL
DIVISION FILTRES PURFLUX

CONTESSE

INGENIEUR PROJET GPAO

LA TECHNICITE POUR MOTEUR

BOURJOIS occupe une place de leader dans le domaine des parfums et cosmétiques. Son succès repose sur la qualité de ses produits obtenue grâce à une politique d'innovation à tous les stades de la production.

Ingénieur Grande Ecole ou université avec option informatique, vous avez une expérience de 2 à 3 ans d'un projet GPAO.

Vous souhaitez aujourd'hui rejoindre une entreprise très performante.

Rattaché au Directeur des projets gestion de production, vous concevrez et mettrez en œuvre, en collaboration avec l'informatique, des projets d'organisation et d'informatisation de la gestion de production des 3 sites industriels et des fonctions centrales de l'exploitation, en ayant toujours comme principal souci la satisfaction maximale des utilisateurs.

Si vous conjuguez qualités humaines et organisationnelles, vous bénéficierez de nombreuses perspectives d'évolution.

Le poste est basé à Pantin.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence LM.PGP.12 à BOURJOIS - Développement des Ressources Humaines - 12-14, rue Victor Noir - 92521 Neuily sur Seine Cedex.



Un professionnalisme éclatant

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Ingénierie à l'export

CLECIM

Ingénieriste métallurgique du groupe Spie Batignolles, nous réalisons 85% de notre chiffre d'affaires à l'étranger. Concepteur d'équipements pour la sidérurgie et les métaux non ferreux, *nous travaillons dans un* environnement de haute technologie où l'innovation est permanente. Dans nos équipes de projets, nos jeunes ingénieurs prennent tout de suite des responsabilités opérationnelles.

INGENIEUR DE PROPOSITIONS
Cergy-Pontoise

Intégré à une Ligne de Produits, vous concevez, préparez et défendez chez nos clients les offres techniques qui vous sont confiées. Vous assurez les responsabilités humaines et financières correspondantes.
Intéressé par le process, généraliste par vocation, vous confirmerez rapidement vos capacités à animer et votre aisance dans les négociations internationales
Ingénieur diplômé, une courte première expérience vous a permis de démontrer vos capacités d'animateur et d'homme de synthèse.
Vous êtes très mobile et **vous parlez couramment l'anglais.**

INGENIEUR ELECTRONICIEN
Cergy-Pontoise

Intégré à la Direction de l'Ingénierie, vous encadrez l'équipe de techniciens chargée des études, réalisations, essais et mises en service sur site d'équipements hardware et micro-informatique.
Vous assurez la responsabilité technique et budgétaire des contrats qui vous sont confiés.
Ingénieur diplômé, débutant ou première expérience, vous souhaitez confirmer vos qualités d'animateur et de gestionnaire avant d'accéder à des responsabilités plus étendues.
Vous êtes mobile et **vous parlez couramment l'anglais.**

INGENIEURS GENERALISTES
Région lyonnaise et Cergy-Pontoise

Intégré à la Direction de l'Ingénierie, vous intervenez dès la conception des projets puis en assurez la réalisation : pilotage des études, suivi des sous-traitants, relations avec les partenaires et fournisseurs. Vous intervenez vous-même sur site lors des mises en service
Ingénieur diplômé, débutant ou première expérience, vous élargissez rapidement vos compétences techniques : mécanique, automatismes, fluides, électricité..., faites la preuve de votre aisance dans les contacts internationaux et *affirmez vos capacités à encadrer*
Vous êtes mobile et **vous parlez couramment l'anglais.**

INGENIEUR AUTOMATICIEN
Cergy-Pontoise

Intégré à la Direction de l'Ingénierie, vous êtes responsable de la réalisation de *nos avant-projets d'automatismes comprenant de l'instrumentation,* des matériels et logiciels micro et mini-informatique ainsi que des systèmes *mécaniques et hydrauliques*
Vous en assurez l'estimation et participez à la passation des marchés
Ingénieur diplômé, débutant ou première expérience, vous avez une très bonne formation généraliste à dominante automatismes
et **vous parlez couramment l'anglais.**

Animateur, homme de synthèse, vous souhaitez accéder rapidement à tous les aspects techniques et financiers du montage d'une affaire

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le poste choisi à Madame Ortalli, CLECIM, Service Gestion des Ressources Humaines, Parc Saint-Christophe, 95864 Cergy-Pontoise Cedex

UN ESPRIT D'ENTREPRISES

CLECIM
Groupe Spie Batignolles

MEDIA-SYSTEM

CISI INGENIERIE

CISI INGENIERIE réalise des études du logiciel et des systèmes dans les secteurs scientifique, technique et industriel.
Pour participer à notre expansion dans les domaines armement, aéronautique, espace, nucléaire, nous recherchons :

Ingénieurs d'études
Bordeaux

Mission : Prendre en charge des études et des réalisations dans un environnement lié aux technologies de pointe.

Profils :
- Ingénieur informaticien : Unix, C, FORTRAN, SGBD. Débutants acceptés.
- Ingénieur Grandes Ecoles : Electromagnétisme, traitement du signal, informatique. *Débutants acceptés.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence CIB 03/01 à Monsieur Hervé CADIN - CISI INGENIERIE - Parc d'activité KENNEDY - BP nº 19 - 33702 MERIGNAC Cedex. Tél. : (16). 56. 34. 11. 50.

DUNLOP

2 milliards de CA - 4 000 personnes - 7 usines

Ingénieur
Relations Techniques Constructeurs

Nous recherchons pour notre **division Pneumatiques à Issy-les-Moulineaux,** un jeune ingénieur ayant de préférence une expérience dans l'industrie automobile pour assurer les liaisons techniques avec les bureaux d'étude et les services d'essai des constructeurs automobiles.

Pour réussir dans ce poste, il vous faut :
- *être passionné par l'automobile*
- aimer les contacts
- savoir créer une bonne ambiance de travail en équipe et connaître l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature à DUNLOP FRANCE - Direction du Personnel - 62, rue C. Desmoulins - 92133 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX.

DUNLOP FRANCE

Agence centrale des organismes d'intervention dans le secteur agricole
Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture
recrutent
4 INGÉNIEURS-AGRONOMES
ou bac + 4
35 ans maximum au 1er janvier 1990 - Nationalité française
Postes à PARIS - déplacements en province
Salaire : 115 200 F brut + primes
Renseignements et dossiers de candidature à demander par téléphone : 40-58-71-72 ou 40-58-70-92
Date limite de dépôt des dossiers : 17 janvier 1990
Epreuves écrites : 25 janvier 1990 à PARIS
ou écrire ACOFA
2, rue Saint-Charles, 75740 PARIS Cedex 15

Avec la Performance... La Compétence

**Spécialisée dans les EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES ET DE DEFENSE, la SFIM depuis plus de 40 ans maintient le cap de la performance et de la compétence.
Dans le cadre de son évolution, la Direction Contrôle et Qualité recrute :**

2 INGENIEURS QUALITE DEVELOPPEMENT
(Réf. IQ/10)

Vous serez chargé de l'assurance Qualité des systèmes de visée en cours de développement *mettant en œuvre opto-électronique, imagerie* thermique et écartométrie.
Ingénieur généraliste **(ENSI ou équivalent)**, vos connaissances en **optique ou opto-électronique** seront appréciées.

1 INGENIEUR QUALITE DEVELOPPEMENT
(Réf. IQ/11)

Vous serez chargé du système de pilotage automatique.
Ingénieur généraliste **(ENSI ou équivalent)**, des connaissances en **électronique numérique (68XXX)** sont exigées.

Que vous soyez débutant ou fort d'une première expérience, nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV + photo et prétentions sous la *référence choisie à* **Françoise HENNEQUIN, SFIM, Direction des Affaires Sociales, 91344 Massy Cedex.**

sfim

NC communication

GROUPE BANCAIRE MONDIAL,

Nous sommes une de ses filiales chargées de l'organisation et de l'informatique pour ses activités spécialisées sur les marchés financiers et les titres. Pour faire face à notre développement, nous mettons en place un nouveau schéma directeur et souhaitons accueillir au sein de notre département Organisation plusieurs :

ORGANISATEURS

De formation supérieure (Ecole d'ingénieur ou universitaire), vous avez une expérience fonctionnelle de 3 à 5 ans en tant que **concepteur** ou **chef de projet** dans l'un des domaines

TITRES - TRESORERIE - INTERNATIONAL

Vous aurez la responsabilité de l'ensemble des phases d'organisation, de l'étude préalable à l'adaptation des solutions ac*tuelles au nouveau système. Vous serez le garant des procédu*res et assurerez le support et la formation des utilisateurs.

Ce poste requiert un sens aigu de la communication.

Pour ces postes basés à **Montparnasse,** nous vous remercions d'adresser votre dossier + photo sous réf.OR.MFT à notre conseil : A.F.I., Cabinet de Recrutement, Valérie JOLY, *5 rue de Surène 75008 PARIS.*



Organisation et Publicité

L'innovation en électronique et informatique

DIGILOG
GROUPE DIGITONE

PME de 100 personnes recherche pour son Etablissement Parisien, ainsi que pour Aix-en-Provence et Toulon

INGENIEURS de formation électronique

débutants ou quelques années d'expérience pour développer du logiciel dans les domaines du Traitement du Signal, du Graphique et des Télécommunications
DIGILOG *est une des rares PME capables de réaliser des systèmes électroniques* complets tant sur les aspects matériels que logiciels.
Si vous êtes motivés par l'évocation de quelques-uns des mots clés suivants VME, SPARC, TRANSPUTER, 68030, UNIX, VRTX, VXWORKS, CGI/GKS, DIGIBUS, FODI Merci d'envoyer lettre manuscrite et CV à :
DIGILOG - 21, rue Frédéric Joliot - Z1 - 13763 LES MILLES CEDEX

Grande entreprise nationale recherche pour son centre régional de Lille
UN JEUNE INGÉNIEUR

Grandes Écoles débutant ou quelques années d'expérience dans l'industrie, pour occuper un poste au sein d'une équipe chargée d'exploiter et de gérer un grand réseau électrique grâce à votre créativité, votre goût pour le travail en équipe et votre facilité d'adaptation, ce poste vous offrira, après deux ou trois ans, de larges ouvertures sur la plupart de nos secteurs d'activités tant dans le domaine technique que commercial.

Écrire s/nº 8714 LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CONTROLEUR INTERNE

Pyrénées

La société SOULE, important constructeur français de matériel électrique, électronique *et ferroviaire (550 personnes, 350 millions* de francs de chiffre d'affaires) en forte croissance, recherche son contrôleur interne. Adjoint au directeur financier de la société, il aura pour mission de faire vivre et contrôler l'ensemble des procédures de traitement et de circulation de l'information comptable et financière. Il supervisera également en direct les comptabilités générale et analytique et animera une équipe de 7 personnes. De formation Sup de Co + DECS ou équivalent, le candidat recherché devra avoir une expérience d'au moins 2 ans d'une fonction similaire en entreprise et/ou en cabinet d'audit international. D'excellentes compétences comptables, de bonnes capacités d'organisation et une personnalité affirmée permettront à un jeune candidat de potentiel d'évoluer au sein d'une entreprise très dynamique. Devant à terme être le contrôleur du groupe en France et à l'étranger, la pratique de l'anglais est nécessaire. Ecrire à Arlette BIEBUYCK en précisant la référence **A/T7333M - PA Consulting Group - 2 bis, avenue Frizac - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18.** (PA Minitel 36.14 code PA)



PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

Jeune Responsable Comptable

Branche du GROUPE LIVRE HACHETTE, nous gérons les activités "Industrie et Services". La Direction Administrative et Financière, renforce ses équipes et recherche un Jeune Responsable Comptable.
Au sein d'une équipe jeune, et dans le cadre d'un environnement très fortement informatisé (progiciels de comptabilité et de gestion, *outils micros*), *vous serez le* "numéro deux" en charge de la comptabilité générale, analytique et budgétaire, de la réalisation et du suivi des inventaires.
La décentralisation des traitements comptables vers les entités de distribution du livre (une vingtaine en France), implique de votre part un rôle de coordination et de contrôle des applications et procédures tant comptables que de gestion.
A la fois opérationnel (animation d'une équipe au siège) et conseil auprès des comptables présents dans les unités, vous prendrez une part essentielle dans l'évolution des systèmes et leur bonne utilisation.
A l'issue d'un DECS ou d'une formation de type MSTCF, vous avez évolué deux à trois ans dans un cabinet ou une entreprise. *Nous vous proposons de rejoindre dans* l'immédiat cette Direction et d'évoluer, à terme, dans le groupe, en France ou à l'international (pratique de l'anglais ou de l'espagnol appréciée).
Si vous souhaitez saisir cette opportunité, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence FH/18/M, à notre conseil : **INFRAPLAN** - 83 Bd Raspail - 75006 PARIS.

INDUSTRIE & SERVICES
HACHETTE GROUPE LIVRE

NOTRE DIRECTION FINANCIERE INTERNATIONALE

recherche

CADRE FINANCIER EXPORTATION

*Au sein d'une équipe jeune et dynamique, vous participerez à l'élaboration, à la négo*ciation et à la conclusion des contrats exportation. Vous établirez en relation avec les organismes français concernés (banques, ministères...) les procédures d'assurance et de financement correspondants.

Agé de plus de 30 ans et de formation supérieure (ESSEC, Sup de Co, Sciences Po), vous avez acquis une expérience significative de 5 ans minimum du financement à l'exportation dans le secteur bancaire ou industriel.

Rigueur, fiabilité, efficacité, autonomie, sens de la négociation, sens des responsabilités, esprit d'équipe sont des qualités essentielles pour réussir dans ce poste.

Anglais courant, Espagnol souhaité.

De nombreux déplacements à l'étranger sont à pourvoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. DFD/011 au Service du Personnel, *AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION*
78, quai Marcel Dassault - 92214 SAINT CLOUD

DASSAULT

HCA

ERAMET-SLN

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Important Groupe Industriel français d'envergure internationale, nous sommes spécialisés dans l'extraction, la transformation et la distribution de métaux non ferreux.
Dans le cadre de notre développement soutenu, nous renforçons notre structure siège, et recherchons notre :

Responsable du Service Contrôle de Gestion

Paris

Vous serez responsable :
- des procédures budgétaires
- de la consolidation des budgets
- *du contrôle, analyse et commentaires des résultats*
- du reporting mensuel à notre Direction Générale (résultats analytiques, marges, tableaux de bord).

La trentaine, de formation supérieure (ESC Gestion), vous possédez une expérience de la fonction en milieu industriel (Cabinets et Entreprises) et êtes familiarisé avec l'outil informatique.
De tempérament responsable et méthodique, vous alliez sens du contact et ouverture d'esprit, ce qui vous permettra à terme d'évoluer au sein de nos structures.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence M/1238 au

CNPG Ressources Humaines.



61 rue des Belles Feuilles
75116 PARIS.

SOCIETE DE SERVICES
LEADER dans son activité
recherche
pour proche BANLIEUE OUEST

SON RESPONSABLE SERVICE COMPTABILITE ET INFORMATIQUE

(12 collaborateurs)

UNE OPPORTUNITE :
- pour un candidat **jeune Diplômé** D.E.S.C.F. ou équivalent.
- *Ayant une expérience minimum de 2 ou 3 ans en* Cabinet d'Expertise ou en Entreprise.

Adresser C.V. + Prétentions à :
S.I.P. *Publicité* (sous réf. PM)
11, rue d'Uzès - 75002 PARIS
(qui transmettra)

Ford France (14 milliards de C.A., 4.500 personnes...) recherche pour sa Direction Financière plusieurs :



Vous désirez vous investir dans un environnement international vous permettant d'accéder à des postes de management.
Nous vous proposons d'intégrer notre Direction Financière qui offre plusieurs opportunités d'acquérir les mécanismes financiers de notre Société, au sein des départements Trésorerie et Comptabilité.

Ces postes constituent un excellent tremplin pour des personnalités maîtrisant bien l'anglais et désireuses de pouvoir évoluer à terme, sur le plan international, au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier (c.v. + lettre + photo) sous référence TN à :

MILLESIMES



FORD FRANCE SA, Direction des Ressources Humaines
344, avenue Napoléon-Bonaparte, 92506 Rueil-Malmaison Cedex

IMPORTANTE
MUTUELLE NATIONALE,
RECHERCHE SON

DIRECTEUR ADJOINT

Réf. 2756/A

De formation supérieure, âgé de 40 à 50 ans, vous avez une solide expérience :
- des contacts et de la négociation à tous niveaux,
- de l'encadrement direct d'une équipe opérationnelle où les techniques modernes de traitement de l'information ont une place privilégiée.

DELEGUE COMMERCIAL

Réf. 2756/B

auprès de ses unités décentralisées, et de ses entreprises clientes.

De formation supérieure, vous avez une expérience dans l'offre de services dans le domaine de l'Assurance, y compris dans ses aspects marketing.

Ces deux postes destinés à renforcer notre équipe de Direction pour un programme de développement ambitieux, supposent une capacité d'intégration rapide et le goût du travail en équipe.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec c.v. et photo en précisant la réf. du poste qui vous intéresse à AXIAL, 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

DIRECTEUR DE LA GESTION DU PATRIMOINE

NANCY. Cet important organisme de construction et de gestion immobilière compte un effectif de 370 personnes assurant la gestion locative et la vente de près de 20 000 logements.
Souhaitant renforcer son encadrement supérieur, le directeur général recherche

UN COLLABORATEUR

à qui sera confiée la gestion du patrimoine.
Ce poste s'adresse à un cadre de formation juridique, expérimenté dans la gestion immobilière (5 ans environ d'expérience professionnelle dans cabinet immobilier ou organisme HLM).
Les conditions offertes ainsi que le dynamisme de l'équipe de direction seront de nature à intéresser des candidats de valeur pour ce poste évolutif.

Ecrire à C. GERBELLI
OPAC de *Meurthe-et-Moselle*
B.P. 610 - 54010 NANCY CEDEX.

La Clusaz

station de sports d'hiver et d'été
recrute

UN RESPONSABLE FINANCIER

Chargé du contrôle budgétaire des organismes municipaux et para-municipaux de la négociation des emprunts, de la recherche des subventions, de la maîtrise du processus budgétaire et de la gestion de trésorerie.

CANDIDATURES A ADRESSER :
MAIRIE DE LA CLUSAZ - 74220
Tél. : 50-02-60-88 - M. CODRON S.G.

Etablissement Public - Paris
recherche

un gestionnaire

pour saisie et suivi des crédits au sein de la Direction Administrative et Financière.
Connaissance des procédures publiques exigée (investissement et fonctionnement)
Niveau Bac + 2 souhaité et bonne connaissance de la comptabilité
Envoyez C.V. et prétentions à :
Association pour la Bibliothèque de France
1, place Valhubert - 75013 Paris

Le Monde
CADRES

Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

Le Monde CADRES — *Le système télématique expert de l'emploi des cadres* 3615 LM

La ville de Reims
(Marne)
RECRUTE

UN (OU UNE) ATTACHÉ(E) DE PRESSE
pour son service communication

chargé, sous l'autorité du chef de ce service :
- d'assurer les relations presse de la mairie de REIMS,
- des contacts avec la presse,
- de la rédaction de dossiers,
- de réflexions sur les outils de presse,
- de conception d'événements médiatiques.

Profil :
- connaissance des Collectivités Territoriales et expérience professionnelle souhaitées,
- talents de rédaction.

Adresser lettre manuscrite + CV détaillé + photo récente, **avant le 31 janvier 1990**, à :
Monsieur le Maire - Hôtel de ville - 51100 REIMS.
(Pour renseignements : 26-40-54-53, poste 1525)



NERVET PONT, CONSEIL EN RECRUTEMENT SOUHAITE A SES CLIENTS, PARTENAIRES ET CANDIDATS UNE EXCELLENTE ANNEE 1990.

nervet pont conseil

professionnel du recrutement
LYON

En France, nous sommes une importante société de Conseils en Recherche de Cadres et Dirigeants. En contact permanent avec **les entreprises, les hommes et les technologies les plus diversifiées** depuis plus de 12 ans, vous rejoindrez une **équipe de professionnels** en recrutement par annonce et par approche directe.

Le **niveau de vos interventions, la qualité de nos actions** nécessitent :
- une formation supérieure (ESC, DESS, Sciences Po...)
- une solide expérience de recrutement de Cadres, d'Ingénieurs et de Dirigeants
- une autonomie réelle de fonctionnement.

La connaissance du tissu industriel Rhônalpin, votre dynamisme commercial, et votre **capacité d'analyse** vous garantissent le succès dans un **Cabinet en plein développement.**

Merci d'adresser votre dossier (C.V. et prétentions) sous réf. CGP 71 à Robert CHOUVENC qui vous garantit une stricte confidentialité.

11, rue Victor Hugo - 69002 LYON.



MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

FORCE ◆ 6 ◆

Compagnie d'Assurance vie en pleine expansion

recherche

JEUNE ORGANISATEUR A FORT POTENTIEL

De formation ESC ou MIAGE et âgé de 28-33 ans environ

Le candidat devra posséder une première expérience dans l'analyse de postes de travail en milieu administratif et la mise en place de procédures de gestion.

La connaissance de l'anglais sera un plus.

Adresser lettre manuscrite, CV, prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Groupe Foncier Habitat
(20 000 logements gérés en Ile de France)

Afin de poursuivre et d'amplifier nos efforts de modernisation et d'amélioration de notre patrimoine immobilier, nous créons le poste de

CHARGE DE MISSION PATRIMOINE

Sous l'autorité du Directeur du Patrimoine, vous participerez à la définition technique des projets de réhabilitation et assurerez leur montage administratif et financier; vous serez responsable de la *recherche et de l'obtention des financements.*
Vous participerez également à la mise en place d'applications informatiques pour le suivi technique et financier des opérations.

De formation BAC + 4 (type IEP, école de commerce), vous avez 30 à 35 ans, possédez une expérience d'au moins 4 ans dans une fonction comparable. Vous alliez implication, rigueur et imagination, assurance et sens de la négociation.



Dans ce cas, adressez votre candidature avec CV, photo et lettre manuscrite, sous réf " Recrutement CMPAT/MOD " à:
Groupe Foncier Habitat
BP 135 - 94230 CACHAN

PLURIAL

Le département d'Eure-et-Loir
RECRUTE

UN CONSERVATEUR DE MUSÉE DE 1re CATÉGORIE

Profil de l'emploi :

Ce conservateur sera chargé d'assurer la direction du Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles d'Eure-et-Loir.

Ce musée est géré par une société d'économie mixte dont le département possède la majorité du capital et abrite les collections de l'Association du conservatoire.

La rémunération sera celle afférente à l'emploi de conservateur de musée 1re catégorie, par référence aux emplois communaux.

Profil du candidat :

– Figurer sur la liste d'aptitude établie par les services de la *Direction des musées de France* publiée au *Journal officiel* du 25 juillet 1989 ;

– Par voie de détachement ou de mutation pour tous conservateurs en fonctions.

Candidatures :

A adresser, **avant le 20 janvier 1990,** sur papier libre, avec un curriculum vitae très détaillé, le dernier arrêté de promotion d'échelon, une photo d'identité à :

Monsieur le Président du Conseil général d'Eure-et-Loir
service du personnel - 31, rue Sainte-Même
28026 Chartres Cedex.

SOCIETE DU GROUPE DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

recherche

RESPONSABLE D'UNE TECHNOPOLE
en cours de création

Ayant connaissance :
- du montage et de l'animation de réseaux de partenaires prestataires de services aux entreprises
- du monde industriel
- de la gestion

Capacité à contribuer à la négociation d'implantations d'entreprises.

Profil recherché :
- 35 à 40 ans
- Formation :

Ingénieur-économiste - H.E.C. - E.S.S.E.C. - ou assimilé
Bonne expérience de l'entreprise

Adresser C.V. avec photo et lettre manuscrite sous réf. 67054 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

La Banque, c'est aussi un système de distribution utilisant des technologies de pointe.

BANQUE REGIONALE DU SUD-OUEST
nous recherchons un

RESPONSABLE TECHNOLOGIES NOUVELLES

En étroite collaboration avec les services opérationnels, vous serez chargé(e) d'étudier les possibilités d'optimisation de l'activité bancaire par le biais de nouvelles technologies.

Dans le cadre des actions entreprises, vous aurez à les adapter et à en assurer le suivi.

Pour ce poste, nous recherchons un jeune Ingénieur (INSA, ISEN, IDN, ENSEEIHT, ...) ayant déjà une première expérience significative dans un établissement bancaire ou financier.

Votre curiosité, votre goût d'entreprendre et de réaliser seront des critères déterminants.

Merci de nous adresser votre dossier + rémunération actuelle sous référence 2521 ou transmettez-le à **CVCADRE** en composant **le 36-15 code JCM** sur votre minitel.



JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL
56, BD DE L'EMBOUCHURE - 31200 TOULOUSE
PARIS - LYON - NANTES - RENNES
TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE



Hewitt Associates

CONSULTANTS
RESSOURCES HUMAINES

Réseau international présent dans 29 pays, HEWITT ASSOCIATES emploie aujourd'hui 3 300 personnes. Spécialisés dans les politiques de rémunération, nous poursuivons notre développement en France et recherchons des Consultants en Rémunération. Ils conduiront des missions de conseil en politique de rémunération auprès d'entreprises évoluant dans tous les secteurs de l'activité économique. Ils analyseront leurs situations spécifiques puis proposeront et mettront en place des plans de rémunération comportant : classification, rémunérations fixes et variables, actionnariat... et assisteront les entreprises dans la préparation de leur communication interne. A la fois stratégique et proche du terrain, ce métier intéresse des candidats d'environ 30 ans, de formation supérieure (Sciences Po, Ingénieur, Ecole de Commerce) possédant une première expérience de la fonction personnel acquise soit en cabinet conseil, soit au sein d'une direction des relations humaines d'une entreprise. Il nécessite une bonne sensibilité à l'informatique et la maîtrise de l'anglais.

Ecrire sous référence 1185 M à :

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups – 75012 PARIS
Discrétion assurée.

Valeo

Recherche pour son siège social Paris 17e - Direction Communication

Traducteur (trice)

Formation Supérieure. Parfaitement bilingue anglais (langue maternelle anglaise).
Connaissances techniques souhaitées (familiarisé avec le vocabulaire professionnel y compris financier).

Adresser lettre, CV, photo et prétentions à Valeo - Madame Rossi - 43 rue Bayen - 75017 PARIS.

Valeo *L'Equipement Automobile*

CABINET DE COMMUNICATION *INSTITUTIONNELLE*

recrute pour son service de relations publiques/ relations presse

CHARGÉ(E) DE MISSION

NIVEAU IEP, CELSA OU BAC + 4
Sachant rédiger, esprit méthodique et organisé, sens de l'initiative et goût des langues et des contacts de haut niveau. Intéressé(e) aussi bien par la politique locale que par l'Europe, le (la) candidat(e) devra avoir une première expérience de 2/3 ans dans le secteur de la communication publique ou corporate.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions sous référence 2555 à « Le Fil communication » 25, rue du Louvre 75001 Paris.

Organisme réputé de formation aux langues étrangères situé à Paris cherche son

DIRECTEUR(TRICE) ADJOINT(E)

pour développement de sa clientèle entreprise et animation de l'équipe pédagogique. Adresser dossier avec photo et prétentions à : Cabinet Klein, Mme Menet, 44, Champs-Elysées, 75008 Paris, qui transmettra.

Marché nouveau et sans concurrence

COMMERCIAUX
Ttes régions
40/55 ans environ

Diffusion d'un service haut de gamme inédit et indispensable pour dirigeants, cadres, prof. indép. ou libérales. Excellent standing exigé. Poss. fortes rémunérations.

Lettre manuscrite, CV, photo sous no 8711
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 PARIS

URGENT
Pour une importante société aéronautique, recrutons

AÉRODYNAMICIENS MÉCANICIENS DÉBUTANTS

GRANDE ÉCOLE GROUPE A, B, C

Disponibles immédiatement
Lieu de travail : banl. sud

Adresser CV et prétent. à T21, 242, bd Jean-Jaurès, 92100 BOULOGNE ou tél. pour r.-v. Françoise LAULAN 47-61-00-85.

SIGMA FORMATION recherche une

SECRÉTAIRE DE FORMATION
des

FORMATEURS (HF)
(vacataires et contractuels) ayant expérience réelle en INSERTION SOCIALE
MISE A NIVEAU T.R.E
Relations entreprises
Techniques d'animation et communication
ELECTRICITÉ-ÉQUIPEMENT
ELECTRONIQUE-INFORMATIQUE
Maintenance micro (IBM + compatibles + APPLE) Magasinage-Gestion de stocks
Comptabilité
TECHNIQUES DE VENTE
Adresser candidature et cv sous référence 14 DM
SIGMA FORMATION
17, rue des Envierges
75020 PARIS

Pour importante société

AVIATION
banlieue SUD recherche

DUT GÉNIE THERMIQUE
(BAC C). Libéré des O.M. Disponible immédiatement. Adresser CV et prétentions T21, 242, bd Jean-Jaurès 92100 BOULOGNE ou tél. F. LAULAN, au 47-61-00-85.

VOUS
Secrétaire de direction de 35/45 ans environ, dynamique, d'initiatives, de responsabilités, d'expérience réussie (secrétariat/comptabilité/ gestion/informatique), disponible rapidement.

NOUS
STUDIO DE CRÉATION PUBLICITAIRE
(La Défense). Env. lettre manuscr., C.V., photo, prét. à : D. Neel, 19, allée F.-Mauriac, 95580 Margency.

PDG PME de service recrute

sa COLLABORATRICE
Profil recherché : DECS + 2 à 3 ans d'expérience en cabinet comptable.
Envoyer CV et prétentions à Formac Recrutement 82, bd Sébastopol, Paris-3e qui transmettra.

INSTITUT GUSTAVE-ROUSSY
CENTRE DE LUTTE CONTRE LE CANCER
Rue Camille-Desmoulins
94805 VILLEJUIF Cedex
recrute

INFIRMIER(E) D.E. (JOUR OU NUIT)
Sal. mens. brut déb. 9 083 F + prime 359 F. Prime pour travail le dim. ; prime d'assiduité (équiv. 13e mois) ; prime si travail de nuit : 1 192 F. Ancienneté hospitalière reprise à 50 %.

Adress. candidature avec C.V. à Mme l'Infirmière Générale
Tél. : 45-59-47-21

Marché nouveau et sans concurrence

COMMERCIAUX
Ttes régions-40/55 ans environ

Diffusion d'un service haut de gamme inédit et indispensable pour dirigeants, cadres, prof. *indép. ou libérales. Excellent standing exigé.* Poss. fortes rémunérations.

Lettre manuscrite, CV, photo sous no 8711
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 Paris

DEMANDES D'EMPLOIS

Cadre social métropolitain installé à la Réunion depuis 2 ans, ch. produits à distribuer sur l'océan Indien : Étudie ttes propositions
Ecrire sous le no 8719
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

DIRECTEUR RESSOURCES HUMAINES
36 ans. Formation supér. 10 ans expér. Maîtrisant tous les aspects de la fonction. Originaire du nord de la France et désireux y retourner, recherche poste similaire ou étudie tte proposition métropole LILLOISE et environs. Ecrire ss no 1807/M PARFRANCE, 13, rue Ch.-Lecocq, 75015 PARIS qui transmettra.

Jeune fille 23 ans, BAC + 2. Très bon niveau culture générale. Excellente présentation, étudie toutes propositions secrétaire accueil. Tél. du lundi au vend. 48-93-32-92.

Secrétaire BTS, 8 a. exp. cherc. Paris emploi motivant, préf. culturel/communicat. 39-68-54-65, 9 h à 17 h

Ass. de direction en adm. culturelle - secteur art chorégraphique - recherche poste à respons. au sein d'un théâtre, festival... Paris ou RP. Etudie toutes offres.
Tél. : 40-18-18-69

Cadre administratif F. 31 a. ch. poste commercial personnel ou juridique de Sté de groupe
Tél. : 43-07-52-47

J.F. allemande, bilingue, diplômée de l'ens. sup. en litt. gén. et comparée, hist., française. Exp. prof., cherche à orienter sa carrière vers l'édition, médias, échanges culturels.
Ecrire sous le no 8694
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

RECH. POSTE JOURNALISTE 1 an presse prof. éco. ent. Intér. par rub. communicat.
Tél. : 42-81-38-90 (rép.)

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

12e arrdt

REUILLY-DIDEROT
Appart 3 P. calme tt confort, digicode.
Prix 850 000 F
Tél. : 42-71-93-00

18e arrdt

RÉSIDENCE DAMRÉMONT
2 PIÈCES TT CONFORT
Px 600 000 F
Tél. : 42-71-87-24

19e arrdt

19e PROCHE CANAL
STUDIO 30 m²
Prix 420 000 F.
3e ét. parfait état.
Tél. : 42-71-93-00

20e arrdt

MÉTRO MARAICHERS
3 P. 679 000 F
Travaux à prévoir. Bon imm.
42-71-93-00

MARAICHERS
2 P. 405 000 F. Bon imm.
IDÉAL investissement
42-71-93-00

94 Val-de-Marne

VINCENNES
BEAU 2 PCES 750 000 F
Parfait état
42-71-87-24

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. PARIS. Préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-48-07 même soir.

Etude VALRI 43-79-11-11, 130, bd Voltaire 11e, rech. tt genre d'appts petits ou gds pour clients ou paiement immédiat en cas d'achat direct par nos soins.

RECHERCHE POUR PIED-A-TERRE STUDIO OU 2 PCES PAIE COMPTANT.
M. DESBOIS 42-71-87-24

locations non meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr BANQUES, STÉS MULTINAT. et DIPLOMATES GDS APPTS de stand. 5-6-7 PCES.
Tél. : 42-80-20-42

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, 75008 Paris recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS. HOTEL PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-OUEST.
Tél. : (1) 45-62-78-99

bureaux

Locations

DOMICILIATION
Burx, télécopie, télex
AGECO 42-94-95-28

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Les prévisions de M. Major

Le chancelier de l'échiquier britannique prévoit un ralentissement de la croissance en 1990

Interrogé lundi 1er janvier par la BBC, le chancelier de l'Echiquier, M. John Major a reconnu que la croissance économique en Grande-Bretagne serait faible cette année, soulignant que les chefs d'entreprise auraient à maîtriser la croissance des salaires pour lutter contre l'inflation et éviter que celle-ci, en se prolongeant, ne fasse remonter le chômage.

M. Major n'en a pas moins manifesté un certain optimisme, déclarant notamment que la Grande-Bretagne entrait dans les années 90 *« en meilleure forme qu'elle n'était entrée dans les années 80 »*. L'industrie britannique *« est mieux dirigée, plus confiante, plus et mieux productive et le taux d'investissement est plus élevé que jamais »*, a ajouté M. Major. La prochaine décennie, qui sera marquée par la mise en place du *marché unique européen et par l'ouverture des pays de l'Est, « offre d'énormes possibilités »* aux industriels.

En revanche, M. Major a été beaucoup plus évasif concernant ses engagements vis-à-vis de l'Europe, se contentant de répéter que la Grande-Bretagne deviendra membre à part entière du SME (*système monétaire international*) *« dans un délai raisonnable »*. Le chancelier de l'Echiquier a tout de même annoncé une bonne nouvelle aux contribuables britanniques en déclarant qu'il avait l'intention d'abaisser le taux d'imposition sur le revenu du bas du barème (1) et de le ramener de 25 % à 20 %. – *(AFP.)*

(1) Le barème de l'impôt sur le revenu ne comprend que deux taux en Grande-Bretagne, 25 % et 40 %.

INSOLITE

Le fichier du fichu

Petit cadeau du Nouvel An pour quelque six mille postiers du département du Nord : ils ont reçu un foulard offert par la grande firme de vente par correspondance La Redoute, accompagné d'une lettre leur offrant une possibilité de 30 % de ristourne sur d'éventuels achats. Ce cadeau de l'un des plus gros clients de la poste a provoqué une réaction de la CGT : *« Cette soi-disant opération de partenariat poste-Redoute dissimule mal une tentative de corruption de fonctionnaires... »*. De plus, la CGT accuse l'administration d'avoir livré le fichier des six mille noms des agents du département pour un fichu. A la direction des PTT, on précise : les plis contenant le foulard et la lettre ne portaient aucune adresse ; ils ont été directement transmis à de La Redoute à la direction des PTT, cette dernière se chargeant de les distribuer. Selon la CGT, cette opération exceptionnelle remet aussi en cause la libre concurrence des entreprises. A cela, les PTT répondent : *« Après tout, si cela donnait l'idée à d'autres sociétés de témoigner leur estime à notre administration, pourquoi pas 7 »*

SOCIAL

D'octobre 1988 à octobre 1989

420 000 emplois auraient été créés selon l'UNEDIC

Au troisième trimestre, les effectifs salariés comptabilisés par l'UNEDIC ont encore augmenté, et dans des proportions supérieures à la croissance enregistrée (+ 0,3 %) tant par le ministère du travail, sur la base de son enquête trimestrielle (*le Monde* du 24 novembre), que par l'INSEE. Toutes tailles d'entreprises confondues, les entreprises qui s'acquittent d'une cotisation pour l'assurance-chômage auraient accru leurs effectifs salariés de 0,7 % en données brutes et de 0,6 % en données corrigées en trois mois.

Après une hausse exceptionnelle au premier trimestre (+ 1,1 %), égale au résultat de l'ensemble de l'année 1987, on assisterait à une stabilisation de la progression à des niveaux élevés. Depuis le début de l'année, avec + 2,41 % de hausse, plus de 320 000 emplois supplémentaires auraient été créés. Avec + 3,2 % en douze mois, il y en aurait même, au 1er octobre 1989, 420 000 de plus qu'au 1er octobre 1988...

Tous les secteurs de l'activité économique dégagent des emplois supplémentaires. L'industrie en a encore produit + 0,3 % dans la *plupart des activités, contre* + 0,5 % et + 0,7 %, respectivement, au deuxième et au troisième trimestre. *« En taux annuel, l'industrie aurait enregistré une croissance de 1,4 %, alors qu'au cours de l'année 1988 les pertes d'emploi étaient de – 0,6 % »*, souligne l'UNEDIC dans son analyse des résultats. L'évolution dans le bâtiment et les travaux publics (+ 0,2 %) est nettement moins favorable qu'elle n'a été, mais la progression annuelle demeure supérieure à celle de 1988 (+ 2,8 % contre + 2,6 %).

Le tertiaire continue de caracoler avec + 0,9 % au troisième trimestre, ce qui représente une accélération par rapport au deuxième trimestre, due notamment à la poussée des services marchands, dont bien sûr le travail temporaire, qui progressent de 1,4 % contre + 0,7 % au deuxième trimestre. Toutes les régions créent maintenant plus d'emplois qu'elles n'en perdent, les mieux placées étant le Midi-Pyrénées (+ 1,03 %), la Lorraine (+ 1 %), la Bourgogne (+ 1,22 %), le Languedoc-Roussillon (+ 1,48 %) et la Corse (+ 1,31 %).

Le mouvement est également sensible dans les résultats obtenus dans les entreprises de plus de dix salariés, dont les précédentes statistiques sont extrapolées. Les effec*tifs salariés y ont augmenté* de 0,5 % en données brutes et de 0,4 % en données corrigées, en baisse sensible toutefois par rapport au deuxième trimestre (+ 0,7 %). En un an, la progression est de 2,5 %, alors qu'elle était de 1,5 % en 1988.

La croissance de l'industrie est confirmée (+ 0,6 %), alimentée par les scores des biens intermédiaires (+ 1,2 %) et des biens d'équipements (+ 0,7 %). Le bâtiment progresse à un rythme plus faible. La hausse dans le tertiaire est un peu plus importante (+ 3,8 % contre 3,5 %) avec les services marchands (+ 6,5 % contre + 6,1 %).

Comme à chaque fois désormais, l'UNEDIC se livre aussi à une tentative de rapprochement de ses évaluations avec celles de l'INSEE en reprenant ses calculs sur un champ identique. Ce qui ne l'empêche pas d'être plus optimiste que l'Institut national de la statistique. Dans l'ensemble des secteurs marchands non agricoles, l'augmentation trimestrielle aurait été de 0,6 % en données brutes, y compris hors SIVP, et de 0,51 % en y ajoutant EDF-GDF, les PTT, les Charbonnages de France, la SNCF, la RATP et les hôpitaux publics. A définition comparable, les effectifs salariés se seraient accrus de 2,9 % au cours des douze derniers mois, soit notablement plus que selon les indices officiels (+ 1,6 %), peu sensibles aux évolutions rapides, comme c'est semble-t-il le cas depuis des mois maintenant.

A. Le.

FINANCES

Les difficultés de la KFB

Les actionnaires de la banque Kuwaiti, à Paris, vont aider à son redressement

Après la Saudi Bank, la BPP ou la Lebanese Arab Bank, la tentative de sauvetage des banques à capitaux arabes se poursuit avec, cette fois-ci, la KFB (Kuwaiti French Bank) comme le révèle *le Figaro* dans son édition du 2 janvier. Cet établissement créé en 1981 est contrôlé à 80 % par trois banques koweïtiennes et à 20 % par le CIC-Paris, qui, selon la réglementation française, en est « le parrain ».

Depuis plusieurs mois, cette banque étrangère retient l'attention des autorités bancaires en raison de sa situation financière. Les provisions à constituer sont estimées à environ 200 millions de francs, alors que le capital de cet établissement est de 150 millions de francs. Dès son arrivée à la présidence du CIC-Paris au cours de l'été, M. Jean-Pierre Aubert a suivi le dossier avec les autres actionnaires, qui souhaitent tous redresser cette banque. D'ores et déjà, il apparaît que la KFB pourrait dégager des plus-values latentes pour au moins 100 millions de francs par la vente d'actifs immobiliers. Ces cessions devraient se concrétiser d'ici trois ou quatre mois. L'ardoise restant à payer serait au pis de 100 millions de francs, chaque actionnaire devant contribuer au prorata de sa participation.

□ **L'Argentine prend de nouvelles mesures pour lutter contre l'inflation.** – Le ministre argentin de l'économie, M. Antonio Erman Gonzalez, a annoncé lundi 1er janvier des mesures de lutte contre l'inflation galopante que connaît le pays. *« Les mesures que nous avons prises ont pour but de faire baisser puis de stabiliser les taux de change et d'inflation »*, a déclaré M. Gonzalez. *« Pour cela, nous comptons limiter la masse d'australs en circulation. »* – *(Reuter.)*

REPÈRES

ÉTATS-UNIS
La croissance se poursuit à un rythme ralenti

L'indice composite des principaux indicateurs économiques des Etats-Unis a progressé de 0,1 % en novembre par rapport à octobre. Cette avancée fait suite à un recul de 0,3 % enregistré en octobre. Le résultat de novembre est généralement interprété comme le signe d'une poursuite de la croissance aux Etats-Unis à un rythme très ralenti, excluant une récession. Cette hypothèse est en tous les cas celle du *Wall Street Journal* qui, au terme d'une enquête auprès de quarante économistes, conclut au prolongement d'une croissance à un rythme modéré (1,3 % au premier semestre en rythme annuel, 2 % au second semestre) assorti d'un taux d'inflation de 4 %, d'une légère remontée du taux du chômage et d'une légère baisse du dollar.

Vers la fin de la grève des mineurs

Le syndicat des mineurs américains et les charbonnages de Pittston sont parvenus lundi 1er janvier à un accord de principe en vue de mettre un terme à une grève longue de neuf mois. Le contenu de cet accord n'a pas été révélé. Ses dispositions doivent être d'abord portées à la connaissance des grévistes pour qu'ils puissent le ratifier par un vote.

Le conflit avait éclaté le 5 avril dernier à la suite de la décision de la compagnie, la plus importante société américaine exportatrice de charbon, de cesser ses versements aux fonds syndicaux de retraite et d'assurance-maladie. La grève, l'une des plus dures et des plus longues de l'année 1989 aux Etats-Unis, avait affecté quelque 1 700 mineurs en Virginie-Occidentale et dans le Kentucky et avait été marquée par des actes de violence et des arrêts de travail de solidarité de 46 000 mineurs américains.

En octobre dernier, la secrétaire d'Etat au travail, Mme Elisabeth Dole, avait nommé un médiateur chargé de trouver un règlement au conflit, rompant ainsi les pratiques de non-intervention de l'administration Reagan.

PÉTROLE
Changements à la tête de l'OPEP

Le remaniement gouvernemental à Lagos entraîne des changements à la tête de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). En effet, M. Alhaji Rilwanu Lukman, qui présidait l'OPEP depuis juin 1986 et qui était ministre du pétrole du Nigéria, devient ministre des affaires étrangères de ce pays. Il était connu pour son habileté à rechercher des voies médianes entre les positions souvent opposées des membres de l'OPEP, notamment entre l'Iran et les pays arabes. L'intérim de la présidence de l'OPEP est assuré par l'Algérien Sadec Boussena.

Selon l'INSEE

Les mouvements de main-d'œuvre en 1988 ont surtout profité aux contrats à durée indéterminée

L'enquête menée par l'INSEE sur les mouvements de main-d'œuvre en 1988 aboutit à un double constat. D'une part, l'amélioration de la situation économique et de l'emploi se traduit par une mobilité accrue du personnel des entreprises de plus de cinquante salariés. D'autre part, les contrats à durée indéterminée progressent davantage que les contrats à durée déterminée (+ 17,9 %, contre + 14,5 %), contrairement aux années antérieures, sans toutefois parvenir à *infléchir leur tendance* à la progression.

En 1988, souligne l'INSEE, le taux de sortie (mesuré par le rapport entre le nombre de départs et l'effectif) s'est accru de 1,9 point à 28,6 %. Ce mouvement est surtout imputable aux fins de contrats à durée déterminée (CDD). Ces derniers représentent trois quarts des recrutements, mais ne concernent que 4 % des effectifs. Leur durée moyenne est de deux mois et demi (près de quatre mois et demi dans le bâtiment). Néanmoins, il apparaît que 24 % de titulaires d'un CDD en mars 1988 étaient définitivement embauchés un an plus tard.

D'autre part, l'INSEE relève une baisse des licenciements (– 0,7 point), mais une progression des démissions (+ 0,8 point), et observe que plus la taille des établissements est élevée, plus la mobilité y est faible. Alors que les catégories les moins qualifiées sont les plus concernées par les CDD, les ouvriers – qualifiés ou non – et, à un degré moindre, les employés sont les plus touchés par les licenciements économiques. Enfin, les agents de maîtrise et les techniciens sont les plus stables dans leur emploi. *« Pour eux comme pour les cadres*, souligne l'INSEE, *les recrutements sur contrat à durée indéterminée, les démissions et les transferts entre établissements d'une même entreprise sont beaucoup plus fréquents que chez les autres catégories. »*

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

**SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION
ET DE CONTROLE DE PARTICIPATION**
Obligations 15,70 % 1982

Les intérêts courus du 10 janvier 1989 au 9 janvier 1990 seront payables, à partir du 10 janvier 1990, à raison de F 706,50 par titre de 5 000 F contre détachement du coupon nº 7 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source *donnant droit à un avoir fiscal de F 78,50* (montant brut : F 785,00).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, **et sous réserve de l'adoption par le Parlement de la réduction de 25 % à 15 % du taux de prélèvement sur les intérêts d'obligations,** le complément libératoire sera de F 39,21 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 15,70, faisant ressortir un net de F 651,59. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 28 novembre *1989* ont paru au *J.O.* du *17 décembre 1989.*

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 15,50 % (ex 7,80 %) 1961

Les intérêts courus du 25 janvier 1989 au 24 janvier 1990 seront payables, à partir du 25 janvier 1990, à raison de F 38,75 par titre de 250 F contre détachement du coupon nº 29 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de *F 4,65* (montant brut : *F 43,40*).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, **et sous réserve de l'adoption par le Parlement de la réduction de 25 % à 15 % du taux de prélèvement sur les intérêts d'obligations,** le complément libératoire sera de F 1,86, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 0,86, faisant ressortir un net de F 36,03. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 17 novembre *1989* ont paru au *J.O.* du *26 novembre 1989.*

Ces titres ont été dématérialisés (article 94, alinéa *II* – loi du 30 décembre 1981 et décret nº 83-359 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.



ÉCONOMIE

INDUSTRIE

En regroupant toutes ses filiales

La Générale de Belgique restructure ses activités dans le secteur des «non-ferreux»

La Société générale de Belgique (SGB) concentre ses activités dans le secteur des non-ferreux. Elle vient d'annoncer à Bruxelles l'absorption par le holding ACEC-Union minière des sociétés MHO (Métallurgie Hoboken-Overpelt), Vieille Montagne et Mechim. MHO, qui commercialise vingt-deux métaux, est le premier producteur européen de cuivre, de cobalt, d'argent... Vieille Montagne traite plus du tiers de la production totale européenne de zinc. Mechim est une société d'ingénierie.

BRUXELLES

de notre correspondant

« C'est la plus importante fusion jamais réalisée en Belgique ; ensemble, nous représentons plus de 2,5 milliards de dollars (15 milliards de francs) de chiffre d'affaires », nous dit M. Hervé de Carmoy, l'administrateur délégué de la Générale. Pour lui, compte tenu de l'indépendance sourcilleuse que manifestaient jadis les grandes filiales du groupe, il s'agit à l'évidence bien davantage qu'une simple restructuration interne.

La création d'un pôle non-ferreux apparaît comme l'illustration d'une stratégie, d'un nouvel art de gouverner, la démonstration que la SGB existe en tant que telle et met en œuvre une stratégie conçue à l'échelle du groupe. Une opération qui a été menée avec un soin d'autant plus grand que 60 % des revenus de la SGB proviennent actuellement des non-ferreux. Ceux-ci connaissent une situation euphorique et contribuent pour une large part aux excellents résultats – environ 20 milliards de francs belges (3,2 milliards de francs) de bénéfices – que prévoit la Générale pour 1989, à comparer aux 4 milliards de francs belges (640 millions de francs) en 1987, et aux 2 ou 3 milliards de francs belges (320 à 480 millions de francs) de pertes en 1988, l'année du grand nettoyage après que Suez eut pris le contrôle du groupe.

Les dirigeants de la Générale définissent en une phrase les lignes directrices de leur nouvelle politique : *« Créer un centre belge d'excellence industrielle qui soit un groupe cohérent, unifié, et non pas un conglomérat ; concentrer les moyens dans des sociétés à potentiel de développement important afin d'atteindre le leadership européen ou bien mondial ; consentir les efforts financiers nécessaires pour devenir dans les sociétés contrôlées l'investisseur de référence ou, mieux, l'opérateur ; mettre en relief l'enracinement belge et européen du groupe. »*

Un audit approfondi

Ainsi le regroupement des non-ferreux a-t-il été mené avec détermination mais sans précipitation. L'analyse de la situation du marché, de la concurrence, de l'organisation de la production et de la vente, des perspectives commerciales a été entreprise avec minutie. A la société Vieille Montagne, vingt personnes ont procédé pendant un an à cet audit en profondeur. Ils furent une dizaine à ausculter pendant six mois les comptes et les programmes de MHO. Résultat de ces réflexions : pour éviter les déperditions d'énergie en matière de recherche, de gestion des hommes, de commercialisation, il fallait s'éloigner de l'organigramme vertical traditionnel de l'Union minière (mines, production, recherche) au profit d'une organisation par segments, par produits, avec l'idée, pour au moins sept métaux, de devenir des leaders mondiaux.

« Nous nous sommes aperçus qu'il y avait beaucoup à gagner à regrouper les unités de production de zinc de MHO ainsi que d'une filiale américaine avec celles de Vieille Montagne. L'Union minière ne se préoccupait guère de stratégie, si bien que le groupe se trouvait à la tête de trois unités présentes à tous les stades de la production et qui se faisaient concurrence. En Belgique même, nous possédons deux usines à peine distantes qui pratiquaient des politiques de prix différentes si bien qu'elles pouvaient tout à fait inutilement se faire très mal », explique M. de Carmoy.

15 milliards d'investissements

Les avantages d'un regroupement des non-ferreux ne sont pas exclusivement industriels. *« Les cycles ne sont pas les mêmes. Pensez que MHO est présent dans vingt-deux métaux. L'intégration permet une plus grande régularité des flux de trésorerie et il y a de la sorte une meilleure répartition des risques pour les actionnaires »*, explique-t-on au siège de la Générale.

Le réseau international d'agences qui assure la commercialisation des non-ferreux était sorti du groupe ; il a été racheté il y a cinq mois. Au total, les investissements consentis par la SGB pour assurer la restructuration des non-ferreux ont atteint 250 millions de dollars, soit 15 milliards de francs.

« Un dessein stratégique unique avec des procédures communes » : après la rationalisation ainsi opérée, M. de Carmoy et ses lieutenants voient l'avenir avec d'autant plus d'optimisme que le marché des non-ferreux paraît porteur. Dans le zinc, les nouvelles applications (le zingage des voitures notamment) font prévoir une croissance continue de *2,5 à 3 %* par an jusqu'en *1995*. Les exportations de produits laminés (zinc, cobalt, cadmium) sont en train d'exploser. *« Nous réussissons tellement bien sur le marché japonais que nous avons fait fermer le laminoir de zinc de Mitsui »*, affirme le directeur général de Vieille Montagne.

La mise en place du marché unique européen, les besoins de la reconstruction à l'Est et notamment en RDA, sont considérés comme autant de facteurs propices pour grandir davantage, pour envisager de nouveaux rapprochements à partir de l'Union minière. *« Maintenant que la restructuration financière, juridique, est derrière nous, nous devrons nouer des alliances pour conforter notre position au niveau mondial »*, affirme M. de Carmoy qui souligne l'atout selon lui « insoupçonné » que représente pour la Générale l'habitude de travailler à partir de la Belgique dans un cadre multiculturel. *« Nous disposons du capital humain pour mener une politique industrielle européenne. Il n'y a pas de politique industrielle sans échange d'hommes, sinon c'est une politique simplement financière »*, dit-il.

Les ambitions des dirigeants de la Générale ne se limitent pas aux non-ferreux. Grâce à des investissements massifs consentis les deux dernières années, la douzaine d'entreprises qui constituent l'armature du groupe figurent d'ores et déjà au tableau d'honneur : la Générale de banque, Tractebel, la CMB, Gechem, l'Arbet, la CGR, même la FN...

Echapper aux cycles

« L'utilisation dans des industries traditionnelles des technologies de pointe combinées à tous les niveaux avec une gestion moderne peut donner des résultats remarquables. Notre politique est de parvenir à une baisse systématique de nos prix de revient et de réduire ainsi notre sensibilité aux cycles économiques », déclare M. de Carmoy qui, cependant, en raison des promesses du marché unique européen, ne croit pas à un retournement des conjonctures en Europe et encore moins en Extrême-Orient.

Il redoute en revanche des turbulences aux Etats-Unis en raison de la fragilité du tissu bancaire et financier, de l'insuffisance des investissements dans l'industrie (*« la seule entreprise de zinc qui marche aux Etats-Unis, c'est la nôtre »*), mais aussi, souligne-t-il, de la défaillance du système d'éducation. Les relations avec Suez, l'actionnaire principal ? *« Suez intervient au niveau des grands équilibres du groupe et puis, de façon approfondie, pour enrichir les décisions majeures. »* Le moins qu'on puisse dire est que la Générale envisage 1990 avec confiance.

PHILIPPE LEMAITRE

□ **Barbier Dauphin devient italien.** – Le deuxième producteur français de produits dérivés de la tomate, Otra-Barbier Dauphin, vient de passer sous contrôle du consortium coopératif bolognais Conserve Italia, numéro un sur le marché italien des conserves de légumes avec un chiffre d'affaires de 385 milliards de lires (1,76 milliard de francs). L'entreprise italienne précise qu'elle a racheté 96,05 % du capital d'Otra et 47,1 % de celui de Barbier Dauphin, contrôlé lui-même à 51,32 % par Otra. Otra-Barbier Dauphin réalise un chiffre d'affaires de 220 millions de francs et emploie 180 personnes. Otra-Barbier Dauphin faisait partie du groupe des Grands Moulins de Paris jusqu'à sa reprise, en octobre dernier, par Bouygues. – *(AFP.)*

□ **Mitsubishi Heavy reprendrait trois filiales aéronautiques de Chrysler.** – Selon le quotidien japonais *Sankei Shinbum*, le groupe nippon Mitsubishi Heavy serait sur le point d'acheter trois des filiales aéronautiques de l'américain Chrysler désireux de renforcer financièrement sa division automobile.

Pour un montant de 1 milliard de dollars (5,8 milliards de francs, Mitsubishi reprendrait Gulfstream, constructeur d'avions d'affaires, Electrospace Systems, fabricant de systèmes électroniques destinés à l'aviation, et Airbone Systems, concepteur de systèmes de contrôle et de défense aériens. L'accord a pu être conclu en raison des liens commerciaux existant entre les divisions aéronautiques des deux entreprises.

AFFAIRES

Le « projet d'administration » du ministère de la solidarité

Quand des fonctionnaires font leur autocritique

Le ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale vient de lancer un *« projet d'administration »* dont l'objectif est de *« remobiliser »* 15 000 fonctionnaires qui, apparemment, en ont bien besoin.

« Nous avons trouvé une administration moralement abattue. Ce n'était pas un ministère mais un ensemble de féodalités. » L'entourage de M. Claude Evin, ministre de la solidarité, brosse de ses propres services un tableau sans concession. Que Mmes Veil, Dufoix et Barzach ou MM. Ralite, Bérégovoy et Barrot, qui ont dirigé le ministère de la santé au cours des dernières années, se rassurent malgré tout. M. Jean-René Brunettière, directeur de cabinet de M. Evin, leur reconnaît quelques circonstances atténuantes : *« Contrairement à certains de nos prédécesseurs, nous avons l'avantage de disposer de la durée. C'est pourquoi nous nous sommes attaqués au problème en lançant un projet d'administration. »*

Elaboré entre novembre 1988 et septembre 1989, celui-ci se veut l'équivalent des « projets d'entreprise » du secteur privé. En un an, deux mille agents des services extérieurs ont été consultés. Pour l'administration centrale, cent quatre-vingts interviews de deux heures ont eu lieu. Quarante-cinq groupes de travail associant sept cents personnes ont été constitués de même que six groupes de proposition. Le diagnostic final est accablant : *« Administration cloisonnée, mépris réciproque entre services centraux et services extérieurs, organisation hiérarchique dépassée, crise d'identité... »*

Ce constat — qui pourrait sans nul doute être partagé par d'autres ministères — est aggravé par les avantages salariaux obtenus par certains agents dont les services sont passés, depuis la décentralisation, sous la coupe des départements. Sans oublier le malaise général qui est lié à la difficulté de prendre en compte les qualifications dans le cadre de la grille unique de la fonction publique.

Pour l'heure, cette vaste introspection a essentiellement abouti à un catalogue de bonne intentions : groupes de travail, promesse de *« consulter tout le personnel sur les réformes à mettre en œuvre »*, *« former les cadres au management »* et généraliser dès 1990 des entretiens d'évaluation périodiques pour l'ensemble de l'encadrement. Néanmoins, quelques décisions concrètes sont déjà intervenues. Ainsi, l'intéressement du personnel va faire ses débuts avec des contrats d'objectif expérimentaux et le budget de formation (5 % de la masse salariale) augmentera de 16 % en 1990. Par ailleurs, le ministère est désormais doté de son propre logo.

Objectifs annuels

Lancé officiellement le 18 décembre dernier, le projet d'administration prévoit également que les contacts entre responsables des différentes directions seront plus fréquents et feront l'objet d'un compte-rendu. De même, chacune de ces directions devra afficher ses propres objectifs annuels. Plus modestement, il a été décidé d'installer des panneaux de signalisation dans le hall d'entrée du ministère afin de guider les visiteurs dans les dédales du bâtiment, impersonnel et quelque peu sinistre, de l'avenue de Ségur.

Dans le cadre de la réforme de la grille de la fonction publique, mais aussi *« parce que l'élaboration du projet d'administration accélère la prise de conscience des problèmes et avive les revendications »*, l'amélioration du régime indiciaire et du statut de plusieurs catégories a été mis en chantier. Les quelque mille médecins-inspecteurs en ont déjà bénéficié. Une amélioration du déroulement de carrière des catégories C et D est en préparation ainsi qu'un toilettage général du système des primes, sous le contrôle d'un groupe technique paritaire.

Dans l'ensemble, les syndicats ont plutôt favorablement accueilli le projet d'administration. La CFTC, pour sa part, a boycotté le lancement de cette initiative *« dont le bien-fondé,* affirme-t-elle, *reste à démontrer »*.

JEAN-MICHEL NORMAND

La lenteur des réformes économiques rend les industriels hésitants

Une entreprise ouest-allemande sur deux recherche un partenaire en RDA

Les industriels ouest-allemands trépignent d'impatience. Selon un sondage réalisé par l'IFO, l'institut de conjoncture de Munich, pour le compte de l'hebdomadaire *Wirtschafswoche*, 44 % des entreprises interrogées désirent intensifier leur coopération avec la RDA par la création d'une société mixte.

FRANCFORT

correspondance

Sur les 365 entreprises ouest-allemandes sondées par l'IFO, 56 % se déclarent convaincues que l'ouverture des frontières de la RDA va se traduire par un volume d'affaires beaucoup plus important entre les deux pays, contre 42 % qui estiment que la situation ne devrait pas ou peu changer. Par ailleurs, 42 % des entreprises interrogées désireuses d'intensifier leur coopération avec la RDA favorisent la formule du joint-venture contre 29 % qui préfèrent la création d'une filiale.

L'incertitude provoquée par les changements rapides dans l'autre Allemagne et, surtout, la lenteur avec laquelle les réformes économiques semblent se mettre en place expliquent toutefois l'hésitation des industriels ouest-allemands à se lancer dans des projets concrets sans l'obtention d'un certain nombre de garanties concernant la protection des investissements. Ainsi, 3 % seulement des entreprises interrogées sont déjà en pourparlers avec un partenaire est-allemand pour la création d'un joint-venture et, de façon encore plus modeste, 2 % ont entrepris des démarches pour la création d'une filiale en RDA.

Cette hésitation n'est guère surprenante, même si quelque sept mille entreprises ouest-allemandes ont déjà des liens avec la RDA dans le cadre du commerce interallemand. Dans la mesure où toute forme de société commune était interdite jusqu'à présent, les échanges entre les deux Allemagnes — malgré les multiples aides et subventions de Bonn qui permettent à l'Allemagne de l'Est d'être quasiment membre du Marché commun — relèvent de la compensation.

Octroi de licences

L'octroi de licences, essentiellement pour des produits de première nécessité ou de consommation courante vendus dans des magasins spéciaux contre devises, est la forme la plus sophistiquée de coopération. Salamander, par exemple, qui est spécialisée dans la fabrication de chaussures, réalise un chiffre d'affaires annuel en RDA d'environ 300 millions de deutschemarks (1,03 milliard de francs). Au total, une vingtaine d'entreprises ouest-allemandes ont réussi à transférer une partie de leur production en RDA par ce biais, parmi lesquelles Volkswagen, grâce à son unité de production de Karl-Marx-Stadt et, depuis quelques semaines, Beiersdorf pour la crème Nivea.

En comparaison avec l'Union soviétique, où la RFA est en tête de tous les pays occidentaux pour le nombre de joint-ventures, la coopération entre les deux Allemagnes reste donc très limitée faute de conditions jugées adéquates par l'Ouest. Toujours selon l'IFO, la différence est encore plus grande selon les secteurs d'activités et la taille des entreprises. Ainsi, sur les 20 licences qui existent entre les deux pays, 11 % ont été octroyées par des entreprises de plus de 500 employés et 3 % seulement par des petites entreprises (moins de 200 employés).

La planification excessive, les problèmes de livraison et le manque d'adaptabilité au goût de la clientèle résultant de l'organisation rigide des combinates expliquent que les petites et moyennes entreprises ouest-allemandes, qui sont souvent les plus novatrices, aient un intérêt moindre à coopérer avec la RDA, malgré la proximité géographique et l'existence d'une main-d'œuvre qualifiée et bon marché.

Il n'est donc pas étonnant que la plupart des initiatives récentes en direction de la RDA soient le fait de grands groupes. Ainsi, Metallgesellschaft, qui a déjà acquis une expérience considérable avec les pays de l'Est, vient d'obtenir un contrat de 225 millions de deutschemarks (770 millions de francs) pour l'installation en RDA de trois générateurs à vapeur devant entrer en service en 1996. Metallgesellschaft, dont l'une des filiales est spécialisée dans la protection de l'environnement, est par ailleurs la mieux placée pour rafler la plupart des contrats dans le cadre de projets communs visant à limiter la pollution industrielle très dense à l'Est en raison d'infrastructures surannées !

Flambée d'espoir

La flambée des cours à la Bourse de sociétés comme Siemens, Mannesmann, MAN, VEBA ou RWE, susceptibles de profiter au premier chef d'une modernisation de l'économie est-allemande, est révélatrice par ailleurs de l'espoir suscité à l'Ouest par l'ouverture des frontières de la RDA. VEBA, par exemple, a décidé d'injecter 300 millions de deutschemarks dans sa filiale Stinnes, dont le volume des échanges avec la RDA s'élève déjà à 1,3 milliard de deutschemarks, (45 milliards de francs), afin d'intensifier son activité dans la construction mécanique et l'industrie chimique.

BASF, l'un des géants de la chimie outre-Rhin, a par ailleurs offert à la RDA de se raccorder à un pipeline qui doit acheminer du gaz naturel de la mer du Nord jusqu'à ses installations dans le sud du pays. Coût total de ce projet, qui doit être achevé en 1993, 750 millions de deutschemarks (2,7 milliards de francs) ! Dans la mesure ou BASF n'utilisera qu'une partie de cette énergie, le reste sera revendu à d'autres clients. Le président de BASF, M. Hans Albers, a toutefois été catégorique : pas de joint-venture en perspective avec la RDA en ce qui concerne ce pipeline tant que la situation politique dans le pays n'est pas stabilisée et les réformes économiques mises en place.

Dans le bâtiment, des entreprises comme Philip Holzmann ou Bilfinger & Berger Bau, qui profitent déjà de l'afflux en RFA de centaines de milliers de refugiés en provenance de l'Est, attendent elles aussi avec impatience une stabilisation de la situation politique. *« Quand toutes les conditions auront été réunies en RDA, l'industrie du bâtiment dans son ensemble va s'engouffrer à l'Est »*, selon un responsable de Bilfinger.

C. HOLZBAUER-MADISON

MARCHÉS FINANCIERS

Les AGF possèdent 20 % du capital de Pechelbronn

Les AGF (Assurances générales de France) ont porté le 29 décembre leur participation de 17 à 20 % dans Pechelbronn, et ce malgré la transformation des statuts de la firme, qui devient une *société* en commandite par action (*le Monde* daté 24-25 décembre).

Voici plus d'un mois, le conseil d'administration de Pechelbronn, holding principal du groupe Worms (qui contrôle les assurances PFA-GPA), avait décidé de transformer les statuts de cette société pour se protéger d'un renforcement trop important des AGF et empêcher toute prise de contrôle. Le groupe nationalisé avait brusquement durant l'été augmenté sa participation, franchissant le seuil des 10 % et n'excluant pas d'aller au-delà des 20 %. Dans cette optique, jeudi 21 décembre, les AGF annonçaient avoir reçu l'autorisation du comité des établissements de crédit pour franchir ce cap des 20 %. Ce renforcement permettra aux AGF de consolider par équivalence dans leur compte leur part dans Pechelbronn.

La hausse des prix de détail en novembre : décélération dans l'alimentation

	VARIATION (en %) AU COURS			
	Des 12 derniers mois (nov. 89/nov. 88)	Des 6 derniers mois (nov. 89/mai 89)	Des 3 derniers mois (nov. 89/août 89)	Du dernier mois (nov. 89/oct. 89)
● ENSEMBLE	+ 3,6	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,2
● ALIMENTATION (y compr. boissons)	+ 5,1	+ 2,7	+ 1,4	+ 0,3
Prod. à base de céréales	+ 3,7	+ 2,0	+ 1,2	+ 0,3
Viandes de boucherie	+ 8,9	+ 3,0	+ 1,0	+ 0,4
Porc et charcuterie	+ 11,5	+ 8,8	+ 3,5	+ 0,4
Vol., lap., gib., prod. base viande	+ 3,6	+ 2,4	+ 2,2	+ 0,6
Produits de la pêche	+ 4,4	+ 2,5	+ 1,5	+ 0,7
Laits, fromages	+ 3,4	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,1
Œufs	+ 3,3	+ 2,5	+ 2,3	− 0,2
Corps gras et beurres	+ 7,2	+ 3,8	+ 1,5	+ 0,5
Légumes et fruits	+ 3,7	+ 2,4	+ 2,0	+ 0,7
Autres produits alimentaires	+ 2,3	+ 1,1	+ 0,6	+ 0,1
Boissons alcoolisées	+ 4,6	+ 2,2	+ 1,1	+ 0,3
Boissons non alcoolisées	+ 1,2	− 0,3	− 1,1	− 0,5
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 2,7	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,1
1) Habillement et textiles	+ 2,9	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,2
Vêtements de dessus	+ 2,8	+ 1,7	+ 1,5	+ 0,4
Autres vêtements et access.	+ 2,9	+ 1,2	+ 0,9	+ 0,4
Articles chaussants	+ 2,9	+ 1,8	+ 1,5	+ 0,4
Autres articles textiles	+ 3,5	− 0,7	− 1,2	− 1,4
2) Autres produits manufacturés	+ 2,6	0	+ 0,2	+ 0,1
Meubles et tapis	+ 3,6	+ 1,3	+ 0,7	+ 0,3
Appareils ménagers élec. et gaz	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,3	0
Autres art. équipement du ménage	+ 4,2	+ 1,9	+ 0,8	+ 0,2
Savon mén., produits entretien	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,1
Articles toilette et soins	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,1
Véhicules	+ 1,4	− 0,3	− 1,9	0
Papeterie-librairie-journaux	+ 3,3	+ 1,6	+ 0,7	+ 0,2
Photo, optique, électroacoustique	− 3,2	− 1,6	− 1,0	− 0,3
Autres articles de loisirs	+ 2,2	+ 1,0	+ 0,6	+ 0,2
Combustibles, énergie	+ 5,8	− 1,6	+ 1,2	+ 0,1
Tabacs, prod. manuf. divers	+ 1,4	+ 1,2	+ 0,2	0
● SERVICES	+ 3,9	+ 2	+ 1,1	+ 0,2
Services relatifs au logement	+ 5,2	+ 2,6	+ 1,5	+ 0,1
Dont : loyers	+ 5,3	+ 2,8	+ 1,5	0
Soins personnels, soins habillement (1)	+ 5,8	+ 2,6	+ 1,5	+ 0,3
Services de santé	0	0	0	0
Transports publics	+ 2,3	+ 2,4	+ 1,0	+ 0,1
Serv. d'utilisation véh. privé (2)	+ 4,4	+ 1,7	+ 1,1	+ 0,3
Hôtels, cafés, rest., cantines	+ 5,3	+ 2,5	+ 1,5	+ 0,3
Autres services (3)	+ 2,6	+ 1,6	+ 0,7	+ 0,2

L'indice des prix de détail de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit en novembre à 180 contre 179,7 en octobre.

En rythme annuel, calculé sur les trois derniers mois connus (septembre-octobre-novembre), la hausse est de 3,2%.

(1) Le poste « soins personnels, soins habillement » comprend notamment les dépenses de ressemelage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péages sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électroacoustiques, tirage de films, redevance TV, etc.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1988

	22 déc.	29 déc.
Valeurs franç. à rev. variable	128,7	129,4
Valeurs industrielles	122,5	124,3
Valeurs étrangères	118,9	118
Pétroles-Energie	141,7	143,6
Chimie	114	115,7
Métallurgie, mécanique	130,8	131,6
Electricité, électronique	116,9	118,9
Bâtiment et matériaux	111,4	113,1
Ind. de consommat. non alim.	117,6	119
Agro-alimentaire	136,5	137,9
Distribution	147,8	150
Transports, loisirs, services	145,3	146,1
Assurances	201,3	201,1
Crédit banque	118,7	118,6
Sicomi	106,2	108,9
Immobilier et foncier	122	123,6
Investissement et portefeuille	134,7	132,5
Base 100 : 31 décembre 1988		
Valeurs franç. à revenu fixe	95,5	94,9
Emprunts d'Etat	96,4	95,9
Emprunts garantis et assimilés	95,2	94,7
Sociétés	94,5	94,5
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	4 588,8	4 583,7
Valeurs étrangères	4 713,2	4 677,5
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	659,5	663
Valeurs étrangères	629,7	624,9
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. fr. à rev. fixe	116,3	115,8
Emprunt d'Etat	116,3	115,7
Emprunts garantis et assimilés	115,9	115,2
Sociétés	115,3	115,3
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	548,5	550,8
Produits de base	367,5	372,8
Construction	532,3	538,6
Biens d'équipement	349,9	357
Biens de consom. durables	610,2	614,8
Biens de consom. non durables	848,7	864,3
Biens de consom. alimentaires	862,6	867,4
Services	551,4	556,1
Sociétés financières	685,9	681,7
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	579,6	575,1
Valeurs industrielles	512,1	520,3
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	387,4	388,8

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	21 décembre 1989
Total actif	761 287
dont	
Or	200 414
Disponibilités à vue à l'étranger	73 684
ECU	60 307
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 475
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	63 222
Concours au Trésor public	28 870
Titres d'Etat (bons et obligations)	55 080
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	300
Effets privés	172 484
Effets en cours de recouvrement	66 454
Total passif	761 287
dont	
Billets en circulation	248 423
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	73 327
Compte courant du Trésor public	74 940
Reprises de liquidités	18 821
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 931
ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	60 659
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	230 678

TAUX DES OPÉRATIONS

– Taux de la dernière opération sur appel d'offres .... 10 %
– Taux des pensions à 5 à 10 jours .... 10,75 %
– Taux d'escompte .... 9,50 %
– Taux des avances sur titres .... 10,50 %

LONDRES, 1er janvier

Clos

Comme toutes les places boursières, l'International Stock Exchange était fermé le 1er janvier.

SINGAPOUR

Nouvel indice boursier

La Bourse de Singapour (SES) introduit un nouvel indice sur son marché le 2 janvier. La mise en place de ce nouvel indice, qui remplace les six indices sectoriels, est une conséquence du retrait des valeurs malaises du SES en 1990. Le SES a précisé que le SES All-Share Index est remplacé par le All-Singapore Index qui couvre la totalité des 136 valeurs cotées sur le SES. Les indices sectoriels de l'industrie et du commerce, de la finance, de l'hôtellerie et de l'immobilier ne seront plus donnés. Le All-Share Index comprenait un panier de valeurs sélectionnées au sein des six secteurs : industrie, commerce, finance, hôtel, immobilier, mines et plantations. Avec le retrait des valeurs malaises à partir de 1990, les titres miniers et de plantations disparaissent du marché de Singapour, et leur indice est en conséquence supprimé. Le nouvel indice, All-Singapore Index, est confectionné sur la base de l'année 1975. – (AFP.)

TOKYO

Fermé jusqu'au 4 janvier

En raison des fêtes du Nouvel An, le Kabuto-cho, qui a fermé ses portes vendredi 29 décembre en fin de matinée, ouvrira à nouveau le 4 janvier pour une demi-journée.

Rencontre entre les autorités boursières japonaises et américaines

Les autorités boursières japonaises et américaines se rencontreront le 18 janvier prochain à Tokyo, afin d'accroître la coopération entre les deux pays dans la surveillance des marchés boursiers, a indiqué, le 28 décembre, le service titres du ministère japonais des finances. La multiplication de contacts rapprochés entre les autorités boursières, les programmes de transactions par ordinateurs et la coopération internationale en *matière de délits d'initiés seront* à l'ordre du jour des discussions. La délégation américaine sera dirigée par M. Richard Breeden, le président de Securities Exchange Commission (SEC) et la partie japonaise par M. Masahiko Katodani, directeur général du service titres du ministère des finances. Après une visite des principales places boursières européennes en cette fin d'année 1989, il s'agira de la première visite au Japon de M. Breeden depuis sa prise de fonctions à la tête de la SEC en août dernier.

FAITS ET RÉSULTATS

□ **La COB transmet le dossier de la société Aqumin au parquet.** – La Commission des opérations de Bourse (COB) a décidé de transmettre le dossier de la société Aqumin au parquet de la Bourse de Lyon. Le 7 décembre dernier, la COB avait mis en garde les épargnants français contre les activités de démarchage de la société Aqumin, dont le siège est à Lyon (*le Monde* du 9 décembre). Cette société édite une lettre d'informations boursières sous le titre de Capital Monitor, qui recommande notamment l'achat des actions de la société américaine Environmental, inscrite sur le marché hors cote américain. La COB a transmis le dossier d'Aqumin au parquet pour motifs d'escroquerie et tentative d'escroquerie. D'autre part, la Commission des opérations de Bourse va donner suite à la demande de son homologue américain, la Securities and Exchange Commission (SEC), visant à obtenir certains éléments de ce rapport susceptibles de l'intéresser.

□ **Hausse de 3 % de la marge des Banques populaires.** – La *marge* bancaire du groupe des Banques populaires a atteint 15 milliards de francs en 1989, soit une hausse de 3 %, a indiqué, lundi 1er janvier, le groupe dans un communiqué. Le résultat d'exploitation du groupe bancaire s'est élevé à 2,8 milliards de francs après amortissements, augmentant ainsi de 6 %. Selon les Banques populaires, ces résultats « satisfaisants » sont dus à la « maîtrise » des frais généraux, dont la croissance (+ 2,7 %) a été inférieure à l'inflation. Le total des dépôts auprès du groupe s'élevait, au 31 décembre 1989, à 205 milliards de francs (+ 13 % par rapport à l'année précédente), ce qui permet aux Banques populaires, selon le communiqué, d'améliorer leurs parts de marché, tandis que les crédits distribués atteignaient 172 milliards de francs, soit + 15 %. Le groupe bancaire fait état d'une *« forte croissance »* pour les crédits d'investissement aux entreprises, comme en 1988.

□ **La BNP augmente son capital pour acquérir la Banque de Bretagne.** – La Banque nationale de Paris vient de porter son capital à 2,962 milliards de francs à l'occasion de la reprise de la Banque de Bretagne, a annoncé, vendredi 29 décembre, la BNP. Aux termes du contrat, l'Etat cède à la BNP les 99,9 % qu'il détenait dans l'établissement breton. En contrepartie de cet apport, évalué à 309 millions de francs, l'Etat doit recevoir 467 980 actions BNP, résultat d'une augmentation de capital liée à cette opération. Au terme de cette opération, la présence du groupe BNP dans l'ouest de la France se trouve renforcée, et ses parts de marché accrues de près de 4 %.

PARIS

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault & Associés	....	388 80 d	Locamic	....	130 70
Asystel	....	135	Matra Communication	....	240 d
B.A.C.	....	270	Metallurg. Minière	....	....
B. Demachy & Assoc.	....	575	Métroservice	....	187
Banque Tarneaud	191	193	Métroservice (bons)	....	....
B.I.C.M.	....	792	Molex	201 10	201 10
Boiron	....	427	Navale-Delmas	....	1136
Boisset (Lyon)	....	282	Olivetti-Logabax	240	....
Câbles de Lyon	....	2599	Ora. Gest.Fin.	....	540
Calberson	....	680	Pinault	....	545
Cardif	....	770	Presbourg (C In & Fin)	....	83 20
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	880	Prévoyance Assurance	....	525
C.D.M.E.	....	1845	Publicat. Filipacchi	....	710
C. Equip. Elect.	....	364	Razel	....	898
C.E.G.E.P.	....	295	Rémy & Associés	....	359
Ciments d'Origny	....	730	Rhône-Alpes Écu (Ly.)	....	327 80
C.N.I.M.	....	749	St-Honoré Matignon	....	250
Codetour	....	274	S.C.G.P.M.	....	895
Conforama	....	1155	Segin	300 10	300
Creeks	....	460	Sélection Inv. (Lyon)	....	121 50
Dafsa	....	180	S.E.P.	....	430
Dauphin	....	660	Seribo	....	580
Devanlay	....	1199	S.M.T.Goupil	....	349 90
Deville	....	539	Sodinforg	....	192 50 o
Dolisos	....	200	Supra	....	276
Editions Belfond	....	165	Thermador Hold. (Lyon)	....	280
Elysées Investissem.	....	14 80	TF 1	....	299 90
Finacor	....	236	Unilog	....	202
Garonor	....	850	Union Financ. de Fr.	....	502
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	....	310	Viel et Cie	....	214
Guintoli	....	905	Yves Saint-Laurent	....	1199
I.C.C.	....	272			
Idia	....	291			
Idianova	....	146			
IM2	....	300			
Int. Metal Service	....	1100			
Le gd livre du mois	....	445			
Loca Investissement	....	280			

Marché des options négociables le 29 décembre 1989

Nombre de contrats : 11 141.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier
Accor	920	44	–	–	–
Bouygues	680	36	–	–	–
CGE	520	37	–	15	–
Elf-Aquitaine	480	45	60	–	9,50
Eurotunnel SA-PLC	50	12,50	16	4,10	4,70
Havas	1 400	88	–	72	–
Lafarge-Coppée	1 550	106	–	36	–
Michelin	152	24	–	4	–
Midi	1 500	51	110	–	–
Paribas	520	270	–	1,50	–
Pernod-Ricard	1 500	102,50	–	–	–
Peugeot	850	43	56	46	55
Rhône-Poulenc CI	520	10,50	–	–	–
Saint-Gobain	600	66	–	–	15
Source Perrier	2 000	110	150	–	–
Société générale	560	19	–	–	–
Suez Financière	400	54	–	5	–
Thomson-CSF	140	21	–	4,50	7

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 29 décembre 1989

Nombre de contrats : 36 085.

COURS	ÉCHÉANCES Mars 90	ÉCHÉANCES Juin 90	ÉCHÉANCES Septembre 90
Dernier	103,84	104,26	104,44
Précédent	103,90	104,36	104,40

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Mars 90	OPTIONS D'ACHAT Juin 90	OPTIONS DE VENTE Mars 90	OPTIONS DE VENTE Juin 90
106	0,19	0,66	2,31	–

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,7510 F ↓

Le marché des changes était fermé, mardi 2 janvier, à Tokyo, et ne devrait rouvrir ses portes que jeudi 4 janvier. En Europe, après le week-end de la nouvelle année, le dollar était, à nouveau, orienté à la baisse. Il s'échangeait, à Francfort, à 1,6810 DM, contre 1,69 DM vendredi. A Paris, la devise américaine se *traitait à 5,7510 F, contre* 5,7880 F à la clôture de 1989.

FRANCFORT	29 déc.	2 janv.
Dollar (en DM)	1,69	1,6810
TOKYO	29 déc.	2 janv.
Dollar (en yens)	143,40	Clos

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (2 janv.) .... 11-11 1/8 %
New-York (29 déc.) .... 6 1/4 %

BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 30-12-88*)

	28 déc.	29 déc.
Valeurs françaises	132,2	132,2
Valeurs étrangères	117,6	117,8
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	552	553,7
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 998,83	2 001,08

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

Industrielles 2 732,20 2 753,20

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

Industrielles	1 896,2	1 916,6
Mines d'or	314,9	309,1
Fonds d'Etat	84,16	84,29

TOKYO

	29 déc.	2 janv. 90
Nikkei Dow Jones	38 915,87	Clos
Indice général	2 881,37	Clos

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,7500	5,7530	+ 140	+ 160	+ 270	+ 295	+ 880	+ 940
$ can.	4,9633	4,9702	– 58	– 12	– 92	– 45	– 138	– 54
Yen (100)	3,9944	3,9979	+ 153	+ 178	+ 291	+ 325	+ 858	+ 929
DM	3,4185	3,4224	+ 75	+ 101	+ 148	+ 178	+ 451	+ 514
Florin	3,0231	3,0279	+ 59	+ 73	+ 116	+ 136	+ 352	+ 398
FB (100)	16,2338	16,2652	+ 109	+ 211	+ 212	+ 362	+ 758	+ 1107
FS	3,7362	3,7430	+ 42	+ 75	+ 105	+ 141	+ 442	+ 518
L (1 000)	4,5599	4,5659	– 80	– 43	– 146	– 102	– 387	– 298
£	9,2949	9,3112	– 321	– 260	– 575	– 494	– 1485	– 1326

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 3/8	8 5/8	8 1/4	8 3/8	8 1/4	8 3/8	8 1/8	8 1/4
DM	8 5/8	8 7/8	8 1/4	8 3/8	8 1/4	8 3/8	8 3/8	8 1/2
Florin	8 1/2	8 3/4	8 5/8	8 3/4	8 5/8	8 3/4	8 5/8	8 3/4
F.B. (100)	9 3/4	10 1/4	10 1/16	10 3/8	10 1/16	10 3/8	10 1/8	10 7/16
F.S.	9 5/8	9 7/8	9 3/16	9 5/16	9 1/16	9 3/16	8 3/4	8 7/8
L (1 000)	11	12	12 5/8	13 3/8	12 5/8	13 3/8	12 3/4	13 1/4
£	14 13/16	15 1/16	15	15 1/8	15	15 1/8	14 7/8	15
F franç.	10 15/16	11 3/16	11 1/8	11 1/4	11 3/16	11 5/16	11 5/16	11 7/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 29 DECEMBRE

Cours relevés à 17 h 30

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3770	C.N.E. 3% ★	3834	3835	3800	- 0 89
1038	B.N.P. T.P.	1038	1049	1054	+ 1 54
1210	C.C.F. T.P.	1210	1235	1224	+ 1 16
1058	Créd. Lyon. T.P.	1065	1066	1067	+ 0 19
1835	Renault T.P.	1820	1850	1820	....
2050	Rhone-Poul. TP	2030	2015	2030	....
1248	St-Gobain T.P.	1280	1280	1280	....
1260	Thomson T.P.	1300	1310	1299	- 0 08
885	Accor	907	907	906	- 0 11
680	Air Liquide	683	690	688	+ 0 73
2500	Als. Superm.	2650	2750	2750	+ 3 77
580	A.L.S.P.I.★	575	579	585	- 1 74
3020	Arjom. Prioux★	3090	3090	3070	- 0 65
620	Aussedat-Rey★	615	615	615	....
1040	Aux. Entrepr.★	1058	1060	1047	- 1 04
490	Av. Dassault★	649	637	650	+ 0 15
405	BAFIP★	388	390	388	....
360	Bail-Equipem.★	355 60	358	359 90	+ 1 24
1000	Bail Investiss.★	1020	1010	996	- 2 35
395	B.N.P. C.I.★	430	420	415 10	- 3 47
900	Bolloré Tech.	906	895	960	+ 6 08
630	Cie Bancaire★	630	632	639	+ 1 43
810	Bazar H.-V.★	790	785	792	+ 0 25
645	Béghin-Say★	721	721	720	- 0 14
1590	Berger (Ma)	1550	1535	1535	- 0 97
760	Bic★	798	800	799	+ 0 13
910	B.I.P.★	1000	1007	1000	....
815	B.I.S.★	636	640	639	+ 0 47
3290	Bongrain S.A.★	3230	3230	3270	+ 1 24
1010	Bon-Marché★	1075	1070	1084	- 1 02
670	Bouygues★	684	680	673	- 1 61
148	B.P. France★	154 40	154 70	156	+ 1 04
740	B.S.N.★	780	777	774	- 0 77
740	Canal Plus★	765	765	765	....
520	Cap Gem. S.★	508	509	512	+ 0 79
3480	Carrefour★	3670	3642	3630	- 1 09
210	Casino★	214	214 90	216 70	+ 1 26
136	Casino A.D.P.★	148	148	148	....
1050	Castorama D.L.	1159	1159	1159	....
150	C.C.M.C.	157	154	156	- 0 64
695	C.E.G.I.D.	735	739	750	+ 2 04
245	Centrest	254	254	254	....
560	C.E.P. Comm.	582	582	579	- 0 52
1160	Cerus CER	448 70	449	449	+ 0 07
620	Cetelem★	618	618	629	+ 1 78
645	C.F.A.O.★	700	700	700	....
510	C.G.E.	533	530	538	+ 0 94
1760	C.G.I. Informat.	1780	1765	1790	+ 0 56
1530	C.G.I.P.★	1568	1546	1559	- 0 64
685	C.G.P.	690	705	700	+ 1 45
1320	Chargeurs S.A★	1310	1325	1295	- 1 15
795	Cica	849	845	845	- 0 47
1610	Ciments franç.★	1715	1682	1684	- 1 81
695	Club Méditerr.★	698	705	700	+ 0 29
230	C.M.B. Packag.	239 90	240	238	- 0 79
172	Codetel★	174	174	174 80	+ 0 46
420	Cofimeg★	411	424	414	+ 0 73
895	Colas★	914	920	929	+ 1 64
230	Cpt. Entrepr.★	245 50	250	250	+ 1 83
1160	Compt. Mod.★	1200	1211	1220	+ 1 67
380	Concept S.A.	394	405	409	+ 3 81
1230	Créd. Foncier★	1288	1275	1296	+ 0 62
520	C. F. Internat.★	538	532	535	- 0 56
220	C.C.F.★	218 90	218 90	225	+ 2 79

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
715	Cr. Lyon. (CI)★	707	708	700	- 0 99
1200	Crédit Nat.★	1189	1188	1180	- 0 76
385	C.S.E.E.★	393	389	392	- 0 25
4030	Damart S.A.★	4310	4320	4170	- 3 25
2190	De Dietrich★	2185	2191	2149	- 1 65
220	Dév. R.d.C. (Li)	220	219 80	219 80	- 0 09
340	Dév. R. Sud-Est	350	350	350	....
590	D.M.C.	592	591	587	- 0 84
390	Drouot Assur.★	387	380	376	- 2 84
5260	Docks France★	5900	5880	5900	....
925	Dumez★	945	950	952	+ 0 74
2340	Eaux (Gén.)★	2331	2285	2335	+ 0 17
495	Ecco★	505	505	500	- 0 99
1100	Electrofinanc.★	1025	1030	1030	+ 0 49
475	El. S. Dassault★	470	475	500	+ 6 38
485	Elf-Aquitaine	510	510	510	....
415	— (certific.)★	429	429	429	....
1310	Epeda B.-F.	1375	1321	1380	+ 0 36
3000	Essilor★	3035	3045	3001	- 1 12
1430	Essil. Int.(DP)★	1450	1460	1460	+ 0 69
610	Esso S.A.F.★	675	677	694	+ 2 81
2660	Eurafrance★	2680	2690	2700	+ 0 75
1980	Eurocom★	1963	1990	1951	- 0 61
92	Eurodisneyland	92 25	92 50	92 50	+ 0 27
4450	Euromarché★	4830	4850	4800	- 0 62
1040	Europe nº 1★	1063	1070	1074	+ 1 03
53	Eurotunnel★	59	57 90	57 15	- 3 14
1920	Exor★	1943	1970	1950	+ 0 36
1580	Facom★	1690	1689	1689	- 0 06
1220	Fiches-Bauche★	1270	1310	1230	- 3 15
205	Financial★	208	214	213	+ 2 40
355	Fives-Lille★	394	394	400	+ 1 52
2460	Fromager. Bel★	2660	2700	2750	+ 3 38
1980	Gal. Lafayette★	2020	2021	2210	+ 9 41
540	Gascogne★	554	550	550	- 0 72
1710	Gaz et Eaux★	1730	1720	1730	....
910	Géophysique★	929	922	939	+ 1 08
835	Gerland★	683	680	672	- 1 61
715	Groupe Cité★	747	741	743	- 0 54
2280	Gr. Victoire	2285	2285	2285	....
1140	— (certif.)	1127	1127	1127	....
1180	GTM-Entrep.★	1190	1190	1205	+ 1 26
1220	Guyenne-Gas.★	1240	1250	1315	+ 6 05
390	Hachette★	418	418 80	410	- 1 91
1360	Havas★	1410	1440	1406	- 0 28
625	Hénin (La)★	633	645	647	+ 2 21
1260	Hutchinson★	1329	1400	1326	- 0 23
325	Imétal★	315	310	311	- 1 27
135	Ingénico★	152	150 20	152	....
5830	Inst. Mérieux★	5990	6180	6180	+ 3 17
520	Interbail★	537	537	540	+ 0 56
1850	Intertechnique★	1829	1830	1835	+ 0 33
1260	J. Lefebvre★	1340	1370	1275	- 4 85
1210	Labinal★	1235	1245	1248	+ 1 05
2590	Lab. Bellon★	2550	2560	2600	+ 1 96
1480	Lafarge-Coppée	1575	1580	1591	+ 1 02
1430	Lebon★	1448	1470	1417	- 2 14

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3650	Legrand★	3750	3750	3735	- 0 40
1900	Legrand (DP)★	1940	1930	1948	+ 0 41
2060	Leroy-Somer★	2050	2090	2060	+ 0 49
770	Locabail Im.★	800	780	800	....
515	Locafrance★	510	515	525	+ 2 94
870	Locindus★	875	872	866	- 1 03
350	Luchaire★	433	441	458	+ 5 77
5110	L.V.M.H.★	5410	5400	5520	+ 2 03
635	Lyonn. Eaux★	580	580	588	+ 1 38
77	Mais. Phénix★	80	79 80	80 10	+ 0 13
310	Majorette (Ly)★	329	329	326	- 0 91
490	Mar. Wendel★	494	478 50	489	- 1 01
395	Matra★	392 50	393	395	+ 0 64
4900	Merlin-Gerin★	4950	4980	4999	+ 0 99
280	Metaleurop★	261 80	259 70	257 50	- 1 64
240	Métrologie Int.★	240	240	240 30	+ 0 13
163	Michelin	170 80	168	168	- 1 64
1370	Midi (Cie)	1440	1440	1430	- 0 69
176	Midl. Bk SA★	180	183	181	+ 0 56
480	Min. Salsig (Mal)	486	470	470	- 3 29
199	M.M.B.M.★	200 80	200 10	206	+ 2 59
143	Moulinex★	146 70	148	148 70	+ 1 36
....	Navig. Mixte★	1900	1888	1898	- 0 11
190	Nord-Est★	198 50	195	199	+ 0 25
315	Nordon (Ny)	316	315 50	315 50	- 0 16
795	Nouvelles Gal.★	805	820	815	+ 1 24
795	Occid. (Gén.)★	790	810	810	+ 2 53
1620	Omn.F.Paris★	1630	1660	1620	- 0 61
400	Olipar★	402	400	404 50	+ 0 62
4680	Oréal (L')★	4889	4869	4965	+ 1 55
715	Paribas	729	680	724	- 0 69
480	Paris-Réesc.★	480	478	465	- 3 13
1650	Pechelbronn★	1645	1644	1640	- 0 30
305	Pechiney CIP★	311	313	305 60	- 1 74
195	Pechiney Int.	200	202	200 80	+ 0 40
580	Penhoet★	642	631	613	- 4 52
1480	Pernod-Ricard★	1516	1513	1525	+ 0 59
800	Peugeot S.A.	835	830	825	- 1 20
470	Plastic Omn.★	496	496	496	....
890	Poliet★	820	818	820	....
1190	Prétabail Sic.★	1190	1200	1188	- 0 17
905	Primagaz★	921	925	925	+ 0 43
700	Printemps★	747	744	746	- 0 13
4410	Promodès★	4445	4401	4430	- 0 34
530	Radiotechn.★	550	549	571	+ 3 82
175	Raff. D. Total★	174	178	170	- 2 30
3580	Redoute (La)★	3600	3600	3550	- 1 39
450	R.-Poulenc CIP★	464	462	460	- 0 86
360	Robur financ.	357	356	355 90	- 0 31
172	Rochette (La)	157 50	155 10	156 50	- 0 63
2150	Roussel-Uclaf★	2220	2228	2225	+ 0 23
4880	R. Impér. (Ly)	4939	4950	4949	+ 0 20
187	Sade	186	185	185	- 0 54
1580	Sagem★	1550	1515	1560	+ 0 65
820	Saint-Gobain	652	650	653	+ 0 15
1620	St-Louis★	1591	1581	1576	- 1 01
2970	Salomon	2850	2900	2980	+ 4 56

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
585	Selvaper	590	590	599	+ 1 53
1070	Sanofi★	1130	1132	1145	+ 1 33
1680	S.A.T.★	1560	1550	1500	- 3 85
315	Saul-Chât (R)★	313 20	313	315 10	+ 0 61
1000	Saupiquet (Na)	1150	1149	1149	- 0 09
920	Schneider★	947	948	945	- 0 21
51	S.C.O.A.★	44 05	44 50	43	- 2 38
1120	S.C.R.E.G.★	1218	1223	1220	+ 0 16
1060	Seb★	1149	1140	1142	- 0 61
500	Sefimeg★	520	520	525	+ 0 96
605	Sextant A.	634	644	639	+ 0 79
1800	S.F.I.M.★	1580	1580	1580	....
235	S.G.E.★	246 50	249 50	245	- 0 61
840	Silic★	830	830	830	....
610	Simco	620	625	630	+ 1 61
1060	Sk. Rossignol★	1061	1060	1070	+ 0 85
925	Signe★	900	900	901	+ 0 11
530	Société Génér.	531	530	530	- 0 19
141	Sodexco	143 50	144	144	+ 0 35
173	Sodero (Na)	170	170	170	....
755	Sodexho★	740	740	740	....
98	Sogenal (Ny)	100	100	100	....
455	Sogerap★	465	457	468	+ 0 65
2530	Somm-Allib.★	2600	2600	2590	- 0 38
1840	Source Perrier★	1883	1885	1875	- 0 42
775	Sovac★	777	780	780	+ 0 39
730	Spie-Batignol.★	735	739	731	- 0 54
1180	Strafor★	1230	1239	1233	+ 0 24
435	Suez	448 90	444	445	- 0 87
410	Synthelabo★	435	439 90	430	- 1 15
149	Thomson-C.S.F.	152 50	153	153	+ 0 33
560	Total (CFP)★	571	574	575	+ 0 70
103	— (certific.)★	105 60	105 50	105 10	- 0 47
395	Truffaut (Fin.)	396 50	409	409	+ 3 15
455	U.F.B.-Locab.★	458	465	447	- 2 40
1100	U.I.C.★	1130	1149	1100	- 2 65
700	U.I.F.★	685	700	681	- 0 58
970	U.I.S.★	1024	981	1020	- 0 39
235	U.C.B.★	245	247 50	245	....
890	Unibail★	880	890	890	+ 1 14
820	Valéo★	846	849	845	- 0 12
455	Vallourec★	474	473	471	- 0 63
410	Via Banque★	406	406	406	....
1350	Zodiac	1495	1498	1497	+ 0 13
590	Elf-Gabon★	1060	1031	1035	- 2 36
130	Amax Inc.	130 50	133	130	- 0 38
187	Amer. Express	189 50	195	190	+ 0 26
270	Amer. Teleph.	259 10	268	268	+ 3 43
178	Anglo Amer. C.	174 80	174 20	172 50	- 1 32
590	Amgold	568	565	565	- 0 53
295	Banco Santander	295	280	276	- 6 78
985	BASF (Akt)	1027	1049	1049	+ 2 14
980	Bayer	1079	1080	1081	+ 0 19
116	Buffelsfont.	108	108	109	+ 0 93
192	Chase Manh.	201 50	201 10	201 10	- 0 20
116	Echo Bay Mines	103 50	102 70	103	- 0 48
98	De Beers	97 10	98 35	98 35	+ 1 29

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
2640	Deutsche Bank	2780	2835	2880	+ 3 60
1410	Dresdner Bank	1460	1480	1485	+ 1 71
97	Driefontein Cld	83 10	82 55	83 10	....
735	Du Pont-Nem.	706	712	712	+ 0 85
245	Eastman Kodak	237 10	237	237 20	+ 0 04
33	East Rand	30	28 50	29 50	- 1 67
255	Electrolux	260 50	260 50	260 50	....
815	Ericsson	831	841	840	+ 1 08
295	Exxon Corp.	287 50	289 90	289 90	+ 0 83
245	Ford Motors	247	246	250	+ 1 21
85	Freegold	79	77 80	78 50	- 0 63
175	Gencor	169 50	167 80	168 50	- 0 59
375	Gén. Electr.	365	371	365	....
545	Gén. Belgique	550	541	540	- 1 82
245	Gen. Motors	248	248	248	....
57	GdMetropolitain	59	57 90	59	....
50	Harmony	46 50	47 60	47 50	+ 2 15
270	Hewlett-Packard	268	272 50	272 50	+ 1 68
81	Hitachi	81 75	80 80	81	- 1 21
920	Hoechst Akt.	991	1000	999	+ 0 81
118	Homestake	108 40	110	110	+ 1 48
106	Imp. Chemical	103 50	106	106 10	+ 2 51
560	IBM	543	545	544	+ 0 18
350	ITT	337 50	342 10	335	- 0 74
189	Ito-Yokado	190 80	190	186	- 2 52
200	Mac Donald's	191 50	196 70	195 10	+ 1 88
93	Matsushita	94 90	93	94	- 2
22	Maxwell	21 50	20 95	20 95	- 2 56
450	Merck	441	447	445	+ 0 91
475	Minnesota M.	454 50	458 50	458 50	+ 0 88
360	Mobil Corp.	362	367	367	+ 1 38
240	Morgan J.P.	250	252	252	+ 0 80
32600	Nestlé	32950	32600	32610	- 1 03
1080	Nixdorf	1078	1036	1036	- 3 81
143	Norsk Hydro	143 10	144 20	141	- 1 47
198	Ofsil	188	189	189	+ 0 53
1930	Petrofina	1965	1940	1940	- 1 27
240	Philip Morris	232 50	238	234	+ 0 65
138	Philips	144	144	144	....
111	Placer Dome	103 30	103 30	103 50	+ 0 19
360	Quilmès	376	380	382	+ 1 60
510	Randfontein	500	494	498	- 0 40
440	Royal Dutch	437	440	435 10	- 0 43
53	Rio Tinto Zinc	53 15	53 05	53 40	+ 0 47
22	Saat. & Saatchi	23 85	23 80	23 90	+ 0 21
70	St Helena Co	68 30	69	69	+ 1 02
280	Schlumberger	278	283 50	280	+ 0 72
45	Shell transp.	45	46	46 50	+ 3 33
2280	Siemens A.G.	2476	2499	2509	+ 1 37
345	Sony	355 60	353	345	- 2 95
151	Sumitomo	148 60	148	148	- 0 40
46	Telefonica	47	46 60	46 60	- 0 85
220	T.D.K.	229	227	227	- 0 87
51	Toshiba Corp.	52	52 50	52 20	+ 0 38
475	Unilever	480	485	480	+ 0 91
310	Unit. Techn.	303 50	311 50	306	+ 0 82
650	Vaal Reefs	625	628	635	+ 1 60
415	Volvo	412	412	407	- 1 21
300	West Deep	291 50	291 80	292 30	+ 0 27
330	Xerox Corp.	330	333	330	....
137	Yamanouchi	137 10	136 70	136 70	- 0 29
2 42	Zambia Corp.	2 53	2 50	2 51	- 0 79

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	121	5 304
8,80 % 78/93	98	4 584
10,80 % 79/94	100 60	3 432
13,25 % 80/90	100 95	7 587
16,20 % 82/90	100 22	15 534
16 % juin 82	102 08	8 899
14,60 % fév. 83	104 34	12 440
13,40 % déc. 83	111 10	0 294
12,20 % oct. 84	104 50	2 741
11 % fév. 85	108 70	9 373
10,26 % mars 86	102 65	8 206
ORT 12,75 % 83	....	..
OAT 10 % 2000	103 90	5 818
OAT 9,90 % 1997	103 45	0 434
OAT 9,80 % 1996	101 17	8 941
Ch. France 3 %	....	..
CNB Bques janv. 82	98 80	4 333
CNB Paribas	99 50	4 333
CNB Suez	98 70	4 333
CNI janv. 82	98 50	4 333
PTT 11,20% 85	103 60	0 938
CFF 10,30% 86	100 10	8 711
CNE 11,50% 86	102	5 826
CNT 9% 86	94 75	5 903
CRH 10,90% déc. 85	105 20	9 783
C.N.C.A. T.P.	....	108
C.G.E. 6% janv. 89-99	....	54 400
Drouot Ass. Obl. conv.	....	..
Métrologie I. 6% 6/7	....	8 112

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté. Fin.)	....	1579
A.G.F. (St Cent.)	....	1100
Alsthom	....	....
Applic. Hydraul.	....	1240
Arbel	....	999
Astorg	....	321
Avenir Publicité	....	1800
Axa Midi Assurances	....	370
Bain C. Monaco	....	647
Banque Hypoth. Eur.	....	390
Béghin-Say (C.I.)	....	500
Blanzy-Ouest	....	2200
B.N.P. Intercontin.	....	305
Bénédictine	....	....
B.T.P. (Compagnie)	....	114 50
Caff	....	....
Cambodge	....	790
C.A.M.E.	....	182
Carbone-Lorraine	....	948
Caves-Pochain	....	28 30
C.E.G.Frig.	....	....
Centen. Blanzy	....	6300
Cerabati	....	144

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Cines	....	....
Champex (Ny)	157	157
C.I.C. (Financ. de)	....	241
C.I. Maritime	....	730
Citroen (B)	2400	2400 c
Clause	....	1112
Cofradel (Ly)	....	....
Cogifi	....	415
Comiphos	....	810
Cie Industrielle	....	9450
Comp. Lyon-Alem.	....	590
Concorde (La)	....	1595
C.M.P.	....	20
Créd. Gén. Ind.	....	550
Cr. Universel (Cie)	....	740
Créditel	....	148
Darblay S.A.	....	627
Dagremont	....	844 d
Delalande S.A.	....	1660
Delmas Vieljeux	....	5200
Didot-Bottin	....	1110
Eaux Bass. Vichy	....	1216
Eaux Vittel	....	4274
E.C.I.A.	....	1870
Electro-Banque	....	380
Elf-Antargaz	....	1044 o
E.L.M. Leblanc	....	620
Eneli-Bretagne	....	401 70
Entrepôts Paris	....	....
Europe Soule Indust.	....	95
Eternit	....	2437
Finalens	....	220
FIPP	....	265
Frac	....	1939
Foncière (Cie)	....	802
Fonc. Lyonnaise	....	923
Foncina	....	547
Forinter	....	1052
Fougerolle	....	918
France I.A.R.D.	....	1406 d
France (La)	....	17850
From. Paul Renard	....	2225
GAN	....	2230
G.F.I.I.	....	320
Gaumont	....	830
Genefim	....	358 50
Gévelot	....	506
Gr. Fin. Constr.	....	430
Gds Moulins Paris	....	1485
G. Transp. Ind.	....	825 c
Imm. Plaine-Monceau	....	....
Immivest	....	....
Immobail	....	440
Immobanque	....	786
Immob. Marseille	....	8410
Immofice	....	625
Invest. (Sté Cent.)	....	3350
Jaeger	....	252 40
Lambert Frères	....	528
Lille-Bonnières	....	1840
Loca-Expansion	....	277
Locafinancière	....	409
Locatel	....	400
Louis Vuitton	....	1400 c
Louvre (Sté)	....	4074
Lucia	....	2021

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Machines Bull	....	78 05
Magasins Uniprix	....	165
Magnant S.A.	....	124 50
Maritimes Part.	....	370
Métal Déployé	....	615
Mors	....	146
Navig. (Nat. de)	....	228 50
Nozal	....	295
Optorg	....	430
Oréal (L') C.I.	2258	2270
Origny-Desvroise	....	1306
Palais Nouveauté	....	1297
Paluel Marmont	....	760
Parfinance	....	253
Paribas-CIP	380	....
Paris France	....	240
Paris-Orléans	....	280
Partecha	....	432
Patern. Risq. Div.	....	1636
Pathé-Cinéma	....	....
Piper-Heidsieck	....	2260
P.L.M.	....	410
Porcher	....	720
Promodès	1780	1781
Publicis	....	1120
Rochefortaise S.A.	....	1030
Rosario (Fin.)	....	622
Rougier et Fils	....	421
Rozières (usine de)	....	630
Sacer	....	770
SAFAA	....	415
Safic-Alcan	....	909
SAFT	....	3080
Saga	....	231
Salins du Midi	....	649
Satam	....	117 90
Savoisienne (M)	360	360
SCAC	....	665
Senelle Maubeuge	....	499 20
S.E.P. (M)	183	186
Sidi	....	486
Simnor (Li)	....	....
Sinvim	....	419
Siph (Plant. Hévéas)	....	490
Sofal financière	....	791
Sofical	....	1140
Sofio	....	888
Soficomi	....	748
S.O.F.I.P. (M)	468	440
Sofragi	....	1605
Sopagi	....	165
Sophia-Bail	....	480
Soudure Autog.	....	973
Sovabail	....	628
Suez (Fin. de)-CIP	240	230 40
Stami	....	....
Taittinger	....	4200
Télémécanique Elect.	....	....
Testut-Aequitas	....	887
Tour Eiffel	....	360
Ufiner S.M.D.	....	802
Ugine A. Chat. Gueug.	....	430
U.A.P.	....	678
U.T.A.	....	2780
Vicat	....	3050
Viniprix	....	2469

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Virax	....	174
Waterman S.A.	....	963
Bras. du Maroc	....	205 40 o

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	871	....
Akzo	399	....
Alcan Alum	125	126
Algemene Bank	120	120
American Brands	385	390
Arbed	870	....
Asturienne Mines	193	185
Bco Pop Espanol	450 50	451
Banque Ottomane	1768	1800
B. Régl. Internat.	40000	40000
Br. Lambert	749	726
Canadian-Pacific	122 10	122 10
Chrysler corporation	107	112
CIR	23 40	21 60
Commerzbank	1030	1089
Dart. and Kraft	....	....
De Beers (port.)	....	....
Dow Chemical	405	402
Gén. Belgique	....	....
Gevaert	1200	....
Glaxo	148 90	148
Goodyear	260	260
Grace and Co	172	182
GTE corporation	408	410
Honeywell Inc.	483	....
Johannesburg	1430	1440
Kubota	54	54
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	35 50	....
Mineral-Ressourc.	88 30	86 10
Noranda	119	119
Olivetti	21 70	....
Pakhoed Holding	415	415
Pfizer Inc.	388	398
Procter Gamble	380 10	390
Ricoh Cy Ltd	51	49 50
Rolinco	320	322 90
Robeco	322	320
Rodamco	238 20	240
Saipem	9 80	9 80
Sema Group	35	32 70
Shell fr. (port.)	....	....
S.K.F. Aktiebolag	142	....
Steel Cy of Can.	106	....
Tenneco	325	....
Thorn EMI	70 20	72
Toray indust. inc	42 75	....
Vieille Montagne	....	....
Wagons-Lits	1356	1301
West Rand	14 25	13 95
Whitman Corporation	159	164

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
American Petrofina	....	....
Banque Hydro-Energie	340	....
Buitoni	850	....
Calciphos	187	186 80
Chambourcy (M.)	978	....
Cochery	380	....
Cogenhor	120	120
C. Occid. Forestière	180	....
Copirex	343	....
Europ. Accumul.	69	70 10
Gachot	120	115 50
Guy Degrenne	590	....
Hadbo-Ricqlès-Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Marin Immobilier	240	....
Nicolas	921	....
Particip. Percier	357	....
Rorento N.V.	177 80	177 80
St-Gobain-Emballage	2050	....
Sema-Metra	314	290
S.E.P.R.	2650	....
S.P.R.	580	....
Sté Lecteurs du Monde	493	500
Ufimex	380	....
Union Brasseries	104	....
Wonder	1470	....

SICAV (sélection) 29/12

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1176 87	1148 17
Action	240 61	234 17
Actions France	610 28	588 22
Actions sélectionnées	695 18	670 05
Aedificandi	690 23	665 28
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1236 73	1206 57
A.G.F. 5000	720 22	702 65
A.G.F. ECU	1078 66	1067 97
A.G.F. Foncier	127 65	124 44
A.G.F. Interfonds	442 84	432 04
A.G.F. Invest	135 46	132 16
A.G.F. OBLIG.	1120 42	1114 85
A.G.F. Sécurité	11032 21	11032 21
Agfimo	722 38	704 76
Altefi	207 92	200 40
A.L.T.O.	178 46	172 01
Amei-Gan	6542 49	6245 81
Amplitude	668 23	648 77
Arbitrages court terme	5730 10	5718 65
Associc	1157 23	1157 23
Atout Futur	377 21	364 81
Aurecic	1490 40	1446 99
Avenir C.I.C.	114 20	110 87
Avenir Alizés	1568 01	1537 26
Axa Europe	124 57	118 92
Axa Investissements	132 06	126 07
Axa N.P.I.	106 53	101 70
Axa Valeurs PER	138 39	132 11
Bred Associations	2586 81	2579 07
Capitacic	1042 08	1026 68
Capital Plus	1687 14	1687 14
Cadence-Pierre	36 36	34 78
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Convic	1056 05	1040 44
Comptavalor	5618 37	5508 96
Comptarente	113 62	110 21
Convertimmo	436 89	420 09
Credinter	554 02	537 88
Crédit Mutuel Capital.	1039 50	1019 12
Diese	1177 77	1139 04
Drouot-France	913 58	872 15
Drouot-Investiss.	1112 92	1062 45
Drouot-Sécurité	254 99	243 43
Drouot-Sélection	147 51	140 82
Ecocic	1152 33	1135 30
Ecureuil Capitalisation	2065 72	2045 27
Ecureuil Investissement	423 55	411 21
Ecureuil Monepremière	53348 59	53348 59
Ecureuil Monétaire	31424 98	31424 98
Ecureuil Trimestriel	1976 40	1856 83
Elicash	2217348	2217348
Energie	277 45	264 87
Eparcic	2669 49	2669 49
Eparcourt Sicav	4318 69	4305 83
Epargne Associations	25447 93	25409 82
Epargne-Capital	8638 87	8553 34
Epargne Court-Terme	544 33	544 33
Epargne Croissance	1675 51	1630 87
Epargne-Industr.	102 09	97 46
Epargne Inter	613 76	597 33
Epargne J	55969 04	55969 04
Epargne Long-Terme	193 74	188 56
Epargne Monde	1385 64	1348 55
Epargne Première	11777 98	11690 31
Epargne-Oblig.	198 38	193 07
Epargne-Quatre	1079 01	1050 13
Epargne-Unie	1408 01	1357 12
Epargne-Valeur	465 76	453 29
Epsilon	1160 42	1148 93
Eurocic Leaders	1144 22	1110 89
Eurodyn	1210 49	1170 68
Euro-Gan	7390 09	7064 98
Fonsicav (div. par 10)	11420 46	11420 46
Foncival	273 74	265 12
France Avenir 4/4 Ret.	......	......
France-Gan	10050 69	9594 84
France-Garantie	268 99	268 45

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
France-Index Sicav	120 43	117 49
France-Investiss.	459 02	447 92
France-Obligations	459 38	454 83
Francic	517 01	501 95
Francic Pierre	127 07	123 37
Francic Régions	1349 53	1310 22
Fructi-Associations	28 72	28 72
Fructi-Epargne	30 01	29 28
Fructicapi	34 05	33 55
Fructicourt	113604 59	113604 59
Fructidor	236 86	233 36
Fructifrance	991 92	967 73
Fructimmo	33 07	32 28
Fructivar	4406 27	4385 28
Fructi ECU	573 89	565 41
Fructi-Première	10856 99	10698 54
Futuroblig	1161 33	1123 14
Gestilion	59048 17	58900 92
Gestion Associations	163 88	160 37
Horizon	1267 23	1230 32
Interoper	106707 17	103599 19
Interoblig.	11908 32	11460 31
Intersélect France	581 35	584 42
Japacic	203 66	197 73
Jeune épargne	241 52	237 95
Laffitte-Amérique	232 36	221 61
Laffitte Europe	296 29	282 85
Laffitte-Expansion	296 36	282 92
Laffitte-France	377 58	360 46
Laffitte-Immobilière	276 48	263 94
Laffitte-Japon	456 79	436 08
Laffitte-Oblig.	139 27	132 96
Laffitte-Rend.	191 65	182 96
Laffitte-Tokyo	395 93	377 98
Latitude	5442 13	5433 98
Lausi Court terme	10161 83	10161 83
Lausi Long terme	6447 28	6288 82
Lion-Associations	11653 20	11653 20
Lion-Institutionnels	23602 68	23643 82
Lionplus	778 03	770 33
Lion Trésor	2158 62	2137 25
Livret Bourse Investis.	566 69	550 17
Livret portefeuille	748 88	727 07
Méditerranée	204 81	195 52
Mensuel CIC	10132 43	10031 11c
Mondiale Investissem.	462 17	431 67
Monecic	5812 42	5612 42
Monedan	53838 16	53839 16
Moné J.	58349 42	58349 42
Mutualité Dépôts	10842 94	10821 30
Mutuelle Unie Sél.	155 95	148 88
Natio-Epargne	14228 72	14087 84
Natio-Epargne Trésor	6365 63	6342 94
Natio-Court terme	226010	226010
Natio-Inter.	1187 27	1155 49
Natio-Monétaire	20450 50	20450 50
Natio-Obligations	542 88	528 35
Natio-Patrimoine	1508 43	1468 08
Natio-Placements	66658 74	66658 74
Natio-Revenu	1021 54	1011 43
Natio-Sécurité	11372 80	11372 80
Natio-Valeurs	885 77	862 06
Nippon-Gan	7181 08	6855 45
Nord-Sud Développ.	1244 86	1242 38
Normatif	12151 83	11913 56
Obli Association	122 68	121 47
Oblicic Mondial	2266 34	2252 56
Oblicic Régions	1042 80	1027 19
Oblig. toutes catég.	150 05	147 83
Oblilion	1082 86	1071 94
Oblisécurité	10294 24	10294 24
Oraction	1293 92	1241 70
Orvalor	6315 98	6087 68
Paribas Epargne	18577 38	18544 29
Paribas Opportunités	128 88	123 63
Paribas Patrimoine	572 10	546 78
Paribas Revenu	90 22	88 33

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Patrimoine Retraite	178 77	176 26
Pernalor	709 27	688 61
Phenix Placements	260 04	258 75
Pierre Investiss.	777 89	759 92
Placement A	1258 11	1231 48
Placement crt-terme	72318 86	72174 60
Placement J	5775 11	5763 58
Placement Premier	53809 24	53701 84
Plénitude	117 67	114 52
Poste Gestion	52274 57	52274 57
Première Obligations	10939 72	10928 79
Prévoyance Ecureuil	114 46	111 39
Pér/Association	23581 76	23581 76
Quartz	126 43	123 32
Rentacic	163 28	160 87
Revenus Trimestriels	5308 65	5254 11
Revenu Vert	1142 85	1125 96
St-Honoré Bio-aliment.	958 34	914 88
St-Honoré Global	286 08	273 11
St-Honoré Matignon Pl.	246 11	234 95
St-Honoré Pacifique	632 13	603 47
St-Honoré P.M.E.	560 93	535 49
St-Honoré Réel	12053 71	12005 69
St-Honoré Services	537 08	518 42
St-Honoré Technol.	833 28	795 49
Sécuricic	1413 41	1412
Sécuri Taux	11234 08	11234 08
Slcaden (Cauden BP)	701 93	691 56
Sicav-Associations	1495 10	1492 86
S.F.I. fr. et étr.	730 32	709 05
Sicav 5000	454 66	442 49
Sliefrance	716 78	697 60
Silvam	462 05	449 58
Silvarente	214 58	212 46
Silvinter	445 40	433 48
S.N.I.	1305 39	1267 37
Sogepargne	333 51	321 46
Sogevar	1156 83	1104 37
Sogiinter	1427 84	1363 09
Soleil Investissement	580 99	554 64
Stratégie Actions	1230 48	1183 15
Stratégie Rendement	1169 83	1132 04
Technocic	1187 19	1152 61
Techno-Gan	6430 23	6139 64
Thesora	526 24	521 03
Transcontinents	88 76	87 02
Trésor Plus	1040 17	1029 87
Trésor Réel	11501 70	11501 70
Trésoricic	111677 34	111677 34
Tuffon *	5110 78	5060 18
U.A.P. Investiss.	489 62	471 92
U.A.P. moyen terme	110 62	106 81
Uni-Associations	110 73	110 73
Unifrance	630 28	607 50
Unifoncier	1516 83	1461 81
Uni-Garantie	1353 81	1327 34
Uni-Régions	3431 62	3307 59
Unirente	2334 82	2258 05
Univer	194 14	194 14
Univers-Actions	1321 43	1277 98
Univers-Obligations	1622 80	1589 25
Valcorem	600 96	586 32
Valorg	1699 08	1696 39
Valrea	4821 80	4800 40 ●
Vauban	23287 59	23284 30

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 29/12	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 744	5 788	5 580	6 080
ECU	6 887	6 886	....	....
Allemagne (100 DM)	341 840	341 900	331	351 500
Belgique (100 F)	16 251	16 258	15 700	16 800
Pays Bas (100 fl.)	302 640	302 760	293	312
Danemark (100 krd)	87 810	87 850	85	92
Norvège (100 k)	87 750	87 720	85 500	92 600
Grande-Bretagne (£ 1)	9 318	9 315	8 980	9 750
Grèce (100 drachmes)	3 682	3 685	3 400	4 200
Italie (1 000 lires)	4 558	4 563	4 350	4 850
Suisse (100 fr.)	375 390	374 600	363	387
Suède (100 krs)	92 980	93 400	90 500	97 500
Autriche (100 sch)	48 580	48 630	47	50 100
Espagne (100 pes.)	5 283	5 270	5 050	5 600
Portugal (100 esc.)	3 884	3 888	3 650	4 350
Canada ($ can 1)	4 960	5 006	4 800	5 210
Japon (100 yens)	4 039	4 021	3 900	4 120

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 29/12
Or fin (kilo en barre)	74000	75000
Or fin (en lingot)	74350	75350
Pièce française (20 fr)	430	440
Pièce française (10 fr)	400	.....
Pièce suisse (20 fr)	491	488
Pièce latine (20 fr)	435	436
Souverain	545	550
Pièce de 20 dollars	2720	2740
Pièce de 10 dollars	1465	1510
Pièce de 5 dollars	975	.....
Pièce de 50 pesos	2820	2880
Pièce de 10 florins	449	456
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ● : prix précédent – ★ : marché continu

Le Monde

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 2 janvier 1990 a été tiré à 425 100 exemplaires.

« L'Humanité » fustige l'« immense gâchis » des « années Mitterrand »

M. André Lajoinie, membre du secrétariat du comité central du Parti communiste, a reproché, lundi 1er janvier, au président de la République d'avoir exprimé dans ses vœux de Nouvel An une *« conception très sélective de la défense des libertés »*, en ne disant rien *« des graves atteintes aux libertés et aux droits de l'homme dans les pays capitalistes et, notamment, en Afrique du Sud, en Amérique latine ou dans les territoires occupés par Israël »*.

Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale a affirmé, en outre, que sous la présidence de M. François Mitterrand *« le chômage et les inégalités sociales se sont accrus, les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres, le logement social a été sacrifié, l'école a été privée des crédits qui sont alloués à la course aux armements et la répression antisyndicale s'est amplifiée avec plus de cinquante mille militants syndicaux licenciés dans les entreprises »*. Selon M. Lajoinie, *« les vœux du président de la République sont restés des vœux pieux, et ils le resteront encore si les gens ne se rassemblent pas dans l'action pour faire prévaloir leurs justes aspirations »*.

L'Humanité consacre plusieurs pages aux *« promesses non tenues »* et à l'*« immense gâchis »* qui caractérisent, selon l'organe central du PCF, les *« années Mitterrand »*. Sous une photo des Restaurants du cœur, illustrant la *« gêne et rations Mitterrand »*, le quotidien publie un florilège des vœux présidentiels des huit années précédentes, qui ont vu, selon lui, le chef de l'Etat passer de *« changer la vie, ici et maintenant »* à *« malheur aux vaincus et mort aux faibles ! »*. Un autre article vise à démontrer la *« dérive permanente »* de M. Mitterrand *« de la gauche vers la droite »*. Deux pages de photos rappellent les mouvements sociaux de 1989, avec un commentaire affirmant que *« ce sont [les travailleurs] qui ont obligé leurs syndicats à accompagner et aider leurs actions »*, la CGT étant *« le syndicat phare du développement des revendications décidées à la base »*.

Dans un éditorial, Pierre Ivorra s'appuie sur le dernier rapport du Centre d'étude des revenus et des coûts pour dénoncer *« une politique dure aux salariés et toute favorable au capital et aux fortunes »*. Il ajoute que *« la violente campagne anticommuniste actuelle montre la détermination des forces du capital à tout faire pour écraser l'espérance de changer la vie »*. Cette « campagne » est dénoncée, aussi, par M. Jean-Claude Laroze, membre du secrétariat confédéral de la CGT, qui souligne que *« le peuple roumain a conquis lui-même, les armes à la main, sa liberté contre un dictateur longtemps courtisé par les gouvernements de notre pays »*, et qui voit *« dans ces événements tragiques matière à réflexion pour tout le monde, mais plus particulièrement pour les dirigeants dont les responsabilités s'exercent au niveau institutionnel »*.

A propos de la Roumanie, de plus, M. Jacques Denis, responsable de la section de politique extérieure du comité central, reproche à M. Anicet Le Pors d'avoir critiqué, dans un entretien publié par *l'Express*, l'envoi d'une délégation du PCF au congrès du PC roumain, en novembre dernier, alors que l'ancien ministre délégué à la fonction publique avait approuvé, selon M. Denis, le rapport sur la situation internationale présenté par M. Maxime Gremetz, en décembre, au comité central.

URSS

Les médailles de la « Pravda » remplacées par un portrait de Lénine

Moscou. — La *Pravda*, organe du parti communiste soviétique, a légèrement changé la présentation de sa « une » lundi en supprimant les trois médailles qui ornaient le titre, remplacées désormais par un portrait de Lénine.

Aucune explication n'a été donnée à la suppression de ces médailles, décernées au journal en 1945, 1962, et 1972. Mais l'étalage des médailles est désormais associé en URSS aux années de pouvoir de Leonid Brejnev (1964-1982), qui les accordait avec libéralité.

Le journal télévisé soviétique, le très austère *Vrémia* (le temps), a également fait toilette. L'habituel plan fixe sur un présentateur à l'élocution compassée a été remplacé par des caméras en mouvement devant des présentateurs plus jeunes et élégants, conversant sur des canapés autour d'une table high-tech. — *(Reuter, AFP.)*

Vodka à gogo à Sverdlovsk

La vodka coule de nouveau à flots à Sverdlovsk, dans l'Oural, les autorités ayant pourvu d'urgence à l'approvisionnement des boutiques à la suite de manifestations contre la pénurie d'alcool à la veille du Nouvel An (*le Monde* du 2 janvier), a rapporté mardi 2 janvier le journal *Rabotchaia Tribuna*.

Selon ce journal, la ville de Sverdlovsk souffre de pénurie aiguë depuis trois ou quatre ans. — *(AFP.)*

Echecs : le classement annuel de la FIDE

Gary Kasparov officiellement à 2 800 points

Le Soviétique Gary Kasparov, champion du monde d'échecs, vient d'enregistrer la meilleure performance de tous les temps au dernier classement officiel des meilleurs joueurs mondiaux. Ce classement — dit classement « Elo » — est établi deux fois par an (le 14 janvier et le 1er juillet) par la Fédération internationale des échecs (FIDE).

Kasparov totalise 2 800 points, alors que le meilleur résultat, jusqu'alors inégalé, enregistré par Bobby Fischer, en 1972, avait été de 2 780 points.

Kasparov, qui a amélioré son score de 25 points au cours des six derniers mois, devance son compatriote ancien champion du monde Anatoli Karpov (2 730 points), qui avait détrôné Fischer en 1975 à la faveur d'une disqualification de l'Américain par la FIDE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 2 janvier

Léger repli

Les valeurs françaises ont débuté l'année 1990 en légère baisse, l'indice CAC 40 perdant 0,14 % en fin de matinée. Parmi les plus fortes hausses, on notait la Compagnie Lebon (+ 4,23 %), Roussel Uclaf (+ 2,7 % et Sodexho (+ 2,7 %). En baisse figuraient UIS (- 4,9 %), Bolloré (- 3,65 %) et Guyenne. Gascogne (- 3,42 %).

□ **Marée noire au large de Madère.** — Une marée noire a été repérée, lundi 1er janvier, au large de Madère. Une fuite se serait produite au cours du week-end à bord d'un pétrolier espagnol, l'*Aragon*. *Quelque 25 000 tonnes pourraient* d'ores et déjà s'être échappées du pétrolier.

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Un p'tit coin de paradis

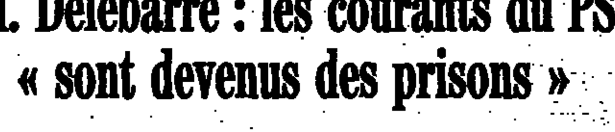
IL est trop mimi, mon Mimi, avec son Europe élargie à tous les Etats du Vieux Continent. Quels Etats, dis, chéri ? Non, je te demande ça, parce que je viens de passer les fêtes dans les pays de l'Est, à Varsovie et à Budapest. Et, bon, ils sont pas à l'aise dans leurs frontières, les mecs. Ça date pas d'hier, ça date de la deuxième, et même de la première guerre. Et comme elles pètent, là, les frontières, ça va déménager sec !

Prenez les trois millions de Hongrois qui se morfondent en Transylvanie. Avec ou sans Ceausescu, ils tiennent pas du tout à rester roumains. C'est pas pour vous fausser compagnie, les enfants, mais ça va faire quarante ans qu'on est là, faut qu'on rentre. Ils s'en foutent, les Roumains : Allez, tchao, bien le bonjour chez vous ! Eux ce qu'ils veulent, c'est récupérer leurs frères annexés par les Sov. Ils en ont fait des Moldaves. Vous pouvez me dire à quoi ça ressemble ?

La Yougo, je vous raconte pas, on serait encore là demain. Six Républiques qui se bouffent le nez, sans oublier un bon paquet de Hongrois, encore eux, et d'Albanais. Ah ! Et j'oubliais, les Allemands, les fameux Sudètes, repris par les Tchèques ou donnés aux Polonais en échange d'autres Polonais devenus citoyens soviétiques.

Alors, là, les Allemands, il y en a partout, en Roumanie, en URSS, en Hongrie. Il y en a même à Milwanku. Déjà que la RDA a fait le mur pour sauter dans les bras de la RFA, si, en plus, on laisse rappliquer tous ceux qui ont le mal du pays, voyez un peu ce que ça va donner. Mais alors, où les mettre ? En Suisse, ils sont très bien, seulement il y a pas la place. Moi, je les verrais plutôt en Sibérie ou, encore mieux, tiens, dans le Kazakhstan. Il y en a déjà plein là, des Allemands. Ils se retrouveraient entre eux. Ça va se libérer très vite, ces coins-là. La Lituanie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, l'Ukraine, la Géorgie, tout ça. Va y avoir des panneaux partout : Propriété privée. Chambres à louer.

Allez, Gorby, résigne-toi. Si tu peux plus faire tsar de toutes les Russies, tu resteras prince de la Moscovie. T'appelleraS ça « Ça me suffit ». Et ça te permettra de voisiner dans la maison commune avec mon Mimi



M. Delebarre : les courants du PS « sont devenus des prisons »

Dans un entretien publié mardi 2 janvier par *le Figaro*, M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement et des transports, critique sévèrement les courants du Parti socialiste. « *Aujourd'hui*, déclare-t-il, *ce sont des écuries, des rampes de lancement pour des présidentiables ou futurs candidats au poste de premier secrétaire (...). Les courants sont devenus des prisons.* »

M. Delebarre condamne les *« petites phrases »*, qui ne servent qu'à *« ternir l'image du Parti socialiste »*. *« Cela ressemble à un processus d'autodestruction »*, dit-il. Il se prononce contre la formule d'une direction collégiale du parti, proposée par M. Pierre Joxe, car il souhaite *« que la direction soit beaucoup plus resserrée et qu'elle représente la majorité »*. S'agissant de M. Jean-Pierre Chevènement, M. Delebarre, qui a signé la contribution de M. Lionel Jospin, estime que *« c'est peut-être le seul avec lequel il peut y avoir un vrai débat de fond, notamment sur les perspectives de défense en France »*.

Inquiet des pertes électorales du PS, le maire de Dunkerque affirme qu'il faut *« trouver de nouvelles formes de militantisme, plus proches des réseaux associatifs, plus proches du terrain »*. *« Il faut retourner plus près des gens, il faut remettre la charrue dans le sillon et pousser »*, conclut-il.